



Spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin : Monographie des communes des départements de l'Atacora et de la Donga

Note synthèse sur l'actualisation du diagnostic et la priorisation des
cibles des communes

Une initiative de :	
<div>  <div> MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT  RÉPUBLIQUE DU BÉNIN </div> </div> <p>Direction Générale de la Coordination et du Suivi des Objectifs de Développement Durable (DGCS-ODD)</p>	
Avec l'appui financier de :	
	 <p>Au service des peuples et des nations</p>
Programme d'appui à la Décentralisation et au Développement Communal (PDDC / GIZ)	Projet d'Appui aux Stratégies de Développement (PASD / PNUD)
	
Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)	Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA)
<p>Et l'appui technique du Cabinet Cosinus Conseils</p> 	

<i>Sigles et abréviations</i>	5
1.1. BREF APERÇU SUR LE DEPARTEMENT	7
1.1.1. INFORMATIONS SUR LES DEPARTEMENTS ATACORA -DONGA.....	7
1.1.1.1. APERÇU DU DEPARTEMENT DE L'ATACORA	7
1.1.1.2. APERÇU DU DEPARTEMENT DE LA DONGA.....	8
1.1.1.3. RESUME DES INFORMATIONS SUR LE DIAGNOSTIC	10
1.1.1.4 SYNTHÈSE DE PRIORISATION DES DIX CIBLES PRIORITAIRES AU NIVEAU DES COMMUNES	12
1.2. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE BOUKOUMBE	15
1.2.1. BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE BOUKOUMBE	15
1.2.2. NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	16
1.2.3. SYNTHÈSE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE BOUKOUMBE	21
1.2.4. NORMES D'ACTION DE LA COMMUNE DE BOUKOUMBE	25
1.3. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE COBLY	35
1.3.1. BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE COBLY	35
1.3.2. NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	37
1.3.3. SYNTHÈSE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE	42
1.3.4. NORMES D'ACTION	46
1.4. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE KEROU	51
1.4.1. BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE KEROU.....	51
1.4.2. NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	53
1.4.3. SYNTHÈSE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE DE KEROU.....	58
1.4.4. NORMES D'ACTION	64
1.5. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE KOUANDE	73
1.5.1. BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE KOUANDE.....	73
1.5.2. NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	74
1.5.3. SYNTHÈSE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE KOUANDE	81
1.5.4. NORMES D'ACTION DE LA COMMUNE KOUANDE.....	86
1.6. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE MATERI	92
1.6.1. BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE MATERI.....	92
1.6.2. NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	94
1.6.3. SYNTHÈSE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE MATERI.....	99
1.6.4. NORMES D'ACTION DE LA COMMUNE DE MATERI	106
1.7. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE NATITINGOU	113
1.7.1. BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE NATITINGOU	113
1.7.2. NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	114
1.7.3. SYNTHÈSE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE DE NATITINGOU	119
1.7.4. NORMES D'ACTION.....	124
1.8. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE PEHUNCO	129
1.8.1. BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE PEHUNCO	129
1.8.2. NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL PEHUNCO	130
1.8.3. SYNTHÈSE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE PEHUNCO	137
1.8.4. NORMES D'ACTION DE LA COMMUNE PEHUNCO	141
1.9. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE TANGUIETA	150

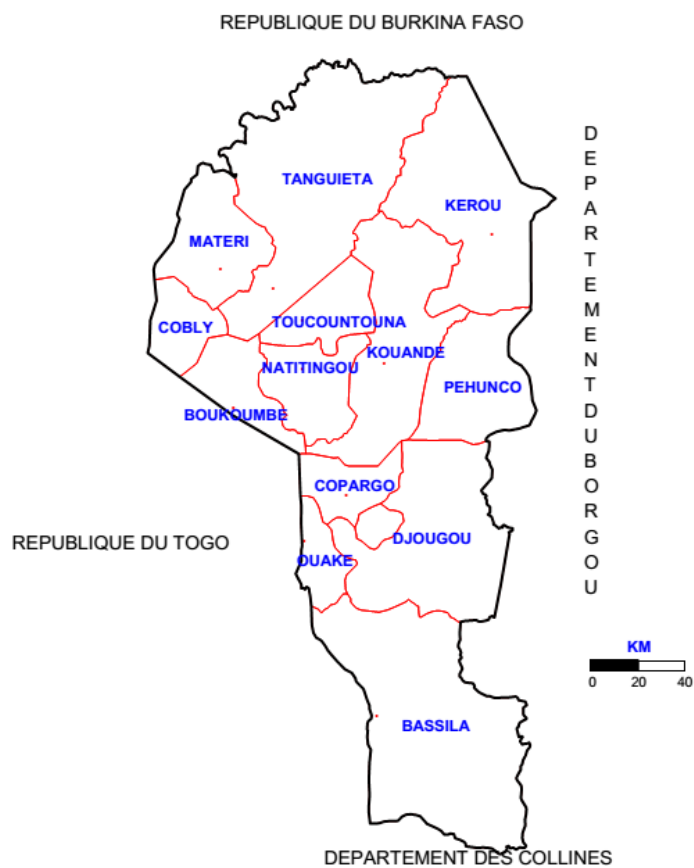
1.9.1.	BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE TANGUIETA.....	150
1.9.2.	NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	152
1.9.3.	SYNTHESE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE DE TANGUIETA	158
1.9.4.	NORMES D’ACTIONS.....	165
1.10.	MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE TOUCOUNTOUNA	174
1.10.1.	BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE TOUCOUNTOUNA	174
1.10.2.	NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	175
1.10.3.	SYNTHESE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE DE TOUCOUNTOUNA.....	183
1.10.4.	NORMES D’ACTIONS.....	189
1.11.	MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE BASSILA.....	198
1.11.1.	BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE BASSILA	198
1.11.2.	NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL BASSILA	200
1.11.3.	SYNTHESE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE BASSILA.....	206
1.11.4.	NORMES D’ACTION	211
1.12.	MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE COPARGO.....	216
1.12.1.	BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE COPARGO.....	216
1.12.2.	NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	218
1.12.3.	SYNTHESE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE.....	223
1.12.4.	NORMES D’ACTION	228
1.13.	MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE DJOUGOU	237
1.13.1.	BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE DJOUGOU.....	237
1.13.2.	NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	239
1.13.3.	SYNTHESE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE.....	250
1.13.4.	NORMES D’ACTION	255
1.14.	MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE OUAKE	261
1.14.1.	BREVE PRESENTATION DE LA COMMUNE DE OUAKE.....	261
1.14.2.	NIVEAU DE COUVERTURE DE LA CIBLE PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	263
1.14.3.	SYNTHESE DES CIBLES PRIORITAIRES DE LA COMMUNE OUAKE	269
1.14.4.	NORMES D’ACTIONS DE LA COMMUNE DE OUAKE	273
1.15.	ANNEXES	281
1.15.1	<i>Comité de conduite du processus de spatialisation des cibles prioritaires des odd</i>	<i>281</i>
1.15.2	LISTES DES CIBLES PRIORITAIRES DES ODD RETENUS PAR LE BENIN	283

Sigles et abréviations

Sigle	Définition
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GmbH)
ODD	Objectifs de Développement Durable

1

Bref aperçu sur
les départements
de l'Atacora et de
la Donga



1.1. Bref aperçu sur le département

1.1.1. Informations sur les départements Atacora -Donga

1.1.1.1. Aperçu du département de l'Atacora

Situé à l'extrême ouest du Bénin, le département de l'Atacora compte neuf communes que sont : Natitingou (Chef-lieu du Département), Kérou, Kouandé, Péhunco, Cobly, Boukombé, Matéri, Toucountouna et Tanguiéta. Il est composé de 47 arrondissements et de 384 villages ou quartiers de ville. Avec une superficie totale de 20.499 km², l'Atacora est le troisième département du Bénin de part son étendue.

La population du département de l'Atacora est relativement jeune avec environ 50,6% âgée de 0-14 ans et 44,8% âgée de 15-60 ans. Celle des personnes âgées (60 ans et plus) est de 4,7% selon les résultats du RGPH4 de 2013.

En 2002, le rapport de dépendance démographique indiquait que l'Atacora comptait environ 126 personnes à charge pour 100 personnes actives. Le rapport de masculinité est de 97 hommes pour 100 femmes mais des disparités s'observent selon les communes et les groupes d'âge.

Le département de l'Atacora abrite toutes les ethnies mais les GUA ou Otamari et apparentés (59,3%) et les Bariba et apparentés (19,0%) et les Peulhs ou Peuls (12,5%) sont majoritaires. Les religions les plus pratiquées sont : l'Islam (26,9%), suivi des religions Traditionnelles (25,5%) et du Catholicisme (20,7%).

De type soudano-guinéen nuancé par le relief Atacorien, le climat du département compte deux saisons (Une saison pluvieuse, de mi-avril à mi-octobre et une saison sèche, de mi-octobre à mi-avril).

En ce qui concerne les précipitations, la hauteur moyenne varie de 900 mm à 1000 mm dans le département. Le mois d'août est généralement le plus arrosé. Quant à la température moyenne, elle est d'environ 27°C avec les variations de 17°C à 35°C. Cependant, l'amplitude thermique peut atteindre 8°C pendant l'harmattan.

L'Atacora consacre ses efforts surtout dans les activités agricoles (74% des actifs du département y sont employés). Grâce à la ténacité et au courage répétés des populations rurales, le département est considéré comme le grenier du pays en sorgho et en riz ; ce qui permet à Kouandé, Natitingou et autres centres, de servir de lieu de rencontres intertribales et d'échanges de produits agricoles et artisanaux très variés. Le commerce constitue environ 16% des activités économiques du département.

Les attraits touristiques de l'Atacora sont célèbres dans la sous-région. Le panorama et l'habitat ("Tata somba", site panoramique de Koussoucoingou), le paysage montagneux (la plaine de Boukombé, les cascades de Tanougou et la chute de Kota ...), les zones cynégétiques de Porga et le parc national de la Pendjari offrent de pittoresques tableaux aux touristes.

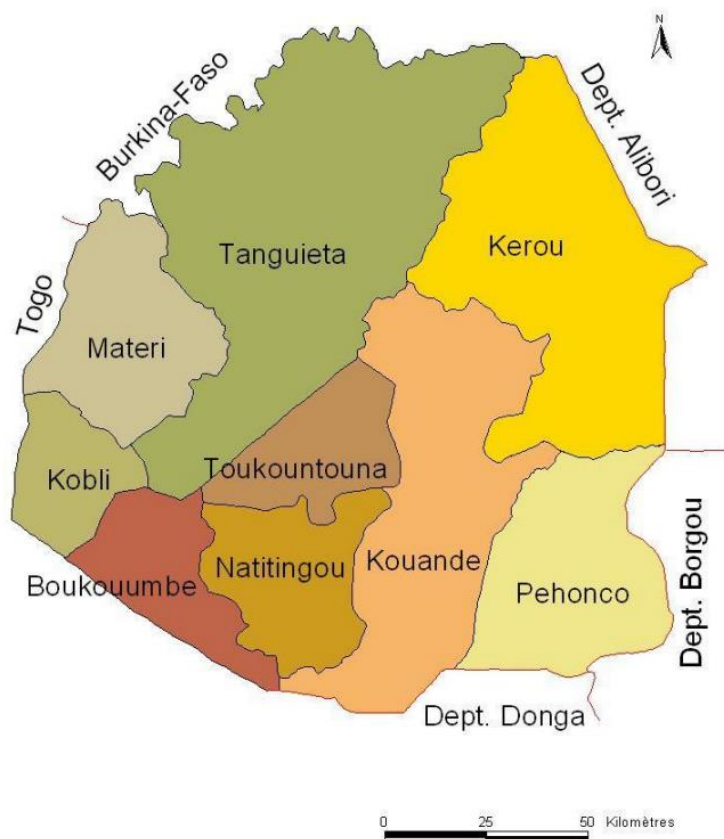


Figure 1: Département de l'Atacora

1.1.1.2. Aperçu du département de la Donga

Issu de l'ancien département de l'Atacora dont il occupait la partie Sud, le département de la Donga s'étend sur une superficie de 11.126 km². Il couvre 177 villages ou quartiers de villes et quatre communes à savoir : Djougou, Bassila, Copargo et Ouaké. Le département de la Donga est composé de 26 arrondissements.

La population du département de la Donga est relativement jeune avec environ 47,4% âgée de 0-14 ans et 47,6% âgée de 15-60 ans. Les personnes âgées (60 ans et plus) représentent 4,9% selon les résultats du RGPH4 de 2013.

En 2002, le rapport de dépendance démographique indiquait que la Donga comptait environ 124 personnes à charge pour 100 personnes actives. Le rapport de masculinité est de 100,4 hommes pour 100 femmes mais des disparités s'observent selon les communes et les groupes d'âge.

On rencontre dans le département toutes les ethnies du Bénin. Les Yoa, les Lokpa et apparentés (59,0%) et les Peulhs et apparentés (15,7%) sont les majoritaires.

La religion la plus pratiquée est l'Islam (77,9%) suivie du catholicisme (11,9%).

De type soudano-guinéen, le climat du département de la Donga est caractérisé par une saison pluvieuse (mi-avril, mi-octobre) et une saison sèche (mi-octobre, mi-avril). C'est la même situation que dans le département de l'Atacora. Par contre, la normale des précipitations qui est de 1200 mm à 1300 mm est plus élevée que dans l'Atacora. Le mois au cours duquel les pluies sont assez abondantes, est celui d'août.

La Donga est considérée comme le grenier du pays en sorgho, maïs, arachide et autres. L'agriculture reste dominante (46%) et le commerce (39%), ce qui permet à Djougou, Bassila et Ouaké de servir de lieu d'échanges et de rencontre de divers produits agricoles et artisanaux. En ce sens, les grands

marchés urbains offrent des facilités d'approvisionnement et d'écoulement et permettent ainsi le développement de plusieurs activités telles que la production vivrière, l'artisanat, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Les échanges économiques s'effectuent surtout avec le sud du pays, le Togo et le Burkina Faso. De nombreux marchés primaires et même des centres de collecte secondaire permettent d'alimenter ces grands marchés à caractère régional.

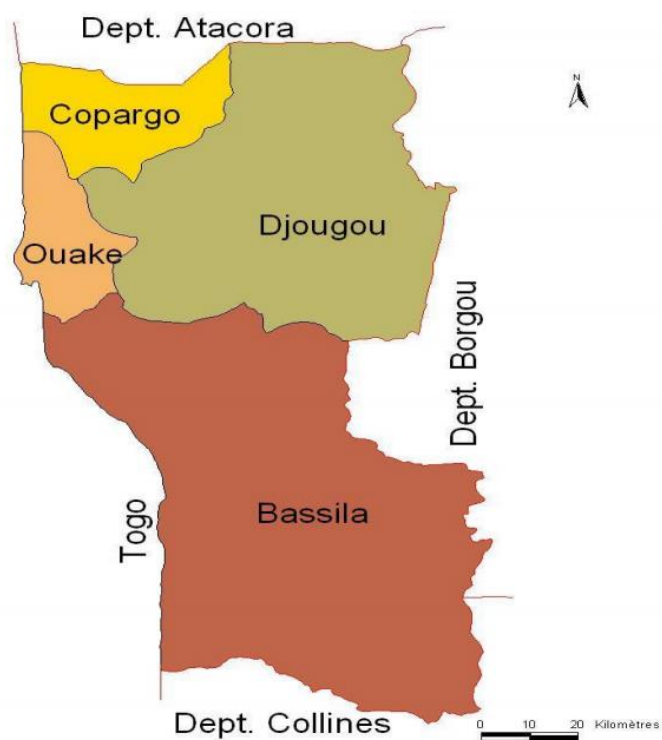


Figure 2: Département de la Donga

1.1.1.3. Résumé des informations sur le diagnostic

Cadre Social														
ODD	Cibles	Bouk.	Cobly	Kérou	Kouand.	Mat.	Nati.	Péh.	Tang.	Touc.	Bassila	Copar	Djoug.	Ouaké
1	1.2													
	1.3													
	1.4													
2	2.1													
	2.2													
	2.3													
3	3.1													
	3.2													
	3.3													
	3.4													
	3.7													
4	4.1													
	4.4													
	4.5													
5	5.1													
	5.5													
6	6.1													
	6.2													
	6.4													
	6.5													
Cadre économique														
7	7.1													
8	8.2													
	8.3													
	8.5													
	8.9													
9	9.1													
	9.2													
	9.5													
10	10.1													
	10.2													
	10.3													
11	11.1													
	11.3													
	11.5													
Cadre environnemental														
12	12.2													
	12.5													
	12.7													
	12.8													
13	13.1													
14	14.2													
	14.5													
15	15.1													
	15.2													
	15.3													
Cadre institutionnel														
16	16.2													
	16.3													
	16.5													
	16.6													
	16.9													

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Au niveau du cadre social, les cibles les mieux couvertes dans les différents PDC sont en général celles de l'ODD 1 (Pauvreté) et l'ODD2 (Faim zéro). Ceci est dû au fait que les questions de pauvreté et de Faim demeurent des préoccupations majeures pour toutes les communes. Le caractère multidimensionnel de la pauvreté explique également que les cibles y afférentes soient mieux couvertes. Quant à l'ODD2, le fait que les populations soient en grande partie agricoles favorise le fait qu'il y a une grande couverture à ce niveau. Les ODD 3, 4, 5 6 sont en général faiblement couverts. Il est à noter que les cibles sont faiblement couvertes dans la plupart des cas lorsqu'il n'y a pas d'actions spécifique ou peu d'action liées à ces cibles. Les cibles 5.5 et 6.5 sont les moins couvertes par les PDC (5 et 6 PDC respectivement). Les PDC de Tanguiéta et de Toucountouna sont ceux qui ont le plus grand nombre de cibles non couvertes

La tendance globale est portée sur une mauvaise couverture des cibles du cadre économique. La cible 7.1 reste faiblement couverte au niveau de la plupart des communes excepté Natitingou qui affiche une couverture moyenne. Ainsi les communes n'ont en général pas inscrit assez d'actions visant la fourniture de l'énergie aux populations. Les ODD 9 et 10 sont les moins couverts, ils enregistrent un fort taux de non couverture en particulier la cible 9.5 totalement abandonnée par toutes les communes.

Les résultats de l'examen des PDC montrent que dans les départements de l'Atacora et de la Donga, les actions visant à l'atteinte des ODD 15 sont prévues même si dans la plupart des cas elles sont peu significatives. Les cibles 12.7 et 12.8 portant respectivement sur la passation des marchés et l'accès aux connaissances nécessaires au développement durable ne sont couvertes qu'au niveau de Bassila (faiblement), les autres communes n'ayant proposé aucune action portant sur ces cibles. Par ailleurs, l'ODD 14 reste non couvert partout vu qu'aucune des Communes des deux départements n'a de vue sur l'océan. Les Communes de Boukoumbé, Kouandé, Matéri, Pehounco, Bassila et Copargo sont dans une situation très préoccupante car n'enregistrent aucune bonne couverture des ODD du volet environnemental.

L'examen des PDC révèlent que l'ODD 16 reste très peu couvert par les différentes communes. Principalement la cible 16.5 qui n'est couverte que par toucountouna (Moyennement) les autres communes n'ayant prévu aucune action portant sur cette cible. Le grand défi qui s'impose à l'ensemble des départements de l'Atacora Donga est de renforcer le cadre institutionnel

1.1.1.4 Synthèse de priorisation des dix cibles prioritaires au niveau des communes

Cadre Social															
OD D	Cible s	Bouk .	Cobl y	Kéro u	Kouand .	Mat .	Nati .	Péh .	Tang .	Touc .	Bassil a	Copa r	Djoug .	Ouak é	
1	1.2														0 8
	1.3														0 5
	1.4														0 3
2	2.1														0 5
	2.2														0 4
	2.3														0 6
3	3.1														0 2
	3.2														0 0
	3.3														0 8
	3.4														0 2
	3.7														0 5
4	4.1														0 4
	4.4														0 3
	4.5														0 3
5	5.1														0 1
	5.5														0 4
6	6.1														0 6
	6.2														0 4
	6.4														0 4
	6.5														0 1
Cadre économique															
7	7.1														0 9
8	8.2														0 2
	8.3														0 2
	8.5														0 2
	8.9														0 3
9	9.1														0 3
	9.2														0 0
	9.5														0 0

10	10.1														01
	10.2														00
	10.3														00
11	11.1														01
	11.3														00
	11.5														00
Cadre environnemental															
12	12.2														02
	12.5														05
	12.7														00
	12.8														00
13	13.1														08
14	14.2														00
	14.5														00
15	15.1														02
	15.2														01
	15.3														04
Cadre institutionnel															
16	16.2														05
	16.3														00
	16.5														01
	16.6														00
	16.9														00
		10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme	Intervention à long terme	Intervention de consolidation	Intervention non prioritaire	Intervention pertinente
Couleur	Rouge	Marron	Jaune	Bleu	Vert	Violet	Gris

Du tableau ci-dessus, on constate que la priorisation dans les départements de l'Atacora et de la Donga sont plus concentrés sur les cibles du cadre social. Ainsi 1.2 et 3.3 sont les plus priorisées (soit 8 fois)

Au niveau du cadre économique c'est la cible 7.1 qui a été la plus priorisée soit 09 communes sur les 13 communes. Les communes de Matéri et Tanguieta n'ont priorisé aucune des cibles du cadre économique.

La cible 13.1 portant sur le renforcement, dans tous les pays, de la résilience et des capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat est la cible la plus

priorisée. Cela s'explique par les difficultés rencontrées par les acteurs ruraux surtout ceux du monde agricole dans leurs activités. On peut noter que toutes les cibles prioritaires au niveau du cadre environnemental par Toucountouna sont urgentes.

Au niveau du cadre institutionnel, la cible 16.2 portant sur la maltraitance, l'exploitation, la traite, et toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants est celle qui a été la plus priorisée par les communes (05 fois).

.2

Monographie des
communes des
départements de
l'Atacora et de la
Donga

1.2. Monographie de la commune de Boukoubmé

1.2.1. Brève présentation de la commune de BOUKOUMBE

La commune de Boukoubmé est située dans le département de l'Atacora, au Nord-ouest du Bénin. Boukoubmé est située à cinquante-quatre (54) km de Natitingou, chef-lieu du département et à environ six cents (600) km de Cotonou. Elle est limitée par Tanguéta au Nord-Est, Coby au Nord-Ouest, Natitingou au Sud-Est, à l'Est par Toucountouna et à l'Ouest par la République du Togo. D'une superficie de 1 036 Km², la commune de Boukoubmé compte 7 arrondissements et 93 villages selon le nouveau découpage territorial. Elle présente également des caractéristiques géomorphologiques et naturelles particulières.

Elle bénéficie d'un climat de type Soudano-Guinéen sec comprenant une saison des pluies de cinq (5) mois (mi-mai à mi-octobre) et une saison sèche de sept (7) mois (mi-octobre à mi-mai).

La commune de Boukoubmé est cosmopolite et regroupe plusieurs groupes socioculturels (Otammari; Autres : Lamba, Gangamba, Bèberibè ou Yindé, Djerma, Peulhs, Fon, Adja, Bariba, Dendi, Yoruba, Cotocoli, Tchokossi). Elle est majoritairement dominée par les Bètammaribè

De 2012 à 2013, la population est passée de 60 568 habitants à 82 450 habitants soit un taux d'accroissement de 2.57 %. La commune de Boukoubmé compte 13 608 ménages avec une population majoritairement jeune. la population âgée de plus 60 ans est très faible avec un taux de 5,82%.

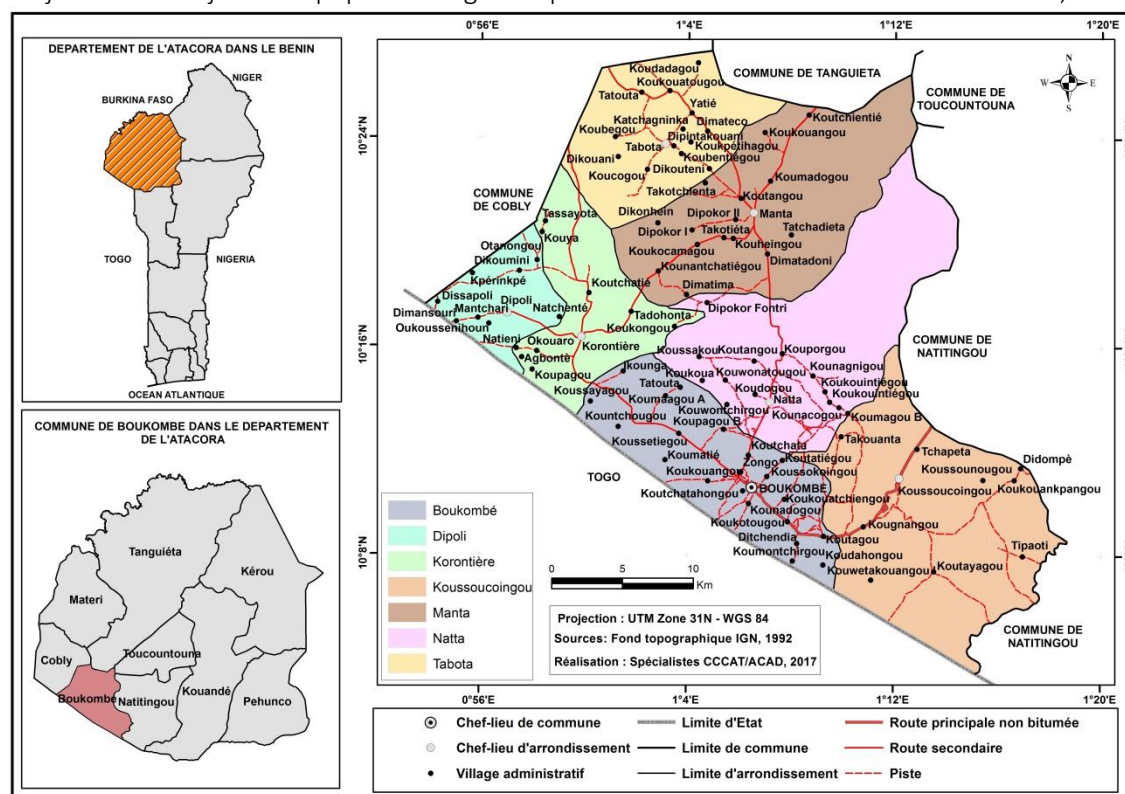


Figure 3: Carte administrative de la commune de BOUKOUMBE

1.2.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		Indices de pauvreté (P0, P1, P2) (Groupe d'âge, Sexe, Milieu de résidence) (P0=27,9, ;P1=0,0652, P2=0,0203 Incidence de la pauvreté non monétaire (%)= 56,4 Incidence de la pauvreté d'existence (%) = 75,5 Taux de pauvreté multidimensionnelle8 (%)= 74,0 Source : INSAE, RGPH-4, 2013
1.3		Violences faites aux femmes en 2014= 25 Violences faites aux femmes en 2015= 14 Violences faites aux femmes en 2016= 23 343 Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) ne sont pas pris en charge; le CPS a dénombré en 2016, 188 cas de violences faites aux femmes (maltraitance des femmes). Nombre de catégories de personnes appuyées par les CPS de 2014 à 2015: 4 Nombre de Centre de Promotion Sociale (CPS)= 1 Nombre d'orphelinats appuyés en 2014 et 2015= 3 et 5 Nombre de structures de prise en charge des personnes handicapées appuyée en 2014 et 2015s= 4 et 0
1.4		7,1% de la population de Boukombé souffre de la malnutrition aigüe alors que 40,8% souffre de la malnutrition chronique dans la commune (Etude SMART/CRS, 2015). L'indice de consommation de la faim= 1,5 49% des femmes et 46% des enfants ont une diversité alimentaire faible Selon l'AGVSA (2013), l'insécurité alimentaire a touché environ 43% des ménages. La commune de Boukombé enregistre de faibles performances dans le secteur agricole en raison de nombreuses contraintes naturelles, de l'exigüité des terres cultivables, des effets de changement climatique. plus de 75% des pistes linéaires de desserte sont difficilement praticables les ouvrages de franchissement sont en nombre insuffisant, Taux de couverture des accouchements assistés 2014 (%)= 65,89 Taux de couverture des accouchements assistés 2015 (%)= 62,89 Quotient de mortalité infantile (en ‰)= 80,1 taux d'achèvement= 39,32% en 2011 à 42,86% en 2015, soit un gain de 3,54 points. Le taux net de scolarisation est passé de 79,47% en 2011 à 89,49% en 2015 95,97% chez écoliers de sexe masculin et 82,62% chez les écoliers de sexe féminin filles sur la période de 2015 – 2016 contre 87,93% et 71,01% en 2011 Taux de déperdition chez les filles= 15,44% Taux de déperdition chez les garçons= 9,6% taux d'abandon filles= 19,77% taux d'abandon chez les garçons= 17,11% Aussi, 10,95% des deux sexes redoublent dont 10,73% des filles et 11,16% de sexe masculin Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes 2014 (%)= 1,48 Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes 2015 (%)=1,7 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en ‰) 127,6
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		7,1% de la population de Boukombé souffre de la malnutrition aigüe alors que 40,8% souffre de la malnutrition chronique dans la commune (Etude SMART/CRS, 2015). L'indice de consommation de la faim= 1,5 49% des femmes et 46% des enfants ont une diversité alimentaire faible Selon l'AGVSA (2013), l'insécurité alimentaire a touché environ 43% des ménages. La commune de Boukombé enregistre de faibles performances dans le secteur agricole en

		raison de nombreuses contraintes naturelles, de l'exigüité des terres cultivables, des effets de changement climatique. plus de 75% des pistes linéaires de desserte sont difficilement praticables les ouvrages de franchissement sont en nombre insuffisant,
2.2		7,1% de la population de Boukombé souffre de la malnutrition aigüe alors que 40,8% souffre de la malnutrition chronique dans la commune (Etude SMART/CRS, 2015). L'indice de consommation de la faim= 1,5 49% des femmes et 46% des enfants ont une diversité alimentaire faible Selon l'AGVSA (2013), l'insécurité alimentaire a touché environ 43% des ménages.
2.3		Evolution de la production agricole dans la commune de Boukombé (2013-2014) = 52 535 Evolution de la production agricole dans la commune de Boukombé (2014-2015) = 56 951 PIB agricole communal= 6%
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		Taux de couverture des accouchements assistés 2014 (%)= 65,89 Taux de couverture des accouchements assistés 2015 (%)= 62,89
3.2		Quotient de mortalité infantile (en ‰)= 80,1 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en ‰) 127,6
3.3		Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes 2014 (%)= 1,48 Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes 2015 (%)=1,7
3.4		ND
3.7		Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne (%)= 5,71 en 2014 et 2,89 en 2015
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		taux d'achèvement= 39,32% en 2011 à 42,86% en 2015, soit un gain de 3,54 points. Le taux net de scolarisation est passé de 79,47% en 2011 à 89,49% en 2015 95,97% chez écoliers de sexe masculin et 82,62% chez les écoliers de sexe féminin filles sur la période de 2015 – 2016 contre 87,93% et 71,01% en 2011 Taux de déperdition chez les filles= 15,44% Taux de déperdition chez les garçons= 9,6% taux d'abandon filles= 19,77% taux d'abandon chez les garçons= 17,11% Aussi, 10,95% des deux sexes redoublent dont 10,73% des filles et 11,16% de sexe masculin
4.4		ND
4.5		Indice de parité filles/garçons au niveau de l'enseignement secondaire 2013-2014= 0,466 Indice de parité filles/garçons au niveau de l'enseignement secondaire 2014-2015= 0,552 Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)=85,5 Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au secondaire des (12-19 ans)= 65,3
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		selon le (RGPH 4), les femmes représentent près de 51% de la population de la commune de Boukombé Sur 17 Conseillers Communaux, il n'existe aucun de sexe féminin.

5.5		selon le (RGPH 4), les femmes représentent près de 51% de la population de la commune de Boukombé Sur 17 Conseillers Communaux, il n'existe aucun de sexe féminin.
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		65% de la commune de n'ont pas un accès équitable à l'eau potable. Taux de desserte par arrondissement : Boukombé centre: 26,8 %; Natta: 34,3 %; Manta: 37,3%; Tabota: 39,5% ; Korontière: 29,2 %; Dipoli: 56% et Koussoucoingou: 22,7% Taux de panne des ouvrages communautaires Taux de délégation des ouvrages 73% Taux de panne des ouvrages communautaires est de 4%
6.2		80% des écoles disposent du système de lave main
6.4		Taux de desserte par arrondissement : Boukombé centre: 26,8 %; Natta: 34,3 %; Manta: 37,3%; Tabota: 39,5% ; Korontière: 29,2 %; Dipoli: 56% et Koussoucoingou: 22,7%
6.5		Taux de desserte par arrondissement : Boukombé centre: 26,8 %; Natta: 34,3 %; Manta: 37,3%; Tabota: 39,5% ; Korontière: 29,2 %; Dipoli: 56% et Koussoucoingou: 22,7%

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Après l'examen de ce tableau nous remarquons qu'il y a 11 cibles dont le niveau de couverture est mineure (3.1 ;3.2 ;3.3 ;3.4 ;3.7 ;4.4 ;4.5 ;5.1 ;5.5 ;6.2 ;6.4 et 6.5), 5 couvertes moyennement (1.3, 2.1,2.2,4.1et 6.1) et 2 cibles ayant une assez bonne couverture (1.2 et 1.4).

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Electrification en 2012 : et 2013 Nbre de Compteurs posés=20 Extensions MT(m) réalisées=00 Extensions BT(m) réalisées=00
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		Le PIB communal de Boukombé est de 6%
8.3		Taux de sous-emploi visible (%)= 59,5 Taux de sous-emploi invisible (%)= 93,9 Taux d'activité au sens élargi (%)= 85 Taux d'activité au sens strict (%)= 85 Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans (%)=81,8
8.5		Population active (10 ans et +): Proportion des chômeurs= 1,1 Proportion des chômeurs de sexe féminin= 29,6 Population active (15-64 ans): Proportion des chômeurs= 0,9 Proportion des chômeurs de sexe féminin= 25,7
8.9		ND

ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		Densité (hbts/Km2)= 80 Nombre de kilomètres de pistes rurales construites de 2014 à 2015.: Pistes construites en 2014 (km)= 8,45 Pistes construites en 2015 (km) Boukombé= 00
9.2		ND
9.5		ND
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		• Indices de pauvreté (P0, P1, P2) (Groupe d'âge, Sexe, Milieu de résidence) (P0=27,9, ;P1=0,0652, P2=0,0203
10.2		• Indices de pauvreté (P0, P1, P2) (Groupe d'âge, Sexe, Milieu de résidence) (P0=27,9, ;P1=0,0652, P2=0,0204
10.3		Violences faites aux femmes en 2014= 25 Violences faites aux femmes en 2015= 14 Violences faites aux femmes en 2016= 23 343 Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) ne sont pas pris en charge ; le CPS a dénombré en 2016, 188 cas de violences faites aux femmes (maltraitance des femmes).
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		Proportion de menages évacuant les eaux usées par les caniveaux ouvert ou fermé, égouts fosse sceptique=00
11.3		ND
11.5		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Après l'examen de ce tableau nous remarquons qu'il y a 8 cibles ayant une couverture mineure, deux cibles non couvertes et trois cibles moyennement couverte et une cible ayant une assez bonne couverture.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		ND
12.5		ND
12.7		ND
12.8		ND
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		ND
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		ND
14.5		ND
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		ND
15.2		ND

15.3		ND
------	--	----

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La majorité des cibles de ce tableau ne sont pas du tout couvertes ni prises en compte par le PDC. A l'exception des cibles de l'ODD 14 qui concerne les écosystèmes marins et côtiers qui ne doivent normalement pas être prises en compte car la commune ne dispose pas de mer.

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		taux d'achèvement= 39,32% en 2011 à 42,86% en 2015, soit un gain de 3,54 points. Le taux net de scolarisation est passé de 79,47% en 2011 à 89,49% en 2015 95,97% chez écoliers de sexe masculin et 82,62% chez les écoliers de sexe féminin filles sur la période de 2015 – 2016 contre 87,93% et 71,01% en 2011 Taux de déperdition chez les filles= 15,44% Taux de déperdition chez les garçons= 9,6% taux d'abandon filles= 19,77% taux d'abandon chez les garçons= 17,11% Aussi, 10,95% des deux sexes redoublent dont 10,73% des filles et 11,16% de sexe masculin
16.3		Nombre de personnes déférées pour l'ensemble des délits par commune de 2014 à 2015= 21 en 2014 et 20 en 2015
16.5		ND
16.6		ND
16.9		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Les cibles liées à ce tableau sont pour la plupart faiblement prises en compte dans les actions élaborées dans le PDC

1.2.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune BOUKOUMBE

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.3		<p>Opportunités</p> <p>85% de la population est active dans le domaine agricole</p> <p>Disponibilité de marché pour les produits maraîchers</p> <p>Disponibilité de marché pour les produits forestiers non ligneux</p> <p>Proximité de marchés étrangers (Togo) favorables au ravitaillement et à l'écoulement des produits</p> <p>Existence de plusieurs partenaires techniques et financiers</p> <p>Utilisation des engrais organiques</p> <p>bitumage de la route Natitingou Boukombé</p> <p>Menace:</p> <p>Insécurité due aux facteurs combinés de relief et de position frontalière</p> <p>Insécurité alimentaire</p> <p>Poche de sécheresse due à la rareté des pluies</p> <p>Appauvrissement des sols</p> <p>Peste aviaire et porcine périodique</p> <p>Epizooties décimant le bétail</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<p>Opportunité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Existence de centre de santé dans chacun des sept(07) arrondissements ; Existence de programmes(PMASN, AMSANA) à travers des actions de Sensibilisation des filles adolescentes, femmes enceintes et allaitantes (FAFEFA) sur les consultations prénatales et postnatales <p>Menace:</p> <p>Faible fréquentation des centres de santé à cause du faible pouvoir économique</p> <p>Réticence de la fréquentation des centres de santé due aux pesanteurs socio-culturelle</p> <p>Mauvais accueil des agents de santé ce qui augmente la mortalité surtout infantile</p> <p>la tradition interdit quelques aliments chez les femmes allaitantes ; ce qui les expose à l'anémie, à l'avortement, à la malformation des nouveaux nés, à des mort-nés, à la mortalité maternelle et infantile</p> <p>Taux de couverture des accouchements assistés 2014 (%)= 65,89</p> <p>Taux de couverture des accouchements assistés 2015 (%)= 62,89</p>
3.3		<p>Menaces:</p> <p>Faible fréquentation des centres de santé à cause du faible pouvoir économique</p> <p>Réticence de la fréquentation des centres de santé due aux pesanteurs socio-culturelle</p> <p>Mauvais accueil des agents de santé ce qui augmente la mortalité surtout infantile</p> <p>la tradition interdit quelques aliments chez les femmes allaitantes ; ce qui les expose à l'anémie, à l'avortement, à la malformation des nouveaux nés, à des mort-nés, à la mortalité maternelle et infantile</p> <p>Pour une population de près de 90.000 habitants, il n'y a que deux Médecins et trois infirmiers</p> <p>Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne (%)= 5,71 en 2014 et 2,89 en 2015</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		<p>Opportunités:</p> <p>Disponibilité d'un fort potentiel intellectuel de Boukombé</p> <p>Existence d'une diaspora dynamique et disponible</p> <p>Positionnement de cadres de la localité à de hautes fonctions au niveau national et régional</p>

		Menace: Autorité conjugale des maris par rapport à la libération des femmes et le contrôle des ressources ; Pesanteurs socio culturelles
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>Opportunités</p> <p>Sur 283 ouvrages communautaires inventoriés, 250 sont gérés par des délégataires soit un taux de délégation de 88,33%</p> <p>Présence des partenaires intervenant dans le secteur de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • gestion des AEV par des contrats de type affermage • Création d'un service eau à la mairie • Forte demande d'abonnement au réseau de la SONEB <p>Menaces</p> <p>Effets des Changements climatiques</p> <p>certaines PTF et le Conseil Communal ne tiennent pas compte des priorités contenues dans la PC-EAU</p> <p>Indisponibilité des pièces de rechange</p> <p>mauvais entretien des points d'eau existant</p> <p>65% de la commune de n'ont pas un accès équitable à l'eau potable.</p> <p>Taux de desserte par arrondissement : Boukombé centre: 26,8 %; Natta: 34,3 %; Manta: 37,3%; Tabota: 39,5% ; Korontière: 29,2 %; Dipoli: 56% et Koussoucoingou: 22,7%</p> <p>Taux de panne des ouvrages communautaires</p> <p>Taux de délégation des ouvrages 73%</p> <p>Taux de panne des ouvrages communautaires est de 4%</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Ces cibles sont priorisé au regard du rôle important qu'elles jouent dans le développement de la commune.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de l'énergie au niveau du Bénin • Coupures répétées du courant électrique • Coût élevé des connexions et des factures <p>Electrification en 2012:et 2013</p> <p>Nbre de Compteurs posés=20</p> <p>Extensions MT(m) réalisées=00</p> <p>Extensions BT(m) réalisées=00</p>
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.9		<p>Opportunités:</p> <p>Boukombé dispose d'un paysage pittoresque. Il y a une diversité de sites touristiques répartis à Koussou, Koutagou, Kounacogou, kounagnigou, Boukombé centre. Les plus attrayants sont ceux de Kounacogou, Koussoucoingou et Kounagnigou. L'architecture traditionnelle faite de</p>

		<p>tatas somba, de sites panoramiques de Koussoucoingou, de failles de la grande chaîne de l'Atacora qui traverse la commune, les danses authentiques de la localité, les objets d'art, le Festival Dinaba, le Festival de lutte Kounagninou</p> <p>la proximité avec les communes voisines et le Togo favorisent un flux important de touristes nationaux et étrangers</p> <p>Fonctionnalité du Belvédère de Koussoucoingou ; Existence de lieux d'hébergement(Hotels) et de restauration pour les touristes ; Existence d'une politique de promotion de la culture Otammari à travers la construction du Centre Internationale de la Culture Otammari(CICO) ; Menace: o Risque de disparition des Tata ; o Dégradation des sites touristiques ;</p>
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		<p>Opportunités : Bitumage de la route Natitingou –Boukombé-Korontière ; Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état des voies et pistes de desserte rurale, Insuffisance de moyens de transport en commun • Inaccessibilité de certains marchés en saison pluvieuse à cause de l'état des routes;
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La cible 7.1 est priorisé urgente au regard de son fort impact sur les activités économique

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		<p>Menaces : tendance à la hausse des températures moyennes (l'ordre de 0,96 °C pendant les trente dernières décennies) ; une baisse tendancielle générale des totaux pluviométriques annuels notamment au cours des années 2000-2002, 2004-2006 et 2012 à 2015 ; des mutations saisonnières qui perturbent le déroulement des activités agricoles.</p>
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.3		<p>La physionomie du couvert végétal de la commune de Boukombé en 2015 est dominée par les savanes arborées et arbustives et les mosaïques de champs et de jachères qui représentaient respectivement 46,21 % et 32,07 % de la superficie totale du territoire communal les forêts claires et savanes boisées (9,87 %) et la savane saxicole (9,11).</p>

		Menaces: le couvert végétal se dégrade à une vitesse inquiétante. l'extension des espaces agricoles, les coupes anarchiques de bois de chauffe et la fabrication du charbon de bois
--	--	--

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Seul la cible 15.3 est priorisé au regard de l'aspect au regard de la faible prise en compte de cette cible dans la définition des actions dans le PDC et surtout de son importance sur l'environnement

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune ci ble n'a été priorisée dans le cadre institutionnel

1.2.4. Normes d'actions de la commune de BOUKOUMBE

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles	Augmentation de la production végétale et animale	2.3.1 Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	56951 tonnes	100000 tonnes	140000 tonnes	X	X	source PDC 3 de la commune
		2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires				X	X	
3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes	Amélioration de l'accès aux soins de santé	3.1.1 Taux de mortalité maternelle				X	X	
		3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	62,89%	80%	90%	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		3.1.3 Proportion de femmes enceintes ayant réalisé au moins 4 consultations prénatales (CPN4)		85%	90%	X	X	80,17% en 2016
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	Lutte contre les maladies prioritaires et les épidémies	3.3.1 : Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes				X	X	
		3.3.3 Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant				X	X	
		3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH				X	X	
		3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants				X	X	
		3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants				X	X	
		3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants				X	X	
		3.3.8 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales				X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		négligées sont nécessaires						
		3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique				X	X	
		3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose				X	X	
		3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomiasis				X	X	
		3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiases				X	X	
		3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome				X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
5.1 Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles	Renforcement de la protection sociale et lutte contre toutes formes de violences	5.1.1 Présence (1) ou absence (0) d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe						
		5.1.2 Indice de la Condition de la Femme						
		5.1.3 proportion de femme et de fille âgées de 15 à 49 ans ayant subi une mutilation ou ablation génitale						
		5.1.4 proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans mariées ou en unions avant l'âge de 18 ans						
		5.1.5 Nombre de cas relatifs à la violence sexuelle reçu dans les structures de prise en charges						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	Fourniture équitable de l'eau potable à toutes les populations	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	35%	60%	70%	X	X	Source PDC 3. La réalisation des nouvelles infrastructures hydrauliques incombe à l'Etat tandis les services ainsi que la maintenance reviennent à la commune
		6.1.2 Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	26,80%	51%	60%	X	X	Source PDC 3. La réalisation des nouvelles infrastructures hydrauliques incombe à l'Etat tandis les services ainsi que la maintenance reviennent à la commune

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		6.1.3 Taux de desserte en eau potable en milieu rural	36,50%	61,5	70%	X	X	Source PDC 3. La réalisation des nouvelles infrastructures hydrauliques incombe à l'Etat tandis les services ainsi que la maintenance reviennent à la commune
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Extension du réseau d'énergie électrique conventionnelle et promotion et accès à moindre coût des ménages aux sources d'énergie renouvelable	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	0,20%	5%	10%	X	X	Emicov 2015
		7.1.2 Taux d'électrification						
		7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson						
		7.1.4 Proportion de la population utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	Appui au développement du tourisme	8.9.1 PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total						
		8.9.2 Taux de croissance du PIB directement tiré du Tourisme						
		8.9.3 Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois	ND	50	70	X	X	
		8.9.4 Taux de croissance des emplois dans les secteurs du tourisme	ND					
		8.9.5 Taux de Croissance du nombre d'arrivées touristiques	ND					
		8.9.6 Part du budget du tourisme dans le Budget général de l'Etat	ND	2%	5%	X	X	Part du tourisme dans la réalisation des recettes propres de la commune

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable	Promotion des infrastructures de transports et de communication	9.1.1 Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année						
		9.1.2 Indice d'état du réseau routier						
		9.1.3 Trafic fret ferroviaire	NA					
		9.1.4 Trafic passagers au départ des aéroports du Bénin	NA					
		9.1.5 Trafic fret aérien	NA					
		9.1.6 Transport marchandises au port	NA					
		9.1.7 Trafic passagers sur les cours et plans d'eau	NA					
		9.1.8 Taux d'accidentologie lié à l'état des infrastructures routières						
		9.1.9 Temps moyen deséjour des navires au port	NA					

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		9.1.10 Taux d'accès à la TNT des foyers béninois						
		9.1.11 Taux de pénétration de la RNT						
		9.1.12 Taux de couverture des services internet haut débit des entreprises et des particuliers						
		9.1.13 Taux de pénétration de l'internet haut débit par le fixe						
		9.1.14 Taux de couverture du territoire à internet très haut débit						
		9.1.15 Taux d'usage des services financiers en ligne par les citoyens						
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques	13.1.1 Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.3 Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
15.3 D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres	Reboisement et restauration du couvert végétal	15.3.1 surface des terres dégradées, en Proportion de la surface terrestre	35%	10%	1%	X	X	Les terres propices à l'agriculture qui occupent environ 60% des terres de la commune. Environ 25% de ces terres maintiennent encore leur fertilité

1.3. Monographie de la commune de Coby

1.3.1. Brève présentation de la commune de Coby

La Commune de Coby est située au Nord-ouest du Bénin dans le département de l'Atacora. Elle est située entre 10°15' et 10° 31' de latitude nord et entre 0°25' et 1°15' de longitude est (carte 1). Elle est limitée au Nord par la Commune de Matéri, au Sud par la Commune de Boukombé, à l'Est par la Commune de Tanguéta et à l'Ouest par la République du Togo. Elle s'étend sur une superficie d'environ 825 km². Elle compte quatre arrondissements (Coby, Kountori, Tapoga et Datori) et 36 villages administratifs.

La Commune de Coby fait partie d'une région à climat soudanien caractérisé par un régime pluviométrique unimodal. Ce climat est marqué par deux saisons bien contrastées : une saison sèche de novembre à avril et une saison pluvieuse de mai à octobre.

Le relief de la Commune de Coby est une partie de la pénéplaine du Gourma qui s'étend sur le Togo et le Burkina Faso avec une altitude variant entre 128 et 472 mètres (carte 2). Ce relief est composé de chaînons montagneux qui entourent la ville de Coby ; les chaînons se rencontrent aussi à Kountori. Les dômes d'amphibolites et d'orthogneiss observés çà et là dans la Commune constituent des éléments importants du relief.

Sur le plan hydrographique, on note l'existence de nombreux cours d'eau saisonniers ou temporaires qui tarissent en général entre décembre et mars. Ils favorisent la production agricole et les activités d'élevage.

Plusieurs types de sol se sont mis en place à partir des éléments minéraux et des débris organiques. Il s'agit des sols ferrugineux indurés, des sols ferrugineux lessivés, des sols ferrugineux tropicaux, des sols peu évolués rencontrés sous forme d'îlots dans la Commune, des sols minéraux bruts sur cuirasse.

La commune de Coby est caractérisée par une végétation clairsemée dominée par les savanes arborée et arbustive. On y rencontre également quelques îlots de forêts claires et savanes boisées, des savanes et une mince galerie forestière le long des principaux cours d'eau. En dehors des formations naturelles, on rencontre aussi, de façon éparse sur l'ensemble de la Commune, des îlots de plantations (soutenues par des projets et ONG), constitués de *Tectona grandis* (teck), d'*Anacardium occidentale* (anacardier), d'*Eucalyptus camaldulensis* ou *Eucalyptus citriodora* ou encore d'*Eucalyptus tereticornis*.

Selon le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2002 (RGPH3), la population de la commune de Coby est de 46 660 habitants. Cette population est passée en 2013 à 67 603 habitants, soit un taux d'accroissement moyen de 3,3 % (RGPH4). Avec ce taux, la commune de Coby comptait 76 556 habitants en 2016 et passera à 89 489 habitants en 2021, soit un taux d'accroissement de 3,11 %. L'analyse des données démographiques fait ressortir que la population de la commune de Coby est très jeune, avec plus de 23 % de personnes âgées de moins de 30 ans (RGPH4). Sur une population générale de 67 603 habitants, on dénombre 34 819 femmes soit 51,5 %.

Il existe plusieurs groupes socioculturels dans la Commune de Coby dont les plus importants sont : les Bebèrè qui représentent 70 % de la population. Ils sont suivis des Gangamba et des Kountimba. Le reste de la population est composée des ethnies comme les Gourmantcheba, les Bètammaribè, les Tchokossi, les Peulhs et les Dendi.

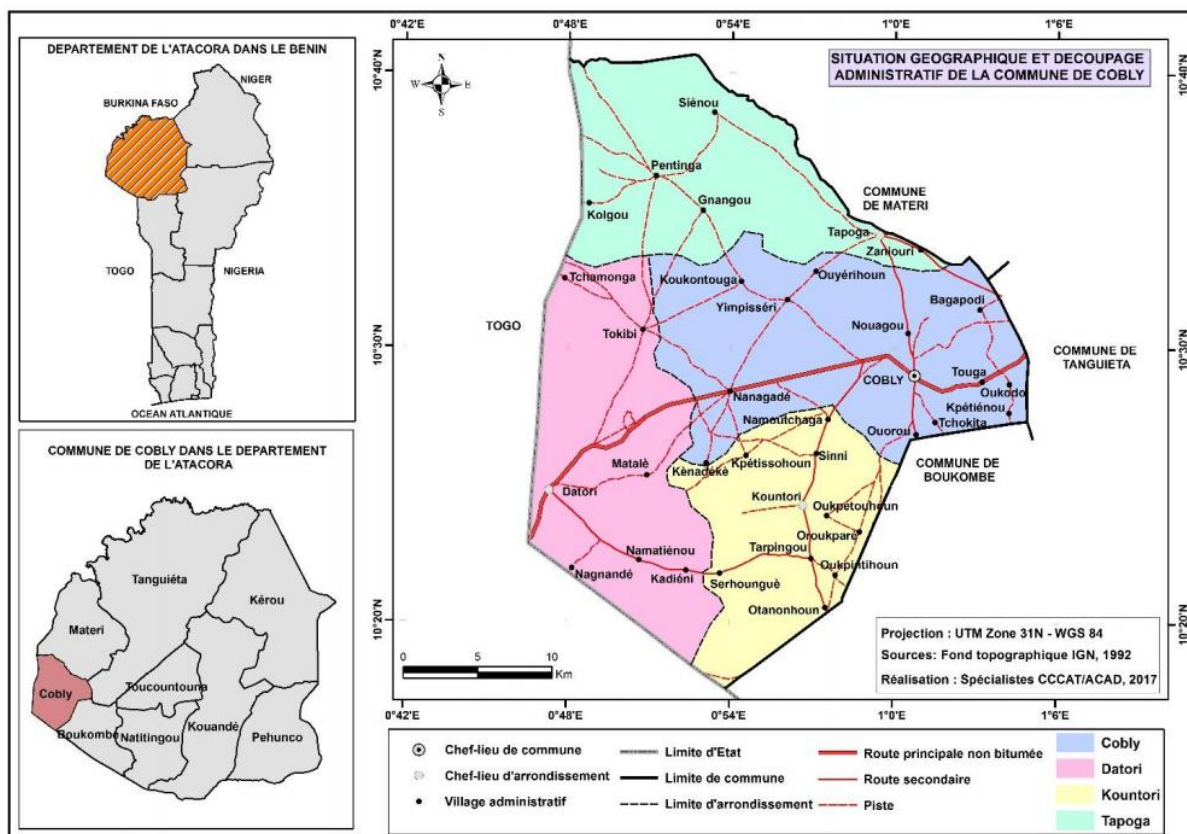


Figure 4: Carte administrative de la commune de Coby

1.3.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		Incidence de la pauvreté monétaire (%) 34,0 (EMICoV, 2015) ; Incidence de la pauvreté non monétaire (%) 47,4 (EMICoV, 2015).
1.3		En 2013 selon le RGPH la proportion des personnes handicapées dans la commune de Cobly s'élève à 1% En 2013 selon le RGPH4 la proportion des enfants de moins d'un an dans la commune de Cobly est de 4%.
1.4		En 2013 selon le RGPH la proportion des personnes handicapées dans la commune de Cobly s'élève à 1,0% Statut d'occupation de l'habitation (RGPH4, 2013) ; Proportion des ménages en propriété sans titre foncier: 63,1% Proportion des ménages en propriété familiale sans titre foncier: 24,8 % ; En somme 96% des ménages de la commune de Cobly ne disposent pas de titre foncier, ce qui pourrait être à la base des conflits fonciers observés dans la commune ; Alphabétisation: Taux d'alphabétisation des 6 ans et plus (%): 35,7 Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) (%): 22,7 Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) en langue française (%): 21,8 ; Instruction: Indice net de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans): 80,5 ; Taux net de scolarisation (6-11 ans) (%): 58,2 Taux net de scolarisation des filles (6-11 ans) (%): 51,7 Taux net de scolarisation des garçons (6-11 ans) (%): 64,2 Taux net de scolarisation au secondaire (12-19 ans) (%): 24,9 Taux net de scolarisation au secondaire des filles (12-19 ans) (%): 17,0 ; Taux net de scolarisation au secondaire des garçons (12-19 ans) (%): 31,5 ; Mode d'éclairage Electricité SBEE (%): 3,7 ; Energie solaire (%): 0,1 ; Mode d'aisance du ménage : Pas de toilette ou dans la nature (%) : 92,5 ; Evacuation des ordures ménagères Dans la nature ou dehors (%): 89,6. Accès aux TIC : Proportion de ménages ne disposant d'aucune ligne GSM active (%): 48,7 (RGPH4) ; Mortalité des enfants Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2.
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		Selon les études réalisées par des partenaires techniques et financiers (BUPDOS en 2009, UNICEF en 2010, PLAN BENIN en 2012 et la Banque mondiale en 2015) sur la thématique, la commune de Cobly, se trouve dans la zone rouge ; c'est-à-dire dans une situation de malnutrition sévère surtout en ce qui concerne les enfants de la tranche de 0 à 5 ans. De ce fait, depuis 2013, plusieurs partenaires interviennent aux côtés du conseil communal pour lutter contre ce fléau. A ce jour, de nombreuses actions ont été réalisées dans le cadre de la lutte contre la malnutrition. On peut citer le dépistage des enfants malnutris, la récupération des cas de malnutris sévères, le renforcement de capacités des élus et des techniciens pour la prise en compte de la thématique dans les documents de planification.
2.2		Selon les études réalisées par des partenaires techniques et financiers (BUPDOS en 2009, UNICEF en 2010, PLAN BENIN en 2012 et la Banque mondiale en 2015) sur la thématique, la commune de Cobly, se trouve dans la zone rouge ; c'est-à-dire dans une

		<p>situation de malnutrition sévère surtout en ce qui concerne les enfants de la tranche de 0 à 5 ans. De ce fait, depuis 2013, plusieurs partenaires interviennent aux côtés du conseil communal pour lutter contre ce fléau.</p> <p>A ce jour, de nombreuses actions ont été réalisées dans le cadre de la lutte contre la malnutrition. On peut citer le dépistage des enfants malnutris, la récupération des cas de malnutris sévères, le renforcement de capacités des élus et des techniciens pour la prise en compte de la thématique dans les documents de planification.</p>
2.3		<p>L'agriculture représente la principale activité dans la commune de Cobly. Elle occupe environ de 90 % de la population active et constitue également la principale source de revenus de la population.</p> <p>La production des racines et tubercules a regressé de 29737 tonnes en 2011-2012 à 26227 tonnes en 2014-2015. Il en est de même des légumineuses, dont la production a chuté de 3069 tonnes en 2011-2012 à 1774 tonnes en 2014-2015. La production des cultures maraîchères a connu une diminution drastique passant de 5319 tonnes en 2011-2012 à 668 tonnes en 2014-2015. la production des cultures de rente ont presque doublé sur la période 2011-2012 à 2014-2015 (PDC).</p> <p>Parmi les toutes cultures de rente de la commune de Cobly, la culture dominante est celle du coton. En effet, les superficies de coton ont augmenté de 2011 à 2015 (de 5 548 à 14 000 ha) ; elles ont pratiquement triplé. L'anacarde et de l'arachide sont les deuxièmes cultures de rente les plus cultivées mais elles représentent une très faible proportion. En ce qui concerne le tabac, sa production est presque inexistante.</p> <p>L'élevage est la seconde activité économique dans la commune de Cobly. C'est un élevage traditionnel, à caractère extensif qui se rencontre dans tous les arrondissements.</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<p>Mortalité des enfants (RGPH4, 2013) ; Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2 Quotient de mortalité juvénile (en pour mille): 59,5 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %): 142,5</p> <p>Femmes (RGPH4, 2013) Proportion de la population des femmes (%): 51,5 ; Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49 ans) (%): 21,3.</p>
3.2		<p>Mortalité des enfants (RGPH4, 2013) Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2 Quotient de mortalité juvénile (en pour mille): 59,5 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %): 142,5 Femmes (RGPH4, 2013) Proportion de la population des femmes (%): 51,5 ; Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49 ans) (%): 21,3 ;</p>
3.3		<p>Mortalité des enfants (RGPH4, 2013) Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2 Quotient de mortalité juvénile (en pour mille): 59,5 ; Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %): 142,5</p> <p>Femmes (RGPH4, 2013) Proportion de la population des femmes (%): 51,5 ; Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49 ans) (%): 21,3 ;</p>
3.4		<p>Mortalité des enfants (RGPH4, 2013) Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2 ; Quotient de mortalité juvénile (en pour mille): 59,5 ; Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %): 142,5 ; Femmes (RGPH4, 2013) Proportion de la population des femmes (%): 51,5 ; Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49 ans) (%): 21,3 ;</p>

3.7		Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 25,64% en 2014 à 27,87% en 2015
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		Alphabétisation: Taux d'alphabétisation des 6 ans et plus (%): 35,7 ; Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) (%): 22,7 ; Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) en langue française (%): 21,8 ; Instruction: Indice net de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans): 80,5 ; Taux net de scolarisation (6-11 ans) (%): 58,2 ; Taux net de scolarisation des filles (6-11 ans) (%): 51,7 ; Taux net de scolarisation des garçons (6-11 ans) (%): 64,2 ; Taux net de scolarisation au secondaire (12-19 ans) (%): 24,9 ; Taux net de scolarisation au secondaire des filles (12-19 ans) (%): 17,0 ; Taux net de scolarisation au secondaire des garçons (12-19 ans) (%): 31,5 ;
4.4		RAS
4.5		Alphabétisation: Taux d'alphabétisation des 6 ans et plus (%): 35,7 ; Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) (%): 22,7 ; Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) en langue française (%): 21,8 ; Instruction: Indice net de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans): 80,5 ; Taux net de scolarisation (6-11 ans) (%): 58,2 ; Taux net de scolarisation des filles (6-11 ans) (%): 51,7 ; Taux net de scolarisation des garçons (6-11 ans) (%): 64,2 ; Taux net de scolarisation au secondaire (12-19 ans) (%): 24,9 ; Taux net de scolarisation au secondaire des filles (12-19 ans) (%): 17,0 ; Taux net de scolarisation au secondaire des garçons (12-19 ans) (%): 31,5 ;
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		RAS
5.5		RAS
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable (%): 78,0%
6.2		Mode d'aisance du ménage Pas de toilette ou dans la nature (%) : 92,5 ; Evacuation des ordures ménagères Dans la nature ou dehors (%): 89,6.
6.4		existence de forages munis de puits perdu pour le recueillement des eaux usées pour réutilisation
6.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Aucune couverture n'est enregistrée au niveau des cibles 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.7, 4.5, 5.1, 5.5, 6.4 et 6.5 en ce sens qu'il n'y a pas d'activités planifiées permettant la couverture de ces cibles. Par contre, les cibles 1.2, 1.3, 1.4, 2.1, 2.2, 2.3, 4.1, 4.4, 6.1 et 6.2 ont une faible couverture.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		-Mode d'éclairage Electricité SBEE (%): 3,7 ; Energie solaire (%): 0,1.
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		Existence de la main d'œuvre ; existence des zones humides et des terres fertiles
8.3		RAS
8.5		RAS
8.9		recensement de forêts sacrées et des sites historiques existence de la documentation sur deux sites de forêts sacrées
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		RAS
9.2		RAS
9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		RAS
10.2		RAS
10.3		RAS
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		RAS
11.3		RAS
11.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le tableau ci-dessus montre que les cibles 8.9, 10.1, 10.2, 11.1, 11.3 et 11.5 bénéficient d'une couverture moyenne. Mais les cibles 8.2, 8.3, 8.5, 9.2 et 9.5 n'ont aucune couverture car il n'y a pas d'activités planifiées dans le PDC concourant à l'atteinte de ces cibles. De plus, une faible couverture est observée au niveau des cibles 7.1, 9.1 et 10.3.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		RAS
12.5		Dans la majorité des cas l'évacuation des eaux usées (79,9%) et des ordures ménagères (75,2%) est faite par rejet dans la nature.
12.7		RAS
12.8		RAS
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		RAS

ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		L'application des textes sur la réglementation des coupes est suivie/Les forêts communautaires sont créées/Les forêts communautaires sont créées/Les forêts communautaires existantes sont renforcées/Un plan simple de gestion des forêts est élaboré.
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		RAS
15.2		L'application des textes sur la réglementation des coupes est suivie/Les forêts communautaires sont créées/Les forêts communautaires sont créées/Les forêts communautaires existantes sont renforcées/Un plan simple de gestion des forêts est élaboré.
15.3		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Une couverture assez-bonne est observée au niveau des cibles 12.2, 12.5, 13.1, 14.2 et 15.2. Néanmoins, les cibles 12.7 et 12.8 n'ont aucune couverture car les activités permettant l'atteinte de ces cibles n'ont pas été planifiées. Par ailleurs, la cible 14.5 a une couverture faible.

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		La population est sensibilisée sur la maltraitance des femmes et des enfants/La population est sensibilisée sur les risques et dangers liés aux mariages précoces et aux grossesses en milieu scolaire et d'apprentissage.
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		Les agents de la Mairie sont formés sur la GAR/Le plan de communication de la Mairie est actualisé/Le manuel de procédure administrative, financière et comptable est élaboré.
16.9		Les arrondissements sont dotés de registres d'état civil cartonnés/L'état civil est numérisé.

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La cible 16.2 a une assez-bonne couverture alors que les cibles 16.3 et 16.5 n'ont aucune couverture. En effet, il n'y a pas d'actions planifiées permettant l'atteinte de ces cibles. Aussi la cible 16.9 a une couverture faible et la cible 16.6 a une couverture moyenne.

1.3.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence des PTF ; - Existence de marché frontalier ; - Intercommunalité (CC-Pendjari) ; - Coopération décentralisée - Disponibilité des galeries forestières - Existence de textes de loi favorisant le développement local - Disponibilité des terres cultivables et forte production agricole - 90% de la population active est occupée dans l'agriculture <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inondation, vents violents, poches de sécheresses, érosion ; - Consommation de l'alcool frelaté ; -Insécurité des personnes et des biens - Immigration non contrôlée - Invasion acridienne ; <p>Incidence de la pauvreté monétaire (%) 34,0 (EMICoV, 2015) ; Incidence de la pauvreté non monétaire (%) 47,4 (EMICoV, 2015).</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des PTF ; - Existence de marché frontalier ; - Intercommunalité (CC-Pendjari) ; - Coopération décentralisée - Disponibilité des galeries forestières - Existence de textes de loi favorisant le développement local - Disponibilité des terres cultivables et forte production agricole - 90% de la population active est occupée dans l'agriculture <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inondation, vents violents, poches de sécheresses, érosion ; - Consommation de l'alcool frelaté ; -Insécurité des personnes et des biens - Immigration non contrôlée - Invasion acridienne ; <p>Selon les études réalisées par des partenaires techniques et financiers (BUPDOS en 2009, UNICEF en 2010, PLAN BENIN en 2012 et la Banque mondiale en 2015) sur la thématique, la commune de Cobly, se trouve dans la zone rouge ; c'est-à-dire dans une situation de malnutrition sévère surtout en ce qui concerne les enfants de la tranche de 0 à 5 ans. De ce fait, depuis 2013, plusieurs partenaires interviennent aux côtés du conseil communal pour lutter contre ce fléau.</p> <p>A ce jour, de nombreuses actions ont été réalisées dans le cadre de la lutte contre la malnutrition. On peut citer le dépistage des enfants malnutris, la récupération des cas de malnutris sévères, le renforcement de capacités des élus et des techniciens pour la prise en compte de la thématique dans les documents de planification.</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de centres de santé publiques, privés et de tradi-thérapeutes ; - Présence de PTF et ONG engagés ; <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de personnel qualifié ;

		<ul style="list-style-type: none"> - Faible taux de fréquentation par la population de l'aire sanitaire ; - Pression démographique -Délabrement des logements de la sage-femme et du major ; <p>Mortalité des enfants (RGPH4, 2013) Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2 Quotient de mortalité juvénile (en pour mille): 59,5 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %): 142,5 Femmes (RGPH4, 2013) ; Proportion de la population des femmes (%): 51,5 ; Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49 ans) (%): 21,3.</p>
3.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de centres de santé publiques, privés et de tradi-thérapeutes ; - Présence de PTF et ONG engagés ; <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de personnel qualifié ; - Faible taux de fréquentation par la population de l'aire sanitaire ; - Pression démographique -Délabrement des logements de la sage-femme et du major ; <p>Mortalité des enfants (RGPH4, 2013) Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2 Quotient de mortalité juvénile (en pour mille): 59,5 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %): 142,5 Femmes (RGPH4, 2013) Proportion de la population des femmes (%): 51,5 ; Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49 ans) (%): 21,3 ;</p>
3.4		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de centres de santé publiques, privés et de tradi-thérapeutes ; - Présence de PTF et ONG engagés ; <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de personnel qualifié ; - Faible taux de fréquentation par la population de l'aire sanitaire ; - Pression démographique -Délabrement des logements de la sage-femme et du major ; <p>Mortalité des enfants (RGPH4, 2013) Quotient de mortalité infantile (en pour mille): 88,2 Quotient de mortalité juvénile (en pour mille): 59,5 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %): 142,5 Femmes (RGPH4, 2013) Proportion de la population des femmes (%): 51,5 ; Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49 ans) (%): 21,3.</p>
3.7		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proportion de la population des femmes en âge de procréer (15-49): 24% en 2013 ; <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - certains dispensaires ne fonctionnent pas encore de meme que le bloc chirurgical du centre de santé communal ; - le système sanitaire souffre de sous effectif et de sous équipement ; <p>Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 25,64% en 2014 à 27,87% en 2015.</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique affiché pour la fourniture de l'eau potable ; - Présence de PTF et ONG engagés ;

		- Forts échanges commerciaux. Menaces - Pression démographique ; - Manque d'entretien des ouvrages ; - Changement climatique ; - Mauvaise maintenance des ouvrages ; Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable (%) : 78,0%.
--	--	---

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Les cibles 3.3 et 3.4 nécessitent une intervention urgente. Mais pour les cibles 1.2, 2.1, 3.1, 3.7 et 6.1, il faut une intervention prioritaire.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Opportunités - Existence des PTF ; - Existence de marché frontalier ; - Intercommunalité (CC-Pendjari) ; - Coopération décentralisée ; - Existence de textes de loi favorisant le développement local -Mode d'éclairage Electricité SBEE (%) : 3,7 ; Energie solaire (%) : 0,1.
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La cible 7.1 qui porte sur l'énergie nécessite une intervention prioritaire. En effet il suffit d'observer le pourcentage de personne utilisant la SBEE comme mode d'éclairage pour comprendre que la situation est critique.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		

ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Opportunités Menaces Inondation, vents violents, poches de sécheresses, érosion.
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La cible 13.1 qui nécessite une intervention à moyen terme ressort dans le lot des cibles du cadre environnemental comme cible priorisée par la commune

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.5		RAS

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Une intervention prioritaire est nécessaire pour la cible 16.5 qui porte sur la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes au vu des cibles du cadre institutionnel.

1.3.4. Normes d'action

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays	*Aménagement de bas-fonds *Réalisation de retenues d'eau à but agropastoral *Mécanisation de l'agriculture *Promotion de petits ruminants et de la volaille *Promotion des AGR *Construction de magasins de stockage et de conservation des produits agricoles	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	47%	37%	27%	X	X	
		Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	47%	37%	27%	X	X	
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	*promotion de la culture intensive et de contre saison *création de magasins témoins *Mise en place d'un système de lutte contre le bradage des productions agricoles	Prévalence de la sous-alimentation				X	X	
		incidence de la pauvreté alimentaire				X	X	
		Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience	7,81	3%	1%	X	X	
3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes	*Appui au renforcement du plateau technique des formations sanitaires de la commune *Appui aux initiatives communautaires de prévention et de lutte contre les maladies endémiques *Construction des maternités et dispensaires isolés en faveur des populations	Taux de mortalité maternelle	69%			X	X	Pour 1000
		Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié				X	X	
		Proportion de femmes enceintes ayant réalisé au moins 4 consultations prénatales (CPN4)				X	X	
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et	*Promotion d'initiatives et de comportement/pratiques visant à éradiquer	Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes	42	10	0	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	le VIH, le paludisme et les autres infections sexuellement transmissibles.	Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant	0,8%	0,1%	0%	X	X	
		Taux de couverture en ARV des PVVIH				X	X	
		Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants				X	X	
		Incidence du paludisme pour 1 000 habitants				X	X	
		Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants				X	X	
		Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires				X	X	
		Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique				X	X	
		Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose				X	X	
		Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomiasis				X	X	
		Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiases				X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome				X	X	
3.4 D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être	*Promotion des activités de sports et de loisirs sains au profit des communautés de Coby *Construction et aménagement du stade multisports de la commune *Formation et équipement de l'équipe communale de foot-ball masculin et féminin	Létalité liée aux maladies cardiovasculaires				X	X	
		Létalité liée au cancer				X	X	
		Létalité liée au diabète				X	X	
		Létalité liée aux maladies respiratoires chroniques				X	X	
		Proportion de la population pratiquant au moins une activité sportive par semaine	10%	25%	35%	X	X	
		Taux de mortalité par suicide	0,5%	0%	0%	X	X	
3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux	*Promotion de la culture d'utilisation de méthodes modernes de planification familiales et suivi de la croissance du jeune enfant	Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale	12763	25600		X	X	
		Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge				X	X	
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	*Réalisation des ouvrages d'eau potables *Redynamisation et opérationnalisation du cadre communal d'entretien et de maintenance des ouvrages d'eau Recherche de partenariat dans le domaine de l'eau potable	Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	75%	85%	100%	X	X	
		Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	80%	95%	100%	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		Taux de desserte en eau potable en milieu rural	65%	85%	100%	X	X	
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	*Contribution à la mise en place et la gestion efficace des infrastructures énergétiques *promotion de l'utilisation de l'énergie soleil *Etendre le réseau de la SBEE aux chefs lieux et aux grosses agglomérations	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	40%	80%	100%	X	X	
		Taux d'électrification	30%	70%	100%	X	X	
		Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson	25%	50%	80%	X		
		Proportion de la population utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage	10%	35%	50%			
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	*reboisement et création des forêts communales *création et aménagement d'espaces vert dans la commune *Réalisation des infrastructures socio-communautaires résilientes aux changements climatiques *reboisement des basins versants et des flancs des colines	Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe	100%					
		Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	2%	1%	0%			
		Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	1%	0%	0%			
		Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	14000	5000	1000			
16.5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes	*Vulgarisation des textes de lois sur la lutte contre la corruption *Sensibilisation en communauté et en milieu scolaire sur la lutte contre la corruption *Appui aux membres de	Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a	ND	15%	5%	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	l'ANLC sur la collecte des informations et la dénonciation des acteurs de corruption	demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents						
		Proportion d'entreprises ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	ND	5%	2%	X	X	
		Taux de dossiers de corruption transmis à la justice et vidé	0,025%	0%	0%	X		

1.4. Monographie de la commune de Kérou

1.4.1. Brève présentation de la commune de Kérou

La Commune de Kérou est limitée au Nord par la République du Burkina-Faso, au Nord-Ouest par la Commune de Tanguiéta, au Sud par la Commune de Péhunco, au Sud-Est par la Commune de Sinendé (département du Borgou), à l'Ouest par la Commune de Kouandé et à l'Est par les Communes de Banikoara et de Gogounou (département de l'Alibori). Comprise entre 10° 15' et 11°09' de latitude Nord et 1°43' et 2°17' de longitude Est, la Commune couvre une superficie totale de 3781Km² et compte quatre (04) arrondissements que sont : Kérou, Brignamaro, Kaobagou et Firou ; quarante-trois (43) villages et quartiers de ville La Commune reçoit du côté ouest, une portion de la partie terminale de la chaîne de l'Atacora. La grande partie de la Commune est située dans une pénéplaine qui s'étire dans la ligne de partage des eaux entre les bassins du Niger au Nord et celui de l'Atlantique au Sud.

Le milieu physique est caractérisé par :

- Un climat de type soudano-guinéen avec une seule saison de pluie, allant de mi-avril à mi-octobre, et une seule saison sèche allant de mi-octobre à mi-avril
- Un relief dont la dénivellation varie entre 177 et 517 m par rapport au niveau de la mer.
- Trois types de sol à savoir les sols ferrugineux tropicaux, les sols ferralitiques et les sols hydromorphes sont rencontrés dans les zones marécageuses et dans les bas-fonds. On observe aussi, dans les zones de forêts classées (au nord de la Commune), des sols noirs très riches ;
- Un réseau hydrographique composé de cours d'eau permanents et de cours d'eau saisonniers sur lesquels plusieurs barrages ont été construits.
- Une végétation caractérisée par une savane arborée
- Pour ce qui est de la faune, l'essentiel est contenu dans la zone cynégétique faisant partie intégrante du parc national de la Pendjari située au nord de la Commune.

Le milieu humain est caractérisé par une population estimée à environ 62.632 habitants en 2002, composée principalement de Bariba, Gourmantché, de Dendi et de Peulh. Elle est estimée à 100197 habitants en 2013 dont 49963 hommes et 50234 femmes (INSAE, RGPH4) soit 49,86 % d'hommes contre 50,14% de femmes. Sa densité est estimée à 27 hbts / km sur la base du recensement de 2013. Avec une population jeune (51% ont entre 0 et 14 ans contre 50,6 pour le département de l'Atacora) et dynamique, avec un taux de croissance plus élevé que le taux national, environ 4,07%. La population est concentrée pour la plupart à Kérou centre et dans les gros villages (Pikire, Fêtékou, Firou, Brignamaro).

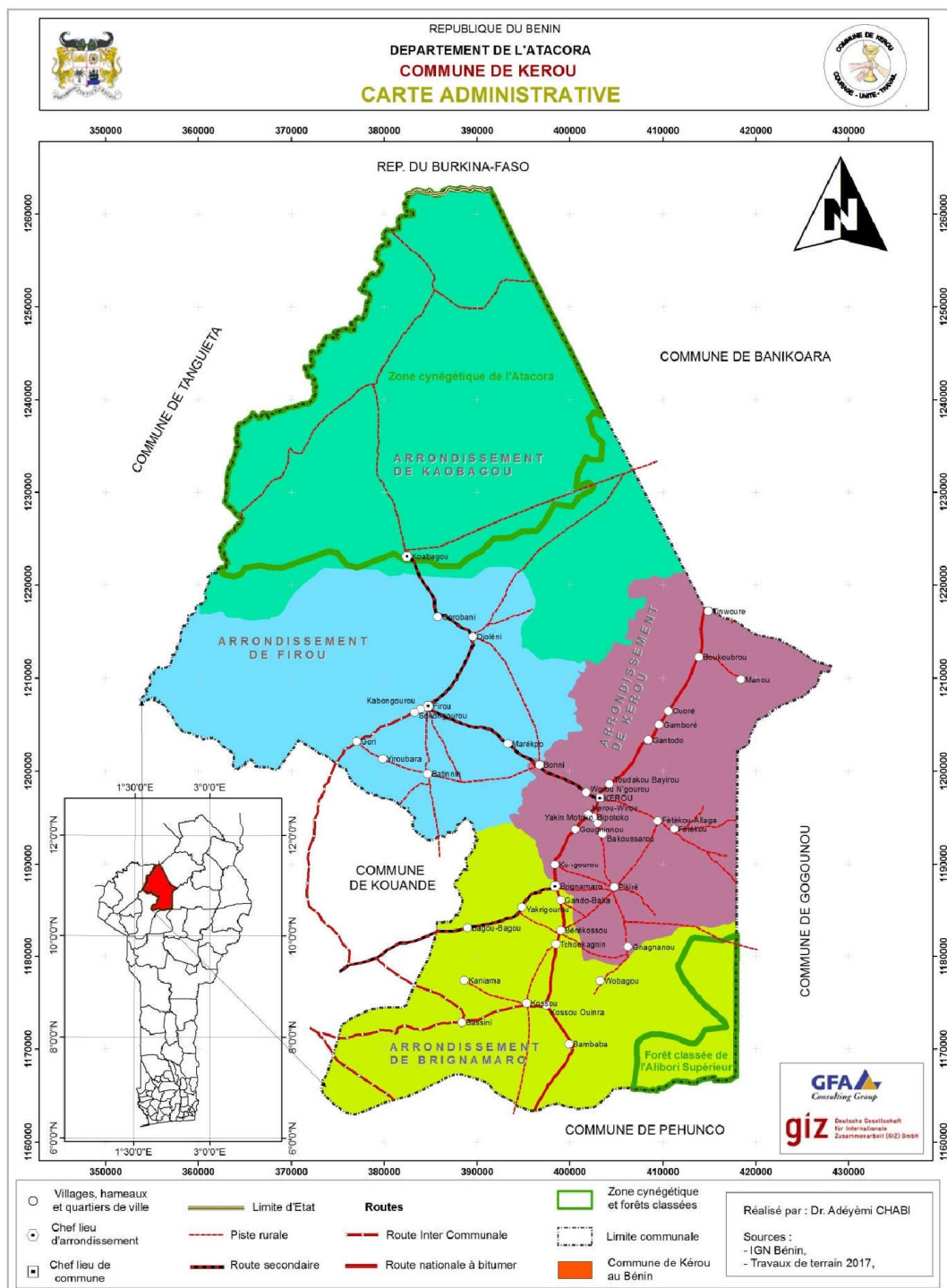


Figure 5: Carte administrative de la commune de Kérou

1.4.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		-incidence de la pauvreté non monétaire 43,9% en 2011 à 44,6% en 2013, le pourcentage de personne vivant sous le seuil de pauvreté non monétaire a augmenté de 1,3% entre 2011 et 2013
1.3		En 2013 selon le RGPH la proportion des personnes handicapées dans la commune de Kérou s'élève à 0,6% - 7 structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées en 2015
1.4		- de 9 formations sanitaires dont 8 publics et 1 privé en 2014 à 13 formations sanitaires dont 12 publics et 2 privé en 2014 -Taux de fréquentation des services de santé 16,3% en 2013 à 22,84% en 2015 -Nombre de places assises par élève au primaire de 0,365 pour 2013-2014 et de 0,863 pour 2014-2015 en 2017 Taux de desserte en eaux : 73,11% Taux de desserte hors SONEB : 44,19% 3 192 ml de réseau linéaire construit en 2015 portant la longueur du réseau de la SONEB à 116 980 ml en fin 2015 Existence de Cinq structures de microfinance (PADME, SIAN'SON, CLCAM & CVEC, BETHESDA, UNACREP)
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		L'autoconsommation représente environ 49% de la production brute de la Commune. Le maïs connaît une phase ascendante et avoisine la barre de 80.000 tonnes au titre de la campagne 2014-2015. . Forte production de soja, Intervention des Projets tels que PROSAR, BUPDOS
2.2		Malgré les niveaux de production enregistrés, la Commune de Kérou ne saurait se prévaloir d'un bilan vivrier satisfaisant. la production du coton est largement supérieure à l'ensemble des autres cultures de rente de la Commune, qui sont faiblement produites. L'autoconsommation représente environ 49% de la production brute de la Commune. En matière de production céréalière, on observe que le maïs constitue une spéculation prioritaire dans la Commune de Kérou. Le maïs connaît une phase ascendante et avoisine la barre de 80.000 tonnes au titre de la campagne 2014-2015. Les autres céréales comme le sorgho, le riz, le petit mil et le fonio sont minoritaires dans la Commune et évoluent en dent de scie. on observe entre 2014 et 2015 une évolution positive globale des productions de céréales, de tubercules, de légumineuse et de culture maraîchère, soit respectivement un accroissement de 15%, de 1732%, de 137% et de -87%
2.3		Malgré les niveaux de production enregistrés, la Commune de Kérou ne saurait se prévaloir d'un bilan vivrier satisfaisant à cause du bradage des produits vivriers par les petits producteurs nombreux. la production du coton est largement supérieure à l'ensemble des autres cultures de rente de la Commune, qui sont faiblement produites. L'autoconsommation représente environ 49% de la production brute de la Commune. En matière de production céréalière, on observe que le maïs constitue une spéculation prioritaire dans la Commune de Kérou. Le maïs connaît une phase ascendante et avoisine la barre de 80.000 tonnes au titre de la campagne 2014-2015. Les autres céréales comme le sorgho, le riz, le petit mil et le fonio sont minoritaires dans la Commune et évoluent en dent de scie.

ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<ul style="list-style-type: none"> -Taux de couverture des consultations prénatales : 103,15% en 2014 à 106,48% en 2015 -Taux de fréquentation des services de santé 16,3% en 2013 à 22,84% en 2015 - Taux de consultation des enfants sains 0-11mois : 48,16% en 2013 à 17,37% en 2015 -Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5ans : 41,34% en 2013 à 49,58% en 2015 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié - le taux de couverture des accouchements assistés est passé de 96,18% en 2014 à 95,49% en 2015 -Taux de fréquentation des services de santé 16,3% en 2013 à 22,84% en 2015
3.2		Quotient de mortalité infantile (en %) 76,0 Femmes Taux de couverture des consultations post natales : 18,54% en 2013 à 53,12% en 2015
3.3		Tuberculose <ul style="list-style-type: none"> - de 15 centres de dépistage de la tuberculose en 2014 à 11 centres en 2015 - Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes : 0,34% en 2013 à 0,2% en 2015 - Cas de mortalité des enfants due au paludisme
3.4		- de 9 formations sanitaires dont 8 publics et 2 privés en 2014 à 13 formations sanitaires dont 12 publics et 2 privé en 2014
3.7		Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 11,85% en 2014 à 11,59% en 2015
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		Taux d'alphabétisation des 6 ans et plus : 21,4% Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) (%): 14,8 Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) en langue française : 14,0% Proportion des ménages dont les enfants scolarisables sont scolarisés 23,4% Instruction : Taux brut de scolarisation de 2013-2014 de 100,05% et pour 2014-2015 de 100,31% Ratio élèves/maître au primaire pour 2013-2014 de 49,80 et pour 2014-2015 de 48,70 Nombre de places assises par élève au primaire de 0,365 pour 2013-2014 et de 0,863 pour 2014-2015, Existence de plusieurs projets à travers Plan International Bénin (SIAN'SON-ONG, SUD-NORD-ACTION, EDUFI)
4.4		Proportion des chômeurs : 0,8 Proportion des chômeurs de sexe féminin : 29,7
4.5		Instruction : Taux de promotion Masculin 71,45% Taux de promotion Féminin 71,88% Taux net de Scolarisation Masculin 76,30% Taux net de Scolarisation Féminin 83,25% Indice de parité filles/garçons au secondaire : baisse de 0,716 (2013-2014) à 0,675 (2014-2015)
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		Instruction : Taux de promotion Masculin 71,45% Taux de promotion Féminin 71,88% Taux net de Scolarisation Masculin 76,30% Taux net de Scolarisation Féminin 83,25% Indice de parité filles/garçons au secondaire : baisse de 0,716 (2013-2014) à 0,675 (2014-2015)
5.5		<ul style="list-style-type: none"> - zéro (0) femme dans le conseil communal actuellement. - zero (0) femme promue à un poste de responsabilité entre 2014 et 2015 33% de femmes chef service au niveau de l'administration communal

ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		en 2017 Taux de desserte en eaux : 73,11% Taux de desserte hors SONEB : 44,19% Nombre d'AEV Fonctionnelles 06 Nombre d'AEV affermés 04 Taux d'affermage (%) 80 3 192 ml de réseau linéaire construit en 2015 portant la longueur du reseau de la SONEB à 116 980 ml en fin 2015
6.2		en 2017 47,8% de ménages ayant accès à une eau non améliorée en 2011 :
6.4		En 2019, Taux de desserte en eaux : 73,11% Taux de desserte hors SONEB : 44,19% Nombre d'AEV Fonctionnelles 06 Nombre d'AEV affermés 04 Taux d'affermage (%) 100
6.5		Existence de PNE

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'analyse du tableau suivant permet de comprendre que seuls les objectifs 3, 5 et 6 portent des cibles non couvertes par le PDC de la commune de Kérou. En effet quand on prend la cible 3.3 par exemple des sources de vérification : PVVIH/SIDA mis sous ARV et Niveau de prise en charge des PVVIH/SIDA existent mais il n'y a pas actions définies par le PDC dans ce sens. De même le diagnostic n'aborde nullement la situation du paludisme, de la tuberculose, des maladies tropicales négligées, de l'hépatite, des maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles dans la commune.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		une augmentation a été observée entre 2012 et 2013 au niveau des nombres d'abonné conventionnel et privés, ces nombres ont connu un accroissement respectif de 77% et 1%,
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		RAS
8.3		Proportion d'actifs occupés dans le secteur informel (10 ans et +): 97,7 Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur informel: 97,3
8.5		Proportion des chômeurs : 0,8% Proportion des chômeurs de sexe féminin 29,7%
8.9		entre 2014 et 2015 aucune évolution n'est observée au niveau de la commune de Kérou en matière de tourisme puisque les nombres d'atrait touristique et d'établissement hoteliers n'ont pas évolué et sont restés respectivement à 2 et 6
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		Au total on dénombre 500 km de pistes rurales prioritaires pour le compte de la Commune de Kérou 0km de route construits entre 2014 et 2015
9.2		RAS
9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		

10.1		IPH (%) 59,0 Incidence de la pauvreté non monétaire (%) 35,5 Incidence de la pauvreté d'existence (%) 61,5 Taux de pauvreté multidimensionnelle (%) 74,8 (RGPH-4, 2013, Valeurs à actualiser) Proportion des chômeurs 0,8
10.2		IPH (%) 59,0 Incidence de la pauvreté non monétaire (%) 35,5 Incidence de la pauvreté d'existence (%) 61,5 Taux de pauvreté multidimensionnelle (%) 74,8 (RGPH-4, 2013, Valeurs à actualiser) Proportion des chômeurs 0,9
10.3		RAS
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		en 2017 Taux de desserte en eaux : 73,11% Taux de desserte hors SONEB : 44,19% Taux d'affermage 80% Mode d'aisance du ménage Pas de toilette ou dans la nature : 86,1% Evacuation des ordures ménagères Dans la nature ou dehors 92,0% 47,8% de ménages ayant accès à une eau non améliorée en 2011 :
11.3		RAS
11.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Après l'examen de ce tableau nous remarquons qu'il y a 5 cibles non couvertes (11.5, 11.3, 10.3, 10.1 et 9.5), 5 couvertes de façon mineure (9.2, 9.1, 8.3, 8.2 et 7.1) et 4 couvertes moyennement (11.1, 10.2, 8.9 et 8.5). Au niveau de la cible 11.1 cette situation s'explique du fait que la question de l'assainissement des quartiers est prise en compte de façon spécifique en plus des éléments de service de base (accès à l'eau, à l'électrification, etc) pris en compte plus haut.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		- 83ha reboisé entre 2014 et 2015
12.5		- Dans la majorité des cas l'évacuation des eaux usées (82,2%) et des ordures ménagères (est faite par rejet dans la nature. Les procédures de passation sont avancées pour la réalisation des sites de décharges des ordures solides méagers pour le compte du centre Urbain. Viabilisation des grandes agglomérations est en cours.
12.7		Opportunités : Passage des auditeurs chaque année ; Existence des organes de passation des marchés publics ; Performance assez bonne suite aux résultats des audits des trois dernières années,
12.8		Installation par l'Etat d'un Point Internet Haut débit Existence des réseaux de téléphonie mobile (MTN, Moov)
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Opportunités:

		Existence de PTF (GIZ/PACC) Existence des Agents des Eaux et Forêts
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		RAS
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		- La forêt de l'Alibori supérieur à Kèrou est dotée d'un plan d'aménagement - 83ha reboisé entre 2014 et 2015
15.2		- La forêt de l'Alibori supérieur à Kèrou est dotée d'un plan d'aménagement - 83ha reboisé entre 2014 et 2015
15.3		- La forêt de l'Alibori supérieur à Kèrou est dotée d'un plan d'aménagement - 83ha reboisé entre 2014 et 2015

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le tableau ci-dessus permet de dégager les cibles 13.1, 15.1, 15.2 et 15.3 comme étant des cibles ayant été couverte moyennement pour les trois premières citées et de façon mineure pour la dernière. En effet pour la cible 15.3 des actions sont prévues au niveau des projets 4.8 et 4.7. Toutefois les actions prévues ne sont pas suffisante pour l'atteinte de cette cible

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		L'essentiel se limite aux préventions contre les violences, les IEC, les interpellations des contrevenants - Présence de Plan International Bénin ; - Intervention de CPS, - Personnel du CPS est renforcé
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		- Chute du taux de réalisation du fonctionnement passant de 95,91% en 2012 à 81% en 2016 - Augmentation du taux de réalisation des investissements passant de 37,59% en 2012 à 49,46% en 2015 pour redescendre à 35% en 2016
16.9		Proportion des personnes possédant un acte de naissance ou un jugement supplétif (%) 46,3

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Les cibles du tableau ci-dessus présentent un niveau de couverture insatisfaisant. En effet la cible 16.2 est couverte de façon mineure et les cibles 16.3, 16.5, 16.6 et 16.9 ne sont pas du tout couvertes dans le PDC de la commune de Kèrou. C'est dire donc qu'au regard des activités et des indicateurs des activités, aucune action planifiée ne touche de façon évidente ces cibles.

1.4.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune de Kérou

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.3		<p>Opportunité Existence de CPS appui aux structures de prise en charge des personnes handicapées</p> <p>Menaces Couches vulnérables dans la Commune : Enfants, jeunes et adolescents, femmes, personnes de troisième âge, personnes handicapées, les PVVIH. Formations données à l'endroit des couches vulnérables : Insuffisance de formations spécifiques mais des accompagnements en terme de sensibilisations, de suivi, d'appui en matériels et d'autres. Cas de violences faites aux femmes, aux handicapées : Violences conjugales, familiales, harcèlement sexuel, coups et blessures volontaire, enlèvements et séquestrations, viols, détournement de mineurs, violences économiques, verbales ; stigmatisation des personnes handicapées, rejet. Incitation de mineurs à la débauche, le mariage précoce forcé et par échange Cas de stigmatisation pour les PVVIH, les personnes handicapées... : Stigmatisation, rejet, coût des médicaments, violation des droits des personnes handicapées. Etat civil : Situation des enfants sans actes de naissance aux divers examens. Situation d'autres personnes sans actes de naissance qui manifestent le désir de se faire délivrer des actes de naissance. Situation de la femme dans la Commune, degré de représentativité de la femme : Faible taux de représentativité des femmes. Problèmes actuels du centre et aspirations : Pas de lampadaires solaires pour l'éclairage du centre Le centre ne dispose pas de gardien, donc exposé au cambriolage. Insuffisance de personnel qualifié Insuffisance de matériel de travail Les arrondissements les plus touchés par la violence faite aux femmes : Kérou centre</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>Opportunités - Population à plus de 90 pourcent agricoles, - l'agriculture est la principale source de revenu de la commune et la commune dispose de terres favorables à l'activité - Kérou occupe une position géostratégique très importante en termes de commerce des produits agricoles dans la sous région - La commune est un lieu où se mène une grande diversité d'activités économiques</p> <p>Menaces - croissance faible ou décroissante de la production des cultures de rentes due en partie à la culture intensive du coton, - faible industrialisation - Fort bradage des produits vivriers par les petits producteurs - Destruction du couvert végétal - Destruction des plantations - Erosion éolienne</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Ensablement des cours d'eau - Destruction des essaims d'abeilles / des ruches. - Assèchement des arbres et apparition des vers - Décalage du calendrier culturel - Assèchement des bas-fonds - Assèchement des herbes - Tariessement des cours d'eau - Assèchement des fleurs des arbres pour le pâturage des abeilles - Baisse de rendements - Destruction des cultures - Terre cultivable très aride - Destruction des réserves/stockes vivriers - Tariessement des puits - Destruction des pistes - Destruction des jeunes plantations non aquatiques - Ensablement des bas-fonds/rivières - Erosion hydrique - Destruction des habitats - Noyade des animaux, des volailles et des abeilles - Pollution des eaux <p>L'autoconsommation représente environ 49% de la production brute de la Commune. Le maïs connaît une phase ascendante et avoisine la barre de 80.000 tonnes au titre de la campagne 2014-2015. . Forte production de soja, Intervention des Projets tels que PROSAR, BUPDOS</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges	
3.3	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de 9 formations sanitaires - Présence de PTF et ONG engagés - Existence de 15 centres de dépistage de la tuberculose <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - le système sanitaire souffre de sous effectif et de sous équipement - Pression démographique - Taux élevé de mortalité liée au paludisme, - Manque de personnel de santé (Médecin, infirmiers et sage-femmes - Proportion des maladies hydriques non négligeable à cause de la mauvaise répartition des forages - Pas de spécialiste en chirurgie dans le centre de santé communal de Kérou, - manque de salles d'hospitalisation au CSC malgré les efforts de construction par la mairie. <p>Tuberculose</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 15 centres de dépistage de la tuberculose en 2014 à 11 centres en 2015 <p>SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de séroposativité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes : 0,34% en 2013 à 0,2% en 2015 - Cas de mortalité des enfants due au paludisme
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie	
4.1	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'écoles maternelles, primaires, publiques et privées dans la Commune de Kérou - Volonté politique affichée pour l'éducation - Effectif de 22 926 de Population scolarisable (6-11ans) <p>Menaces</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - Pression démographique - la déscolarisation des filles (pour raison de mariage précoce et de grossesse non désirée) ;, <p>Alphabétisation : Taux d'alphabétisation des 6 ans et plus (%): 21,4 Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) (%): 14,8 Taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) en langue française (%): 14,0 Proportion des ménages dont les enfants scolarisables sont scolarisés (%) 23,4</p> <p>Instruction : Taux de promotion Masculin 71,45% Taux de promotion Féminin 71,88% Taux net de Scolarisation Masculin 76,30% Taux net de Scolarisation Féminin 83,25% Indice de parité filles/garçons au secondaire : baisse de 0,716 (2013-2014) à 0,675 (2014-2015) Taux brut de scolarisation de 2013-2014 de 100,05% et pour 2014-2015 de 100,31%</p> <p>Ratio élèves/maître au primaire pour 2013-2014 de 49,80% et pour 2014-2015 de 48,70%</p> <p>Nombre de places assises par élève au primaire de 0,365 pour 2013-2014 et de 0,863 pour 2014-2015</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs projets à travers Plan International Bénin (SIAN'SON-ONG, SUD-NORD-ACTION, EDUFI)
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.5		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - 33% de femmes chef service au niveau de l'administration communale 33% <p>Présence d'ONG</p> <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> --presenceurs socio-culturels - Aucune femme dans le conseil communal - zero (0) femme promue à un poste de responsabilité entre 2014 et 2015 33% de femmes chef service au niveau de l'administration communale
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		

Après analyse des données disponibles, les cibles 2.1, 3.3, 4.1 et 5.5 sont ressorties du tableau ci-dessus comme cibles prioritaires. Pour ce qui est de la cible 4.1 les performances du système éducatif dans la commune restent faibles. En effet la commune selon les statistiques disponibles présente un Taux d'alphabétisation des 6 ans et plus de 21,4% et un taux d'alphabétisation des adultes de (15 ans et plus) de 14,8%. Ceci est bien alarmant quand on sait le rôle et l'importance de l'éducation dans le développement.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique engagée - 62 abonnés conventionnels et 313 abonnés prépayés en 2013 - 36,6% de la population ayant accès à l'électricité <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - incivisme - Pénurie de compteur

		<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures -insuffisance de personnel - faible couverture de la demande énergétique
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		<p>Opportunités</p> <p>Aménagement des routes dans le cadre de l'intercommunalité</p> <p>Les infrastructures sanitaires sont pour la plupart en matériaux définitifs</p> <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes et pistes, Kérou est donc une Commune d'accès difficile notamment en période pluvieuse ; - pistes rurales existantes impraticables et insuffisantes - Problème de fonctionnement des dispensaires construits par le PSDCC et du bloc chirurgical du centre de santé communal. <p>Au total on dénombre 500 km de pistes rurales prioritaires pour le compte de la Commune de Kérou</p> <p>0km de route construits entre 2014 et 2015</p> <p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes et pistes, Kérou est donc une Commune d'accès difficile notamment en période pluvieuse ; - pistes rurales existantes impraticables et insuffisantes
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		<p>Opportunités</p> <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mode d'aisance du ménage <p>Pas de toilette ou dans la nature (%) :86,1</p> <p>Evacuation des ordures ménagères dans la nature ou dehors (%) : 92,0</p> <ul style="list-style-type: none"> - La majorité des axes de transport sont difficilement carrossables - dépôts pharmaceutiques non seulement sont insuffisants mais manquent de médicaments de spécialité - Problème de fonctionnement de certains centres de santé - Problèmes de personnel et d'infrastructure au niveau des écoles - faible couverture en eau potable <p>l'inexistence à ce jour d'aucune structure appropriée de gestion des eaux usées et ordures ménagères</p> <ul style="list-style-type: none"> -Incivisme environnementale des population <p>Les populations sont surtout concentrées dans les agglomérations ou villages</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'insuffisance de plans de lotissement des agglomérations - construction anarchique et serrée dans les différentes agglomérations de la Commune - inexistence d'ouvrage d'assainissement et d'évacuation des eaux usées, - Manque de latrine

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Le tableau ci-dessus permet d'identifier la cible 11.1 comme une cible prioritaire. Le diagnostic du PDC couplé aux données disponibles permet donc de dire que cette cible est prioritaire pour le développement de la commune de Kérou.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.5		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence du SDAC - Existence du 2KP Réalisations en cours de deux sites de décharges - Recrutement d'une ONG d'intermédiation sociale <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de toilette ou dans la nature (%) :86,1 - Evacuation des ordures ménagères dans la nature ou dehors (%): 92,0 - La majorité des axes de transport sont difficilement carrossables - dépôts pharmaceutiques non seulement sont insuffisants mais manquent de médicaments de spécialité - Problème de fonctionnement de certains centres de santé - Problèmes de personnel et d'infrastructure au niveau des écoles - faible couverture en eau potable - l'inexistence à ce jour d'aucune structure appropriée de gestion des eaux usées et ordures ménagères - Incivisme environnementale des populations - Les populations sont surtout concentrées dans les agglomérations ou villages - l'insuffisance de plans de lotissement des agglomérations - construction anarchique et serrée dans les différentes agglomérations de la Commune - inexistence d'ouvrage d'assainissement et d'évacuation des eaux usées, - Manque de latrine - Dans la majorité des cas l'évacuation des eaux usées (82,2%) et des ordures ménagères est faite par rejet dans la nature - Réalisations en cours de deux sites de décharges - Recrutement d'une ONG d'intermédiation sociale
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		<p>Opportunités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de PTF (GIZ/PACC) - Existence des Agents des Eaux et Forêts <p>Menaces : Assèchement des arbres et apparition des vers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décalage du calendrier cultural - Assèchement des bas-fonds - Assèchement des herbes - Tariessement des cours d'eau, - Destruction du couvert végétal - Destruction des toitures des maisons

	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction des cultures - Destruction des plantations - Erosion éolienne - Pollution de l'eau des puits non couverts - Ensablement des cours d'eau - Destruction des essaims d'abeilles / des ruches - Destruction des pistes - Destruction des cultures - Destruction des jeunes plantations non aquatiques - Ensablement des bas-fonds/rivières - Erosion hydrique - Destruction des habitats - Noyade des animaux, des volailles et des abeilles - Ensablement des puits - Pollution des eaux
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Du tableau ci-dessus on retient que seule l'ODD 13 présente une cible urgente (13.1). Cette cible traite de la résilience et des capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible n'a été priorisée en ce qui concerne le cadre institutionnel

1.4.4. Normes d'action

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.3: Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient	Renforcement de capacités du CPS et des CSA en Personnel, équipements et moyens de travail	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant du socle ou systèmes de protection sociale	01 C/CPS; 01 médecin ; - 04 sages-femmes; - 18 infirmiers (PDC3)	4 médecins ; - 10 sages-femmes ; - 25 infirmiers	6 médecins ; - 18 sages-femmes ; - 35 infirmiers	X	X	
	Appui à l'insertion socioprofessionnelle des indigents et handicapés	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant du socle ou systèmes de protection sociale	Indices de pauvreté monétaire 39,05	5	10	x	x	Emicov 2015
2.1: D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	Education à la nutrition et prise en charge des nourrissons et jeunes enfants	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation	Proportion de ménages (%) selon les classes de sécurité alimentaire: -En insécurité alimentaire-(IA)=11,4 et -A risque d'insécurité alimentaire-(ARIA)=13,2 soit 75,4% de SA	80% de sécurité alimentaire	85% de sécurité alimentaire	x	x	Source des valeurs de référence Emicov
	Facilitation à l'accès aux intrants spécifiques des spéculations vivrières	2.1.2 incidence de la pauvreté alimentaire	Indices de la pauvreté non monétaire 42,72	30	20			45,4% des ménages sont dans une bonne

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
								situation en Alimentation et boisson non alcoo-lisées; - Pourcentage de population dépensant moins d'un dollar par jour 77,54;Emicov 2015
	-Promotion et intensification de l'agriculture axée sur l'agrobusiness (filières porteuses : maïs, riz, soja, karité, anacarde, néré, sorgho, haricot,marachage,)	2.1.3 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience				x	x	
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	Assurance d'accès pour tous aux soins de santé	3.1.1 Taux de mortalité maternelle	Ratio pour 100 000 Accouchements 47,6	20%	10%	X	X	
	Appui au fonctionnement de la Platte forme « one Heath » au niveau de la commune	3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par le personnel de santé qualifié	4 219 sur 4418 Naissances attendues soit 95,5%	98%	100%	X	X	
		3.2.3 Taux de couverture vaccinale complète	V.A.R. 96,2% et 16% d'abandon entre BCG et VAR	99%	100%	x	x	
		3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH	14 mis sous ARV	100%	100%	x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	Appui au dépistage communautaire du paludisme, de la tuberculose, les hépatites	3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants	11 cas	5	0	x	x	
		3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	incidence 23,5	10	5	x	x	pourcentages de ménages ayant des enfants de moins de 5 ans en 2015 selon Emicov = 4,3
		3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants				x	x	
	Appui aux initiatives communautaires de lutte contre les MTN (Maladies Tropicales Négligées) en milieu scolaire et non scolaire	3.3.8 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires				x	x	
		3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique						
		3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose				x	x	
		3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomias						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiases						
		3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome				x	x	
4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, les dotant d'acquis véritablement utiles	Encouragement des meilleurs élèves et les meilleurs enseignants	4.1.1 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture				x		
		4.1.2 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématique						
		4.1.3 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture						
		4.1.4 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		d'aptitudes minimales en mathématiques						
		4.1.5 Proportion de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui obtiennent au moins la moyenne en français						
		4.1.6 Proportion de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui obtiennent la moyenne en mathématiques,						
	Assurance de la scolarisation primaire pour tous les enfants	4.1.7 Taux net de scolarisation dans le primaire	Taux net de scolarisation des 6-11ans = 30,6%	50%	65%	x	x	Données sur ZEGROMIS; ce taux est égal à 3,21% en 2019
		4.1.8 Proportion d'élèves ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire						
		4.1.9 Taux brut de scolarisation dans le primaire	Taux bruts de scolarisation 46,6%	60%	85%			EMICOV 2015
		4.1.10 Taux brut de scolarisation dans le secondaire						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		4.1.11 Taux net de scolarisation dans le secondaire						
5.5 Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité	Promotion du leadership politique féminin au niveau des instances de gouvernance locale.	5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux				X	X	
		5.5.2 Proportion de femmes ministres						
		5.5.3 Proportion de femmes conseillères communales						
		5.5.4 Proportion de femmes occupant des postes de direction						
		5.5.5 Pourcentage de temps consacré à des soins et travaux non rémunéré par les femmes						
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Amélioration du taux de couverture en énergie électrique et en eau potable	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	Accès des ménages à l'électricité =16,1%;	50%	70%	X	X	Emicov 2015
		7.1.2 Taux d'électrification						
		7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson						
		7.1.4 Proportion de la population utilisant principalement des						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		carburants propres pour l'éclairage						
9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable	Réalisation et entretien des infrastructures de transport rural	9.1.1 Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année				X	X	
		9.1.2 Indice d'état du réseau routier						
		9.1.3 Trafic fret ferroviaire	NA					
		9.1.4 Trafic passagers au départ des aéroports du Bénin	NA					
		9.1.5 Trafic fret aérien	NA					
		9.1.6 Transport marchandises au port						
		9.1.7 Trafic passagers sur les cours et plans d'eau						
		9.1.8 Taux d'accidentologie lié à l'état des infrastructures routières						
		9.1.9 Temps moyen desajour des navires au port	NA					
	Assurance de la disponibilité et l'accès à l'internet	9.1.10 Taux d'accès à la TNT des foyers béninois				X	X	
		9.1.11 Taux de pénétration de la RNT						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		9.1.12 Taux de couverture des services internet haut débit des entreprises et des particuliers						
		9.1.13 Taux de pénétration de l'internet haut débit par le fixe						
		9.1.14 Taux de couverture du territoire à internet très haut débit						
		9.1.15 Taux d'usage des services financiers en ligne par les citoyens						
11.1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis	Elaboration et mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune (SDAC).	11.1.1 Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats	Proportions de parcelles accessibles 43,5%; et, 4,5% des ménages ont accès Logement, eau, élec-tricité, gaz et autres combustibles	70% des parcelles accessibles	80% des parcelles accessibles	X	X	Emicov
		11.1.2 Proportion de personnes vivant dans les habitations urbaines inondées						
12.5 D'ici à 2030, réduire nettement la production de déchets par la	Promotion de l'assainissement et d'hygiène dans les milieux agglomérés	12.5.1 Taux de recyclage national	pourcentage de ménages évacuant les ordures à la voirie 0,5%	20%	50%	X	X	80% des ménages utilisent les structures de

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation								pré collecte des ordures comme mode d'évacuation des ordures (PDC3)
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	Promotion de la gestion durable des terres et d'adaptation au changement climatique (GDT/ACC)	13.1.1 Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe				X	X	
		13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.3 Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						

1.5. Monographie de la commune de Kouandé

1.5.1. Brève présentation de la commune de Kouandé

Situé entre 9°57' et 10°55' de Latitude Nord, et entre 1°22' et 2°01' de Longitude Est, la commune de Kouandé se trouve dans la partie Est du département de l'Atacora et fait partie des neuf (9) Communes que compte ce département. Elle s'étend sur une superficie de 4500 Km² et est limitée au Nord par la Commune de Kérou, au Nord-ouest par celle de Tanguiéta au Sud-ouest par la Commune de Natitingou, au Sud par les Communes de Copargo, Djougou et Boukombé à l'Est par celle de Péhunco et à l'Ouest par la commune de Toucountouna.

La commune de Kouandé jouit d'un climat de type soudano-guinéen, caractérisé par une saison de pluie, allant de mi-avril à mi-octobre et une saison sèche allant de mi-octobre à mi-avril. Mais l'altitude modifie quelquefois les paramètres normaux du climat. Cette commune est aussi soumise au régime d'harmattan, un vent froid et sec qui souffle entre novembre et mi-mars.

Selon le RGPH 4, la population de la commune de Kouandé est de 111 540 habitants dont 55 558 hommes et 55 982 femmes. Elle est composée principalement de Bariba (43,63%), Peulh (21,58%) et le groupe Otammari (20,22%). Une population jeune (51% ont entre 0 et 14 ans) et dynamique, avec un taux de croissance d'environ 4% pour tous les arrondissements sauf Chabi Kouma.

Une population concentrée pour la plupart dans les villes et les gros villages (Kouandé, Guilmaro, Oroukayo...). On dénombre six (6) arrondissements (Fo-Tancé, Guilmaro, Kouandé, Oroukayo, Birni et Chabi-couma), ainsi que soixante-douze (72) villages et quartiers de ville dans la commune de Kouandé.

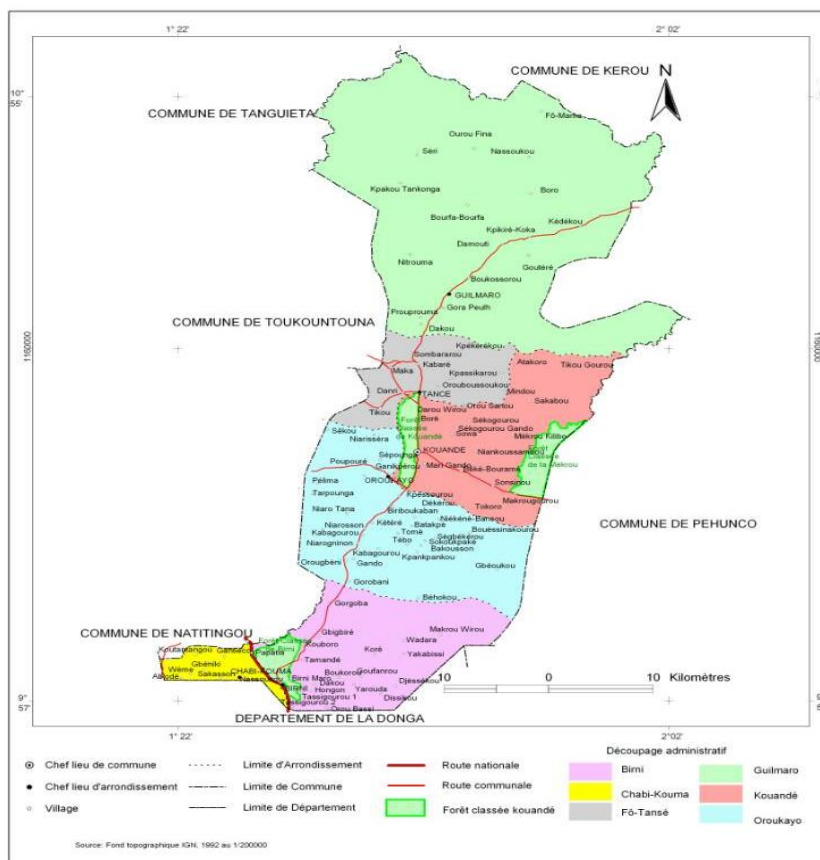


Figure 6: Carte administrative de la commune de Kouandé

1.5.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>IPH= 53,1 Incidence de la pauvreté non monétaire (%)=27,3 Incidence de la pauvreté d'existence (%)=60,8 Taux de pauvreté multidimensionnelle8 (%)= 68,3 source RGPH4 2013</p> <p>Incidence de pauvreté (PO) en %=50,9 Indice de profondeur (P1)=0,156 Indice de sévérité (P2)=0,063 55 ha de bas-fonds sont aménagés d'ici 2022 100% des bas-fonds aménagés sont exploités par au moins 50 producteurs dont 20 femmes dans les localités de Fô-Tancé et Niékénébansou d'ici 2022 Trois retenues d'eau retenues d'eau réalisées sur les sites des bas-fonds aménagés Kouandé dispose de noix de cajou de très bonne qualité et est l'une des premières exportatrices de noix de cajou du département avec près de 4 000 tonnes par an. grande importance de l'exportation du karité dans l'économie agricole de la zone La commune de Kouandé a bénéficié des projets filets sociaux du PSDCC</p>
1.3		<p>Nombre de Centre de Promotion Sociale (CPS) en 2014 et 2015 = 1 Nombre d'orphelinats appuyés en 2014= 2 Nombre d'orphelinats appuyés en 2015= 3 Nombre de comités locaux de lutte contre la traite des enfants installés=0 Nombre de structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées en 2014 =5 Nombre de structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées en 2015 = 13</p>
1.4		<p>Superficies Total de bas-fonds existant= 6000ha Superficies de bas-fonds aménagés= 130 ha 450 044 ha de terre cultivable selon les données du SDAC dont 64,8% seulement mis en valeur 95% du territoire de la commune non encore exploité Taux de desserte en eau potable : 54.3%, en -dessous de la moyenne départementale -Taux de panne : 10.69 % Taux d'alphabétisation des adultes= 28,90% Taux d'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans= 53,40% Taux global de sous-emploi= 42,7 % Nombre de marchés= 23 marchés qui s'animent tous les quatre (04) jours. Les échanges commerciaux sont animés à Kouandé à travers quatre principaux marchés à savoir : Chabi-couma, Kouandé, Guilmaro et de Yakabissi sans oublier le marché à Bétail de Kouandé Nombre de retenues d'eau= 05 retenues d'eau de Péssourou, Sowa, Goutéré, Kédékou et Yinkou Nombre d'écoles maternelles et primaires= 12 écoles maternelles dont 2 privées ; -119 écoles primaires dont 4 privée</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		

2.1		<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité en produits amélioré de : 2% pour les vivriers d'ici 5 ans 5% pour le F9coton d'ici 5 ans 10% pour des noix de cajou - rendement moyen annuel amélioré de 2% de la production par spéculation - Taux d'accroissement moyen annuel amélioré de 3% par type d'espèce animale (bétail, ovin ; caprin, volailles) - nombre de bétails commercialisés au niveau du marché est accru de 5% chaque année G10 - Niveau d'utilisation des couloirs de passage et des aires de pâturage s'est amélioré (faible, moyen, élevé) - Le taux vaccinal du bétail s'est accru de 2% d'ici 5 ans - Au moins 70 emplois (45 hommes/25 femmes) créés dans le secteur agricole, élevage et la culture d'ici 5 ans - Le nombre d'artisans opérant dans le secteur formel s'est amélioré d'au moins 20 personnes dont 5 femmes - Le taux d'accroissement annuel des ressources propres est amélioré de 5% à partir de 2020 - Taux de malnutrition réduit de 5%
2.2		<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité en produits amélioré de : 2% pour les vivriers d'ici 5 ans 5% pour le F9coton d'ici 5 ans 10% pour des noix de cajou - rendement moyen annuel amélioré de 2% de la production par spéculation - Taux d'accroissement moyen annuel amélioré de 3% par type d'espèce animale (bétail, ovin ; caprin, volailles) - nombre de bétails commercialisés au niveau du marché est accru de 5% chaque année G10 - Niveau d'utilisation des couloirs de passage et des aires de pâturage s'est amélioré (faible, moyen, élevé) - Le taux vaccinal du bétail s'est accru de 2% d'ici 5 ans - Au moins 70 emplois (45 hommes/25 femmes) créés dans le secteur agricole, élevage et la culture d'ici 5 ans - Le nombre d'artisans opérant dans le secteur formel s'est amélioré d'au moins 20 personnes dont 5 femmes - Le taux d'accroissement annuel des ressources propres est amélioré de 5% à partir de 2020 - Taux de malnutrition réduit de 5%
2.3		<p>de 2012 à 2015 , la production du maïs amélioré a pris une croissance exceptionnelle au détriment du maïs local qui lui décroît de plus en plus. En ce qui concerne, le sorgho et le riz, la production demeure plus ou moins constante.</p> <p>Production céréalière dans la commune = 56 408T</p> <p>la production de volailles s'est accrue de 27,51% de 2011 à 2016</p> <p>Source : Ex SCDA Kouandé, 2017</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<p>les Taux de couverture des accouchements assistés de 2014 et 2015 sont respectivement 58,8 et 56,3 (%)</p> <p>Accroissement de 5% du taux d'accès aux soins de santé</p>

3.2		Quotient de mortalité infantile (en ‰)= 67,7 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en ‰)+ 105,6
3.3		les Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes en 2014 et 2015 sont respectivement (‰)= 0,3 0,3
3.4		ND
3.7		Evolution des indicateurs d'accès aux soins de santé par commune des départements de l'Atacora et de la Donga Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne en 2014 et 2015 (‰)= 14,54 ; 9,26 Age moyen à la maternité (en année)= 27,3
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		Accroissement de 5% du taux de scolarisation (taux brut et net) - Ratio filles/garçons est de 0,9 d'ici 2022 Taux de déperdition scolaire réduit de 5% pour les garçons et de 5% pour les filles Taux net de scolarisation des enfants de 6-11 ans= 72,80% Taux d'alphabétisation des adultes=28,90% Taux d'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans= 53,40%
4.4		
4.5		Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2013-2014): Indice de parité filles/garçons= 0,501 Places assises par élève= 0,453 Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2014-2015): Indice de parité filles/garçons=0,538 Places assises par élève= 0,802 (Source : TBS Atacora-Donga/DDESTFP/Atacora-Donga) Ratio filles/garçons est de 0,9 d'ici 2022 La capacité d'émancipation des personnes vulnérables est améliorée de 2 % (Source PDC3 Kouandé) Indice brut de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)=93,7 Indice net de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 91,9 Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 91,2 Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au secondaire des (12-19 ans)= 65,3 (Source : INSAE, RGPH-4, 2013)
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		Les femmes représentent 50,2 % de l'effectif de la population de la commune de Kouandé Au moins une femme au sein du conseil communal Au moins 5% de femmes d'élus locales au sein des conseils de villages Au moins 6 chefs de villages sont des femmes (Source: PDC3)

5.5		<p>à 6 femmes soit 13, 60 % sont des agents qui travaillent à la Mairie dont 3 occupent le poste de Chef service sur 110,</p> <p>Les femmes représentent 50,2 % de l'effectif de la population de la commune de Kouandé</p> <p>Au moins une femme au sein du conseil communal d'ici 2022</p> <p>Au moins 5% de femmes d'élus locaux au sein des conseils de villages d'ici 2022</p> <p>Au moins 6 chefs de villages sont des femmes d'ici 2022</p> <p>(Source: PDC3)</p>
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>le taux de desserte en eau potable en milieu urbain = 1.29%</p> <p>Approvisionnement en eau de boisson:</p> <p>Rivière/marigot/mare (%) = 17,5</p> <p>Eau courante SONEB à la maison (%) = 1,9</p> <p>Eau courante SONEB ailleurs (%) = 2,2</p> <p>Borne fontaine/Robinet public (%) = 2,7</p> <p>Pompe villageoise ou forage équipé de pompe à motricité humaine (%) = 71,9</p> <p>Citerne (%) = 0,2</p> <p>Puits protégé/busé public (%) = 8,0</p> <p>Puits protégé/busé privé (%) = 4,3</p> <p>Puits non protégé (%) = 28,5</p> <p>(Source : INSAE, RGPH-4, 2013)</p> <p>Accroissement de 50% du taux de desserte rurale</p> <p>(Source: PDC3)</p> <p>Proportion de ménages ayant accès à eau potable = 42,2</p> <p>autre eau améliorée = 1,2</p> <p>eau non améliorée = 56,7</p>
6.2		<p>Approvisionnement en eau de boisson:</p> <p>Rivière/marigot/mare (%) = 17,5</p> <p>Eau courante SONEB à la maison (%) = 1,9</p> <p>Eau courante SONEB ailleurs (%) = 2,2</p> <p>Borne fontaine/Robinet public (%) = 2,7</p> <p>Pompe villageoise ou forage équipé de pompe à motricité humaine (%) = 71,9</p> <p>Citerne (%) = 0,2</p> <p>Puits protégé/busé public (%) = 8,0</p> <p>Puits protégé/busé privé (%) = 4,3</p> <p>Puits non protégé (%) = 28,5</p> <p>(Source : INSAE, RGPH-4, 2013)</p> <p>Accroissement de 50% du taux de desserte rurale</p> <p>(Source: PDC3)</p> <p>Proportion de ménages ayant accès à eau potable = 42,2</p> <p>autre eau améliorée = 1,2</p> <p>eau non améliorée = 56,7</p>
6.4		<p>-Taux de desserte en eau potable : 54.3%, en -dessous de la moyenne départementale</p> <p>-Taux de panne : 10.69 %</p>

6.5		-Taux de desserte en eau potable : 54.3%, en -dessous de la moyenne départementale -Taux de panne : 10.69 %
-----	--	--

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'analyse du tableau ci dessus permet de comprendre que seuls les objectifs 1 et 2 portent des cibles ayant une couverture assez bonne dans le PDC de la commune de Kouandé.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Electrification en 2012: Extensions BT(m) réalisées=206 Nbre de Compteurs posés= 35
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		La Production céréalière dans la commune en 2014-2015 est de 56408T Source : Ex SCDA Kouandé, 2017 la production de volailles s'est accrue de 27,51% de 2011 à 2016 En 2015-2016, 17 000 tilapias et clarias sont produits.
8.3		Taux global de sous-emploi= 42,7% (Source: PDC3 page 35) Taux de sous-emploi visible (%)= 17,6 Taux de sous-emploi invisible (%)= 60,2 Taux d'activité au sens élargi (%)= 48,7 Taux d'activité au sens strict (%)= 48,7 Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans (%)= 33
8.5		Population active (10 ans et +) Proportion des chômeurs= 1,6 Proportion des chômeurs de sexe féminin= 32,4 Population active (15-64 ans) Proportion des chômeurs= 1,4 Proportion des chômeurs de sexe féminin= 29,6
8.9		ND
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		Densité (habitants/km²)= 34 Pistes construites en 2014 (km)= 11,1 Pistes construites en 2015 (km)= 00
9.2		ND
9.5		ND
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		ND
10.2		ND
10.3		ND

ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		Proportion de maisons isolées (%)= 37,0 Proportion de maisons en bande (%) = 43,7 Proportion de villa (%) = 0,2 Proportion d'immeubles (%) = 0,1 0 Proportion de cases isolées (%)= 18,1
11.3		taux de croissance démographique d'environ 4% pour tous les arrondissements sauf Chabi Kouma
11.5		Le pourcentage de la population mettant en œuvre des mesures de préventions et d'adaptions aux catastrophes naturelles s'est accru de 20 %

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'analyse du tableau ci dessus permet de comprendre que seuls les objectifs 8, 9 10 et 11 portent des cibles non couvertes par le PDC. En effet quand on prend la cible 10.1 relative à l'amélioration des revenus des plus pauvres, il n'existe aucune action définie par le PDC dans ce sens. De même le diagnostic n'aborde que brièvement cette situation.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		ND
12.5		ND
12.7		ND
12.8		ND
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		ND
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		ND
14.5		ND
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		trois forêts classées qui couvrent 9 km2, soit 0,2 % environ de la superficie totale de la commune 15146 ha affectés à l'exploitation forestière
15.2		ND
15.3		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

A part les actions des cibles 15.1 et 15.2 qui traite de façon très mineure la situation de ces cibles, les ODD 12 ; 13 ; 14 ne sont pas du tout abordé dans le PDC.

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		Accroissement de 5% du taux de scolarisation (taux brut et net) - Ratio filles/garçons est de 0,9 d'ici 2022 Taux de déperdition scolaire réduit de 5% pour les garçons et de 5% pour les filles Taux net de scolarisation des enfants de 6-11 ans= 72,80% Taux d'alphabétisation des adultes=28,90% Taux d'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans= 53,40% Violences humaines réduites de 5% Accroissement de 2 % de la protection des enfants Accroissement de 2 % de l'appui aux personnes vulnérables
16.3		Violences humaines réduites de 5% Accroissement de 2 % de la protection des enfants Accroissement de 2 % de l'appui aux personnes vulnérables Nombre de personnes déférées pour l'ensemble des délits dans la commune de 2014 à 2015= 12 ; 25
16.5		ND
16.6		ND
16.9		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'analyse du tableau ci dessus permet de comprendre que la couverture des cibles liés au cadre institutionnel dans le PDC est soit mineure (16.2, 16.3 et 16.9) ou nulle (16.5 et 16.6).

1.5.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune KOUANDE

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>Opportunités: diversification agricole et la création des pôles de développement agricoles lancée par l'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence du FADeC agriculture • Existence des marchés d'écoulement des produits agricoles <p>l'installation d'une unité de transformation de noix de cajou et de Karité par les PTFs tels que: ProCGRN, le PAMRAD et la CTB</p> <p>la construction d'un magasin de stockage de ces noix à Kouandé centre et à Niarosson par les PTFs tels que: ProCGRN, le PAMRAD et la CTB</p> <p>La commune de Kouandé a bénéficié des projets filets sociaux du PSDCC</p> <p>Menaces Pratique de l'agriculture extensive Irrégularité des pluies Mauvaise pratique agricole Manque de matériels agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appauvrissement des terres • Dégradation des pistes de dessertes rurales • Non maîtrise des aléas climatiques • Multiplication des ravageurs • Avancer du désert <p>IPH= 53,1 Incidence de la pauvreté non monétaire (%)=27,3 Incidence de la pauvreté d'existence (%)=60,8 Taux de pauvreté multidimensionnelle8 (%)= 68,3 source RGPH4 2013</p> <p>Incidence de pauvreté (PO) en %=50,9 Indice de profondeur (P1)=0,156 Indice de sévérité (P2)=0,063</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de quelques PTF • Existence du FADeC agriculture <p>l'existence de bas-fonds faiblement aménagés pour le maraîchage et la production du riz, bonne disponibilité de l'eau pour le maraîchage.</p> <p>La commune dispose d'un bon potentiel pour les AGR surtout la transformation des produits agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de l'appui financier et technique des programmes et projets dans le secteur de la pisciculture (SCDA, ONG, etc.) <p>Intervention du projet CRS dans le cadre de l'allaitement maternel exclusif</p> <p>Menaces</p> <p>la mauvaise organisation des acteurs des cultures vivrières, une forte tendance des populations vers la culture du maïs avec utilisation de l'engrais</p> <ul style="list-style-type: none"> • Multiplication des ravageurs • Importations massives de poissons congelés <p>Taux de malnutrition ??????</p>

2.2	<p>opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de quelques PTF • Existence du FADeC agriculture <p>l'existence de bas-fonds faiblement aménagés pour le maraîchage et la production du riz,</p> <p>bonne disponibilité de l'eau pour le maraîchage.</p> <p>La commune dispose d'un bon potentiel pour les AGR surtout la transformation des produits agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de l'appui financier et technique des programmes et projets dans le secteur de la pisciculture (SCDA, ONG, etc.) <p>Menaces</p> <p>la mauvaise organisation des acteurs des cultures vivrières, une forte tendance des populations vers la culture du maïs avec utilisation de l'engrais</p> <ul style="list-style-type: none"> • Multiplication des ravageurs • Importations massives de poissons congelés <p>Taux de malnutrition ??????</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges	
3.3	<p>Opportunités:</p> <p>Existence de 13 Centre de Dépistage de la Tuberculose dans la commune de Kouandé</p> <p>Menace</p> <p>En 2015, le paludisme, les infections respiratoires aigües/basses et les anémies constituent les pathologies les plus fréquentes des motifs de consultations au niveau des centres de santé de la commune</p> <p>les Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes en 2014 et 2015 sont de 0,3%</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie	
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau	
6.4	<p>Opportunités</p> <p>La commune de Kouandé présente un régime hydrographique très dense constitué de quelques cours d'eau permanents et de plusieurs rivières et ruisseaux saisonniers. Mékrou est le cours d'eau le plus important. Les autres cours d'eau qui drainent la commune sont : Tikoudarou, Daro (Fô-Tancé), Wonkou (Oroukayo) et Findara (Birni). Les cours d'eau suivants, autrefois permanents deviennent de plus en plus saisonniers : Sinaïssiré (Chabi- couma), Yaourou et Sarga (Guilmaro).</p> <p>-Taux de desserte en eau potable : 54.3%, en -dessous de la moyenne départementale</p> <p>-Taux de panne : 10.69 %</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Seule la cible 1.2 s'avère urgente parmi toutes les cibles priorisées du cadre social. La question de la pauvreté quelque soit sa forme reste un des défis majeurs autour duquel la commune doit sérieusement définir et mener des actions.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique d'augmenter l'offre de l'électricité • Augmentation de l'offre de service pour <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de l'énergie au niveau du Bénin • Coupures répétées du courant électrique • Coût élevé des connexions et des factures <p>Electrification en 2012: Extensions BT(m) réalisées=206 Nbre de Compteurs posés= 35</p> <p>Proportion de la population ayant accès à l'électricité= 25,7</p>
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • la commune de Kouandé, sert de lieu de rencontres intertribales et d'échanges de produits agricoles et artisanaux très variés. Le commerce constitue environ 16% des activités économiques du département. <p>Disponibilité de quelques PTF</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'or disponible dans les arrondissements de Oroukayo, Birni, ChabiKouma et Fô-Tancé • Une population jeune et en forte croissance (plus de 50% ont 0 à 14 ans) <p>.Existence du FADeC agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vote de la loi portant Code foncier et domanial • Existence des marchés d'écoulement des produits agricoles <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté des sols • Non maîtrise des aléas climatiques • Multiplication des ravageurs • Avancer du désert • assèchement des cours d'eau • Présence des produits de l'élevage importés • Influence du climat tempéré favorisant la multiplication des mouches. <p>La Production céréalière dans la commune en 2014-2015 est de 56408T Source : Ex SCDA Kouandé, 2017 la production de volailles s'est accrue de 27,51% de 2011 à 2016 En 2015-2016, 17 000 tilapias et clarias sont produits.</p>
8.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • la commune de Kouandé, sert de lieu de rencontres intertribales et d'échanges de produits agricoles et artisanaux très variés. Le commerce constitue environ 16% des activités économiques du département. <p>Disponibilité de quelques PTF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence des marchés d'écoulement des produits agricoles <p>Taux global de sous-emploi= 42,7% (Source: PDC3 page 35) Taux de sous-emploi visible (%)= 17,6 Taux de sous-emploi invisible (%)= 60,2 Taux d'activité au sens élargi (%)= 48,7</p>

	Taux d'activité au sens strict (%)= 48,7 Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans (%)= 33
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation	
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables	

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Les cibles 7.1, 8.2 et 8.3 sont des cibles priorisées par la commune de Kouandé au niveau du cadre économique. Ces cibles abordent des préoccupations liées à l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable, de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre et enfin de Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.5		La commune de Kouandé fait de cette question une préoccupation majeure. Dans ce cadre, il a été prévu de recruter une ONG qui aura en charge la précollecte des ordures ménagères. des tricycles ont été déjà acquis à cet effet par la commune pour cette précollecte
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		Opportunités attrait touristique existence de PTf pour la valorisation Menaces Disparition des espèces végétale due aux activités d'exploitations de bois

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La désertification, la dégradation des sols, la sécheresse et les inondations sont autant de fléaux liés aux changements climatiques qui sévissent à Kouandé. Eu égard de tout ceci des actions doivent être engagées de façon urgente pour promouvoir une gestion durable des écosystèmes terrestres dans la commune d'où la priorisation de la cible 15.1 avec une nécessité d'intervention urgente

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible n'est priorisée au niveau de l'ODD 16 portant sur le cadre institutionnel

1.5.4. Normes d'action de la commune KOUANDE

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays	Amélioration de la productivité locale à travers la promotion des Activités Génératrices de revenus	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	Taux de pauvreté multidimensionnelle ⁸ (%)= 68,3	20%	5%	X	X	Ces données sont issues du RGPH 4
		1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	70,80%	50%	10%	X	X	Données, EMICOV 2015
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	Promotion des actions en faveur de la nutrition	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation						
		2.1.2 incidence de la pauvreté alimentaire	37,22	20	5	X	X	Données, EMICOV 2015
		2.1.3 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience,						
2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de	Promotion du paquet d'activités des 1000 premiers jours de l'enfant (boone alimentaion de la femme enceinte, les CPN, mise au sein précoce ,AME, alimentation en complément ,les soins)	2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans,						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées		2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation),						
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	<ul style="list-style-type: none"> Appui au dépistage communautaire du paludisme, de la tuberculose, les hépatites Appui aux initiatives communautaires de lutte contre les MTN (Maladies Tropicales Négligées) en milieu scolaire et non scolaire Appuyer le fonctionnement du CCNLS-TP (comité communal de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme, les épidémies et les hépatites) 	3.3.1:Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes						
		3.3.3 Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant						
		3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH	2	1	0	X	X	Il s'agit ici du nombre et non du taux
		3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants						
		3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	9,2 en terme d'incidence sur 100 pour le paludisme simple et de 0,4 pour le paludisme grave	5	2	X	X	
		3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants						
		3.3.8 Nombre de personnes pour lesquelles des						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires						
		3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique						
		3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose						
		3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomias						
		3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiases						
		3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome						
6.4 D'ici à 2030, faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées beaucoup plus efficacement dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements	Appui à l'utilisation rationnelle des ressources en eau	6.4.1 Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Amélioration de la couverture en énergie Promotion de l'énergie solaire	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	514000	100000	11540	X	X	
		7.1.2 Taux d'électrification	13%	80	100	X	X	
		7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson	10,7	50	100	X	X	
		7.1.4 Proportion de la population utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage	3	10	50	X	X	
8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'oeuvre.	Appui financiers à la production	8.2.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi						
		8.2.2 Ressource propres de la commune par habitant						
8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents,	Développement des activités d'entrepreneuriat agricole	8.3.1 Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles						
	Promotion de l'emploi des jeunes à travers la création de conditions favorables	8.3.2 Pourcentage des jeunes de 15 à 29 ans occupés par un travail régulier						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers	incitations des jeunes pour les formations professionnelles							
12.5 D'ici à 2030, réduire nettement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et laréutilisation	Incitations des étudiants aux formations dans le daomaine de l'environnement	12.8.1Nombre d'etudiants Inscrits en derniers année de formation dans le domaine d'environnement.						
	Promotion des jardins scolaires	12.8.2 Nombre d'écoles (écoles , collèges et lycées) ayants des projets d'education au développement durable (plantation d'abre,école verte,)	ND					
15.1D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides,	Protection des ressources naturelles à travers l'exclusion totale des actions antropiques	15.1.1 Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières	ND					
		15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre qui sont couverts par des aires protégées	ND					
		15.1.3 Proportion des sites importants pour la biodiversité des eaux douces qui sont	ND					

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
conformément aux obligations découlant des accords internationaux		couverts par des aires protégées						

1.6. Monographie de la commune de Matéri

1.6.1. Brève présentation de la commune de Matéri

La commune de Matéri est située au Nord – Ouest du Département de l'Atacora. D'une superficie de 1740 km², elle est comprise entre 10° 38' et 11° 4' de latitude Nord et 0° 48' et 1°10' de longitude Est. Elle est limitée à l'Est par la commune de Tanguiéta, au Sud par celle de Cobly, au Nord Ouest par la République du Burkina-Faso et à l'Ouest par la République du Togo.

La commune de Matéri est constituée en entités administratives composées de 77 villages et quartiers de ville et hameaux d'inégale importance et répartis dans six (6) arrondissements de taille variable par rapport à la superficie et à la population

Le relief est relativement peu accidenté.

Plusieurs types de sols se rencontrent dans la commune de Matéri. Il s'agit des sols lessivés à concrétion ; des sols indurés et des sols d'apport hydromorphes sur matériaux alluviaux finement sableux situés dans la vallée de la Pendjari.

La végétation de la commune de Matéri est un couvert clairsemé, constitué essentiellement de savanes arborée et arbustive.

La commune de Matéri est arrosée par beaucoup de cours d'eau. En dehors du fleuve Pendjari Matéri compte environ 21 rivières.

D'après les recensements généraux de la population et de l'habitat de 2013, RGPH4, la commune de Matéri compte 113 958 habitants dont 58 282 femmes soit environ 51,1 % de la population. La densité de la population est alors de 65 habitants au km². La population de Matéri est essentiellement agricole. La population agricole fait 90 283 habitants soit 79,22% de la population totale. De 2002 à 2013, la population s'est accrue de 30 237 habitants (de 83 721 en 2002 elle est passée 113958 habitants en 2013). La population des moins de 18 est à 68 053 hbts soit 59,72%. Ce qui constitue un atout pour le développement des activités économiques.

Cinq principaux groupes linguistiques se distinguent entre eux par la langue ou par l'accent phonétique. Il s'agit de : Laswalbe, Laputibe, Lanutibe, Pianguebe, kababe et Tantabe. Les quatre premiers groupes sont biali alors que le cinquième est parabiali plus proche des Gourmantchés.

De façon générale on peut dire que Matéri est peuplé essentiellement de Berbas et de Gourmantchés. Les religions dominantes dans la commune de Matéri sont l'animisme, le Christianisme et la religion musulmane.

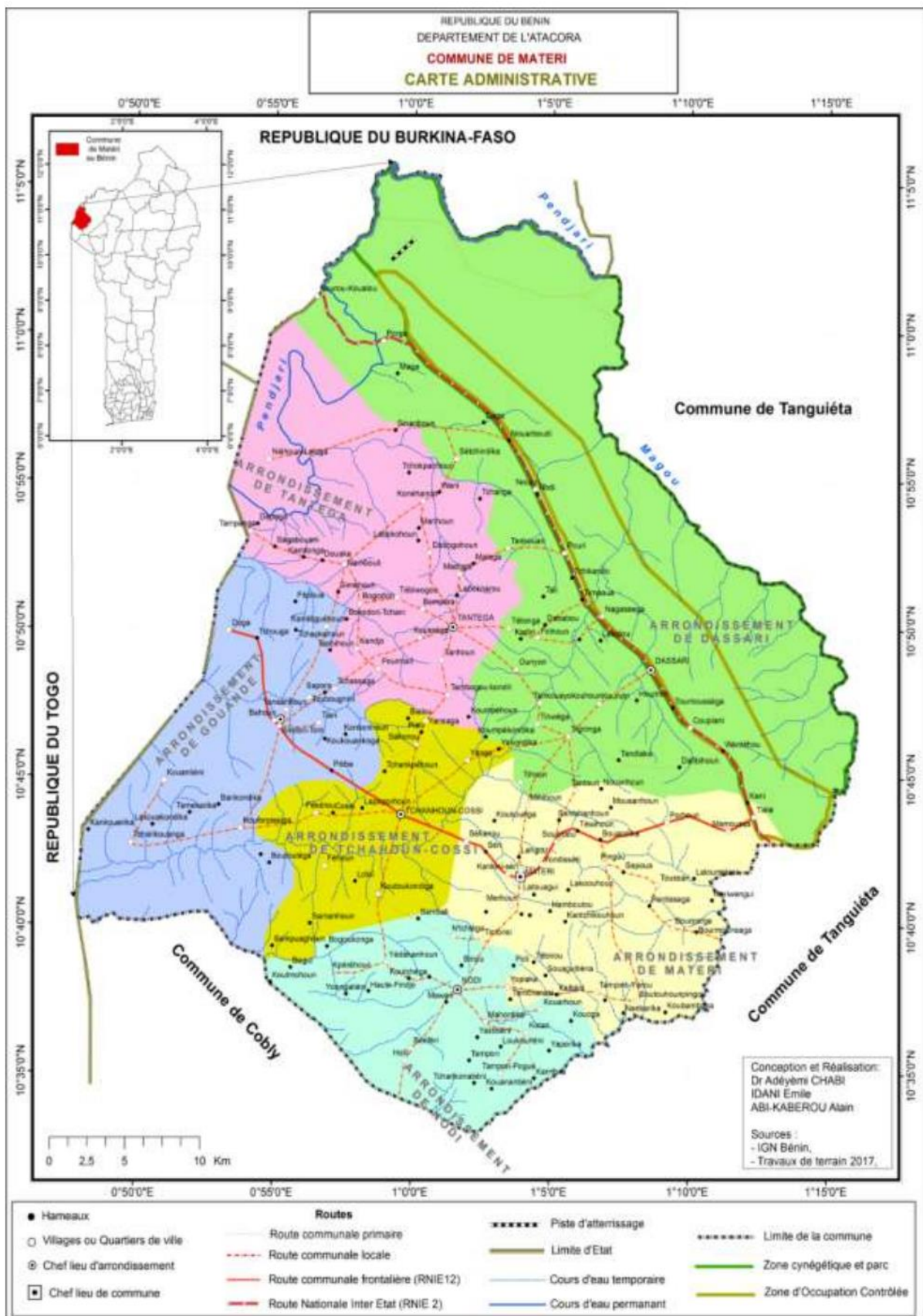


Figure 7: Carte administrative de la commune de Matéri

1.6.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		IPH= 41,2% à Matéri contre 47,6% au niveau du département l'indice de pauvreté non monétaire est 44,6 contre 39,5 pour le département l'incidence de la pauvreté d'existence est de 57,7% pour la commune de Matéri contre 57,0% dans le département de l'Atacora (RGPH4-2013). Indices de pauvreté (P0) (Groupe d'âge)=Po = 22,53 Indice de pauvreté non monétaire = 44,6% Indice d'existence = 57,7%
1.3		Le centre est dirigé par une assistante sociale. Il fonctionne sur la base des permanences, la protection sociale et la protection juridique de nos cibles, les sensibilisations, la vulgarisation des textes de lois protégeant nos cibles,
1.4		Taux Net de Scolarisation au primaire = 90% Indice de parité du taux net de scolarisation = 85,3% Taux d'Achèvement du primaire désagrégé par sexe = (M=114,41% ; F=65%)
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		Evolution de la production (en %) = 6% en 2014 contre 3,5% en 2015 38% des ménages étant en insécurité alimentaire selon le rapport de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la sécurité alimentaire du Bénin de 2014
2.2		Evolution de la production (en %) = 6% en 2014 contre 3,5% en 2015 38% des ménages étant en insécurité alimentaire selon le rapport de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la sécurité alimentaire du Bénin de 2014
2.3		Evolution de la production (en %) = 6% en 2014 contre 3,5% en 2015 38% des ménages étant en insécurité alimentaire selon le rapport de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la sécurité alimentaire du Bénin de 2014
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		la Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié a baissé entre 2014 et 2015 soit respectivement = 64,49 %; 58,99%
3.2		Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans= 140,2% (source RGPH 2013) Quotient de mortalité infantile (en %)=87,0
3.3		Taux de séropositivité VIH chez les femmes enceinte entre 2014 et 2015 sont respectivement = 0,54 et 0,7
3.4		ND
3.7		Taux brut de natalité (TBN) (en %)= 39,7
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		Taux Net de Scolarisation au primaire= 90% Indice de parité du taux net de scolarisation= 85,3% Taux d'Achèvement du primaire désagrégé par sexe = (M=114,41% ; F=65%)
4.4		ND
4.5		Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans) = 84,9 Indice net ajusté de parité de genre pour

		la scolarisation au secondaire des (12-19 ans) = 56,1
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		ND
5.5		ND
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		Proportion de ménages ayant accès à l'eau potable=91,9 Proportion de ménages ayant accès à autre eau améliorée=0,0 Proportion de ménages ayant accès à eau non améliorée=8,1 (source : INSAE/EMICOV 2011) Eau courante SONEB à la maison (%)=1,0 Eau courante SONEB ailleurs (%)=0,3 Borne fontaine/Robinet public (%)=2,7 Pompe villageoise ou forage équipé de pompe à motricité humaine (%)= 71,9 Citerne (%)=0,2 Puits protégé/busé public (%)=5,6 Puits protégé/busé privé (%)=0,9 Puits non protégé (%)=2,6 Rivière/marigot/mare (%)=12,8 (Source : INSAE, RGPH-4, 2013)
6.2		le taux de couverture en eau potable est de l'ordre de 75,9%. Cette performance est moyenne et ne permet pas à tous les ménages d'avoir accès à l'eau potable. Certains ménages font recours à l'eau de surface pour satisfaire leurs besoins. Environ 24,1% des ménages utilisent l'eau de pluies ou l'eau des sources non recommandées. La situation de manque d'eau potable est aggravée par la mauvaise répartition des points d'eau existants, les pannes fréquentes observées sur ces points d'eau et le manque de pièces de rechange pour la réparation des pannes. Le réseau d'eau potable de la SONEB ne couvre pas tous les arrondissements de la commune mieux la ville de Matéri centre et les ménages ont un faible pouvoir d'achat. Il faut noter un taux très élevé de panne au niveau des FPM
6.4		Le secteur de l'eau est confronté à la faiblesse du taux de desserte. Il souffre aussi de l'incapacité de la SONEB à satisfaire les besoins en eau de la population urbaine par l'extension de son réseau de distribution. En milieu rural, c'est également la faible extension des réseaux AEV au niveau des arrondissements, l'insuffisance des ouvrages AEV, le coût élevé de l'eau en milieu rural et surtout le refus d'achat/ cotisation de l'eau en milieu rural
6.5		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'analyse du tableau suivant permet de comprendre que seuls les objectifs 4, 5 et 6 portent des cibles non couvertes par le PDC de la commune de Matéri. Aussi quand on prend la cible 3.3 par exemple il n'existe véritablement pas d'actions définies clairement pour adresser ces cibles dans le PDC. Or la question des maladies transmissibles telle que le VIH/SIDA nécessitent des activités concrètes. De même le diagnostic n'aborde que superficiellement la situation du paludisme, de la tuberculose, des maladies tropicales négligées, de l'hépatite, des maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles dans la commune d'où la couverture partielle.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance

ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Proportion des ménages utilisant : Electricité SBEE (%)=3,0 Energie solaire (%)=0,4 Groupe électrogène communautaire (%)=0,2 Groupe électrogène privé (%)=0,7 (source INSAE, RGPH-4, 2013) Electrification en 2012 (nombre de compteurs posé à Matéri)=07 Electrification en 2013 (nombre de compteurs posé à Matéri)=5 (source TBS 2014-2015)
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		La production agricole constitue la principale source de création de richesse. Il occupe environ 79,22 % de la population active. Sa contribution au PIB est relativement faible, de l'ordre de 29% (RGPH4, 2013).
8.3		Proportion d'actifs occupés dans le secteur informel (10 ans et +)=96,2 Proportion d'actifs occupés dans le secteur formel de l'Etat (10 ans et +)=0,6 Proportion d'actifs occupés dans le secteur formel privé (10 ans et +)=3,2 Rapport de dépendance économique (Population active = 10 ans et +)=0,6 Rapport de dépendance économique réelle (Population active = 10 ans et +)=4,4 Taux de sous-emploi visible (%)=31,5 Taux de sous-emploi invisible (%)=73,1 Taux d'activité au sens élargi (%)=75,5 Taux d'activité au sens strict (%)=75,5 Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans (%)=46,0
8.5		ND
8.9		ND
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		Pistes construites en 2014 (km)=9,5 Pistes construites en 2015 (km)=00 (Source : DDT/A-D)
9.2		ND
9.5		ND
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		ND
10.2		40,8% de la population dépense moins d'un dollars par jour contre 39,74% au niveau du département
10.3		La résurgence des cas de criminalité (mariage précoce, violences basées sur le genre, vol, etc.) Types de violences Nombre de cas Mariage forcé 15 Enlèvement 96 Coups et blessures 12 Refus de paternité 13 Viol 02 Grossesse précoce 76
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		CARACTERISTIQUES DE L'HABITATION PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR COMMUNE : Proportion de maisons isolées (%) 34,1 Proportion de maisons en bande (%) 60,3 Proportion de villa (%) 0,1

		Proportion d'immeubles (%) 0,1 Proportion de cases isolées (%) 5,0 Autre (%) 0,1
11.3		ND
11.5		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'analyse du tableau suivant permet de comprendre que les objectifs 8, 9 ; 10 et 11 portent des cibles non couvertes par le PDC. En effet quand on prend la cible 10.1 relative à l'amélioration des revenus des plus pauvres, il n'existe aucune action définie par le PDC dans ce sens. De même le diagnostic n'aborde que brièvement cette situation.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		ND
12.5		ND
12.7		ND
12.8		ND
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		ND
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		ND
14.5		ND
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		ND
15.2		ND
15.3		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

A part les actions des cibles 15.2 et 15.3 qui traite de façon très mineure la situation de ces cibles, les ODD 12 ; 13 ; 14 ne sont pas du tout abordé dans le PDC.

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance

ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		La résurgence des cas de criminalité (mariage précoce, violences basées sur le genre, vol, etc.)
16.3		ND
16.5		ND
16.6		ND
16.9		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

A travers ce tableau nous pouvons comprendre qu'aucune action n'est définie pour atteindre les cibles 16.3 ;16.5 et 16.6

1.6.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune MATERI

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>Importance Opportunités la commune est frontalière avec le Togo et le Burkina-Faso -La commune bénéficie des filets sociaux (ACCESS) -la commune au premier rang en termes de production rizicole dans le département -Diversité des filières agricoles -Hydrographie variée et diversifiée -Existence du parc de la Reserve de la Biosphère de la Pendjari (RBP) Menaces -Les changements climatiques -La croissance démographique galopante -Baisse considérable du niveau de fertilité des sols cultivable à cause du coton</p> <p>IPH= 41,2% à Matéri contre 47,6% au niveau du département l'indice de pauvreté non monétaire est 44,6 contre 39,5 pour le département l'incidence de la pauvreté d'existence est de 57,7% pour la commune de Matéri contre 57,0% dans le département de l'Atacora (RGPH4-2013).</p> <p>Indices de pauvreté (P0,) (Groupe d'âge)=Po = 22,53 Indice de pauvreté non monétaire = 44,6% Indice d'existence = 57,7%</p>
1.3		<p>Importance Existence de PTFs et autres structures compétentes tels que Plan International Bénin, Unicef, Police Républicaine, les soeurs religieuses pour l'internat, ... Existence des ONG intervenant dans la protection sociale telles que BUPDOS, FEE Développement, GADEC, ECLI'PS etc Menaces Non dénonciation des auteurs de VBG Stigmatisation des PVVIH Absence de structures d'accompagnement en faveur des personnes handicapées, des PVVIH, des OEV, des personnes du 3ème âge et des femmes veuves Non application des textes de loi protégeant les enfants et les femmes</p> <p>Performance Le centre est dirigé par une assistante sociale. Il fonctionne sur la base des permanences, la protection sociale et la protection juridique de nos cibles, les sensibilisations, la vulgarisation des textes de lois protégeant nos cibles,</p>
1.4		<p>Opportunités PTFs dans le domaine d'éducation Volonté du gouvernement à promouvoir l'alphabétisation Volonté du gouvernement à promouvoir la scolarisation des filles Volonté du gouvernement à promouvoir les cantines scolaires Proximité avec l'Hôpital St Jean de Dieu</p>

	<p>Soeurs de charité de Gouandé</p> <p>Existence des PTF intervenant dans le secteur de la santé Existence des PTF et structures d'encadrement intervenant dans le domaine de la SAN et de l'agriculture : La prise en compte de certaines filières porteuses telles que le riz, le maïs, le coton, le maraîchage dans le PAG ; Facilité des échanges commerciaux des produits agricoles avec les communes voisines et les pays frontaliers (Togo, Burkina-Faso,..) ; Existence de structures de micro finance pour le financement des AGR</p> <p>Existence des ONG intervenant dans la protection sociale</p> <p>Volonté politique du gouvernement béninois</p> <p>Développement des énergies renouvelables</p> <p>Existence des OSC</p> <p>La proximité du Togo pour la promotion des jeux de loisir</p> <p>Disponibilité de la Mairie, ONG, Etat et autres PTFs</p> <p>Coopération décentralisée</p> <p>Traversée de la RNIE 3</p> <p>Existence d'une politique nationale de développement de l'économie numérique</p> <p>Existence d'une stratégie nationale de transport rural</p> <p>Existence du PASTR (Programme d'Appui du soussecteur du transport rural</p> <p>Proximité avec le BURKINA FASO, le TOGO, la communes de Tanguiéta, de Cobly et de Natitingou tant pour la main d'oeuvre que pour l'écoulement des produits agricoles</p> <p>Existence de structures d'encadrement et de financement (DDAEP/ATDA, Projets, ONGs, SDF)</p> <p>Volonté des PTFs à accompagner les producteurs</p> <p>Existence de la FUPRO</p> <p>Existence de la PNOPPA</p> <p>Existence d'Agri Business Center (ABC) offrant des services d'appui aux organisations paysannes</p> <p>Existence des PTF intervenant dans la production animale</p> <p>Existence des ONG intervenant dans la promotion de la production végétale</p> <p>Existence de Plans Régionaux de Développement des Filières riz et maraîchage) au niveau de la région Atacora-Donga ;</p> <p>Existence des faitières au niveau de la région (,l'URCooPMA, URPR) ;</p> <p>Disponibilité des PTFs à accompagner la promotion des filières (CTB et Giz)</p> <p>Pris en compte des filières maïs, riz et maraîchage dans le PAG</p> <p>Menaces</p> <p>Faible motivation des enseignants due à la non satisfaction de leurs revendications</p> <p>Mauvaise répartition du personnel enseignant</p> <p>Programme d'études dense et confus</p> <p>Pesanteurs sociologiques qui font que certains parents n'envoient pas les filles à l'école</p> <p>Calendrier scolaire non adapté aux réalités du milieu</p> <p>Faible engagement de certains enseignants</p> <p>Proximité avec deux Pays (risque de contamination élevé au niveau des frontières)</p> <p>Prévalence des cas d'enfants malnutris</p> <p>Persistance des faux médicaments</p> <p>Changement climatique ;</p> <p>Surexploitation des sols et destruction des forêts ;</p> <p>Risque de conflit récurrent entre agriculteur et éleveur à cause du transit du bétail ;</p> <p>Coût de la prise en charge de la malnutrition lié à l'achat des médicaments</p> <p>Complicité socio-culturelle et religieuse</p> <p>Proximité avec le Togo et le Burkina-faso</p> <p>Porosité des zones frontalières avec le Togo et le Burkina-Faso</p> <p>Mauvais état de la route inter-état</p> <p>Risque de criminalités transfrontalières</p> <p>Stigmatisation des PVVIH</p>
--	--

		<p>Absence de structures d'accompagnement en faveur des personnes handicapées, des PVVIH, des OEV, des personnes du 3ème âge et des femmes veuves</p> <p>Non application des textes de loi protégeant les enfants et les femmes</p> <p>Récurrence des conflits fonciers dans la commune;</p> <p>Accès limité des femmes à la terre et Exode Rural</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence de quelques ouvrages hydro agricoles pour la promotion des cultures maraîchère et l'élevage des ruminants -Population jeunes -Hydrographie variée et diversifiée <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> -Baisse considérable du niveau de fertilité des sols cultivable -Enclavement de la commune -Les changements climatiques. <p>Evolution de la production (en %) = 6% en 2014 contre 3,5% en 2015 38% des ménages étant en insécurité alimentaire selon le rapport de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la sécurité alimentaire du Bénin de 2014</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.7		<p>Opportunités</p> <p>Existence de centres de santé publiques, privés et de tradi-thérapeutes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de PTF et ONG engagés <p>Menaces</p> <p>la vétusté du plateau technique, difficultés d'accès aux soins et aux centres de santé</p> <p>Taux brut de natalité (TBN) (en ‰)= 39,7</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		<p>Opportunités</p> <p>PTFs dans le domaine d'éducation</p> <p>Volonté du gouvernement à promouvoir l'alphabétisation</p> <p>Volonté du gouvernement à promouvoir la scolarisation des filles</p> <p>Volonté du gouvernement à promouvoir les cantines scolaires</p> <p>Menaces</p> <p>Interdiction des châtiments corporels</p> <p>Faible motivation des enseignants due à la non satisfaction de leurs revendications</p> <p>Mauvaise répartition du personnel enseignant</p> <p>Programme d'études dense et confus</p> <p>Pesanteurs sociologiques qui font que certains parents n'envoient pas les filles à l'école</p>

		<p>Calendrier scolaire non adapté aux réalités du milieu</p> <p>Faible engagement de certains enseignants</p> <p>"Taux Net de Scolarisation au primaire= 90%</p> <p>Indice de parité du taux net de scolarisation= 85,3%</p> <p>Taux d'Achèvement du primaire désagrégué par sexe = (M=114,41% ; F=65%)</p>
4.5		<p>Opportunités</p> <p>PTFs dans le domaine d'éducation</p> <p>Volonté du gouvernement et des acteurs communaux à promouvoir l'égalité genre et l'accès équitable aux services sociaux de base dans la commune</p> <p>Menaces</p> <p>Faible motivation des enseignants due à la non satisfaction de leurs revendications</p> <p>Mauvaise répartition du personnel enseignant</p> <p>Programme d'études dense et confus</p> <p>Pesanteurs sociologiques qui font que certains parents n'envoient pas les filles à l'école</p> <p>Calendrier scolaire non adapté aux réalités du milieu</p> <p>Faible engagement de certains enseignants fils du milieu</p> <p>Trafic d'enfants surtout des jeunes filles;</p> <p>Exode rurale</p> <p>Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2013-2014):</p> <p>Indice de parité filles/garçons= 0,434</p> <p>Places assises par élève= 0,345</p> <p>Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2014-2015):</p> <p>Indice de parité filles/garçons=0,493</p> <p>Places assises par élève= 0,697</p> <p>(Source : TBS Atacora-Donga/DDESTFP/Atacora-Donga)</p> <p>Indice brut de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)=85,3</p> <p>Indice net de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 85,4</p> <p>Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 84,9</p> <p>Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au secondaire des (12-19 ans)= 49,4</p> <p>(Source : INSAE, RGPH-4, 2013)</p>
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.2		<p>Opportunités</p> <p>Existence de PTFs</p> <p>Existence de documents de planification sectorielle (PHAC, PCEAU)</p> <p>Existence d'un chargé eau ;</p> <p>Existence d'une commission eau hygiène et assainissement ;</p>

		<p>Existence des ouvrages d'approvisionnement en eau potable (SONEB ; FPM ; AEV etc.)</p> <p>Volonté politique du gouvernement béninois</p> <p>Existence des ONG</p> <p>Menaces</p> <p>Refus d'achat/ cotisation de l'eau en milieu rural</p> <p>Coût élevé de l'eau en milieu rural</p> <p>Faible extension du réseau AEV au niveau des arrondissements ;</p> <p>Le taux de couverture en eau potable est de l'ordre de 75,9%. Cette performance est moyenne et ne permet pas à tous les ménages d'avoir accès à l'eau potable. Certains ménages font recours à l'eau de surface pour satisfaire leurs besoins. Environ 24,1% des ménages utilisent l'eau de pluies ou l'eau des sources non recommandées. La situation de manque d'eau potable est aggravée par la mauvaise répartition des points d'eau existants, les pannes fréquentes observées sur ces points d'eau et le manque de pièces de rechange pour la réparation des pannes. Le réseau d'eau potable de la SONEB ne couvre pas tous les arrondissements de la commune mieux la ville de Matéri centre et les ménages ont un faible pouvoir d'achat. Il faut noter un taux très élevé de panne au niveau des FPM</p>
6.4		<p>Opportunités</p> <p>Existence de PTFs</p> <p>Existence de documents de planification sectorielle (PHAC, PCEAU)</p> <p>Existence d'un chargé eau ;</p> <p>Existence d'une commission eau</p> <p>hygiène et assainissement ;</p> <p>Existence des ouvrages d'approvisionnement en eau potable (SONEB ; FPM ; AEV etc.) ;</p> <p>Volonté politique du gouvernement béninois</p> <p>Existence des ONG</p> <p>Menaces</p> <p>Refus d'achat/ cotisation de l'eau en milieu rural</p> <p>Coût élevé de l'eau en milieu rural</p> <p>Faible extension du réseau AEV au niveau des arrondissements</p> <p>Le secteur de l'eau est confronté à la faiblesse du taux de desserte. Il souffre aussi de l'incapacité de la SONEB à satisfaire les besoins en eau de la population urbaine par l'extension de son réseau de distribution. En milieu rural, c'est également la faible extension des réseaux AEV au niveau des arrondissements, l'insuffisance des ouvrages AEV, le coût élevé de l'eau en milieu rural et surtout le refus d'achat/ cotisation de l'eau en milieu rural</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Le cadre social prend à lui seul neuf (09) cibles priorisé. Cela montre une fois encore que les actions menant à la prise en compte des questions sociales qui touchent aux populations sont d'une importance capitale pour l'amélioration des conditions de vies des populations. Parmi les cibles priorisées, les cibles 1.2, 2.3 et 6.2 nécessitent une intervention urgente

Cadre économique

Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible n'a été priorisée sur le plan économique.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible n'a été priorisée sur le plan environnemental.

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		Opportunités: Existence de PTFs Existence des ONG intervenant dans la protection sociale Menace: Non dénonciation des auteurs de VBG

		<p>Stigmatisation des PVVIH</p> <p>Absence de structures d'accompagnement en faveur des personnes handicapées, des PVVIH, des OEV, des personnes du 3ème âge et des femmes veuves</p> <p>Non application des textes de loi protégeant les enfants et les femmes</p> <p>La résurgence des cas de criminalité (mariage précoce, violences basées sur le genre, vol, etc.)</p>
--	--	---

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La lecture du tableau ci-dessus permet de dégager une cible prioritaire (16.2). Cette cible traite de la maltraitance et des violences faites aux enfants

1.6.4. Normes d'action de la commune de MATERI

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes	Identification et actualisation du repertoire des pauvres et les personnes vulnérables	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	89,82%	74,00%	65%	X	X	EMICOV 2015
	Facilitation de l'octroi des crédits aux plus pauvres	1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	44,60%	34,00%	30%	X	X	RGPH4
	Promotion des AGR dans la commune							
1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient	Facilitation/Accompagnement de la mise en œuvre du projet ARCH au niveau local	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant du socle ou systèmes de protection sociale	3,63%	8,04%	13,16%	X	X	Donnée de données du CPS
	Facilitation de l'amélioration de l'accueil au niveau des acteurs institutionnels en charge de la protection sociale des populations							
1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources	Construction des infrastructures socio-communales de base dans les zones désertées	1.4.1 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base	ND	70%	100%	X	X	
	Mise en place des outils de transactions foncières	1.4.2: Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers (titre fonciers) sur au moins une terre	9,6	7,50%	6,5%	X		EMICOV 2015 donnée départementales

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance	Elabotation de plans fonciers ruraux dans la commune	1.4.3 Proportion de terre qui dispose de la sécurité des droits fonciers (titre foncier)	9,6	7,50%	6,5%	X		EMICOV 2015 donnée départementales
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles	Vulgarisation des méthodes de gestion durable des sols et d'adaptation aux changements climatiques	2.3.1 Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	ND			X	X	
	Appui à la mise en place des ouvrages de conservation des eaux et des sols							
	Facilitation de l'accès des producteurs aux intrants spécifiques	2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires	ND			X	X	
	Facilitation de l'accès des producteurs à la mécanisation des opérations agricoles (travaux de sols, traitements phytosanitaires, récoltes, transformation primaire de la production, etc.)							
3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux	Renforcement de l'éducation sexuelle reproductive et maternelle	3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale	ND			X	X	
	Organisation des EIC à l'endroit des filles adolescentes sur l'importance de la santé de production	3.7.2 Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge	0			X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile	Réalisation des modules de classes + équipements en mobiliers dans les zones désertées	4.1.1 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture				X	X	
	Réalisation et diffusion des émissions radiophonique sur la thématique de scolarisation et maintien des enfants surtout des filles à l'école	4.1.2 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématique	ND			X	X	
	Appui à la mise à disposition d'enseignants qualifiés et en nombre suffisant	4.1.3 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture	65	70	90	X	X	PDC3/Cadre logique
	Organisation des tournées de sensibilisation sur la scolarisation et le maintien des enfants à l'école notamment les filles	4.1.4 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques	ND			X	X	
	Appui à la mise en place et le fonctionnement des cantines scolaires dans les écoles des zones déshéritées	4.1.5 Proportion de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui obtiennent au moins la moyenne en français	ND			X	X	
		4.1.6 Proportion de jeunes en fin de premier	ND			X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		cycle du secondaire qui obtiennent la moyenne en mathématiques,						
		4.1.7 Taux net de scolarisation dans le primaire	80,50%	90%	100%	X	X	EMICOV 2015
		4.1.8 Proportion d'élèves ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire	65%	80	100	X	X	EMICOV 2015
		4.1.9 Taux brut de scolarisation dans le primaire	53,70%	65	80	X	X	EMICOV 2015
		4.1.10 Taux brut de scolarisation dans le secondaire	ND			X	X	
		4.1.11 Taux net de scolarisation dans le secondaire	ND			X	X	
4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle	Réalisation des modules de classes + équipements dans les zones désertées	4.5.1 Indice de parité (filles /garçons) du taux brut de scolarisation dans le primaire	ND			X	X	
	Réalisation et diffusion des émissions radiophonique sur la thématique de scolarisation et maintien des enfants surtout des filles à l'école	4.5.2 Indice de parité (filles /garçons) du taux brut de scolarisation dans le secondaire	ND			X	X	
		4.5.3 Indice de parité (Rural/Urbain) du taux	ND			X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	Appui à la mise à disposition d'enseignants qualifiés et en nombre suffisant	brut de scolarisation dans le primaire						
	Organisation des tournées de sensibilisation sur la scolarisation et le maintien des enfants à l'école notamment les filles	4.5.4 Indice de parité (Rural /Urbain) du taux brut de scolarisation dans le secondaire	ND			X	X	
	Appui à la mise en place et le fonctionnement des cantines scolaires dans les écoles des zones déshéritées	4.5.5 Indice de Parité de l'effectif (femmes/hommes) des étudiants	ND			X	X	
6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable	Promotion de la réalisation et l'entretien et l'utilisation des latrines familiales dans la commune	6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon	5,80%	20%	35%	X		
	Promotion de l'utilisation des dispositifs de lave main dans la commune							
6.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le	Appui à la réalisation ou réhabilitation et l'entretien des adductions villageoises dans la commune	6.4.1 Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau				X	X	
	Appui à la gestion efficace de la ressource eau dans la commune							
	Appui à la réalisation ou réhabilitation et l'entrien des	6.4.2 Niveau de stress hydrique : prélèvements	79,4	100		X	X	RGPH4 et taux de 100% en

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau	adductions villageoises dans la commune	d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles						conformité avec le PAG à l'horizon 2021
	Appui à la gestion efficace de la ressource eau dans la commune							
16.2 D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée	Vulgarisation des textes relatifs aux droits des enfants et au code des personnes et de la famille, le code de l'enfant dans les langues locales	16.2.1 Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtiment corporel ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux au cours du mois précédent				X	X	
	Sensibilisation des ménages sur les méfaits de la traite et les violences faites aux être humains	16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants,				X	X	
	Sensibilisation des ménages sur les méfaits de la traite des enfants, les violences faites aux être humains	16.2.3 Nombre d'enfants victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants				X	X	
	Mise en place des comités d'alerte chargés de la défense des droits des enfants et des femmes	16.2.4 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans				X		
		16.2.5 Nombre de plaintes concernant les infractions contre les				X		

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		mineurs qui ont fait objet de poursuite judiciaire						

1.7. Monographie de la commune de Natitingou

1.7.1. Brève présentation de la commune de Natitingou

Située au Nord-ouest du Bénin et au Centre du département de l'Atacora, la commune de Natitingou est limitée au Nord par la commune de Toucountouna, à l'Est et au Sud-Est par la commune de Kouandé, au Sud-Ouest par la commune de Copargo et à l'Ouest par la commune de Boukoubé. Elle s'étend sur une superficie de 3.045 km², soit 12,8% de la superficie totale du département. Natitingou compte 76 villages et quartiers de ville répartis dans neuf (09) arrondissements, dont trois (03) urbains, Natitingou 1, Natitingou 2 et Natitingou 3 et six (06) ruraux, Perma, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Kotopounga, Péporiyakou et Kouaba.

La commune présente un relief dont les formes sont variées, allant des zones de montagnes, à Natitingou, aux plateaux et pénéplaines des villages environnants. La commune de Natitingou est caractérisée par un relief accidenté, composé surtout de la chaîne de l'Atacora, de plateaux et de collines dont les vallées se présentent souvent en pente forte. Son climat est de type soudano-guinéen caractérisé par deux saisons : une saison pluvieuse qui dure six (06) mois (mai à octobre), et une saison sèche qui couvre la période de novembre à avril.

Le réseau hydrographique se réduit aux marigots, rivières et ruisseaux dont la plupart tarissent en saison sèche.

Les sols sont généralement latéritiques, gravillonnaires, caillouteux, sablonneux et argileux. Quant à la végétation, elle est caractéristique de la savane arborée, arbustive et herbacée dominée par les espèces ligneuses comme le Néré, le karité, le baobab, le faux acajou, le tamarinier, le kapokier, le caïllédrat et le rônier. Les forêts tropicales qui existaient ont été détruites et il n'en reste que quelques bosquets qui abritent des fétiches ou tiennent lieu de sanctuaires conservés, et des forêts galeries en voie de disparition. Le patrimoine faunique de la commune est très pauvre.

Selon le 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2013 (RGPH4), la population de la commune de Natitingou est de 103 843 habitants avec 50.968 hommes et 52.875 femmes.

Les grands groupes socioculturels sont : les Bètammaribè, les Waaba, les Dendi, les Baatombou, les peulhs, les yorouba, les fons, les Natimba, etc. Ceux-ci s'adonnent à des pratiques religieuses divers allant de la religion traditionnelle (première religion), au christianisme (2^{ème} religion) en passant par l'Islam (3^{ème} religion) aujourd'hui en plein essor même dans les milieux ruraux autrefois réticents.

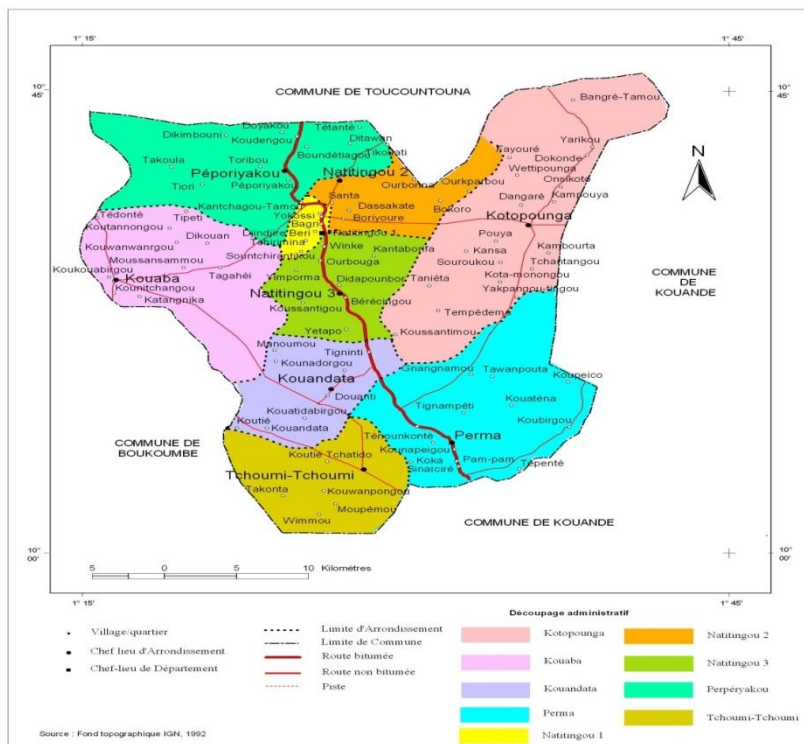


Figure 8: Carte administrative de la commune de Natitingou

1.7.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>-incidence de la pauvreté non monétaire 43,9% en 2011 à 44,6% en 2013, le pourcentage de personne vivant sous le seuil de pauvreté non monétaire a augmenté de 1,3% entre 2011 et 2013</p> <p>Indice de pauvreté monétaire en 2015 45%</p> <p>-Taux de couverture des consultations prénatales: 72,82% en 2014 à 81,63% en 2015</p> <p>-Taux de fréquentation des services de santé 61,8% en 2013 à 57,62% en 2015</p> <p>- Taux de consultation des enfants sains 0-11mois: 86,93% en 2013 à 20,23% en 2015</p> <p>-Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5ans: 111,44% en 2013 à 81,79% en 2015</p> <p>Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié</p> <p>- le taux de couverture des accouchements assistés est passé de 60,92% en 2014 à 60% en 2015 et le taux annuel d'accouchement au niveau du centre de santé communal est en moyenne de 24%</p>
1.3		<p>19,25% de réalisation par le PDC 2 dans l'amélioration de la couverture en services sociocommunautaires de base</p> <p>- 7 structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées en 2015 contre 5 en 2014</p> <p>- 10 orphelinats appuyés en 2015 contre 3 en 2014</p>
1.4		<p>- évolution des écoles Primaires Publiques de 92 à 117 soit un accroissement de 27% entre 2009 et 2017</p> <p>Taux brut de scolarisation - pour 2013-2014 à 102,36% et pour 2014-2015 à 116,93%</p> <p>- sur la période de 2011 à 2015 le taux brute de scolarisation a connu respectivement chez les filles et les garçons un accroissement de 17% et de 15%, de façon générale sur la meme période l'accroissement est de 16%</p> <p>Ratio élèves/maître au primaire pour 2013-2014 de 35,40% et pour 2014-2015 de 42,70%</p> <p>Nombre de places assises au primaire par élève de 0,359 pour 2013-2014 et de 0,822 pour 2014-2015</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>Développement des filières porteuses dans le domaine de la production végétale, de l'élevage et de la pisciculture: 30,36% (PDC3)</p> <p>entre 2014 et 2015 on observe une évolution positive des productions de céréales et de légumineuse, soit respectivement un accroissement de 30%, et 19%, mais aussi il faut noter une baisse de la production de tubercules, et de culture maraichère soit -35% et - 79%</p> <p>- 594 cas de malnutrition enregistrés au cours des années (2016-2017)</p> <p>- La prévalence de la malnutrition aigüe globale est de 4,2% dans la commune de Natitingou (2014)</p> <p>- La prévalence de la malnutrition chronique est de 26,1% dans la commune de Natitingou. (2014)</p> <p>- L'insuffisance pondérale tourne autour de 14,1% de prévalence dans la commune (2014)</p>
2.2		<p>entre 2014 et 2015 on observe une évolution positive des productions de céréales et de légumineuse, soit respectivement un accroissement de 30%, et 19%, mais aussi il faut noter une baisse de la production de de tubercules, et de culture maraichère soit -35% et - 79%</p> <p>- 594 cas de malnutrition de malnutrition enregistrés au cours des années (2016-2017)</p> <p>- La prévalence de la malnutrition aigüe globale est de 4,2% dans la commune de Natitingou</p> <p>- La prévalence de la malnutrition chronique est de 26,1% dans la commune de Natitingou.</p> <p>- L'insuffisance pondérale tourne autour de 14,1% de prévalence dans la commune</p>
2.3		<p>Développement des filières porteuses dans le domaine de la production végétale, de l'élevage et de la pisciculture: 30,36% (PDC3)</p>

		entre 2014 et 2015 on observe une évolution positive des productions de céréales et de légumineuse, soit respectivement un accroissement de 30%, et 19%, mais aussi il faut noter une baisse de la production de tubercules, et de culture maraichère soit -35% et - 79%
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<ul style="list-style-type: none"> -Taux de couverture des consultations prénatales : 72,82% en 2014 à 81,63% en 2015 -Taux de fréquentation des services de santé 61,8% en 2013 à 57,62% en 2015 - Taux de consultation des enfants sains 0-11mois : 86,93% en 2013 à 20,23% en 2015 -Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5ans : 111,44% en 2013 à 81,79% en 2015 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié - le taux de couverture des accouchements assistés est passé de 60,92% en 2014 à 60% en 2015 et le taux annuel d'accouchement au niveau du centre de santé communal est en moyenne de 24%
3.2		Taux de couverture des consultations post natales: 62,55% en 2013 à 43,66% en 2015 L'état des lieux de la commune en matière de couverture vaccinale des enfants affiche un taux de 89,46% pour la rougeole et un taux de 116,70 % pour la poliomyélite.
3.3		Tuberculose - de 54 centres de dépistage de la tuberculose en 2014 à 31 centres en 2015 SIDA - Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes : 2,64% en 2013 à 2,2% en 2015 - le centre de santé communal a enregistré ces deux dernières années 263 cas sévères de paludisme, 46 cas sévères de diarrhée
3.4		Nombre de formations sanitaires - De 23 formations sanitaires dont 23 publics et 5 privé en 2014 à 20 formations sanitaires depuis 2018 dont 10 publics 08 privés, un centre de santé de ganizon et un centre de santé à la maison d'arrêt de Natitingou
3.7		Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 25,64% en 2014 à 27,87% en 2015
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		- évolution des écoles Primaires Publiques de 92 à 117 soit un accroissement de 27% entre 2009 et 2017 Taux brut de scolarisation- pour 2013-2014 à 102,36% et pour 2014-2015 à 116,93% - sur la période de 2011 à 2015 la population scolaire a connu respectivement chez les filles et les garçons un accroissement de 17% et de 15%, de façon générale sur la même période l'accroissement est de 16% Ratio élèves/maître au primaire pour 2013-2014 de 35,40% et pour 2014-2015 de 42,70% Nombre de places assises au primaire par élève de 0,359 pour 2013-2014 et de 0,822 pour 2014-2015
4.4		RAS
4.5		Ratio élèves/maître au primaire pour 2013-2014 de 35,40% et pour 2014-2015 de 42,70% - pour 2013-2014 à 102,36% et pour 2014-2015 à 116,93% - sur la période de 2011 à 2015 le taux brute de scolarisation est respectivement chez les filles et les garçons de 137,43% et 150,05% Indice de parité filles/garçons au secondaire en 2013-2014 de 0,688 et de 0,771 en 2014-2015 il existe un centre d'hébergement et de formation des handicapés à Péporiyakou
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		Indice de parité filles/garçons au secondaire en 2013-2014 de 0,688 et de 0,771 en 2014-2015
5.5		- présence d'une (1) femme dans le conseil communal (5,26%) - zero (0) femme promue à un poste de responsabilité entre 2014 et 2015 - la situation s'est nettement améliorée au niveau de l'administration communale qui en compte deux au niveau des neuf (09) chefs de service soit (22,22%) d'une part et d'autre part 50 agents agents de la mairie dont 17 femmes
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		

6.1		3 192 ml de réseau linéaire construit en 2015 portant la longueur du réseau de la SONEB à 116 980 ml en fin 2015 environs 80% de taux de fonctionnalité des ouvrages disponibles 50,37% des villages et quartiers de ville sur ont accès à l'eau potable (2013)
6.2		"19,25% de réalisation par le PDC 2 dans l'amélioration de la couverture en services sociocommunautaires de base - implantation de quelques ouvrages hydrauliques constitués de Forages équipés de Pompes à Motricité Humaine (FPMH), d'adduction d'Eau Villageoise - Proportion de ménages ayant accès à une eau non améliorée: 53,6%" Ménages qui n'ont pas de toilettes ou qui font leur aise dans la nature:63,1% Evacuation des eaux usées dans la nature ou dehors:79,9% - encore 63,1% des ménages qui n'ont pas de toilettes ou qui font leur aise dans la nature - Evacuation des ordures ménagères dans la nature ou dehors:75,2% - Evacuation des eaux usées dans la nature ou dehors:79,9% - quelques bacs à ordures sont installés dans certains quartiers des arrondissements urbains
6.4		RAS
6.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture du tableau permet de remarquer que les cibles suivantes : 1.3, 1.4, 2.1, 2.3, 4.1, 5.1, 6.1, 6.2 et 6.4 sont couvertes, moyennement et les autres cibles excepté le 1.2 sont couvertes faiblement. Ainsi dans le PDC chacune de ces cibles a au moins une action planifiée qui concoure réellement à son atteinte.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		- 19,25% de réalisation par le PDC 2 dans l'amélioration de la couverture en services sociocommunautaires de base - La couverture en électricité de la commune n'est pas encore entière - Les 04 arrondissements urbains sont électrifiés - Les chefs lieu des 05 arrondissements ruraux sont électrifiés - une augmentation a été observée entre 2012 et 2013 au niveau des nombres d'abonné conventionnel et privés, ces nombres ont connu un accroissement respectif de 5% et 1%, Renforcement de la centrale en cour Installation de 700 lampadaires solaires liés au projet asphalage Construction d'une mini centrale solaire à Kouaba sur financement MCIA2
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		Ras
8.3		Avec l'aide de ENABEL;ELVETAS et du projet PEJ plus de 300 jeunes tous sexes confondut et 8 associations ont beneficiers d'appuis en matiere de formation, d'equipements et de financement entre 2016 et 2019
8.5		- Proportion des chômeurs 3,4% (2013) Proportion des chômeurs de sexe féminin 35,9% (2013) Proportion d'actifs occupés dans le secteur informel (10 ans et +) 87,4% (2013)
8.9		28,57% de réalisation par le PDC 2 dans le Développement du tourisme et de l'artisanat le SDAC n'est pas utilisé

		entre 2014 et 2015 le secteur touristique a connu une faible évolution puisque les nombres d'atrait touristique et d'établissement hoteliers ont évolué passant respectivement de 38 à 40 et de 1 à 2 1 site sur 9 est aménagé dans la commune (Chute de Kota est aménagé, le musée n'est pas aménagé ni entretenu, la brèche n'est pas entretenue)
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		8, 55 km de route construite en 2014 et 0 km en 2015 Au moins 417,5 km de route défectueuse Les infrastructures marchandes sont pour la plupart en matériaux définitifs dans la ville de Natitingou et en matériaux précaires dans les chefs-lieux d'arrondissement. La plupart des sept (07) principaux marchés de la commune sont partiellement construits et les comités de gestion ne sont pas opérationnels
9.2		Ras
9.5		Ras
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		la commune dispose désormais d'une base de données sur les pauvres et les pauvres extrêmes existant sur son territoire
10.2		Ras
10.3		Ras
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		Ras
11.3		Ras
11.5		Ras

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

A la lecture on remarque que les cibles 7.1, 8.3, 8.9 et 9.1 sont partiellement couvertes par le PDC en effet ces cibles n'ont pas obtenues assez d'activités planifiées pour assurer leurs atteintes c'est le cas de la cible 9.1 qui malgré qu'elle est prise en compte à travers le programme 1 (projet 2) avec des actions spécifiques ne permet pas l'atteinte de la cible au vu des indicateurs des actions du projet

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		Ras
12.5		Dans la majorité des cas l'évacuation des eaux usées (79,9%) et des ordures ménagères (75,2%) est faite par rejet dans la nature
12.7		Ras
12.8		Ras
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Ras
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		Ras
14.5		Ras
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		

15.1		Evolution des superficies en ha reboisée qui est passé de 8,87 ha en 2014 à 51,36 ha en 2015
15.2		Evolution des superficies en ha reboisée qui est passé de 8,87 ha en 2014 à 51,36 ha en 2015
15.3		Superficies en ha reboisée en 2015: 51,36, 60,23 ha reboisés entre au cours des années 2014 et 2015

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le tableau ci-dessus nous fait constater que les cibles 15.2 et 15.3 sont assez bien couvertes. En effet les actions planifiées dans le PDC par rapport à ces cibles auront un impacte significatif sur l'atteinte de cette cible

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		Ras
16.3		Ras
16.5		Ras
16.6		Evolution en dent de sci du pourcentage des recettes par rapport aux prévions (54% en 2012 à 73% en 2015 puis à 61% en 2016) et baisse des dépenses d'investissements 64% de 2012 à 26 % en 2016
16.9		16 909 naissances enregistrées entre 2013 et 2016 soit une moyenne de 4227 enrégistrement par an, - taux d'occupation du service de 67% en 2017,

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture de ce tableau permet de constater que seulement deux cibles ne sont pas du tout couvertes il s'agit des cibles 16.3 et 16.5. Ces cibles traitent respectivement d'accès à la justice dans des conditions d'égalité et ; de la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes

1.7.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune de Natitingou

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>La commune de Natitingou jouit d'une forte dominance de la population jeune très mobile, de l'existence des conditions agro écologiques favorables aux cultures, de l'existence d'une grande diversité d'activités économiques dans plusieurs secteurs (agriculture, élevage, commerce, tourisme, transport, etc). Elle jouit également de l'existence de centres de santé avec un appui de certains partenaires au développement et de l'Etat béninois à travers son programme de lutte contre la pauvreté. Malgré tous ces atouts, elle est confrontée dans la lutte contre la pauvreté aux aléas climatiques (sécheresse, rareté des pluies, pluies tardives etc.), à la recrudescence des épizooties et épidémies et conflits entre agriculteurs et éleveurs, à l'instabilité de l'énergie électrique, aux difficultés d'accès aux marchés compte tenu de la dégradation des voies. Aussi à la destruction des sites touristiques par la population par ignorance, à l'accroissement des pressions anthropiques (Chasse à la battue, Feux de végétation, Surpâturage, transhumance et carbonisation) à l'ensablement des cours d'eau et à des Importations massives de poissons congelés</p> <p>Les données suivantes donnent une idée de la situation de pauvreté qui dans la commune de Natitingou :</p> <ul style="list-style-type: none"> incidence de la pauvreté non monétaire 43,9% en 2011 à 44,6% en 2013, en le pourcentage de personne vivant sous le seuil de pauvreté non monétaire a augmenté de 1,3% entre 2011 et 2013, indice de pauvreté monétaire dans Natitingou 45% en 2015 Taux de couverture des consultations prénatales : 72,82% en 2014 à 81,63% en 2015 Taux de fréquentation des services de santé 61,8% en 2013 à 57,62% en 2015 Taux de consultation des enfants sains 0-11mois : 86,93% en 2013 à 20,23% en 2015 Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5ans : 111,44% en 2013 à 81,79% en 2015 le taux de couverture des accouchements assistés est passé de 60,92% en 2014 à 60% en 2015 et le taux annuel d'accouchement au niveau du centre de santé communal est en moyenne de 24%
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>Les cultures céréalières constituent la base de l'alimentation dans la commune de Natitingou et pour faire face aux problèmes de faim, la commune de Natitingou dispose de 38,06 % des ménages qui sont agricoles, de 25 bas-fonds d'une superficie d'environ 874,24 ha disponibles. De plus, la commune est très arrosée surtout à Natitingou où on enregistre parfois jusqu'à 1400 mm de pluie par an</p> <p>Face à ces atouts, la commune doit composer avec la baisse considérable de la fertilité des sols, les changements climatiques (rareté des pluies, sécheresse, etc), l'attaque des cultures par les parasites et animaux (criquets, singes, etc), la forte prévalence des épizooties telles que la peste chez les petits ruminants et la trypanosomiase chez le bovin, la difficultés d'accès aux intrants agricoles de qualité, le manque d'appui technique aux agriculteurs, l'exode rural, les difficultés d'accès aux crédits agricole, l'insuffisance de moyens pour investir dans l'agriculture ; quand on considère que 98,7% des ménages qui pratiquent l'agriculture pratiquent l'agriculture avec l'utilisation des équipements traditionnels (INSAE, RGPH4).</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un centre de santé de dépistage et de traitement de la lèpre et du SIDA -Existence d'infrastructures sanitaires (hôpital de zone, CHD, centre de santé, UVS) -Présence des ONG, UNICEF, PPLS, PNLS, FNUAP, etc. <p>Menaces</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - pollution des cours d'eau du à l'utilisation d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires pour la pêche - la non mise en œuvre du Schéma Directeur d' Aménagement Communal (SDAC) ; -dépôt des matières fécales à proximité des sources d'approvisionnement en eau de consommation (rivière, mare, retenues d'eau et eau des forages). - la faible viabilisation des zones habitées (électricité, eau, lotissement) ; - L'utilisation de matériaux précaires (terre, paille, etc) pour la construction -l'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères est faite dans la majorité des cas (77,55%) par rejet dans la nature - Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes: 2,2% en 2015 <p>Tuberculose</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 54 centres de dépistage de la tuberculose en 2014 à 31 centres en 2015 <p>SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes: 2,64% en 2013 à 2,2% en 2015 - le centre de santé communal a enregistré ces deux dernières années 263 cas sévères de paludisme, 46 cas sévères de diarrhée <p>Opportunités: Existence de centres de santé Menaces personnel et matériel insuffisants</p>
3.4	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de formations sanitaires - Présence de PTF et ONG engagés - Volonté affichée du gouvernement de transformer le secteur <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bloc chirurgical du centre de santé communal ne fonctionne pas - le système sanitaire souffre de sous effectif et de sous équipement - Changement climatique <p>Nombre de formations sanitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - De 23 formations sanitaires dont 23 publics et 5 privé en 2014 à 20 formations sanitaire depuis 2018 dont 10 public et 08 privés , un centre de santé Garnizon et un centre de santé à la maison d'arrêt <p>Forces Existence de centres de santé Faiblesses personnel et matériel insuffisants</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie	
4.4	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement de l'Etat central - Engagement des PTF - Effectif de 19 488 de Population scolarisable (6-11ans) <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévalence de la délinquance et des grossesses précoces - pesanteurs socio-culturels - Faible capacité technique et financière des acteurs locaux dans la gestion du système éducatif - L'éloignement des écoles des écoliers résidant dans les hameaux - Manque de suivi des parents, - les violences faites aux filles, - vulnérabilité de certains élèves face aux grossesses précoces en milieu scolaire,

ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau

L'analyse du tableau ci-dessus permet de comprendre que les cibles urgentes dans la commune de Natitingou sont des cibles liées à l'ODD3 (3.3 et 3.4). Ces cibles touchent les questions de santé maternelle, de maladies transmissibles ou pandémiques tels que le SIDA et de mortalité prématurée due aux maladies non transmissibles.

Cadre économique		
Cibles	NC	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.5		Opportunités Existence de secteur pourvoyeur d'emploi - Menaces - Proportion des chômeurs 3,4% (2013) Proportion des chômeurs de sexe féminin 35,9% (2013) Proportion d'actifs occupés dans le secteur informel (10 ans et +) 87,4% (2013) - Proportion des chômeurs 3,4% (2013) Proportion des chômeurs de sexe féminin 35,9% (2013) Proportion d'actifs occupés dans le secteur informel (10 ans et +) 87,4% (2013)
8.9		Inexistence d'une politique de conservation et de dynamisation du tourisme Aucun poste n'est installé à l'entrée des sites Faible valorisation des cultures existante dans la commune Aucun aménagement des sites touristiques existants
ODD 9 : Mettre place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		L'avènement du projet ARCH La commune de Natitingou dispose d'une base de données sur les pauvres et pauvres extrêmes existants sur son territoire
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyenne
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

A la lecture de ce tableau on retient une cible urgente et une cible prioritaire que sont respectivement les cibles 10.1 et 7.1 il s'agit notamment pour la dernière cible de l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable ce qui bien sur présente un enjeu de taille pour le développement de la commune quand dans la commune seulement 36% seulement de la population a accès à l'électricité

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		

12.2	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de l'appui technique et financier de la part des projets dans le domaine forestier en vue d'une protection de l'environnement par la sauvegarde du couvert végétal <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'incivisme et au manque de conscience environnementale collective - Actions anthropiques (Chasse à la battue, Feux de végétation, Surpâturage, transhumance et carbonisation) - dégradation de l'environnement
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyenne
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La lecture du tableau ci-dessus nous amène à dire que la cible 12.2 qui traite de gestion durable et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles nécessite une intervention prioritaire dans la commune de Natitingou.

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - engagement des PTF - Dons de fournitures scolaires aux enfants de certaines localités, - aide à l'inscription - existence de la DDFE <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - des familles pauvres et ne disposent d'aucun revenu pour inscrire leurs enfants à l'école - les soutiens se font de plus en plus rares depuis un certain moment - les jeunes filles sont souvent victimes d'harcèlement tant de la part des enseignants, des membres de l'administration que de leurs pairs. - le rançonnement des femmes enceintes et des femmes nourrices dans les Centres de Santé constitue la forme de violence dont sont victimes les femmes -

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyenne
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La lecture du tableau ci-dessus permet de se rendre compte que la cible 16.2 est urgente. Cette cible traite de la maltraitance faite aux enfants.

1.7.4. Normes d'actions

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays	Montage d'un catalogue ou d'un guide d'orientation des jeunes a l'auto emplois dans la commune	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	45%	30%	15%	X	X	
		1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	27,23%	17%	5%	X	X	
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	Réalisation des infrastructures de conditionnement et de stockage des produits viviers	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation	38,50%	25,70%	10%	x	x	
		2.1.2 incidence de la pauvreté alimentaire	49%	25%	12%	X	X	
		2.1.3 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience,	39%	19%	2%	X	X	
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	Organisation des campagnes de sensibilisation a l'endroit des populations sur les mesures de prévention contre le paludisme, le VIH et la tuberculose a travers toute la commune	3.3.1:Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes	22	11	0	X	X	
		3.3.3 Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant	10%	2%	0%	X	X	
		3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH	100%	100%	100%	x	x	
		3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants	5%	3%	0%	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	42%	22%	10%	X	X	
		3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	17%	12%	7%	X	X	
		3.3.8 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires	environs 10 000 personnes	environs 7 000 personnes	environs 2 000 personnes	X	X	
		3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique	x	x	x	x	x	
		3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose	12%	5%	0%	X	X	
		3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomias	x	x	x	X	X	
		3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthias	x	x	x	X	X	
		3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome	x	x	x	X	X	
3.4 D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le	Construction, équipement et fonctionnement des unités	3.4.2 Létalité liée aux maladies cardiovasculaires	x	x	x	x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être	sanitaires spécialisé dans la prise en charges des maladies endémiques	3.4.3: Létalité liée au cancer	x	x	x	X	X	
		3.4.4 Létalité liée au diabète	x	x	x	X	X	
		3.4.5 Létalité liée aux maladies respiratoires chroniques	x	x	x	X	X	
		3.4.6 Proportion de la population pratiquant au moins une activité sportive par semaine	30%	50%	80%	X	X	
		3.4.7 Taux de mortalité par suicide	0,50%	0%	0%	x	x	
4.4. D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre des jeunes disposant des compétences, notamment techniques et professionnels, nécessaire à l'emploi, à l'optention d'un travail decent et à entreprenariat.	Promotion des centres de formation technique et professionnels au profit des jeunes de tout sexe,	4.4.2 Proportion d'apprenants ayant reçu une formation en TIC	17,50%	25%	45%	X	X	
		4.4.3 Proportion d'étudiants en formation technique et professionnelle	7%	15%	32%	X	X	
		4.4.4 Proportion d'étudiants en formation technique et professionnelle	7%	15%	32%	X	X	
8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale	Institutionnalisation des mesurs de discrimination dipositives et de protection afin de s'assurer du tratiment équitable entre les sexes, les ages et les personnes vulnérables	8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés				X	X	
		8.5.2 Taux de chômage	1,20%	1%	0,50%	x	x	
		8.5.3 Taux de sous-emploi visible	52,20%	40,20%	15%	X	X	
8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme	Mise en place des stratégies de mobilisation des ressouces a travers l'identification des PTF	8.9.1 PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total	x	x	x	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	intervenant dans le secteur du tourisme,	8.9.2 Taux de croissance du PIB directement tiré du Tourisme	x	x	x	X	X	
		8.9.3 Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois	1\$3	1,5\$3	1,5\$3	X	X	
		8.9.4 Taux de croissance des emplois dans les secteurs du tourisme	2%	3%	5%	x	x	
		8.9.5 Taux de Croissance du nombre d'arrivées touristiques	x	x	x	X	X	
		8.9.6 Part du budget du tourisme dans le Budget général de l'Etat	x	x	x	X	X	
10.1 D'ici à 2030, assurer progressivement et durablement une croissance des revenus des 40 % de la population les plus pauvres à un rythme plus rapide que le revenu moyen national	Création d'une base de donnée relatives aux populations les plus pauvres en vu de instoration des méurs d'accompagnement pour les insiter a esxercé des AGR a travers la création d'une ligne budgétaire	10.1.1 Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres				X	X	
		10.1.2: Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour l'ensemble de la population				X	X	
12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	Faire des caompagnes de sensibilisation pour la protection du couvert végétale et l'utilisation des foyers amélioré	12.2.1 Consommation de matière	16%	25%	37%	x	x	
		12.2.2: consommation interieure de matière par habitant	25%	32%	45%	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	Installation des brigades de mineurs de proximité et Renforcement des CPS en matériel de travail	16.2.1 Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtiment corporel ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux au cours du mois précédent	3%	2%	0%	X	X	
		16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants,	0	0	0	x	x	
		16.2.3 Nombre d'enfants victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants	0,50%	0,20%	0%	X	X	
		16.2.4 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans	x	x	x	X	X	
		16.2.5 Nombre de plaintes concernant les infractions contre les mineurs qui ont fait objet de poursuite judiciaire	x	x	x	x	x	

1.8. Monographie de la commune de Péhunco

1.8.1. Brève présentation de la commune de PEHUNCO

La commune de Péhunco est située entre la haute vallée de l'Alibori à l'Est et celle du Mékrou à l'Ouest. Suivant la réforme administrative, Péhunco est l'une des neuf (09) communes du département de l'Atacora. Elle est limitée au Nord par la commune de Kérou, au Sud par la commune de Djougou dans le département de la Donga, à l'Est par les communes de Sinendé et de N'Dali dans le département du Borgou et à l'Ouest par la commune de Kouandé.

La commune de Péhunco est composée de trois arrondissements et compte 26 villages administratifs. Cependant au vu de la loi N° 2013-05 du 15 Février 2013 portant création, organisation, attributions et fonctionnement des unités administratives locales en République du Bénin, la commune de Péhunco conserve les trois(03) arrondissements et compte désormais trente-cinq (35) villages administratifs. Elle a une superficie totale de 1900 km² avec une population de 78217 habitants selon le quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat de Juin 2013 (INSAE, RGPH4, Juin 2013). Le nombre de femmes est évalué à 39 070 contre 39 147 hommes. Cette population se répartit dans trois arrondissements comme suit : Péhunco centre : 37217 habitants, Tobré : 25860 habitants et Gnémasson : 15140 habitants.

Le relief de la Commune de Péhunco est une pénéplaine qui s'étire dans la ligne de partage des eaux des bassins du Niger et de l'Ouémé d'une part et des sous bassins de la Mékrou et de l'Alibori d'autre part. L'inclinaison du relief est prononcée dans le sens Sud-Nord avec une altitude moyenne qui est autour de 350 m.

Le climat de la Commune de Péhunco est de type Soudano-guinéen comportant une saison de pluies et une saison sèche.

Le réseau hydrographique de la Commune de Péhunco est organisé à partir des nombreux affluents de la Mékrou dans les arrondissements et de neuf (09) retenues d'eau.

La végétation de la Commune est constituée en général de savanes arborées et arbustives, des forêts galeries et d'importantes mosaïques de champs et jachères.

Les sols dans la Commune de Péhunco sont en général des sols ferrugineux tropicaux avec différents faciès se prêtant à diverses cultures.

La faune de Péhunco est faite de phacochères, de singes, de biches, de buffles et autres petits gibiers qu'on rencontre surtout dans les forêts classées de la Commune. Les petits gibiers tels que, les francolins, les lièvres, les céphalophes se rencontrent dans les savanes de la Commune. Les rats et les reptiles se rencontrent dans les champs et les savanes environnantes.

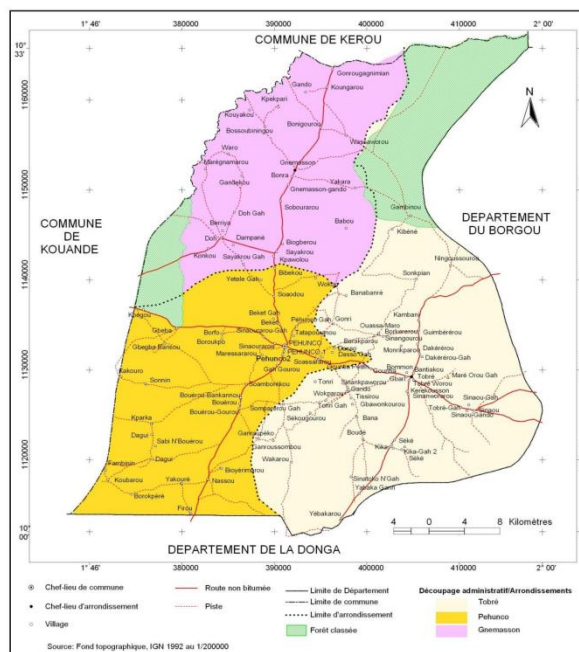


Figure 9: Carte administrative de la commune de PEHUNCO

1.8.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal PEHUNCO

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		IPH (%) 50,8 Incidence de la pauvreté non monétaire (%) 28,6 Incidence de la pauvreté d'existence (%) 56,2 Taux de pauvreté multidimensionnelle (%) 65,6 (RGPH-4, 2013, Valeurs à actualiser)
1.3		Femmes victimes de mutilation génitale et cas de violences basées sur le genre en 2014 = 37 Femmes victimes de mutilation génitale et cas de violences basées sur le genre en 2015 = 48 le nombre de cas sociaux et d'enfants en situation de trafic 2014 = 59 Nombre de cas sociaux et d'enfants en situation de trafic 2015 = 247 En 2013 selon le RGPH la proportion des personnes handicapées dans la commune de Péhunco s'élève à 0,65%
1.4		En 2013 selon le RGPH la proportion des personnes handicapées dans la commune de Péhunco s'élève à 0,6% Statut d'occupation de l'habitation Proportion des ménages en propriété sans titre foncier: 40% Proportion des ménages en propriété familiale sans titre foncier: 1,8 % Indice brut de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 106 Indice net de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 102,7 Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 102,4 Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 68,3 Indice net de parité de genre pour la scolarisation au secondaire des (12-19 ans)= 78,9 Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au secondaire des (12-19 ans)= 78,8 Source : INSAE, RGPH-4, 2013
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		Incidence de pauvreté (%)= 47,1 (source INSAE Emicov 2011) Indice de pauvreté humaine dans la commune de Péhunco = 50,8 ; Incidence de la pauvreté non monétaire (%) =28,6 ; Incidence de la pauvreté d'existence (%)= 54,2 Incidence de pauvreté multi-dimensionnel dans la commune de Péhunco = 65,6
2.2		Les activités économiques de la commune de Péhunco sont dominées par les activités agricoles et d'élevage. Elles occupent 82% de la population selon le RGPH3 de 2002. Cela représente aussi 77% des ménages Production agricole dans la commune de Péhunco (2011-2015): Total Culture Industrielle (2014-2015) : Sup (ha) = 13769,55 Prod (tonne) = ND

		Total Culture Industrielle (2015-2016) : Sup (ha) = 8412 Prod (tonne) = 18 902 Total céréales (2014-2015) : Sup (ha) = 19996,25 Prod (tonne) = 9031 Total céréales (2015-2016) : Sup (ha) = 22153 Prod (tonne) = 8377,5 Total racines et tubercules (2014-2015) : Sup (ha) = 7269,5 Prod (tonne) = 58510 Total racines et tubercules (2015-2016) : Sup (ha) = 7892,21 Prod (tonne) = 63550 Total légumineuses (2014-2015) : Sup (ha) = 1394,25 Prod (tonne) = 2639 Total légumineuses (2015-2016) : Sup (ha) = 1899 Prod (tonne) = 1485 Total Maraîchers (2014-2015) : Sup (ha) = 146,5 Prod (tonne) = 31593 Total Maraîchers (2015-2016) : Sup (ha) = 231 Prod (tonne) = 23921 Mise en œuvre d'un projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle
2.3		Les activités économiques de la commune de Péhunco sont dominées par les activités agricoles et d'élevage. Elles occupent 82% de la population selon le RGPH3 de 2002. Cela représente aussi 77% des ménages Production agricole dans la commune de Péhunco (2011-2015): Total Culture Industrielle (2014-2015) : Sup (ha) = 13769,55 Prod (tonne) = ND Total Culture Industrielle (2015-2016) : Sup (ha) = 8412 Prod (tonne) = 18 902 Total céréales (2014-2015) : Sup (ha) = 19996,25 Prod (tonne) = 9031 Total céréales (2015-2016) : Sup (ha) = 22153 Prod (tonne) = 8377,5 Total racines et tubercules (2014-2015) : Sup (ha) = 7269,5 Prod (tonne) = 58510 Total racines et tubercules (2015-2016) : Sup (ha) = 7892,21 Prod (tonne) = 63550 Total légumineuses (2014-2015) : Sup (ha) = 1394,25 Prod (tonne) = 2639 Total légumineuses (2015-2016) : Sup (ha) = 1899 Prod (tonne) = 1485 Total Maraîchers (2014-2015) : Sup (ha) = 146,5 Prod (tonne) = 31593 Total Maraîchers (2015-2016) : Sup (ha) = 231 Prod (tonne) = 23921 Accroissement de la mécanisation agricole Installation de nouvelles institutions de microfinance
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		Valeurs cibles annuelle=Taux de prévalence le plus bas possible Taux d'accouchement assisté=68,50% Taux de consultation pré-natale = 73,23% Taux de consultation post-natale = 55,36% Taux de fréquentation des formations sanitaires = 21,33%
3.2		Quotient de mortalité infantile (en ‰)= 75,9 Quotient de mortalité juvénile (en ‰)= 47,9 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en ‰)= 120,2
3.3		Enfants moins de 0 à 18 ans, d'OEV et de PVVIH SUIVIS OEV SUIVIS 388 1384 PVVIH SUIVIS 00 00 Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes (‰)=0,22 en 2014 et 0,2 en 2015
3.4		ND
3.7		Taux brut de natalité (TBN) (en ‰)=39,6 5,6 personnes par ménage
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		Proportion des ménages dont les enfants scolarisables sont scolarisés (‰)=37,4 Source : INSAE, RGPH-4, 2013 Taux brut de scolarisation

		<p>G=121,76%</p> <p>F=132,29%</p> <p>T=126,71%</p> <p>(Source: DDEMP/Atacora-Donga)</p>
4.4		<p>Proportion des ménages dont les enfants scolarisables sont scolarisés (%)=37,4</p> <p>Source : INSAE, RGPH-4, 2013</p> <p>Pourcentage de la population utilisant les TICs:</p> <p>Ordinateur = 2,0</p> <p>Internet = 0,0</p>
4.5		<p>Indice brut de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 106</p> <p>Indice net de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 102,7</p> <p>Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 102,4</p> <p>Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au primaire des (6-11 ans)= 68,3</p> <p>Indice net de parité de genre pour la scolarisation au secondaire des (12-19 ans)= 78,9</p> <p>Indice net ajusté de parité de genre pour la scolarisation au secondaire des (12-19 ans)= 78,8</p> <p>Source : INSAE, RGPH-4, 2013</p> <p>Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2013-2014)</p> <p>Indice de parité filles/garçons= 0,684</p> <p>Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2014-2015)</p> <p>Indice de parité filles/garçons= 0,675</p>
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		<p>Mise en place d'un comité communal de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles</p> <p>Mise en place d'un comité communal de protection des droits des enfants</p>
5.5		<p>00 Femme au conseil communal entre 2015 et 2020</p> <p>06 femmes sur 232 élus de villages aux élections locales de 2015</p>
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>Nombre et type d'ouvrage existant pour une population de 37217</p> <p>FPM=102;AEV=02; BF= 19; PEA= 01; SONEB Nombre abonné= 320; Taux de desserte dans la localité = 45,70% ;Besoins en ouvrages pour atteindre ODD= 149 (source:</p> <p>Rivière/marigot/mare (%) 4,0</p> <p>Eau courante SONEB à la maison (%) 1,4</p> <p>Eau courante SONEB ailleurs (%) 1,6</p> <p>Borne fontaine/Robinet public (%)4,7</p> <p>Pompe villageoise ou forage équipé de pompe à motricité humaine (%)43,9</p> <p>Citerne (%) 0,1</p> <p>Puits protégé/busé public (%)1,4</p> <p>Puits protégé/busé privé (%)3,8</p> <p>Puits non protégé (%)1 37,5 13,2 35,0</p> <p>(source:INSAE, RGPH-4, 2013)</p> <p>Proportion de ménages ayant accès à:</p>

		eau potable=52,6; autre eau améliorée=00; eau non améliorée=47,4 (source:INSAE/EMICOV/2011)
6.2		<p>Nombre et type d'ouvrage existant pour une population de 37217 FPM=102;AEV=02; BF= 19; PEA= 01; SONEB Nombre abonné= 320; Taux de desserte dans la localité = 45,70% ;Besoins en ouvrages pour atteindre ODD= 149 (source:</p> <p>Proportion de ménages ayant accès à:</p> <p>toilettes modernes = 0,8 toilettes partagées = 306 Rivière/marigot/mare (%) 4,0 Eau courante SONEB à la maison (%) 1,4 Eau courante SONEB ailleurs (%) 1,6 Borne fontaine/Robinet public (%)4,7 Pompe villageoise ou forage équipé de pompe à motricité humaine (%)43,9 Citerne (%) 0,1 Puits protégé/busé public (%)1,4 Puits protégé/busé privé (%)3,8 Puits non protégé (%)1 37,5 13,2 35,0 (source:INSAE, RGPH-4, 2013)</p> <p>Proportion de ménages ayant accès à:</p> <p>eau potable=52,6; autre eau améliorée=00; eau non améliorée=47,4 (source:INSAE/EMICOV/2011)</p>
6.4		<p>Taux de desserte par localité=</p> <p>Gnèmasson = 17,18 Péhunco 45,70% Tobré= 37,1 Besoins en ouvrages pour atteindre des 100% de desserte = 85</p>
6.5		Mise en place d'un comité communal de mise en oeuvre de la GIRE autour du sous bassin de la Mékrou

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Seule les cibles 1.2 et 2.1 ont une assez bonne couverture au regard des actions définies dans le PDC. Les cibles 3.3,3.4, 3.7, les cibles de l'ODD 4 et les cibles 6.4 et 6.5 quant à elle sont faiblement couvertes par le PDC.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>(09) villages électrifié par la SBEE pour un total d'abonnés de 954. (Source: PDC3 Péhunco)</p> <p>Abonnés année 2012 au compteurs:</p> <p>Conventionnels=49 Prépayé=386</p> <p>Abonnés année 2013 au compteurs:</p> <p>Conventionnels=73 Prépayé=394</p>

		(Source: TBS 2014-2015) CONDITIONS DE VIE DES MENAGES PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR MODE D'ECLAIRAGE Pétrole (%)=14,0 Electricité SBEE (%)=14,5 Energie solaire (%)=0,1 Groupe électrogène communautaire (%)=0,2 Groupe électrogène communautaire (%)=0,5
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		Taux de sous-emploi visible (%)=46,9 Taux d'activité au sens élargi (%)=78,1 Taux d'activité au sens strict (%)=77,7 Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans (%)=70,9 (source: INSAE/EMICoV/2011) Proportion d'actifs occupés dans le secteur formel de l'Etat (10 ans et +)=0,7 Proportion d'actifs occupés dans le secteur informel (10 ans et +)= 96,8 Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur informel=96,3 Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur formel de l'Etat=0,8 (Source : INSAE, RGPH-4, 2013)
8.3		Evolution des populations dans le secteur informel Proportion d'actifs occupés dans le secteur informel (10 ans et +)= 96,8 Taux de sous-emploi invisible (%)=48,9 Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur informel=96,3 Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur formel de l'Etat=0,8 (Source : INSAE, RGPH-4, 2013)
8.5		Proportion des chômeurs=2,1 Proportion des chômeurs de sexe féminin=31,3 Proportion des chômeurs de sexe féminin=29,1
8.9		diminution du nombre d'attraits touristiques et du nombre d'infrastructures d'accueil dans la commune Nombre d'attraits touristiques= 3 Le tourisme est peu développé favorisé par la non mise en valeur des sites touristiques
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		307 km de pldte non ouverte la RN 7 qui traverse la commune d'Ouest en Est (Kouandé-Péhunco-Tobré-Sinaou et Guessou-Sud ; ✓ la RN 8 qui joint Djougou à Kérou du sud au Nord (Djougou- Péhunco- Kérou-Banikoara) ; ✓ la bretelle Tobré-Nimgoussourou et qui aboutit à Sinendé.G38
9.2		ND
9.5		ND
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		ND
10.2		ND
10.3		ND

ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		Existence du SDAC Projet d'Urbanisation inscrit au PDC
11.3		ND
11.5		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Au regard du tableau ci dessus les cibles 9.2 ; 9.3 et celles des ODD 10 et 11 ne sont pas du tout couvert par les actions définies dans le PDC.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		Dégradation des Forêts classées communales
12.5		Présente d'une ONG de collectes des déchets ménagers Plus 500 ménages abonnés pour la pré- collecte et la collecte des ordures
12.7		Audit annuel sur la gestion communal
12.8		ND
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Sensibilisation sur la construction des bâtiments résilients
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		ND
14.5		ND
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		ND
15.2		Promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les FORÊTS dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau communal
15.3		Le reboisement est encouragé à travers la mise en terre des essences fruitières dans la cour d'au moins trois écoles, d'au moins trois services publics et la mise à disposition de trois plants fruitiers d'au moins 5 ménages à chaque journée de l'arbre pour le dernier cas

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le cadre environnemental n'est pas assez pris couvert par le PDC car le s action pour l'atteinte de ces cibles sont soit définie faiblement ou pas du tout à l'image des ODD 12 ; 13 et 14

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		<p>Nombre de cas sociaux et d'enfants en situation de trafic (2014-2015).</p> <p>Cas sociaux 2014=35 ; Cas sociaux 2015= 13</p> <p>Enfants en situation de traites récupérés 2014=08; Enfants en situation de traites récupérés 2015=78</p> <p>Enfants en situation de traites réintégré 2014=08; Enfants en situation de traites réintégré 2015=78 (source: CPS Péhunco 2016)</p> <p>Mise en place d'un comité communal de protection des droits des enfants</p>
16.3		ND
16.5		ND
16.6		ND
16.9		ND

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Du lot des cibles de l'ODD16 représentant le cadre institutionnel, 4 cibles sur 5 ne sont pas du tout couvertes. Il s'agit notamment des cibles 16.2, 16.3, 16.5 et 16.6. La cible 16.9 portant sur les enrégistrement des naissances et la délivrance des actes d'état civil est partiellement couverte par le PDC de la commune. C'est dire donc que de gros efforts sont à faire pour améliorer cette situation

1.8.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune PEHUNCO

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.3		<p>Problèmes actuels du centre et aspirations: Pas de lampadaires solaires pour l'éclairage du centre</p> <p>Le centre ne dispose pas de gardien, donc exposé au cambriolage.</p> <p>Insuffisance de personnel qualifié</p> <p>Insuffisance de matériel de travail</p> <p>Les arrondissements les plus touchés par la violence faite aux femmes: Kérou centre</p> <p>En 2013 selon le RGPH la proportion des personnes handicapées dans la commune de Pehunco s'élève à 0,65%</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.3		<p>opportunités</p> <p>la commune de Pehunco dispose de deux grands fleuves (Le Mékrou et l'Alibori) et les retenues d'eau de la commune ; énormes potentialités en matière de l'agriculture et de l'élevage; 60% de la population de la commune de Pehunco est constitué de Jeune et bras valide</p> <p>Réformes du gouvernement béninois</p> <p>Menace :</p> <p>La Pêche et la pisciculture sont des activités économiquement marginales; persistance des conflits entre agriculteurs et éleveurs ; faible disponibilité des machines agricoles (tracteurs) ; problème d'écoulement des produits agricoles ;</p> <p>faible efficacité de certains intrants agricoles ; prix élevé des intrants agricoles</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un centre de santé de dépistage et de traitement de la lèpre et du SIDA -Existence d'infrastructures sanitaires (hôpital de zone, CHD, centre de santé, UVS) - Présence des ONG, <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - pollution des cours d'eau du à l'utilisation d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires pour la pêche - la non mise en œuvre du Schéma Directeur d' Aménagement Communal (SDAC) ; -dépôt des matières fécales à proximité des sources d'approvisionnement en eau de consommation (rivière, mare, retenues d'eau et eau des forages). - la faible viabilisation des zones habitées (électricité, eau, lotissement) ; - L'utilisation de matériaux précaires (terre, paille, etc) pour la construction --Apparition des maladies souvent non élucidé et assimilées à la sorcellerie Enfants moins de 0 à 18 ans, d'OEV et de PVVIH SUIVIS <p>OEV SUIVIS 388 1384</p> <p>PVVIH SUIVIS 00 00</p> <p>Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes (%)=0,22 en 2014 et 0,2 en 2015</p> <p>00 Pédiatre pour la commune</p> <p>Centre de santé communal non transfusionnel</p>
3.7		<p>Menaces</p> <p>Insuffisance de personnel qualifié et infrastructures sanitaires (ambulance, pharmacie, Banque de sang)</p> <p>Mariage précoce</p>

		Grossesse en milieu scolaire Taux brut de natalité (TBN) (en ‰)=39,6 5,6 personnes par ménage
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.5		Opportunités - Existence d'un Centre de Promotion sociale - Engagement de l'Etat central - Engagement des PTF Menaces - pesanteurs socio culturel 00 Femme au conseil communal entre 2015 et 2020 06 femmes sur 232 élus de villages aux élections locales de 2015
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.5		Opportunités - Le réseau hydrographique se réduit aux marigots, rivières et ruisseaux -Présence du fleuve Mékrou et Alibori Menaces - Le réseau hydrographique peu fourni est tributaire du climat et du relief. - les marigots, rivières et ruisseaux tarissent en saison sèche - Pression anthropique sur l'eau Mise en place d'un comité communal de mise en oeuvre de la GIRE autour du sous bassin de la Mékrou

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Du tableau ci-dessus on retient essentiellement que la cible 5.5 revêt un caractère d'urgence. Cette cible porte sur la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique. En effet il y a actuellement 00 Femme au conseil communal entre 2015 et 2020 et seulement 06 femmes sur 232 élus de villages aux élections locales de 2015

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Menaces Manque de politique d'électrification de la commune - La commune de Péhunco est très peu électrifiée (09) villages électrifié par la SBEE pour un total d'abonnés de 954. (Source: PDC3 Péhunco) Abonnés année 2012 au compteurs: Conventionnels=49 Prépayé=386 Abonnés année 2013 au compteurs: Conventionnels=73 Prépayé=394

		(Source: TBS 2014-2015) conditions de vie des ménages par milieu de résidence et par mode d'éclairage Pétrole (%)=14,0 Electricité SBEE (%)=14,5 Energie solaire (%)=0,1 Groupe électrogène communautaire (%)=0,2 Groupe électrogène communautaire (%)=0,5
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Une cible est priorisée dans ce cadre. En effet le manque de politique d'électrification de la commune nécessite pour la cible 7.1 une intervention urgente. Très peu de village sont électrifiés dans la commune or les activités économiques ne peuvent se mener dans de bonnes conditions sans l'énergie électrique.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		Opportunités Elle dispose de deux forêts classées (l'Alibori supérieur et Mékrou) et des forêts communautaires qui sont illégalement occupées et exploitées ces dernières décennies par les populations et les exploitants forestiers, les ressources minières constituées par les espaces consacrés aux carrières de sable, de graviers et les ressources du sous-sol (gisement d'or ou du diamant) sont faiblement explorées et exploitées à Kika, Kouyagou et à Gonri. Menaces dégradation avancée de l'écosystème Bas-fonds et cours d'eau menacé la persistance des conflits des limites communales ; Dégradation des Forêts classées communales
12.5		Opportunités Existence d'une ONG de collecte des ordures ménagères Insuffisance des ressources financières pour le recyclage et la réutilisation Plus 500 ménages abonnés pour la pré- collecte et la collecte des ordures
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Opportunités - engagement de l'état - engagement des PTF - La diversification des cultures ; - Réduction de la durée de culture par l'utilisation de variétés précoces ;

		<ul style="list-style-type: none"> - Intensification de l'utilisation des intrants par le - changement des doses d'engrais ; - Ajustement de calendrier agricole par le changement des dates de semis et l'association des cultures avec des dates de semi identiques <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - diminution des hauteurs d'eau de pluie, des pluies de plus en plus aléatoires et sporadiques - décalage des saisons avec une tendance à la réduction de la saison pluvieuse et des sécheresses plus fréquentes - augmentation de la chaleur et le changement des extrêmes de températures - vents de plus en plus violents et plus forts
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Pour ce cadre environnemental on observe qu'il y a deux cibles à intervention prioritaire (12.5 et 13.1) et une cible à intervention urgente (12.2). Le potentiel minier de la région reste faiblement exploité ce qui pourrait s'avérer être une source de revenu pour les populations et de recette fiscale pour la commune si l'exploitation est faite de façon durable. Toujours dans une logique d'exploitation durable il urge de prendre des mesures pour la sauvegarde des forêts classées.

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible n'est priorisée dans ce cadre.

1.8.4. Normes d'action de la commune PEHUNCO

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient	Mise en place un fonds communal pour la prise en charge des ménages pauvres et vulnérables permettant de mener des activités génératrices de revenus	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant du socle ou systèmes de protection sociale	65,2 (Indice de pauvreté multidimensionnelle)	48,95	32	x		Pauvreté multidimensionnelle
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les	Développement d'un projet de productivité des petits exploitants agricoles	2.3.1 Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	Non défini	250 petits exploitants impactés	250 petits exploitants impactés	x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles		2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires	Non défini	Accroissement du revenu d'au 180 000 l'an au niveau de	Accroissement du revenu d'au 180 000 l'an	x	x	
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	Amélioration de la qualité des soins de santé par la réalisation des infrastructures et équipements (y compris banque de sang), la mise en service des dispensaires isolés, l'appui aux guérisseurs traditionnels et	3.3.1:Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes	2	0	0	x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	l'appui pour la prise en charge des indigents, des personnes vivants avec le handicap et des OEV							
		3.3.3 Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant	3	0	0	x	x	
		3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH	11	0	0	x	x	
		3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants	0,01%	0	0	x	x	
		3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	13,7	10	5	x	x	
		3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	Non défini			x	x	
		3.3.8 Nombre de personnes pour	Non défini			x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires						
		3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique	Non défini			x	x	
		3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose	Non Défini			x	x	
		3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomiasés	Non défini			x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiases	Non défini			x	x	
		3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome	Non défini			x	x	
3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative	Promotion de la sexualité responsable chez l'adolescent, l'espacement des naissances au sein des ménages par l'organisation des séances de formation ou de sensibilisation	3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale	8,4	25	45	x	x	
		3.7.2 Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à	Non défini			x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
dans les stratégies et programmes nationaux		19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge						
5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique	Promotion de la femme pour leur participation aux affaires publiques et économiques à travers des renforcements de capacité et les subventions pour la réalisation des activités génératrice de revenus	5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux	Non défini	25% de femmes parlementaires	25% de femmes parlementaires		x	
		5.5.2 Proportion de femmes ministres	Non défini	25% de femmes parlementaires	25% de femmes parlementaires		x	5 femmes ministres (2019)
		5.5.3 Proportion de femmes conseillères communales	0	5	5	x		
		5.5.4 Proportion de femmes occupant des postes de direction	Non défini	25% de femmes parlementaires	25% de femmes parlementaires		x	
		5.5.5 Pourcentage de temps consacré à des soins et	Non défini			x		

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		travaux non remunerer par les femmes						
6.5 D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient	Mise en œuvre la GIRE autour du sous bassin de la Mékrou	6.5.1 Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (0-100)	10	50	80	x	x	
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Fourniture de l'énergie électrique et solaire dans toutes les agglomérations et ménages de la commune	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	954 ménages(2016)	4556 ménages	4555 ménages		x	
		7.1.2 Taux d'électrification	14,50%	50	50		x	
		7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson	Moins de 0,1%	50%	50%		x	
		7.1.4 Proportion de la population	0,10%	25%	50%		x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage						
12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	Restauration du couvert végétal de la commune de Péhunco	12.2.1 Consommation de matière	Non défini				x	
		12.2.2: consommation interieure de matière par habitant	Non défini				x	
12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation	Assainissement du cadre de vie des population par la gestion des déchets ménagers	12.5.1 Taux de recyclage national	0%	50%	80%	x	x	
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques	Mise en œuvre les mesures d'atténuation et de résiliences aux changements climatiques par la	13.1.1 Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des	1	3	3	x		

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
et aux catastrophes naturelles liées au climat	promotion de l'utilisation des foyers améliorés et l'utilisation des énergies pour les consommations des populations	risques de catastrophe						
		13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	0	0	0	x	x	
		13.1.3 Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	0	0	0	x	x	
		13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	Non défini	0	0	x	x	

1.9. Monographie de la commune de Tanguiéta

1.9.1. Brève présentation de la commune de Tanguiéta

Située au Nord-Ouest de la République du Bénin et plus précisément dans le département de l'Atacora, entre 10°25' et 11°28' de latitude nord et entre 1°2' et 1°55' de longitude est, la commune de Tanguiéta s'étend sur une superficie de 5 645 km². La commune est limitée au Nord par la République du Burkina-Faso, à l'Est par les communes de Kérou et de Kouandé, au Sud-Est par la commune de Toucountouna, au Sud par la commune de Boucoumbé, à l'Ouest par la commune de Matéri et au Sud-Ouest par la commune de Coby. Le chef-lieu de la commune est situé environ à 50 kilomètres de Natitingou, chef-lieu du département de l'Atacora. Elle est traversée par la route Inter-Etat Bénin Burkina Faso et fait partie intégrante du territoire de développement de la Pendjari comprenant les communes de Coby, Matéri. Par ailleurs il faut noter que contrairement aux limites anciennement connues de la commune, cette dernière est légèrement modifiée par endroits. De ce point de vue certaines localités sont actuellement administrées par Tanguiéta. Il s'agit entre autre des localités de Tiélé, Porhoun, Mamoussa, Kani et Sinahoun du côté de la commune de Matéri. La commune administre également d'autres localités dans l'arrondissement de Cotiacou notamment Dagumagninnin, Toriconconé et Pémombou.

Le relief de Tanguiéta est constitué de deux types morphogénétique : à l'ouest la pénéplaine de la Gourma et à l'est la chaîne de l'Atacora.

Le climat de la commune de Tanguiéta est en général de type soudano-sahélien avec une saison pluvieuse qui va de mai à novembre et une saison sèche qui s'étend sur quatre mois environ (de novembre en avril). La saison sèche comprend deux types de temps : l'harmattan de novembre en février, suivie d'une grande chaleur jusqu'en mai.

Le réseau hydrographique de la commune est essentiellement constitué de la rivière Pendjari et de ses affluents.

On rencontre plusieurs variétés de sols. Les plus courants sont : les sols ferrugineux tropicaux, les sols ferralitiques, les sols hydromorphes, les sols minéraux et bruts, les sols peu évolués.

En ce qui concerne la végétation, elle est constituée principalement de savane marquée par une forte emprise agricole au-delà des limites des zones classées. Cette végétation est caractérisée par des arbres tels que le néré, le karité et le caïlcédrat, etc. Les forêts galeries les plus importantes se trouvent le long de la Pendjari et de ses grands affluents.

Au dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 4) de 2013, la commune de Tanguiéta compte 74 675 habitants dont 36 431 hommes, soit 48,78% et 38 244 femmes, soit 51,21%. et 2013 étant de 2,67%, la population estimée en 2016 donne 82 975 habitants. Cette population d'origine diverse est constituée de groupes socioculturels tels que : les Boulba, Natimba, les Byalba, les Tankamba (waaba) les Gourmantché, les Betammaribé, les Mossi, les Peulhs, les Fon, les Haoussa, les Zerma, dendi, les Yoruba, et les Ibo.

Les principales croyances religieuses sont les religions traditionnelles (très dominant), le christianisme et l'islam.

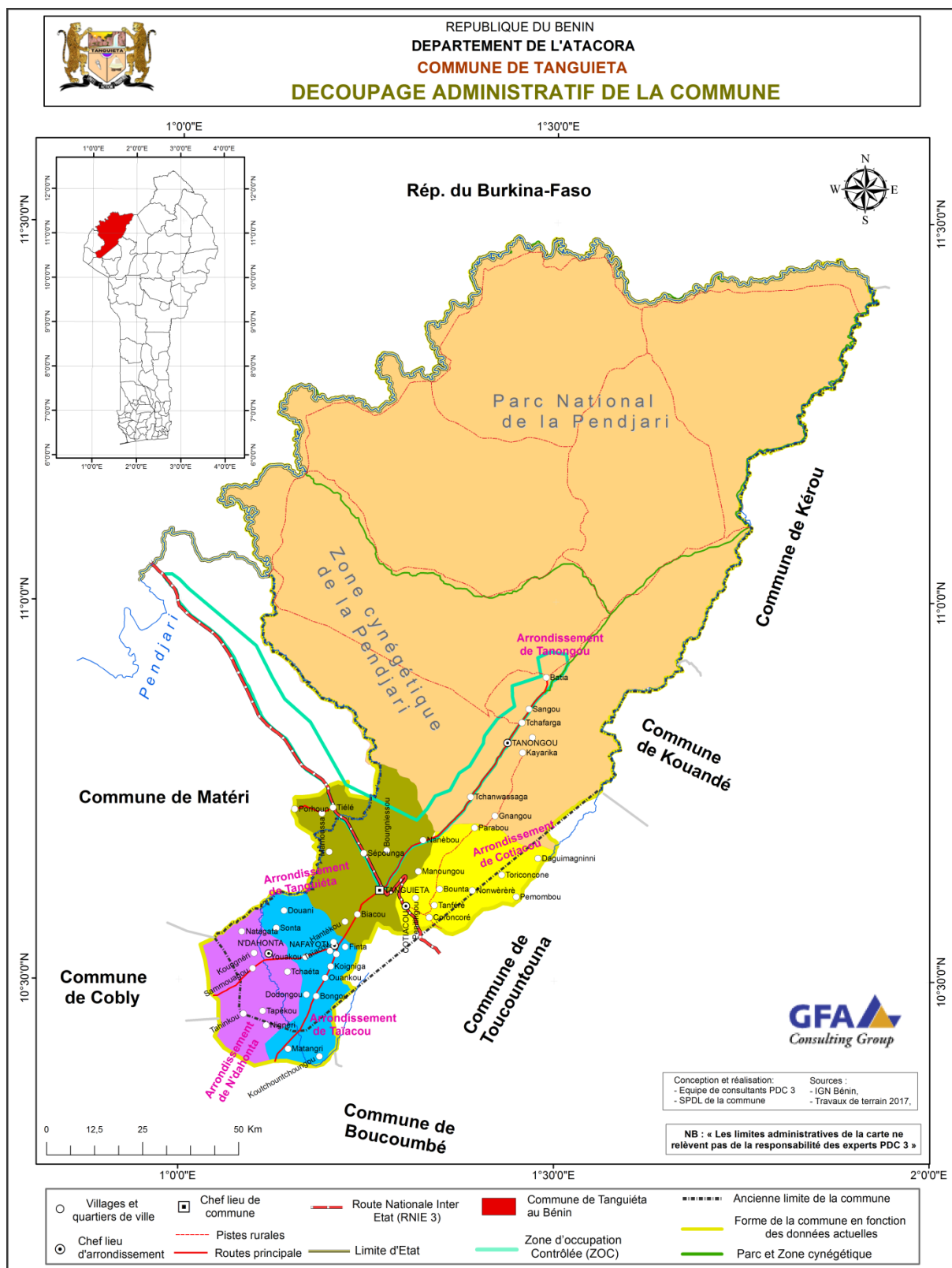


Figure 10: Carte administrative de la commune de Tanguéta

1.9.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<ul style="list-style-type: none"> - incidence de la pauvreté non monétaire 82,9% en 2011 à 46,1% en 2013, le pourcentage de personne vivant sous le seuil de pauvreté non monétaire a baissé entre de 36,8% entre 2011 et 2013 - amélioration des conditions d'écoulement des produits agricoles et de vie des usagers des marchés importants de la commune et certainement une amélioration de leurs revenus
1.3		<ul style="list-style-type: none"> - 7 structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées en 2014 contre 0 en 2015 - 3 orphelinats appuyés en 2015 avec 29 personnes secourues et 187 kits partagés dont 60 scolaires et 127 nutritionnels
1.4		<ul style="list-style-type: none"> - évolution des écoles Primaires de 82 à 85 soit un accroissement de 27% entre 2013-2014 et 2016-2017 - évolution du taux brut de scolarisation au primaire : 131,25% en 2014-2015 contre 129,68% en 2013-2014 - sur la période des rentrée 2013 à 2014 le taux brute de scolarisation a connu respectivement chez les filles et les garçons un accroissement de 2,31% et de 0,28%, de façon générale sur la même période l'accroissement est de 1,21% - augmentation du Ratio élèves/maître au primaire pour 2016-2017 de 62,86 et pour 2012-2013 de 46,2
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<ul style="list-style-type: none"> - entre 2014 et 2015 on observe une évolution positive des productions de céréales et de légumineuse, soit respectivement un accroissement de 15,70%, et 611,13%, mais aussi il faut noter une baisse de la production de de tubercules, et de culture maraichère soit -85,06% et -32,28% - entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 191,33 %. - amélioration des conditions d'écoulement des produits agricoles des usagers des marchés importants de la commune et certainement une amélioration de leurs revenus - Don de 127 kits nutritionnels par le CPS - L'étude Baseline AMSANA, 2016 établie cette situation de la disponibilité des vivres dans les ménages n'est reluisante - Pour la campagne agricole 2016-2017, les racines et tubercules font plus de la moitié des produits agricoles d'origine végétale de la commune soit 57% ; les céréales font 30%, - Le maïs constitue la première céréale cultivée. Sa production s'est accrue ces cinq dernières avec une baisse au cours de campagnes 2014-2015 et 2016-2017. Elle est passée de moins de 6000 tonnes en 2012-2013 à plus de 12000 tonnes en 2015-2016 - L'élevage est un secteur dont les performances sont encore faibles - Le cheptel bovin et volailles ont connu une baisse respectivement de 3, 44% et 30% ces deux dernières années par contre les autres espèces élevées ont connu une croissance en terme de têtes
2.2		<ul style="list-style-type: none"> - entre 2014 et 2015 on observe une évolution positive des productions de céréales et de légumineuse, soit respectivement un accroissement de 16%, et 611%, mais aussi il faut noter une baisse de la production de de tubercules, et de culture maraichère soit -85% et -32% - Don de 127 kits nutritionnels par le CPS - Pour la campagne agricole 2016-2017, les racines et tubercules font plus de la moitié des produits agricoles d'origine végétale de la commune soit 57% ; les céréales font 30%, - entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 191,33 %.

		<ul style="list-style-type: none"> - environ 60% des ménages sont en sécurité alimentaire selon l'Enquête de Base Nutrition Bénin réalisée par FanouFogny et Trentmann en 2016 - La fréquence moyenne des repas chez les enfants de 6 à 23 mois dans la commune de Tanguiéta est de 3,2. Le score de diversité alimentaire des enfants est de 2,5 contre 3,9 chez les femmes selon l'étude Baseline de AMSANA. 34,8% des ménages sont insécurité alimentaire légère Dans la commune de Tanguiéta, environ 30% et 32% n'ont accès à aucun service de conseils, ni de conseils en nutrition. - Le taux de la malnutrition aigüe global (MAG) et le taux de malnutrition chronique global (MCG) sont respectivement de 8,2 et de 41,7 dans la commune de Tanguiéta selon Etude SMART/CRS dans le département de l'Atacora (Avril - Mai 2015) - Environ, 44% des femmes ont une diversité alimentaire faible contre 56% des femmes selon Baseline AMSANA, Septembre 2016. Par contre, 61% des enfants ont une bonne diversité alimentaire. En moyenne 71% des hommes et 53% des femmes ont une seule source de revenu - L'élevage est un secteur dont les performances sont encore faibles - Le cheptel bovin et volailles ont connu une baisse respectivement de 3, 44% et 30% ces deux dernières années par contre les autres espèces élevées ont connu une croissance en terme de têtes
2.3		<ul style="list-style-type: none"> - entre 2014 et 2015 on observe une évolution positive des productions de céréales et de légumineuse, soit respectivement un accroissement de 16%, et 611%, mais aussi il faut noter une baisse de la production de tubercules, et de culture maraichère soit -85% et - 32% - Pour la campagne agricole 2016-2017, les racines et tubercules font plus de la moitié des produits agricoles d'origine végétale de la commune soit 57% ; les céréales font 30%, - - entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 191,33 %. - Le cheptel bovin et volailles ont connu une baisse respectivement de 3, 44% et 30% ces deux dernières années par contre les autres espèces élevées ont connu une croissance en terme de têtes
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<ul style="list-style-type: none"> -Taux de couverture des consultations prénatales : 84,89 % en 2014 à 90,46% en 2015 -Taux de fréquentation des services de santé 62,23% en 2013 à 65,78% en 2015 - Taux de consultation des enfants sains 0-11mois : 42,75 % en 2013 à 19,4% en 2015 -Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5 ans : 123,32 % en 2013 à 119,57% en 2015 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié - le taux de couverture des accouchements assistés est passé de 81,26% en 2014 à 79,51% en 2015 - taux de couverture sanitaire des arrondissements de 100%. - Sur les 12 formations sanitaires, le fonctionnement de cinq (Tora, Coroncoré, Mamoussa et Tchatingou) pose problème à cause du manque du personnel - Baisse du taux d'accouchement. Assistés de 104,55 en 2014 à 101 en 2015 - Augmentation du taux de fréquentation prénatal passant de 84,89% en 2014 à 90,46% en 2015 - Baisse du taux de consultation postnatal sont respectivement de passant de 19,84% en 2014 à 16,22% en 2015 - Augmentation du taux de fréquentation des centres de santé passant de 67,24% en 2014 à 69,84% en 2015
3.2		Taux de couverture des consultations post natales : 27,94% en 2013 à 30,29% en 2015
3.3		<p>Tuberculose de 67 centres de dépistage de la tuberculose en 2014 à 43 centres en 2015</p> <p>SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes : 1,54% en 2013 à 1,7% en 2015
3.4		<p>Nombre de formations sanitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - le taux de fréquentation des centres de santé en 2015 était de 69,84% - de 10 formations sanitaires dont 9 publics et 1 privé en 2014 à 12 Formations sanitaires dont 5 en problème de fonctionnement et aucun centre de santé privé dans la commune en 2017

3.7		Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 10,21% en 2014 à 7,51% en 2015
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		<ul style="list-style-type: none"> - évolution des écoles Primaires de 82 à 85 soit un accroissement de 27% entre 2013-2014 et 2016-2017 évolution du taux brut de scolarisation au primaire: 131,25% en 2014-2015 contre 129,68% en 2013-2014 - sur la période des rentrée 2013 à 2014 le taux brute de scolarisation a connu respectivement chez les filles et les garçon un accroissement de 2,31% et de 0,28%, de façon générale sur la meme période l'accroissement est de 1,21% - augmentation du Ratio élèves/maître au primaire pour 2016-2017 de 62,86 et pour 2012-2013 de 46,2 - amélioration relative de l'accès des citoyens à l'éducation - La forte proportion des ACE (64,86 %) témoigne d'un manque crucial des enseignants dans le primaire. - accroissement moyen de 3 % entre 2011 et 2017 de l'effectif des écoliers dans la commune avec une progression de l'effectif des filles qui passe de 44,13% en 2011 à 45,24% en 2017 - 72,8% des salles de classe en matériaux définitif c'est dire donc que des efforts sont faits toute fois 22,5 % environ sont en mauvais état - le taux brut de scolarisation au secondaire (12-19 ans) est de 41,1% - L'alphabétisation est en souffrance dans la commune ces dernières. En dépit des efforts consentis depuis plusieurs décennies, le sous-secteur de l'alphabétisation reste confronté à des problèmes institutionnels ainsi qu'à des problèmes de qualité, de pertinence et d'efficacité, avec pour corollaires des taux élevés d'abandon, d'échec et de rechute dans l'analphabétisme, faute de programmes cohérents et pertinents d'alphabétisation initiale, de post-alphabétisation et de formations spécifiques - Baisse du total des inscrits en alphabétisation entre 2014 (269) et 2015 (188) - Augmentation du taux de succès en alphabétisation entre 2014 (86,18) et 2015 (93,90)
4.4		RAS
4.5		<p>Nombre de places assises au primaire par élève de 0,359 pour 2013-2014 et de 0,822 pour 2014-2015</p> <p>Indice de parité filles/garçons au secondaire en 2013-2014 de 0,496 et de 0,638 en 2014-2015</p>
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		RAS
5.5		<ul style="list-style-type: none"> - aucune femme ne siège au conseil communal. - zero (0) femme promue à un poste de responsabilité entre 2014 et 2015
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>3 192 ml de réseau linéaire construit en 2015 portant la longueur du reseau de la SONEB à 116 980 ml en fin 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> - amélioration relative de l'accès des citoyens à l'eau potable -810 ménages connectés au réseau d'eau qui mesurait 36472 ml fin 2015 - Taux de perte (28%) égale à la valeur départementale (28%) en 2015 - augmentation du taux de perte en eau stable entre 2014 et 2015 à une valeur de 28%. la tendance à la baisse au niveau du département sur la meme période n'a pas été suivi ,
6.2		<p>19,25% de réalisation par le PDC 2 dans l'amélioration de la couverture en services sociocommunautaires de base</p> <ul style="list-style-type: none"> - implantation de quelques ouvrages hydrauliques constitués de Forages équipés de Pompes à Motricité Humaine (FPMH), d'adduction d'Eau Villageoise - Proportion de ménages ayant accès à une eau non améliorée : 43,9%
6.4		RAS
6.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Commentaire :

La lecture de ce tableau nous permet d'identifier cinq(5) cibles non couverte par le PDC à savoir les cibles 3.3, 3.4, 3.7, 4.4, 6.4 et 6.5. On peut aisément remarquer qu'aucune donnée n'est disponible pour renseigner la performance des trois dernières cibles citées

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<ul style="list-style-type: none"> - 19,25% de réalisation par le PDC 2 dans l'amélioration de la couverture en services sociocommunautaires de base - une augmentation a été observée entre 2012 et 2013 au niveau des nombres d'abonné conventionnel et privés, ces nombres ont connu un accroissement respectif de 7,53% et 1,69%, - L'énergie électrique est disponible dans quatre arrondissements sur les cinq que compte la commune
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		Tanguiéta dispose de 19 établissement hoteliers et de 3 atraits touristiques
8.3		<ul style="list-style-type: none"> - 98, 1 % des jeunes de la commune sont occupés. Certes ils sont occupés par le secteur primaire caractérisé par l'agriculture (77,1) et le secteur informel (92,6). - La commune compte de nos jours assez de jeunes cadres sans emploi - Population active de 15- 64 ans : 14 854 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée : 98,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur primaire : 77,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur secondaire : 8,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur tertiaire : 13,5 - Proportion des chômeurs : 1,9 - Proportion des chômeurs de sexe féminin : 33,9 - Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans - le secteur informel : 92,6-
8.5		<ul style="list-style-type: none"> - 98, 1 % des jeunes de la commune sont occupés. Certes ils sont occupés par le secteur primaire caractérisé par l'agriculture (77,1) et le secteur informel (92,6). - La commune compte de nos jours assez de jeunes cadres sans emploi - Population active de 15- 64 ans :14 854 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée : 98,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur primaire : 77,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur secondaire : 8,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur tertiaire : 13,5 - Proportion des chômeurs : 1,9 - Proportion des chômeurs de sexe féminin : 33,9 - Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans - le secteur informel : 92,6-
8.9		<p>le secteur du tourisme est en pleine regression : entre 2014 et 2015 le secteur touristique a connu une certaine regression puisque le nombre d'établissement hoteliers a évolué passant respectivement de 18 à 15</p> <p>le nombre de visiteurs est en regression passant entre 2014 et 2016 de 6257 visiteurs à 4394 visiteurs</p>
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		<p>9,1km de route construits en 2014 contre 0 km en 2015</p> <p>Au total 344 km de piste desservent la commune</p>

9.2		RAS
9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		RAS
10.2		RAS
10.3		0 femme promue à un poste de responsabilité en 2014 et en 2015 0 femme élue conseillère en 2014 et en 2015
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		RAS
11.3		RAS
11.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture du tableau ci-dessus permet de dire que l'ODD 11 qui porte sur les villes et communautés durables n'est pas du tout couverte. Ainsi aucune activité ne porte sur les cibles de cet ODD qui traitent en générale des questions du cadre de vie.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		RAS
12.5		-Dans la majorité des cas l'évacuation des eaux usées (90,9%) et des ordures ménagères (77,5%) est faite par rejet dans la nature
12.7		RAS
12.8		RAS
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		RAS
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		RAS
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		Evolution des superficies en ha reboisée qui est passé de 74,55 ha en 2014 à 15,75 ha en 2015 - les formations naturelles notamment la galerie forestière et forêt dense a régressé de 43,43 % tandis que la forêt claire et savane boisée, et la savane arborée et arbustive ont respectivement progressé de 6,14 % et 81.71 %. - entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 191,33 %.
15.2		Evolution des superficies en ha reboisée qui est passé de 74,55 ha en 2014 à 15,75 ha en 2015 - les formations naturelles notamment la galerie forestière et forêt dense a régressé de 43,43 % tandis que la forêt claire et savane boisée, et la savane arborée et arbustive ont respectivement progressé de 6,14 % et 81.71 %. - entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 191,33 %.
15.3		Evolution des superficies en ha reboisée qui est passé de 74,55 ha en 2014 à 15,75 ha en 2015

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture du tableau ci-dessus permet de dire que seule l'ODD 15 jouit d'une couverture satisfaisante quoique le PDC soit resté muet sur les capacités de la commune pour l'atteinte de la cible 15.2. Les cibles de l'ODD 14 quant à elles ne sont pas couvertes.

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		RAS
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		les dépenses d'investissement sont en dent de scie avec une moyenne annuelle de 359 341 377,4 dont 154 531 479 FCFA pour 2016. Les dépenses de fonctionnement quant à eux se sont accrues de 103 837 437 FCFA en 2012 pour atteindre 221 549 711 en 2016 - seulement 18% des dotations du FADEC sont reçues entre 2015 et 2016 PDC2 exécuté à 44,23%.
16.9		Situation des enfants sans actes de naissance aux divers examens.

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture du tableau ci-dessus permet de conclure que pour l'ODD 16 seule la cible 16.6 qui traite de la mise en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux jouit d'une assez bonne couverture. Les autres cibles étant soit insuffisamment couverte ou pas du tout couvertes.

1.9.3. Synthèse des cibles prioritaires de la commune de Tanguiéta

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>"Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - la pauvreté et l'emploi des jeunes constituent encore une préoccupation majeure pour les acteurs communaux - Existence de partenaires <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - les pertes de la production agricole avec pour corolaire la chute des revenus des ménages - les Activités Génératrices de Revenu sont faiblement développés dans la commune de Tanguiéta - inaccessibilité aux crédits adaptés au petit commerce - revenus des ménages majoritairement agricoles et s'épuisent à une certaine période de l'année - l'insuffisance des infrastructures marchandes dans les marchés - La vente groupée n'est pas encore une réalité dans la commune de Tanguiéta. - La transformation des produits agricoles est essentiellement pratiquée par les femmes avec un équipement artisanal - Etroitesse des marchés d'écoulement des produits de transformation agroalimentaire - Manque de formation de base aux producteurs et aux transformateurs des produits agroalimentaires - L'artisanat est faiblement développé - En moyenne 71% des hommes et 53% des femmes ont une seule source de revenu " -incidence de la pauvreté non monétaire 82,9% en 2011 à 46,1% en 2013, le pourcentage de personne vivant sous le seuil de pauvreté non monétaire a baissé e de 36,8% entre 2011 et 2013 - amélioration des conditions d'écoulement des produits agricoles et de vie des usagers des marchés importants de la commune et certainement une amélioration de leurs revenus -faible adaptation aux changements climatiques -Faible profesionnalisation de l'elevage
1.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence du centre de promotion social (CPS) - Existence d'une association des personnes handicapées -Existence d'un centre de réadaptation à base communautaire pour les handicapés - Existence d'un centre d'Accueil des personnes vunérables et en situation difficile - Existence d'une mutuelle de santé fonctionnelle dénommée Titiébanatitouaba - Existence de partenaires locaux (Eclipse, CPS, Jura Afrique Bénin, Terre des hommes) qui appuient les personnes handicapées <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'insuffisance d'appui aux personnes vulnérables - Violences conjugales, familiales, harcèlement sexuel, coups et blessures volontaire, enlèvements et séquestrations, viols, détournement de mineurs, violences économiques, verbales ; stigmatisation des personnes handicapées, rejet. - Stigmatisation, rejet, coût des médicaments, violation des droits des personnes handicapées. - Incitation de mineurs à la débauche, le mariage précoce forcé et par échange - Situation des enfants sans actes de naissance aux divers examens. - Situation d'autres personnes sans actes de naissance qui manifestent le désir de se faire délivrer des actes de naissance. - Faible taux de représentativité des femmes - Manque de matériel et de personnel au CPS - Pas très bonne collaboration du CPS avec la Mairie

		<ul style="list-style-type: none"> - les Activités Génératrices de Revenu sont faiblement développés dans la commune de Tanguiéta - inaccessibilité aux crédits adaptés au petit commerce <p>7 structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées en 2014 contre 0 en 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 orphelinats appuyés en 2015 avec 29 personnes secourues et 187 kits partagés dont 60 scolaires et 127 nutritionnels
1.4		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> -- 93 écoles (maternelles et primaires) dans la commune <p>Existence du CPS</p> <ul style="list-style-type: none"> -existence des plans fonciers ruraux; -Amélioration des infrastructures socio communautaire de base dans la commune -Existence du code domanial et foncier <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - inaccessibilité aux crédits adaptés à l'agriculture, à l'élevage au petit commerce - Situation des enfants sans actes de naissance aux divers examens. <p>le taux de fréquentation des centres de santé en 2015 était de 69,84%</p> <ul style="list-style-type: none"> - les taux de fréquentation prénatal et postnatal sont respectivement de 90,46% et 16,22% en 2015. -insuffisance de personnel soignant qualifié dans les centres de santé - insuffisance de connaissances sur les bonnes pratiques d'hygiène et de la conservation de l'eau potable - La proportion de femmes n'ayant pas accès aux conseils d'hygiène est de 74% dans les communes de Tanguiéta - Non fonctionnement de certains centres de santé, - très faible taux de couverture de la SONEB - mauvaise répartition géographique des ouvrages, - le relief par très favorables aux réalisations, - mauvaise gestion des points d'eau existants - Les conditions de stockage et de conservation de l'eau ne sont pas appropriées -Taux élevé des ouvrages en eau potable non fonctionnels -Faible taux de fréquentation des écoles dans la zone montagneuse de la commune de Tanguiéta -Faible accès des femmes à la terre en milieu rural <p>évolution des écoles Primaires de 82 à 85 soit un accroissement de 27% entre 2013-2014 et 2016-2017</p> <p>évolution du taux brut de scolarisation au primaire: 131,25% en 2014-2015 contre 129,68% en 2013-2014</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la période des rentrée 2013 à 2014 le taux brute de scolarisation a connu respectivement chez les filles et les garçon un accroissement de 2,31% et de 0,28% ,de façon générale sur la meme période l'accroissement est de 1,21%% <p>augmentation du Ratio élèves/maître au primaire pour 2016-2017 de 62,86 et pour 2012-2013 de 46,2</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence du Plan Régional de Développement Filières (Riz, maraîchage et anacarde) - Existence d'un plan de développement de l'économie locale basé sur la promotion des filières au niveau de la commune - Organisation des producteurs des filières riz et maraîchage - Disponibilité des PTFs à accompagner la promotion des filières (CTB et Giz) - entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 191,33 %. - La production agricole constitue la principale source de création de richesse. Il occupe environ 62,62% des ménages

	<ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation des engrais coton au profit des cultures vivrières - disponibilité de main d'œuvre active - aménagement des bas-fonds, - formation des riziculteurs sur les techniques du SRI - La commune dispose d'assez de magasins qui favorisent le stockage des intrants et les produits de récoltes <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise qualité des CVA (produit fini pour un marché donné) - Absence de concertation entre les familles acteurs au niveau de la chaîne (fournisseurs d'intrants, producteurs, transformateurs, commerçants et consommateurs) - Non organisation des autres familles d'acteurs outre que les producteurs - Mauvais fonctionnement des unités de transformation du riz les semences des vivriers autres que le maïs et le riz et maraîchers bénéficient de très peu d'attentions - 3% les besoins en engrais des cultures vivrières (Maïs et riz) sont couverts et les besoins en engrais pour la culture du coton sont couverts à 126%. - La mécanisation agricole est très peu développée - toute crise de la filière coton se répercute sur les autres filières - indisponibilité d'intrants spécifiques pour les cultures vivrières et maraichères - La pêche se fait avec les engins traditionnels - réduction considérable de la taille des exploitations - Les sols sont fragiles et vulnérables - zones cultivables limitées et fortement sollicitées dans tous les arrondissements - Problème de disponibilité des terres aggravée des problèmes de gestion durable des terres dans la commune - Réticence des producteurs à faire des grands investissements - l'accentuation des difficultés d'abreuvement des troupeaux de bovins déjà précaires - en saison sèche le pâturage est rare et l'alimentation du bétail devient difficile - l'irrégularité des pluies, les vents violents et les fortes chaleurs - l'état dégradé des pistes rurales - Les interventions des projets ciblent les mêmes bénéficiaires qui ne restituent pas les formations ou actions reçues - Absence de concertation entre les familles acteurs au niveau de la chaîne (fournisseurs d'intrants, producteurs, transformateurs, commerçants et consommateurs) - Non organisation des autres familles d'acteurs outre que les producteurs - Mauvais fonctionnement des unités de transformation du riz - Manque de formation de base aux producteurs et aux transformateurs des produits agroalimentaires <p>-entre 2014 et 2015 on observe une évolution positive des productions de céréales et de légumineuse, soit respectivement un accroissement de 16%, et 611%, mais aussi il faut noter une baisse de la production de tubercules, et de culture maraichère soit -85% et - 32%</p> <p>- Pour la campagne agricole 2016-2017, les racines et tubercules font plus de la moitié des produits agricoles d'origine végétale de la commune soit 57% ; les céréales font 30%,-</p> <p>- entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 191,33 %.</p> <p>- Le cheptel bovin et volailles ont connu une baisse respectivement de 3, 44% et 30% ces deux dernières années par contre les autres espèces élevées ont connu une croissance en terme de têtes</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges	
3.7	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs catégories de formations sanitaires - Les cinq arrondissements de la commune sont couverts en centre de santé - Don de 127 kits nutritionnels par le CPS - 69,6% des enfants âgés de 6-59 mois ont obtenu la guérison dans les établissements de santé <p>Menaces</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'habitants par CS est de 8 970 habitants - manque criard de personnel dans les centres de santé d'arrondissement et les dispensaires isolés - l'essentiel du personnel est concentré dans l'arrondissement de Tanguiéta notamment à l'hôpital St Jean de Dieu - manque de coordination entre l'état et les communes pour la mise à disposition du personnel - Non fonctionnement de certains centres de santé - En 2014 le taux de planification familiale était de 9,99% <p>Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 10,21% en 2014 à 7,51% en 2015</p>
--	---

ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie

4.1	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - 93 écoles (maternelles et primaires) dans la commune - Les filles représentent 45,24% de la population scolaire - 72,8% des salles de classe en matériaux définitif <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - manque crucial des enseignants dans le primaire - L'enseignement maternel est très peu développé - manque d'enseignants qualifiés dans les écoles - avec un ratio de 62,86 et montre que les enseignants sont submergés par les effectifs pléthoriques des classes - la mise en valeur des infrastructures scolaires ne fait pas partie des premières priorités des communautés - La majorité des enfants (12-19 ans) n'arrive pas accéder au secondaire (environs 60%). - Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans est de 44,3% tandis que celui des adultes est de 25,6% dans la commune - les filles sont moins scolarisées que les garçons. - les peulhs et les personnes handicapés sont en général exclus du système éducatif formel parce que dernier n'est pas adapté à ces groupes <p>- évolution des écoles Primaires de 82 à 85 soit un accroissement de 27% entre 2013-2014 et 2016-2017</p> <p>évolution du taux brut de scolarisation au primaire: 131,25% en 2014-2015 contre 129,68% en 2013-2014</p> <p>- sur la période des rentrée 2013 à 2014 le taux brute de scolarisation a connu respectivement chez les filles et les garçon un accroissement de 2,31% et de 0,28% ,de façon générale sur la meme période l'accroissement est de 1,21%</p> <p>- augmentation du Ratio élèves/maître au primaire pour 2016-2017 de 62,86 et pour 2012-2013 de 46,2</p> <p>- amélioration relative de l'accès des citoyens à l'éducation</p> <p>- La forte proportion des ACE (64,86 %) témoigne d'un manque crucial des enseignants dans le primaire.</p> <p>- accroissement moyen de 3 % entre 2011 et 2017 de l'effectif des écoliers dans la commune avec une progression de l'effectif des filles qui passe de 44,13% en 2011 à 45,24% en 2017</p> <p>- 72,8% des salles de classe en matériaux définitif c'est dire donc que des efforts sont faits toute fois 22,5 % environ sont en mauvais état</p> <p>- le taux brut de scolarisation au secondaire (12-19 ans) est de 41,1%</p> <p>- L'alphabétisation est en souffrance dans la commune ces dernières. En dépit des efforts consentis depuis plusieurs décennies, le sous-secteur de l'alphabétisation reste confronté à des problèmes institutionnels ainsi qu'à des problèmes de qualité, de pertinence et d'efficacité, avec pour corollaires des taux élevés d'abandon, d'échec et de rechute dans</p>
-----	---

		<p>l'analphabétisme, faute de programmes cohérents et pertinents d'alphabétisation initiale, de post-alphabétisation et de formations spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baisse du total des inscrits en alphabétisation entre 2014 (269) et 2015 (188) - Augmentation du taux de succès en alphabétisation entre 2014 (86,18) et 2015 (93,90) <p>Faiblesses</p> <p>Inssuffisance d'enseignants</p>
4.5		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un Centre de Promotion sociale - Engagement de l'Etat central- 93 écoles (maternelles et primaires) dans la commune - Les filles représentent 45,24% de la population scolaire - 72,8% des salles de classe en matériaux définitif <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - manque crucial des enseignants dans le primaire - L'enseignement maternel est très peu développé - manque d'enseignants qualifiés dans les écoles - avec un ratio de 62,86 et montre que les enseignants sont submergés par les effectifs pléthoriques des classes - la mise en valeur des infrastructures scolaires ne fait pas partie des premières priorités des communautés - La majorité des enfants (12-19 ans) n'arrive pas accéder au secondaire (environs 60%). - Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans est de 44,3% tandis que celui des adultes est de 25,6% dans la commune - les filles sont moins scolarisées que les garçons. - les peulhs et les personnes handicapés sont en général exclus du système éducatif formel parce que dernier n'est pas adapté à ces groupes <p>Indice de parité filles/garçons au secondaire en 2013-2014 de 0,496 et de 0,638 en 2014-2015</p>
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.2		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - ouvrages réalisés dans le respect de la stratégie nationale Eau - existence d'un réseau de distribution de la SONEB au centre urbain de Tanguiéta - taux de déserte en eaux de 51,76% --existence d'une structure de gestion des déchets solides et ménagers au centre ville de Tanguiéta <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - faible couverture du dispositif de gestion des déchets dans la commune - Inexistence de dispositif de lavage des mains surtout dans les lieux publics - le fort taux d'accroissement de la population, - le relief par très favorables aux réalisations, - La défécation à l'aire libre est pratiquée dans l'ensemble du territoire de la commune. - Aucun des arrondissements ruraux ne disposent d'un plan d'assainissement et de gestion des ordures solides et ménagers. - mauvaise gestion des des déchets liquides En milieu urbain - Les eaux usées domestiques et les autres déchets liquides sont déversés sur les parcelles vides avoisinantes ou sur les voies publiques - Peu de ménages disposent de latrines - Le réseau embryonnaire d'assainissement des eaux pluviales constitué de caniveaux couverts et de caniveaux à ciel ouvert est transformé en réceptacles pour les déchets solides et liquides - insuffisance de connaissances sur les bonnes pratiques d'hygiène et de la conservation de l'eau potable - seulement 3% des ménages environ traite l'eau pour la rendre potable selon l'étude de base de ProSAR

		<ul style="list-style-type: none"> - Les conditions de stockage et de conservation de l'eau ne sont pas appropriées - La police sanitaire n'existe pas dans la commune. - Les infrastructures d'assainissement ne sont pas bien exploitées <p>19,25% de réalisation par le PDC 2 dans l'amélioration de la couverture en services sociocommunautaires de base</p> <ul style="list-style-type: none"> - implantation de quelques ouvrages hydrauliques constitués de Forages équipés de Pompes à Motricité Humaine (FPMH), d'adduction d'Eau Villageoise - Proportion de ménages ayant accès à une eau non améliorée : 43,9%
6.4		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - ouvrages réalisés dans le respect de la stratégie nationale Eau - existence d'un réseau de distribution de la SONEB - taux de déserte en eaux de 51,76% <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - très faible taux de couverture de la SONEB - mauvaise répartition géographique des ouvrages, - le relief par très favorables aux réalisations, - mauvaise gestion des points d'eau existants - Les conditions de stockage et de conservation de l'eau ne sont pas appropriées

Après analyse des données disponibles, les cibles 3.7, 4.5 et 6.2 sont ressorties du tableau ci-dessus comme cibles urgentes. En effet la regression du Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 10,21% en 2014 à 7,51% en 201(couplé au manque criard de personnel et de matériel dans les centres de santé d'arrondissement et les dispensaires isolés fait de la cible 3.7 une cible urgente. De même le taux de couverture en eau de 51,76 %, la très faible couverture de la SONEB et le fait que 43,9% des ménages aient accès à une eau non améliorée justifient l'urgence de la cible 6.2

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyenne
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Le tableau ci-dessus permet de constater que les cibles de l'ODD 7 à 10 n'ont pas été priorisées.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		

ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

15.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Superficies en ha reboisée en 2015: 15,75 - Existence des forêts sacrées - existence des plans d'aménagement pour 03 forêts sacrées <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - dégradation (érosion) des sols - l'érosion hydrique et éolienne - déforestation et de la dégradation du couvert végétal - empiètement de forêts sacrées par les exploitations agricoles - faible niveau de mise en oeuvre des plans d'aménagement - <p>Evolution de la superficie en ha reboisée qui est passé de 74,55 ha en 2014 à 15,75 ha en 2015</p>
------	--	---

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Du tableau ci-dessus on retient que seule la cible 15.3 a été priorisée au niveau du cadre environnemental. Cette cible traite de la lutte contre la désertification, de la restauration des terres et sols dégradés. Avec les dernières modifications connues par les saisons, la pression anthropique sur les ressources forestières ainsi que les pratiques culturelles dans la commune, les activités des agents économiques surtout ceux des acteurs ruraux comme les agriculteurs sont menacées par la désertification. Il faut donc une stratégie d'adaptation pour éviter que cette situation, n'ait des conséquences drastiques sur la commune.

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible de l'ODD 16 n'a été priorisée.

1.9.4. Normes d'actions

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes		1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	79,84%	69%	50%	x	x	EMICOV 15
	1- Appui à l'octroi des micro crédits aux personnes pauvres de la commune	1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	67,08%	57%	45%	x	x	EMICOV 15
	2-Promotion des activités génératrices au profit des personnes pauvres							DDFASSNHPTA/Atacor a-Donga
1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes	1-Mettre en place un cadre institutionnel et communautaire communal fournissant un socle de protection sociale	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant du socle ou systèmes de protection sociale	10,59%	20%	50%	x	x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
vulnérables en bénéficiant								
1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance	Developper les infrastructures socio communautaires essentielles dans les zones desheritées et d'accès difficile	1.4.1 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base						
	Elaboration des plans fonciers ruraux	1.4.2: Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers (titre fonciers) sur au moins une terre	9,60%	5%	3%			EMICOV 15
		1.4.3 Proportion de terre qui dispose de la sécurité des droits fonciers (titre foncier)	9,60%	5%	3%	x	x	EMICOV 15
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité	Mise en place un système opérationnel de vulgarisation agricole	2.3.1 Volume de production par unité de travail,	Maïs=1700kg/ha; Riz=2500kg/ha;	Maïs=2000kg/ha; Riz=3000kg/ha;	Maïs=2500kg/ha; Riz=3500kg/ha;			ex CARDER

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles		en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	l'année= 14000/ha	l'année= 15000/ha	l'année= 18000/ha			
	Facilitation à l'accès aux intrants de qualité et aux équipements agricoles, d'élevage et de pêche							
	Facilitation l'accès au crédit adapté	2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires	ND					
3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins	Création des centres éducatifs, de formation en santé sexuelle et procréative et de prise en charge	3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de	10,21%	30%	50%	x	x	annuaire statistique de la santé

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux		planification familiale						
		3.7.2 Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge	96,54%	97%	98%	x	x	annuaire statistique de la santé
4,1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile	Developpement les programmes scolaires en cours préparatoires qui s'adaptent aux normes d'aptitudes minimales en lecture et mathématique	4.1.1 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture						
		4.1.2 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématique						
	Developpement les programmes scolaire en fin de cycle primaire qui s'adaptent aux normes	4.1.3 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	d'aptitudes minimales en lecture et mathématique	maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture						
		4.1.4 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques						
	Développement des programmes scolaires en fin de premier cycle secondaire qui s'adaptent aux normes d'aptitudes minimales en lecture et mathématique	4.1.5 Proportion de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui obtiennent au moins la moyenne en français						
		4.1.6 Proportion de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui obtiennent la moyenne en mathématiques,						
	Amélioration du taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire	4.1.7 Taux net de scolarisation dans le primaire	59,30%	70%	80%	x	x	EMICOV 15

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		4.1.8 Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire	64,25%	80%	90%	x	x	CS Tanguiéta
		4.1.9 Taux brut de scolarisation dans le primaire	82,40%	90%	95%	x	x	EMICOV 15
		4.1.10 Taux brut de scolarisation dans le secondaire						
		4.1.11 Taux net de scolarisation dans le secondaire						
4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes	Mise en place d'un mécanisme d'accès à l'éducation primaire, secondaire et supérieur au niveau communal basé sur le genre	4.5.1 Indice de parité (filles /garçons) du taux brut de scolarisation dans le primaire	70,9 contre 77,7%	75 contre 77%	77 contre 77%	x	x	EMICOV 15
		4.5.2 Indice de parité (filles /garçons) du taux brut de scolarisation dans le secondaire						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle		4.5.3 Indice de parité (Rural/Urbain) du taux brut de scolarisation dans le primaire	69,4 contre 83%	75contre83%	83contre83%	x	x	EMICOV 15
		4.5.4 Indice de parité (Rural /Urbain) du taux brut de scolarisation dans le secondaire						
		4.5.5 Indice de Parité de l'effectif (femmes/hommes) des étudiants						
6,2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des	Amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement des populations notamment vulnérables	6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon	5,72%	10%	30%	x	x	Axnnuaire statistique 2014

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
personnes en situation vulnérable								
6.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau	Promotion des ctions GIRE dans la commune	6.4.1 Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau						
		6.4.2 Niveau de stress hydrique : prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles						
15.3 D'ici à 2020, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les	Appui à la gestion durable des Terres	15.3.1 surface des terres dégradées, en Proportion de la surface terrestre						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols								

1.10. Monographie de la commune de Toucountouna

1.10.1. Brève présentation de la commune de Toucountouna

La Commune de Toucountouna est située au Nord-Ouest du Bénin à environ 600 km de Cotonou. Elle est limitée au Sud par la Commune de Natitingou, au Nord par la Commune de Tanguiéta, au Sud-Ouest par la Commune de Boukoubé, et à l'Est par la Commune de Kouandé. Le chef-lieu de la commune est à environ 25 km de Natitingou, chef-lieu du département de l'Atacora auquel elle appartient. La superficie de la commune est estimée à 1114 km², soit 1,42 % de la superficie nationale. La commune en tant que collectivité est subdivisée en 3 arrondissements (Toucountouna, Tampégré et Kouarfa) et en 30 quartiers de ville et villages selon le dernier découpage des unités administratives locales de mars 2015.

La Commune de Toucountouna est encadrée dans les chaînes montagneuses Est et Ouest de l'Atacora. Le relief est caractérisé par une succession de plateaux et de plaines à l'Est, des montagnes à l'Ouest, et des vallées au centre. Le climat est de type Soudano-Guinéen sec avec une saison de pluies de cinq (05) mois (mi-mai à mi-octobre) et une saison sèche de sept (07) mois (mi-octobre à mi-mai).

L'hydrographie de la commune s'organise autour de la Pendjari et de ses affluents.

Les différents types de sols rencontrés dans la commune de Toucountouna sont les sols sablonneux fins, les sols sablonneux rouges, les sols latéritiques caillouteux, les sols argileux, les bas-fonds, les sols limono-sableux, les sols limono-argileux et les sols caillouteux. La végétation originelle de la commune était des savanes des forêts claires et des galeries denses et saxicoles.

La population de la commune de Toucountouna était de 39 779 habitants au 4^{ème} recensement de la population réalisé 2013, il est estimé à 43 960 habitants en 2017. Quatre (04) principaux groupes sociolinguistiques ou ethnies occupent le terroir de la commune de Toucountouna (Waaba, Bètammaribè, Natéma, Fulbé). On distingue quatre (04) grandes religions : les adeptes du culte traditionnel, le catholicisme, le protestantisme et l'islam.

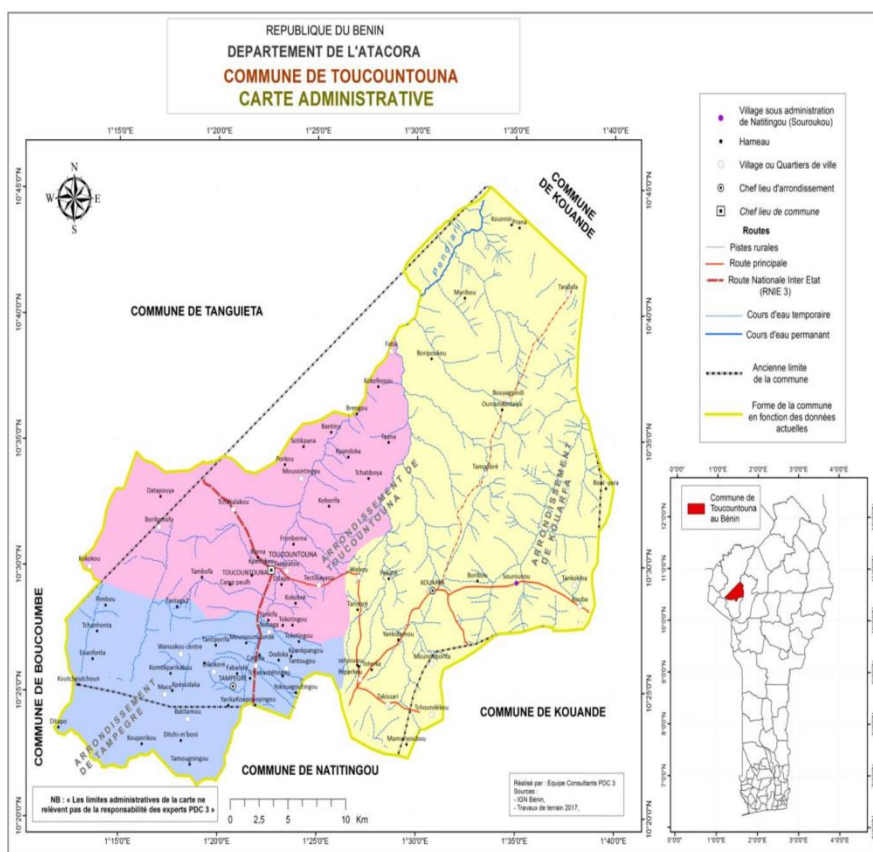


Figure 11: Carte administrative de la commune de Toucountouna

1.10.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<ul style="list-style-type: none"> - l'IPH était de 50,5% en 2013 - incidence de la pauvreté non monétaire a baissé de 89,9% en 2011 à 51,5% en 2013, le pourcentage de personne vivant sous le seuil de pauvreté non monétaire a baissé entre de 38,4% entre 2011 et 2013 - amélioration des conditions d'écoulement des produits agricoles et de vie des usagers des marchés importants de la commune et certainement une amélioration de leurs revenus. - les réalisations sont insuffisantes pour inverser la tendance de la pauvreté et de l'emploi des jeunes
1.3		<ul style="list-style-type: none"> - 0 personnes handicapées appuyées en 2014 contre 36 en 2015 - 4 orphelinats appuyés en 2015 avec 24 bénéficiaires de secours et 128 kits partagés dont 38 scolaires et 90 nutritionnels - 03 PVVIH appuyées en 2015 - 0 femmes victimes de mutilation génitale soutenues en 2015 <p>La mutuelle de santé en développement compte 483 membres et a pu bénéficier en 2016 à 683 personnes</p>
1.4		<ul style="list-style-type: none"> - évolution des écoles Primaires de 50 à 54 soit un accroissement de 8% entre 2013-2014 et 2016-2017 évolution du taux brut de scolarisation au primaire : 110,67% en 2014-2015 contre 107,17% en 2013-2014 - de la rentrée 2013 à la rentrée 2014 le taux brute de scolarisation a connu respectivement chez les filles et les garçons un accroissement de 0,52% et de 5,66 %, de façon générale sur la même période l'accroissement est de 3,27% augmentation du Ratio élèves/maître au primaire de la commune de 44,9 (2013-2014) à 48,1 (2014-2015) soit un accroissement de 7,13%
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<ul style="list-style-type: none"> - amélioration des conditions d'écoulement des produits agricoles et de vie des usagers des marchés importants de la commune et certainement une amélioration de leurs revenus. - Sécurité alimentaire (46,5%) ; Insécurité Alimentaire légère (33,8%) ; Insécurité Alimentaire modérée (7,0%) Insécurité Alimentaire sévère (2,8%) - la commune de Toucoutouna présente une consommation alimentaire pauvre ou limite (81%) - Les taux sont de 5,7% ; 38,4% et 23,6% respectivement pour la malnutrition aigüe globale, la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale parmi les enfants de 6 -59 mois (9). Le niveau d'éducatif des femmes étant très faible (car 79,8% ne sont pas instruites) cela entraîne des insuffisances dans la connaissance des signes de malnutrition (17.8%), la qualité inadéquate des repas comme cause de malnutrition (19.5), ajouts de fruits ou légumes comme moyen de rendre la bouillie plus nutritive (7.4%) ou soins de santé pour prévenir la malnutrition (27,6%) - entre 2011 et 2016 on observe une baisse des productions totale de céréales de 24,36% passant de 19 046,41T à 14 408T, Toutefois on observe une augmentation de la production des tubercules de 83,89% (113 505,09T à 208 728T), de légumineuses de 135,51% (2 576,06T à 6 067T) et de culture maraîchère de 72,84% (4 070,97T à 7 036T)
2.2		<ul style="list-style-type: none"> - amélioration des conditions d'écoulement des produits agricoles et de vie des usagers des marchés importants de la commune et certainement une amélioration de leurs revenus. - Sécurité alimentaire (46,5%) ; Insécurité Alimentaire légère (33,8%) ; Insécurité Alimentaire modérée (7,0%) Insécurité Alimentaire sévère (2,8%) - la commune de Toucoutouna présente une consommation alimentaire pauvre ou limite (81%) - Les taux sont de 5,7% ; 38,4% et 23,6% respectivement pour la malnutrition aigüe globale, la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale parmi les enfants de 6 -59 mois (9).

		<p>Le niveau d'éducatif des femmes étant très faible (car 79,8% ne sont pas instruites) cela entraîne des insuffisances dans la connaissance des signes de malnutrition (17.8%), la qualité inadéquate des repas comme cause de malnutrition (19.5), ajouts de fruits ou légumes comme moyen de rendre la bouillie plus nutritive (7.4%) ou soins de santé pour prévenir la malnutrition (27,6%)</p> <p>- entre 2011 et 2016 on observe une baisse des productions totale de céréales de 24,36% passant de 19 046,41T à 14 408T,</p> <p>Toutefois on observe une augmentation de la production des tubercules de 83,89% (113 505,09T à 208 728T), de légumineuses de 135,51% (2 576,06T à 6 067T) et de culture maraichère de 72,84% (4 070,97T à 7 036T)</p>
2.3		<p>- entre 2011 et 2016 on observe une baisse des productions totale de céréales de 24,36% passant de 19 046,41T à 14 408T,</p> <p>Toutefois on observe une augmentation de la production des tubercules de 83,89% (113 505,09T à 208 728T), de légumineuses de 135,51% (2 576,06T à 6 067T) et de culture maraichère de 72,84% (4 070,97T à 7 036T)</p> <p>. La Commune de Toucountouna dispose d'un cheptel animal qui la place presque en dernière position dans le département de l'Atacora</p>
3.1		<p>- amélioration relative de l'accès des citoyens à la santé</p> <p>- 40% des formations sanitaires disposent d'un incinérateur fonctionnel en 2015</p> <p>- taux de fréquentation des centres de santé inférieur à 50%.</p> <p>- Taux de fréquentation des CS par tranche d'âge et par sexe en 2015 : Moins de 5 ans (21%) Plus de 5 ans (17%) Tout âge confondu (18%)</p> <p>-Taux de couverture des consultations prénatales : 56,4% en 2014 à 76,03% en 2015</p> <p>-Taux de couverture des consultations post-natales : 56,95% en 2014 à 35,3% en 2015</p> <p>- La proportion d'enfants connaissant plus de 2 épisodes de diarrhée par mois est de 40%, une prévalence très élevée</p> <p>- Taux de consultation des enfants sains 0-11mois : 72,48 % en 2014 à 29,93% en 2015</p> <p>-Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5ans : 113,99% en 2013 à 92,18% en 2015</p> <p>- le taux de couverture des accouchements assistés est passé de 37,24% en 2014 à 51,85% en 2015</p> <p>- Accroissement du taux de fréquentation des centres de santé passant de 41,86% en 2014 à 42,16% en 2015</p>
3.2		<p>- amélioration relative de l'accès des citoyens à la santé</p> <p>- 40% des formations sanitaires disposent d'un incinérateur fonctionnel en 2015</p> <p>- taux de fréquentation des centres de santé inférieur à 50%.</p> <p>- Taux de fréquentation des CS par tranche d'âge et par sexe en 2015 : Moins de 5 ans (21%) Plus de 5 ans (17%) Tout âge confondu (18%)</p> <p>-Taux de couverture des consultations prénatales : 56,4% en 2014 à 76,03% en 2015</p> <p>-Taux de couverture des consultations post-natales : 56,95% en 2014 à 35,3% en 2015</p> <p>- La proportion d'enfants connaissant plus de 2 épisodes de diarrhée par mois est de 40%, une prévalence très élevée</p> <p>- Taux de consultation des enfants sains 0-11mois : 72,48 % en 2014 à 29,93% en 2015</p> <p>-Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5ans : 113,99 % en 2013 à 92,18% en 2015</p> <p>- le taux de couverture des accouchements assistés est passé de 37,24% en 2014 à 51,85% en 2015</p> <p>- Accroissement du taux de fréquentation des centres de santé passant de 41,86% en 2014 à 42,16% en 2015</p>
3.3		<p>Tuberculose</p> <p>- aucun centre de dépistage de la tuberculose en 2015</p> <p>SIDA</p> <p>- Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes : 0,62% en 2014 à 1,1% en 2015</p> <p>- Le taux de couverture en lave-mains fonctionnels est de 100% pour les centres de santé de l'arrondissement de Tampégré, 33% pour ceux de Kouarfa et 25% pour ceux de Toucountouna.</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - La proportion d'enfants connaissant plus de 2 épisodes de diarrhée par mois est de 40%, une prévalence très élevée - la mauvaise qualité de l'eau, l'hygiène et l'assainissement sont défavorables au maintien d'un bon état de santé
3.4		<p>fréquentation des centres de santé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du taux de fréquentation des centres de santé passant de 41,86% en 2014 à 42,16% en 2015 <p>Nombre de formations sanitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 07 formations sanitaires dont 5 publics et 2 privé en 2014 à 5 Formations sanitaires dont 2 privé dans la commune en 2017
3.7		<p>Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne passé de 37,24% en 2014 à 51,85% en 2015</p> <p>taux du planning familial : 75,64% en 2014</p> <p>taux de fréquentation des centres de santé de 42,16% en 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence d'une mutuelle de santé appuyée par l'Association de la Société civile de la commune de Merelbeke(Belgique) -Accompagnement de la commune par le projet GROMIS 0 (Grossesse en Milieu Scolaire 0) <p>Accompagnement de Plan International dans le secteur de la santé sexuelle</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		<ul style="list-style-type: none"> - amélioration relative de l'accès des citoyens à l'éducation - tous les arrondissements sont couverts par les offres en éducation - évolution des écoles Primaires de 47 à 54 soit un accroissement de 14,89% entre 2014-2015 et 2017 <p>évolution du taux brut de scolarisation au primaire : 110,67% en 2014-2015 contre 107,17% en 2013-2014</p> <ul style="list-style-type: none"> - taux net de scolarisation est de 92,03% et le taux d'achèvement de 62,23% pour la commune en 2015 <p>évolution du taux brut de scolarisation au primaire : 110,67% en 2014-2015 contre 107,17% en 2013-2014</p> <ul style="list-style-type: none"> -De la rentrée 2013 à la rentrée 2014 le taux brute de scolarisation a connu respectivement chez les filles et les garçons au primaire un accroissement de 0,52% et de 5,66%, de façon générale sur la meme période l'accroissement est de 3,27%% <p>augmentation du Ratio élèves/maître au primaire de la commune de 44,9 (2013-2014) à 48,1 (2014-2015) soit un accroissement de 7,13%</p> <p>les effectifs des écoliers sont passés de 7579 en 2012 à 8576 en 2015 pour être à 9314 en 2017</p> <ul style="list-style-type: none"> - amélioration relative de l'accès des citoyens à l'éducation - La forte proportion des ACE (64,86 %) parmi les enseignant témoigne d'un manque crucial des enseignants dans le primaire. - accroissement de 14,4 % entre 2013 et 2017 de l'effectif des écoliers dans la commune avec une progression respective de l'effectif des filles et des garçons de 13,91% et 14,16% sur la meme période -L'alphabetisation est en souffrance dans la commune ces dernières années et les taux enregistrés sont des plus faibles. Le taux d'alphabetisation des 15-24 ans est de 28% tandis que celui des adultes est de 18,6% dans la commune - baisse des effectifs au niveau de la pré-alphabetisation tout comme aux programmes de post alphabetisation : de 259 à 233 entre 2014 et 2015 - Baisse du taux de succès en pré-alphabetisation entre 2014 (89,18) et 2015 (83,69) - Baisse du taux de succès en post-alphabetisation entre 2014 (93,90) et 2015 (93,70)
4.4		<p>98, 0 % des jeunes de la commune sont occupés. Certes ils sont occupés par le secteur primaire caractérisé par l'agriculture (90%) et le secteur informel (95,5)</p> <p>Proportion des chômeurs : 2%</p> <p>Proportion des chômeurs de sexe féminin : 51,7%</p> <p>Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur informel : 95,5%</p> <p>Les jeunes n'ont pas accès aux formations techniques et professionnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> -La cherté de l'accès à la formation professionnelle, technique et supérieure
4.5		Indice de parité filles/garçons au secondaire en 2013-2014 de 0,521 et de 0,519 en 2014-2015

ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		<p>l'effectif des hommes au niveau du personnel communal a évolué de 5 à 29 entre 2011 et 2016 tandis que celui des femmes sur la même période est passé de 5 à 6, les femmes n'ont pas directement accès au foncier</p> <p>Avec l'appui des ONG internationales telles que Plan Bénin, les groupements féminins ont obtenu de petits prêts pour développer</p> <p>Indice de parité filles/garçons au secondaire en 2013-2014 de 0,521 et de 0,519 en 2014-2015</p>
5.5		<ul style="list-style-type: none"> - Une seule femme est membre du conseil communal sur les 11 élus, soit une proportion de 9% - 0 femme dans le bureau du conseil communal. - 4 femmes dans les conseils de village sur 165 conseillers, soit un taux de représentativité de 2,4%. - les femmes sont faiblement représentées dans les comités de gestion existant çà et là dans la commune - les femmes sont toutes de catégories C et D au sein de l'appareil administratif communal
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>ces 05 dernières années, les différents PTFs ont réalisé 25 FPM</p> <p>le taux de desserte n'a connu d'accroissement entre 2009 à 2015</p> <p>taux de panne très élevée au niveau des FPM et de l'AEV de Boribansifa (40% en 2009 et 41.68% en fin 2015).</p> <p>Entre 2011 et 2015 seulement 01 AEV réalisé, 25 FPM réalisés et 22 PM réalisés pour un impacte sur un total de 56 personnes</p> <p>longueur du réseau de la SONEB à 1 km en 2015 avec moins de 80 abonnés</p> <p>taux de déserte en eau potable estimé à 41,68% en 2015, Seul l'arrondissement de Tampégré a atteint un taux de dessert de 51,66% contre 32.14% à Toucountouna</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de perte (4%) inférieur à la valeur départementale (28%) en 2015 - augmentation du taux de perte en eau entre 2014 et 2015 de 4%, - amélioration relative de l'accès des citoyens à l'eau potable - effort non négligeable de la municipalité de construire les barrages dans certaines zones pour répondre aux besoins des communautés
6.2		<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de ménages ayant accès à une eau non améliorée : 0% - amélioration relative de l'accès des citoyens à l'eau potable - taux de couverture en latrines familiales de 3,5% dans la commune allant jusqu'à 1% par endroit - Les taux de couverture (3,5%) et d'accès (9%) des ménages aux latrines familiales sont très faibles - un peu moins de trois latrines sur quatre (72,1%) sont bien entretenues. - La proportion de latrines propres est de 85,8% dans l'arrondissement de Toucountouna contre 50,% à Kouarfa et 29,62% à Tampégré <p>Faible taux d'accès des élèves aux latrines, faible, est respectivement de 15,2% et 38% dans les arrondissements de Toucountouna (15,2%) et de Tampégré (38%)</p> <p>Le taux de couverture des écoles primaires de la commune est respectivement de 124,7% pour l'arrondissement de Toucountouna, 136,6% pour celui de Tampégré et de 153,9% pour l'arrondissement de Kouarfa.</p> <p>Bien que les taux de couverture en latrines soient élevés, très peu d'écoles disposent d'un système de lavage des mains à côté des latrines</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% des localités d'intervention du PAPHyR ont atteint la Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL) <p>La proportion cumulée de connaissances appropriées d'hygiène en rapport à l'utilisation du savon est de 20,4% parmi les femmes.</p> <p>Le lavage des mains au savon de l'enfant est fait par 10% des femmes. Moins de la moitié des femmes (31% à 50%) ont de la connaissance sur les méthodes de prévention des germes fécaux.</p> <p>l'intervention du PAPHYR a pu amener 66 localités au statut de FDAL en 2017</p>
6.4		<ul style="list-style-type: none"> - Taux de perte (4%) inférieur à la valeur départementale (28%) en 2015 - augmentation du taux de perte en eau entre 2014 et 2015 de 4%,

6.5		<ul style="list-style-type: none"> - ouvrages réalisés conformément à la politique nationale d'Approvisionnement en Eau Potable - engagement de l'état et des PTF dans le secteur - existence d'un réseau de distribution de la SONEB - Existence d'un service officiel fonctionnel au niveau des latrines institutionnelles Réalisation des AEV dans les localités à fort peuplement de la commune avec une extension du réseau dans les localités à fort besoins d'eau (AEV Takissari avec extension sur le village Pèpèrkou et de Tchoundékou), AEV de Kouba dans les hameaux de Kouba -Subvention FADeC Affecté eau avec pour réhabilitant des AEV de Bouyagnindi et de Boribansifa -Existence d'artisans réparateurs -Existence des pestataires pour l'équipement des EAV avec de l'énergie solaire Menaces - pollutions des eaux des rivières fréquemment enregistrés, du fait de l'usage des pesticides et de décoctions pendant la saison sèche pour exercer les activités de pêche - Mauvaises pratiques artisanales de pêche - érosions des berges des rivières - la commune ne dispose pas assez de barrage à but agro-sylvo-pastoral
-----	--	---

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture du tableau ci-dessus permet d'identifier l'ODD3 comme l'ODD la plus critique en effet aucune des cibles de cet ODD ne présente une couverture satisfaisante et pourtant il s'agit de la santé. Pour exemple dans cet ODD, les cibles 3.3 et 3.4 ne sont pas du tout couvertes. D'autres cibles (4.4, 4.5, 5.5 et 6.5) présentent également un niveau de couverture nul

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<ul style="list-style-type: none"> - une augmentation a été observé entre 2012 et 2013 au niveau des nombres d'abonné conventionnel (4,76), Le nombres d'abonné prépayé, lui n'a pas changé...ceci témoigne de la faible évolution de la situation d'électrification - seuls les chefs-lieux d'arrondissement sont électrifiés
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		RAS
8.3		<ul style="list-style-type: none"> - 98, 1 % des jeunes de la commune sont occupés. Certes ils sont occupés par le secteur primaire caractérisé par l'agriculture (77,1) et le secteur informel (92,6). - La commune compte de nos jours assez de jeunes cadres sans emploi - Population active de 15- 64 ans : 14 854 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée : 98,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur primaire : 77,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur secondaire : 8,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur tertiaire : 13,5 - Proportion des chômeurs : 1,9 - Proportion des chômeurs de sexe féminin : 33,9 - Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur informel : 92,6-
8.5		<ul style="list-style-type: none"> - 98, 1 % des jeunes de la commune sont occupés. Certes ils sont occupés par le secteur primaire caractérisé par l'agriculture (77,1) et le secteur informel (92,6). - La commune compte de nos jours assez de jeunes cadres sans emploi - Population active de 15- 64 ans : 14 854 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée : 98,1

		<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur primaire : 77,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur secondaire : 8,1 - Proportion de la population active de 15-64 ans occupée dans le secteur tertiaire : 13,5 - Proportion des chômeurs : 1,9 - Proportion des chômeurs de sexe féminin : 33,9 - Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur informel : 92,6-
8.9		le secteur du tourisme est en pleine regression : entre 2014 et 2015 le nombre d'établissement hoteliers est resté à 1 des circuits touristiques sont proposés
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		8km de piste construits en 2014 contre 0 km en 2015 303 km de route disponibles
9.2		RAS
9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		RAS
10.2		RAS
10.3		0 femme promue à un poste de responsabilité en 2014 contre 1 en 2015 0 femme élue conseillère en 2014 contre 1 en 2015
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		RAS
11.3		RAS
11.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'analyse du tableau ci-dessus permet de dire que cinq cibles sont insuffisamment couvertes (7.1, 8.2 et 11.3. C'est dire donc que le PDC a défini des actions qui touchent faiblement ces cibles. C'est le cas par exemple de la cible 8.2 où il y a des activités de diversification économique prévues (agriculture, tourisme). Mais les questions de modernisation technologique et d'innovation ne sont pas clairement mentionnées dans le PDC sans compter que les données sur la performance de la commune sur cette cible ne sont pas disponibles

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		RAS
12.5		<ul style="list-style-type: none"> - Dans la majorité des cas l'évacuation des eaux usées (90,9%) et des ordures ménagères (77,5%) est faite par rejet dans la nature - 0,6 pourcent des ménages évacuent leurs ordures par les voiries publiques, privées et ONG
12.7		RAS
12.8		RAS
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		tous les secteurs clés de leur chaîne de production sont victimes des changements climatiques

ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		RAS
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		Evolution de la superficies en ha reboisée qui est passé de 163 ha en 2014 à 7,4 ha en 2015, au totale 170,4 ha reboisé entre 2014 et 2015 - les formations naturelles notamment la galerie forestière et forêt dense et la forêt claire et savane boisée ont respectivement régressé de 5,7 et 19,15% tandis que la savane arborée et arbustive et les agglomérations ont respectivement progressé de 53,52 et 474,73 %. -entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 70,17
15.2		Evolution de la superficies en ha reboisée qui est passé de 163 ha en 2014 à 7,4 ha en 2015, au totale 170,4 ha reboisé entre 2014 et 2015 - les formations naturelles notamment la galerie forestière et forêt dense et la forêt claire et savane boisée ont respectivement régressé de 5,7 et 19,15% tandis que la savane arborée et arbustive et les agglomérations ont respectivement progressé de 53,52 et 474,73 %. -entre 2000 et 2016 soit en 16 ans d'intervalle les champs et les jachères ont connu une progression de 70,17
15.3		Evolution de la superficies en ha reboisée qui est passé de 163 ha en 2014 à 7,4 ha en 2015, au totale 170,4 ha reboisé entre 2014 et 2015 - Le faible reboisement du territoire communal, malgré les ambitions affichées dans le PDC deuxième génération

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture du tableau ci dessus pourrait attirer l'attention sur la non couverture de la l'ODD 14 mais cenne situation s'explique par le faite que cette ODD traite des questions de ressource maritime alors que la commune de toucountouna ne dispose pas d'espace maritime. Aussi les cibles 12.5, 12.7 et 12.8 ne sont pas du tout couvertes par le PDC

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		RAS
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		-les dépenses d'investissement sont en dent de scie avec une moyenne annuelle de 271 975 697 dont 264 839 682 FCFA pour 2016. Les dépenses de fonctionnement quant à eux se sont accrues de 61 870 436 FCFA en 2012 pour atteindre 127 460 625 en 2016 - 23% de dotation affectée par le Fadec en 2015 et 18% en 2016 pour un cumul de 21% sur les deux ans Sur la meme période la moyenne annuelle de l'épargne brute est de 1 800 457 avec des déficits en 2013 et en 2015, La capacité de financement est à une moyenne annuelle de 9 167 872 avec des déficits en 2014 et en 2016
16.9		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La lecture du tableau ci-dessus permet de dire que la cible 16.2 et la cible 16.9 sont partiellement couvertes par le PDC. La dernière cible traite de l'enregistrement des naissances, du droit à l'établissement des états civils. La cible 16.3 quant à elle n'est pas du tout couverte par le PDC. Cette cible traite de justice et d'égalité pour tous dans un état de droit

1.10.3.Synthèse des cibles prioritaires de la commune de Toucountouna

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un Schéma Directeur d'Aménagement - Les producteurs des filières riz et maraîchage sont organisés - Disponibilité des PTFs à accompagner la promotion des filières (CTB et Giz) - forte croissance démographique d'une population fortement rurale - Mise en Oeuvre du PAG - Réformes dans le secteur agricole avec les ATDA et DDAEP installés - des partenaires comme ProSAR l'ONG humanitaire Gente d' Arica, Mani Tese apportent leur contribution dans le cadre de leur intervention dans les domaines de sécurité alimentaire et nutritionnelle. <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les types de sol de la commune ne sont pas favorables à la production agricole - la commune ne dispose pas assez de barrage à but agro-sylvo-pastoral - conflits entre producteurs agricoles et Peulhs éleveurs. - vols d'animaux - la faible mécanisation de l'agriculture ; - les maladies (surtout la peste) - insuffisance du suivi vétérinaire - pollutions des eaux des rivières - pratiques artisanales de la pêche - L'élevage est essentiellement traditionnel - utilisation des moyens de production rudimentaires - L'usage abusif des engrais chimiques a beaucoup appauvris les sols - sols peu fertile dans leur nature - l'accentuation des difficultés d'abreuvement des troupeaux de bovins déjà précaires - problèmes de forte érosion due au relief très accidentée de la Commune - pertes de la production agricole avec pour corolaire la chute des revenus des ménages - précipitations abondantes et violentes - poches de sécheresse fréquentes et longues - chaleur excessive et inondation - le mode d'accès à la terre fragilise les activités productives des femmes <p>- entre 2011 et 2016 on observe une baisse des productions totale de céréales de 24,36% passant de 19 046,41T à 14 408T, Toutefois on observe une augmentation de la production des tubercules de 83,89% (113 505,09T à 208 728T), de légumineuses de 135,51% (2 576,06T à 6 067T) et de culture maraîchère de 72,84% (4 070,97T à 7 036T) . La Commune de Toucountouna dispose d'un cheptel animal qui la place presque en dernière position dans le département de l'Atacora</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.3		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - La commune de Toucountouna compte sept(07) Centres de Santé fonctionnels - Les trois arrondissements de la commune sont couverts en centre de santé, soit un taux de couverture sanitaire de 100% - Existence de plusieurs catégories de formations sanitaires - Existence d'un CPS-Existence d'une mutuelle de santé - 69,6% des enfants âgés de 6-59 mois ont obtenu la guérison dans les établissements de santé

	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'équipement disponible est minimal - le personnel est insuffisant - Un seul laborantin pour les trois arrondissements de la commune - Le personnel reste insuffisant au regard des normes OMS - les plateaux techniques sont peu relevés - seulement deux incinérateurs pour cinq formations sanitaires - les affections les plus courantes sont : le Paludisme, les Infections respiratoires aiguës/basses, les Autres affections gastro intestinales, l'Anémie Diarrhée fébrile - La fréquentation des centres de santé restent encore faible dans la commune avec un taux inférieur à 50%. - une minorité d'écoles dispose d'un comité de santé, chargé de la salubrité, de l'hygiène et de l'entretien des latrines. - la plupart des enseignants qui composent ces comités n'ont reçu aucune formation en hygiène et assainissement. - Accouchement à domicile ; - tres peu de lave main dans les écoles sont fonctionnels - Mauvaise fréquentation prénatale ; - Assistance aux indigents ; - Eloignement des villages des centres de santé ; - Insuffisance du plateau technique ; - Insuffisance du personnel qualifié ; - Insuffisance des médicaments essentiels ; - Insuffisance d'équipement ; - Mauvais accueil ; - difficultés pour l'évacuation des malades ; - Inexistence des moyens pour la réalisation des sensibilisations en vue d'accroître le nombre de donneurs ; - Rançonnement des malades. - Le CPS de Toucountouna est un service minimum au regard de ses infrastructures et de ses ressources humaines - Le nombre d'habitants par CS est de 7 920 habitants - Mauvaises pratique d'hygiène au sein des populations - la pollution des points d'eau - certaines localités disposent de très peu d'ouvrages d'approvisionnement en eau potable <p>Tuberculose</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun centre de dépistage de la tuberculose en 2015 <p>SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes : 0,62% en 2014 à 1,1% en 2015 - Le taux de couverture en lave-mains fonctionnels est de 100% pour les centres de santé de l'arrondissement de Tampégré, 33% pour ceux de Kouarfa et 25% pour ceux de Toucountouna. - La proportion d'enfants connaissant plus de 2 épisodes de diarrhée par mois est de 40%, une prévalence très élevée - la mauvaise qualité de l'eau, l'hygiène et l'assainissement sont défavorables au maintien d'un bon état de santé
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie	
4.4	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un Centre de Promotion sociale - Engagement de l'Etat central- 60 écoles (maternelles et primaires) dans la commune - Les filles représentent 45,24% de la population scolaire - 72,8% des salles de classe en matériaux définitif - 98, 0 % des jeunes de la commune sont occupés, par l'agriculture (90%) et le secteur informel (95,5).

	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - La commune compte de nos jours assez de jeunes cadres sans emploi - manque crucial des enseignants dans le primaire - L'enseignement maternel est très peu développé - manque d'enseignants qualifiés dans les écoles - Les jeunes n'ont pas accès aux formations techniques et professionnelles - La hêreté de l'accès à la formation professionnelle, technique et supérieure <p>98,0 % des jeunes de la commune sont occupés. Certes ils sont occupés par le secteur primaire caractérisé par l'agriculture (90%) et le secteur informel (95,5)</p> <p>Proportion des chômeurs : 2%</p> <p>Proportion des chômeurs de sexe féminin : 51,7%</p> <p>Proportion d'actifs de 15-64 ans occupés dans le secteur informel: 95,5%</p>
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau	
6.1	<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvrages sont réalisés conformément à la politique nationale d'Approvisionnement en Eau Potable - engagement de l'état et des PTF dans le secteur - existence d'un réseau de distribution de la SONEB - Tous les cinq centres de santé fonctionnels disposent d'une source permanente d'eau potable <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - la faible couverture des réseaux d'eau - taux de panne très élevée au niveau des FPM et de l'AEV de Boribansifa (40% en 2009 et 41.68% en fin 2015). - 14 puits intarissables sur les 22 puits existants sont encore utilisés par les populations de la commune comme sources d'approvisionnement - la Stratégie Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable (AEP) déclare l'eau de puits non potable dans la commune de Toucountouna - indisponibilité des points d'eau potables dans les zones les plus déshéritées ; - l'éloignement de certaines communautés des sources d'eau potables ; - les pannes lourdes de certains forages ; - l'insuffisance des points d'eau potables ; - le refus du paiement du service public de l'eau - disparité dans la couverture en eau potable à l'intérieur des arrondissements - Faible taux de desserte en eau - la pollution des points d'eau - mauvaises pratiques de stockage et de transport de l'eau de boisson dont: l'utilisation de récipients (bidons d'intrants ou d'insecticides, bassines) mal lavés pour transporter ou conserver l'eau - certaines localités disposent de très peu d'ouvrages d'approvisionnement en eau potable <p>ces 05 dernières années, les différents PTFs ont réalisé 25 FPM</p> <p>le taux de desserte n'a connu d'accroissement entre 2009 à 2015</p> <p>taux de panne très élevée au niveau des FPM et de l'AEV de Boribansifa (40% en 2009 et 41.68% en fin 2015).</p> <p>Entre 2011 et 2015 seulement 01 AEV réalisé, 25 FPM réalisés et 22 PM réalisés pour un impacte sur un total de 56 personnes</p> <p>longueur du réseau de la SONEB à 1 km en 2015 avec moins de 80 abonnés</p> <p>taux de déserte en eau potable estimé à 41,68% en 2015, Seul l'arrondissement de Tampégré a atteint un taux de dessert de 51,66% contre 32.14% à Toucountouna</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de perte (4%) inférieur à la valeur départementale (28%) en 2015 - augmentation du taux de perte en eau entre 2014 et 2015 de 4%, - amélioration relative de l'accès des citoyens à l'eau potable - effort non négligeable de la municipalité de construire les barrages dans certaines zones pour répondre aux besoins des communautés

6.4		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - ouvrages réalisés conformément à la politique nationale d'Approvisionnement en Eau Potable - engagement de l'état et des PTF dans le secteur - existence d'un réseau de distribution de la SONEB - Existence d'un service officiel fonctionnel au niveau des latrines institutionnelles <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - situation très critique de la commune de Toucountouna en matière d'assainissement familial - utilisation de puits officiellement déclarés impropre à la consommation comme source d'eau potable - Déversement pour la majorité des ménages, des eaux de douche, des eaux de lessive et de vaisselle aux alentours des concessions - la plupart des ménages ne traitent pas l'eau pour la rendre potable et n'utilisent pas de toilettes améliorées <ul style="list-style-type: none"> - Taux de perte (4%) inférieur à la valeur départementale (28%) en 2015 - augmentation du taux de perte en eau entre 2014 et 2015 de 4%.,
-----	--	--

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

L'analyse du tableau ci-dessus permet de comprendre que plusieurs cibles dont les cibles 3.3 et 6.1 nécessitent une intervention urgente. Ces cibles citées touchent les questions, de maladies transmissibles ou pandémiques tels que le paludisme ou le SIDA et d'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.9		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - intérêt de la commune pour le secteur - Présence des touristes dans la commune - Commune couverte en partie par le Parc de la Pendjari - la commune présente quelques atouts touristiques - présence d'acteurs touristiques - L'artisanat joue un rôle important dans l'amélioration des revenus des populations <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures hôtelier - Le développement du tourisme est buté à un problème culturel de refus d'ouverture à l'extérieur du sacré - L'artisanat est confronté à des problèmes de qualité de produits et à l'insuffisance de crédits - La plupart des potentialités touristiques inventoriées ne sont pas tout à fait valorisées. - Le faible niveau d'implication de la Commune de Toucountouna dans les activités de gestion du Parc National de la Pendjari ; <p>le secteur du tourisme est en pleine régression : entre 2014 et 2015 le nombre d'établissement hôteliers est resté à 1</p> <p>descircuits touristiques sont proposés</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Au regard de la situation du sous secteur de l'artisanat et du tourisme dans la commune de Toucountouna, la cible 8.9 du tableau ci-dessus qui traite du développement d'un tourisme durable et de la mise en valeur la culture et des produits locaux a été priorisé.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.5		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un Site de gestion des déchets prévue dans le SDAC <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ouvrages d'assainissement dans les lieux publics sont inexistant dans la commune de Toucountouna. - Aucun des arrondissements de la Commune de Toucountouna ne dispose de structure de vidange des fosses. - la faible gestion des ordures - seulement deux incinérateurs pour cinq formations sanitaires - La commune de Toucountouna ne dispose d'aucune structure de pré-collectes des déchets produits dans les ménages ni d'infrastructures appropriées pour accueillir ces déchets. - Dans la majorité des cas l'évacuation des eaux usées (90,9%) et des ordures ménagères (77,5%) est faite par rejet dans la nature - 0,6 pourcent des ménages évacuent leurs ordures par les voiries publiques, privées et ONG
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - engagement de l'état - engagement des PTF <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'irrégularité des pluies, les vents violents et les fortes chaleurs. - mauvaise répartition des précipitations - précipitations abondantes et violentes - poches de sécheresse fréquentes et longues - vents violents en début de saisons et en fin de saisons pluvieuses - chaleur excessive et inondation <p>tous les secteurs clés de leur chaîne de production sont victimes des changements climatiques</p>
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.3		<ul style="list-style-type: none"> - Superficies en ha reboisée en 2015: 15,75 - La commune possède un potentiel en réserve forestière et faunique - Existence de forêt sacrée <p>Evolution de la superficies en ha reboisée qui est passé de 163 ha en 2014 à 7,4 ha en 2015, au totale 170,4 ha reboisé entre 2014 et 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le faible reboisement du territoire communal, malgré les ambitions affichées dans le PDC deuxième génération

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La lecture du tableau ci-dessus nous amène à dire que les cible 12.5, 13.1 et 15.3 nécessitent une intervention urgente dans la commune. Ainsi pour la cible 13.1 qui traite de la résilience et des capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat, les changements climatiques ont des effets néfastes sur les activités économiques dans la commune. Ces effets se ressentent beaucoup plus au niveau de l'agriculture puisque tous les secteurs clés de leur chaîne de production sont victimes des changements climatiques. Il urge donc de prendre des mesures pour contrer les effets des changements climatiques et ceci de façon durable.

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - engagement des PTF - Existence de CPS - Depuis 2006 Plan Bénin intervient principalement dans la protection de l'enfant. <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - les enfants sont victimes de trafic. ils sont enlevés de leurs milieux pour le Nigéria - Les enfants dans la commune de Toucountouna sont victimes de grossesses précoces, - Certains enfants ne mangent pas à leur faim et n'ont pas assez de repas par jour - les enfants sont exploités comme des ouvriers sans aucun apport d'affection

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La lecture du tableau ci-dessus permet d'identifier la cible 16.2 comme urgente. Cette cible est intitulée : **Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants**. Nous avons déjà constaté que des actions de repression n'ont pas été prévues par le PDC, aussi le diagnostic ne présente pas clairement la situation de la maltraitance, de la violence, de la torture ou de l'exploitation des enfants dans la commune. La situation de cette commune peut être considérée comme préoccupante par rapport à cette cible quand on pense aux problèmes de trafic d'enfant ou de grossesse précoces qui perdurent dans la commune.

1.10.4.Normes d'actions

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles	1. Acquérir des intrants agricole et animal	2.3.1 Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	Il n'existe pas de sources d'approvisionnement des intrants spécifiques agricoles et animal au niveau de la commune	Faciliter l'accès aux intrants spécifiques agricoles de 80% des acteurs agricoles	Augmenter le rendement de 1,4 t/ha à 2,6t / ha Racine et tubercule 15 085,40 à 19,4t/ha	x	x	Relever le niveau de subvention FADeC agriculture - La production de la volaille et des porcins sont les principales activité
	2. Mettre en place des parcs de vaccination	2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires	moins 5% de vaccination	Passé de moins de 5% à 40% pour les bovins ; la volaille, les porcins	Au moins 50% par rapport à la référence (soit 10% en plus sur la cible intermédiaire)	x		subvention FADeC agriculture
	3. Transformation et conserver les produits agricoles		Les acteurs acquièrent leurs équipements individuellement sans accompagnement de la mairie - la faible diversification	satisfaire 70% des besoins d'équipements et d'infrastructures	100% des besoins satisfaits	x		

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	3. Appuyer le fonctionnement du CCNLS-TP (comité communal de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme, les épidémies et les hépatites)	3.3.1:Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes					x	
	4. Appuyer le fonctionnement du CCNLS-TP (comité communal de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme, les épidémies et les hépatites)	3.3.3 Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant					x	
	Appuyer le fonctionnement du CCNLS-TP (comité communal de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme, les épidémies et les hépatites)	3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH					x	
	Appui au dépistage communautaire du paludisme, de la tuberculose, les hépatites	3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants					x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	Appui au dépistage communautaire du paludisme, de la tuberculose, les hépatites	3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants					x	
	Appui au dépistage communautaire du paludisme, de la tuberculose, les hépatites	3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants					x	
	Appui aux initiatives communautaires de lutte contre les MTN (Maladies Tropicales Négligées) en milieu scolaire et non scolaire	3.3.8 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires					x	
		3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique						
		3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose						
		3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		des schistosomias						
		3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiases						
		3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome						
4.4. D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre des jeunes disposant des compétences, notamment techniques et professionnels, nécessaire à l'emploi, à l'optention d'un travail decet et à entrepreneariat.	Promouvoir la formation en TIC et électronique de l'ordinateur	4.4.2 Proportion d'apprenants ayant reçu une formation en TIC	Statistiques non disponibles	80% du parsonnel de l'administration (SDE et Collectivité), scolaire et OSC	100% du parsonnel de l'administration (SDE et Collectivité), scolaire et OSC	x		La commune s'est engager dans la modernisation de son administration
	Créer des bourses et des subvention ou accès aux crédits de formation professionnelle	4.4.3 Proportion d'étudiants en formation technique et professionnelle	moins 5% des élèves	10% des étudiants	20% des étudiants	x	x	Contrat de formation avec les structures de formation et plaidoyer en direction de l'état
		4.4.4 Proportion d'étudiants en formation technique et professionnelle						
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et	Faciliter l'extension du réseau de la SONEB dans la	6.1.1 Proportion de la population utilisant des	30% de population n'ont pas accès à l'eau potable	100% des pompes en pannes sont réparés	100% de délégation des ouvrages	x	x	Par l'intermédiaire de l'agence de l'eau

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
équitable à l'eau potable, à un coût abordable	commune et faciliter l'extension des AEV dans les villages et hameaux de la commune	services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité						
	Faciliter l'extension du réseau de la SONEB dans la commune	6.1.2 Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	Taux de desserte de tous les arrondissements est moins de 70%	Améliorer le taux de 20%	100% des populations a accès à l'eau potable	x	x	Par l'intermédiaire de l'agence de l'eau
	Faciliter l'extension des AEV dans les villages et hameaux de la commune	6.1.3 Taux de desserte en eau potable en milieu rural	Taux de desserte de tous les arrondissements est moins de 70%	Améliorer le taux de 20%	90% des populations a accès à l'eau potable	x	x	Par l'intermédiaire de l'agence de l'eau
6.4 D'ici à 2030, faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées beaucoup plus efficacement dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements	Créer des points d'eau pour l'abreuvement des animaux - réaliser des retenues d'eaux pour les activités de contre saison	6.4.1 Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau	moins de 5%	Le taux d'utilisation des ressources en eau dans l'année a augmenté de 10%	Le taux d'utilisation des ressources eau dans tous les secteurs est monté à 25%	X	X	
8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture	Valoriser les sites touristiques - Créer des receptacles touristiques - renforcer les capacités des acteurs locaux en profession touristique	8.9.1 PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total	Visite non formalisée et non contrôlé	Au moins 50% des visiteurs de la commune ont fréquenté les sites	Au moins 70% touristes ont fréquenté les sites			

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
et les produits locaux	Valoriser les sites touristiques - Créer des receptacles touristiques - renforcer les capacités des acteurs locaux en profession touristique	8.9.2 Taux de croissance du PIB directement tiré du Tourisme	Visite non formalisée et non contrôlé	Au moins 50% des visiteurs de la commune ont fréquenté les sites	Au moins 70% touristes ont fréquenté les sites	x	x	
	Valoriser les sites touristiques - Créer des receptacles touristiques - renforcer les capacités des acteurs locaux en profession touristique	8.9.3 Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois	Visite non formalisée et non contrôlé			x	x	
	Valoriser les sites touristiques - Créer des receptacles touristiques - renforcer les capacités des acteurs locaux en profession touristique	8.9.4 Taux de croissance des emplois dans les secteurs du tourisme	Visite non formalisée et non contrôlé			x		
	Valoriser les sites touristiques - Créer des receptacles touristiques - renforcer les capacités des	8.9.5 Taux de Croissance du nombre d'arrivées touristiques	Visite non formalisée et non contrôlé				x	Conditionné par le niveau de sécurité et de la bonne gouvernance au sommet de l'état

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	acteurs locaux en profession touristique							
	Valoriser les sites touristiques - Créer des receptacles touristiques - renforcer les capacités des acteurs locaux en profession touristique	8.9.6 Part du budget du tourisme dans le Budget général de l'Etat	Visite non formalisée et non contrôlé				x	Création du FADeC tourisme
12.5 D'ici à 2030, réduire nettement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation	Réaliser les précollecte et de traitement des déchets	12.5.1 Taux de recyclage national	0	50% de collecte des ordures des services publics, les marchés et le centre de transformation	50% des collectes et de traitement des ordures collectées au niveau des services publics et les ménages	x	x	
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat		13.1.1 Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe						
		13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.3 Nombre de disparus suite à des						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
15.3 D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres	Promouvoir le développement des actions de GDT (sol mobile, sensibilisation radio, mise à disposition d'intrant GDT	15.3.1 surface des terres dégradées, en Proportion de la surface terrestre	50% des agriculteurs des villages cibles adoptent les mesures de GDT/ACC -	55% des agriculteurs des villages cibles adoptent les mesures de GDT/ACC	65% des agriculteurs des villages cibles adoptent les mesures de GDT/ACC	x	x	2000 et 2016 les jachères ont connu une progression de 70,17%. (Réf. PANA energie, PLACC. 2016)
				30% des terres des terroirs villages cibles portent les mesures de GDT/ACC	45% des terres des terroirs villages cibles portent les mesures de GDT/ACC	x	x	
16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	Lutter contre la traite des enfants direction du Nigéria et des zones à forte production cotonnière	16.2.1 Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtement corporel ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux	Statistiques non disponibles sur place				x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		au cours du mois précédent						
		16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants,	Statistiques non disponibles sur place					
		16.2.3 Nombre d'enfants victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants	Statistiques non disponibles sur place					
		16.2.4 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans	Statistiques non disponibles sur place					
		16.2.5 Nombre de plaintes concernant les infractions contre les mineurs qui ont fait objet de poursuite judiciaire	Statistiques non disponibles sur place					

1.11. Monographie de la commune de Bassila

1.11.1.Brève présentation de la commune de Bassila

La commune de Bassila est limitée au Nord par les communes de Ouaké et de Djougou, au Sud par les communes de Bantè et de Glazoué, à l'Est par les communes de Tchaourou et de Ouèssè et à l'Ouest par la République du Togo. Bassila, chef-lieu de la commune, est située à environ 375 km de Cotonou (capitale économique du Bénin) et à 87 km de Djougou (chef-lieu du département de la Donga). Elle est la troisième plus vaste commune du Bénin avec une superficie de 5 661 km². Elle fait partie des quatre communes qui composent le département de la Donga au Nord du Bénin

La commune de Bassila comprend quatre (4) arrondissements : Bassila, Alédjo, Manigri et Pénessoulou avec 52 villages et quartiers de ville administratifs. Le chef-lieu de la commune est Bassila.

La commune de Bassila repose sur un vieux socle cristallin d'âge antécambrien appelé Dahoméen constitué de roches grenues plus ou moins métamorphisées (Dubroeuq, 1977). Les sols sont ferrugineux tropicaux sur granito-gneiss pauvres en éléments nutritifs mais à horizon humifère assez développé. On rencontre aussi par endroits des sols squelettiques sur minéraux bruts de roches affleurant.

La commune de Bassila bénéficie d'un climat de type soudanien humide à deux (02) saisons : une saison de pluie de mai à octobre et une saison sèche de novembre à avril.

La végétation est composée de galeries forestières, de forêts claires, d'îlots de forêts denses sèches, de savanes boisées, savanes arborées, savanes arbustives et savanes herbeuses et enfin des jachères. La commune de Bassila est irriguée par un réseau hydrographique dense et varié. Il est constitué des cours d'eaux permanents et saisonniers (ou temporaires) dont les plus importants sont : Téro, Kémétou, Odola, Adjiro. Le fleuve Ouémé et ses affluents jouent le rôle de frontière naturelle pour la limite administrative Est de Bassila de même que les limites des forêts classées des Monts Kouffé et Wari-Marou.

La commune de Bassila repose sur un relief à deux unités : le plateau incliné du Nord-Est vers le Sud-Est qui est la plus grande unité de relief de la commune, la plaine inondable du fleuve Ouémé qui culmine de 150 m à 200 m d'altitude au Sud-Est de la commune dans l'arrondissement de Manigri.

Avec une population de 130.091 habitants (d'après le RGPH4) dont 64 576 hommes (soit 49,64%) et 65 515 femmes (soit 50,36%), la Commune de Bassila constitue une mosaïque de peuples ou de groupes socioculturels dont les origines remontent à des époques diverses et lointaines. Six principaux groupes socioculturels d'importance inégale y sont dénombrés. En tête viennent les populations de culture yoruba appelés nagot qui se reconnaissent eux-mêmes sous le vocable des « ana » et Alédjo ; ensuite viennent les « anii » connus sous le nom de « Basseda » et autrefois appelés « windji-windji » ; puis les « Kotokoli » ou « tem », les Lokpa, les Betammaribè et les Peulhs.

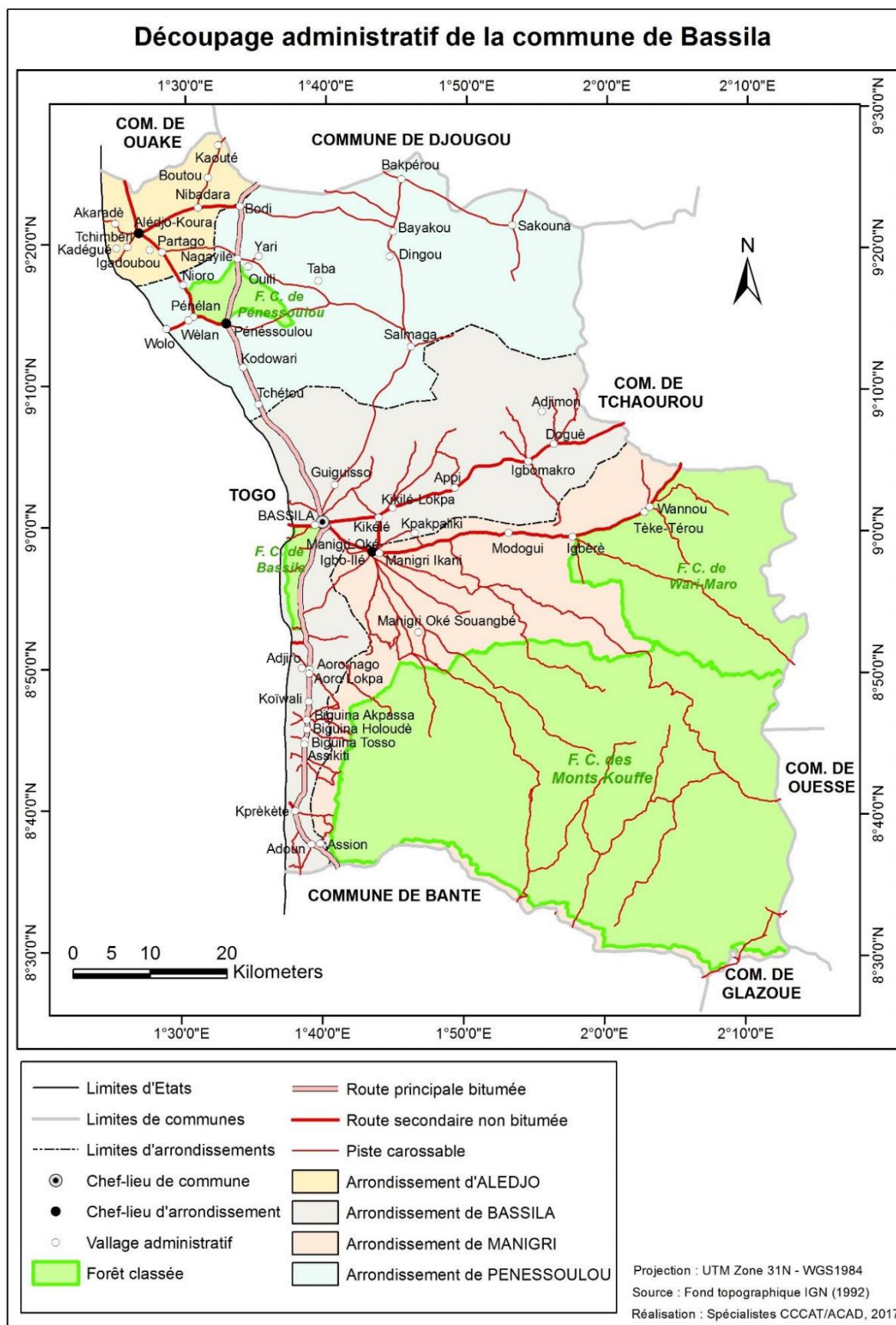


Figure 12: Carte administrative de la commune de Bassila

1.11.2.Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal Bassila

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		la dotation de la commune en Plan de Développement de l'Economie locale basée sur les filières agricoles dont la mise en oeuvre offre une chance de développement pour la commune/10 projet de Relance de l'économie locale sur les 35 planifiés avec un taux d'exécution physique 60.06 et un taux d'exécution financière de 77,59/ Magasins de stockage construits sont au nombre de 9/ Hangars de marché réalisés sont au nombre de 526/ en 2011 l'incidence de la pauvreté monétaire était de 32.1
1.3		Pour une population de 130 091 Habitants, le CPS dispose de quatre (04) agents le nombre de ménage indigent (pauvres) de la commune de Bassila est de 2 417 dont 1209 de sexe féminins Le viol est passé de 6 en 2014-2015 à 3 en 2015-2016/ Le harcèlement sexuel est passé de 10 à 6 sur la même période/ les enlèvements et séquestrations de 10 à 3.
1.4		Le nombre de sections est passé de 48 en 2012 à 64 en 2016. Ces sections disposent de cinquante-trois (53) salles de classes dont quarante (40) sont en matériaux définitifs et treize (13) en matériaux précaires et onze (11) dans des locaux d'emprunt/ Les écoles primaires de la commune sont inégalement réparties dans les quatre (04) arrondissements. Toutefois, chaque village administratif dispose au moins d'une école primaire. Selon les données chiffrées du MEMP 2016, 626 salles de classes sont disponibles dont 485 en matériaux définitifs et 150 en matériaux précaires/la Zone Sanitaire de Bassila dispose d'un médecin pour 27 240 habitants, un infirmier pour 3027 habitants et 1 sage- femme pour 3023 femmes en âgées de procréer (FAP)./Quant au ratio personnel qualifié, il est de 3,7 pour 10 000 habitants contre la norme qui est de 25./Pour une population de 130 091 Habitants, 7 projet sur 21 pour Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des populations aux services sociaux de base ont été réalisés avec un taux d'exécution physique de 82,03 et un taux d'exécution financière de 156,72/ Proportion des ménages en propriété avec titre foncier (%) 2.3/ Proportion des ménages en propriété familiale avec titre foncier (%) 1.8/ Proportion des ménages en propriété sans titre foncier (%) 49.2
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale 12,3%/ Nombre d'OEV soutenus par les kits nutritionnels est de 209
2.2		Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale 12,3%/ Nombre d'OEV soutenus par les kits nutritionnels est de 209
2.3		La production des céréales est de 30 677 tonnes, celle des tubercules est 136 665 tonnes, celle des légumineuses est de 3 203 tonnes, celle maraîchère est de 1 992 tonnes et celle des cultures de rente est 1 097 tonnes/ la production de Tilapia s'élève à 11 tonnes, celle de clarias 0,28 tonne,
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		Taux de couverture des consultations prénatales est de 118,11, Taux de couverture des consultations postnatales est de 72,55, Taux de couverture des accouchements assistés est de 103,41. le taux du paludisme grave et simple s'est aggravé en passant entre 2014 et 2016 de 55,36 % à 56,04%. la Zone Sanitaire de Bassila dispose d'un médecin pour 27 240 habitants, un infirmier pour 3027 habitants et 1 sage- femme pour 3023 femmes en âgées de procréer (FAP)./ le taux de contraception est passé de 13,43 en 2014 à 11,43 en 2015

3.2		Taux de couverture des consultations prénatales est de 118,11, Taux de couverture des consultations posnatales est de 72,55, Taux de couverture des accouchements assistés est de 103,41. le taux du paludisme grave et simple s'est aggravé en passant entre 2014 et 2016 de 55,36 % à 56,04%. la Zone Sanitaire de Bassila dispose d'un médecin pour 27 240 habitants, un infirmier pour 3027 habitants et 1 sage- femme pour 3023 femmes en âgées de procréer (FAP)./Quant au ratio personnel qualifié, il est de 3,7 pour 10 000 habitants contre la norme qui est de 25/ le taux de contraception est passé de 13,43 en 2014 à 11,43 en 2015/Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %) 21.7
3.3		Le taux grave de paludisme est 56.04 en 2016 /Taux de séroposivité au VIH/SIDA chez les femmes enceintes est de 1.56 en 2014 à 1.8 en 2015
3.4		Le plateau technique de la zone sanitaire de Bassila est composé de 4 services à savoir : la chirurgie, la gynéco-obstétrique, la médecine générale, et la pédiatrie avec au total 52 lits. Il y a un CS dans tous les arrondissements de Bassila composé chacun de 2 services à savoir : la maternité et le dispensaire. Les affections les plus courantes dans la commune de Bassila sont : - le paludisme (56,04%) ; - les infections respiratoires (8,5%) ; - les affections gastro- intestinales (5,8%) ; - les traumatismes (3,3%)
3.7		le taux de contraception est passé de 13,43 en 2014 à 11,43 en 2015
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		Ecoliers ayant achevé le primaire (achèvement) est de 70,92%/ Collèges d'enseignement général dans la commune sont au nombre de 12/ le nombre d'écoles est passé de 110 en 2013 à 124 en 2016 ; soit un accroissement de 12,72 %/ En 2016-2017 l'effectif des écolier était de 29 151 avec 15 774 de garçons et 13 377 de filles./il est à noter que 90 écoles ont des classes jumelées et 52,32% des salles de classes ont un effectif supérieur à 50 élèves par classe./ le ratio élève par salle de classe est établi à 41 contre un objectif fixé à 40 élèves par salle en 2015/ Taux brut de scolarisation des (3-5 ans) au préscolaire(%) 5.2/ Taux net de scolarisation des (3-5 ans) au préscolaire (%) 4. Taux brut de scolarisation (6-11 ans) (%) 93.3/Taux brut de scolarisation des filles (6- 11ans) 92.2/ Taux brut de scolarisation des garçons (6-11 ans) (%) 94.4
4.4		Taux de sous-emploi visible est de 40,2%/ Taux de sous-emploi invisible est de 79,6 % /Taux d'activité au sens élargi 77(%) Taux d'activité au sens strict 76.5(%) Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans 53.2(%)
4.5		Taux de sous-emploi visible est de 40,2%/ Taux de sous-emploi invisible est de 79,6 % /Taux d'activité au sens élargi 77(%) Taux d'activité au sens strict 76.5(%) Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans 53.2(%)
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		Présence des femmes dans les instances de prises de décision mises en place au niveau local est de 15.79
5.5		On note une quasi absence des femmes au instances de decisions politique /Aucune femme n'est elue conseillère communale sur les 17 conseillers communaux
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		Eau courante SONEB à la maison (%) 1.4/Eau courante SONEB ailleurs (%)3.8/Borne fontaine/Robinet public (%) 6.1/Pompe villageoise ou forage équipé de pompe à motricité humaine (%) 22.5
6.2		21.7% de la population a accès au toilette/ seulement 1.9% sont abonnés aux structures de collecte des ordures ménagères/ Defection à l'aire libre dans les forets/ stagnation des eaux usées en plein aire objet de plusieurs maladies

6.4		RAS
6.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Les cibles du cadre sociale sont dominées en grande partie par une faible couverture. Cela signifie que les actions définies pour atteindre ces cibles sont soit insuffisante. Ou ne sont pas spécifique. Aussi les cibles 6.4 et 6.5 ne sont pas couvertes par le PDC

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Proportion de la population ayant accès à l'Electricité SBEE (%) 24.5/Proportion de la population ayant accès à l'Energie solaire (%) 0.3/ Proportion de la population ayant accès au Groupe électrogène communautaire (%) 0.2/Proportion de la population utilisant la Lampe rechargeable 14.2
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		la dotation de la commune en Plan de Développement de l'Economie locale basée sur les filières agricoles dont la mise en oeuvre offre une chance de développement pour la commune/10 projet de Relance de l'économie locale sur les 35 planifiés avec un taux d'exécution physique 43,92 et un taux d'excution financière de 77,11
8.3		la dotation de la commune en Plan de Développement de l'Economie locale basée sur les filières agricoles dont la mise en oeuvre offre une chance de développement pour la commune/10 projet de Relance de l'économie locale sur les 35 planifiés avec un taux d'exécution physique 43,92 et un taux d'excution financière de 77,11/ Magasins de stockage construits sont au nombre de 9/ Hangars de marché réalisés sont au nombre de 526
8.5		RAS
8.9		Nombre d'établissements hôteliers est de 6/ Nombre d'attraits touristiques est de 5
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		Plusieurs équipements et infrastructures soutiennent l'économie locale de la commune de Bassila. Il s'agit notamment du réseau routier, les gares routières, les infrastructures marchandes et de la production agricole. Elle dispose de quatre (04) gares routières. La principale est celle du chef-lieu de la commune et les trois (03) autres sont réparties dans le reste des arrondissements. Il existe vingt-trois (23) marchés dans la commune pour la commercialisation des produits agricoles et manufacturés. Dans ces marchés, il y a des hangars, des boutiques construits en matériaux définitifs et d'autres en matériaux précaires.
9.2		RAS

9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		la dotation de la commune en Plan de Développement de l'Economie locale basée sur les filières agricoles dont la mise en oeuvre offre une chance de développement pour la commune/10 projet de Relance de l'économie locale sur les 35 planifiés avec un taux d'exécution physique 43,92 et un taux d'exécution financière de 77,11
10.2		RAS
10.3		En 2016 on note: 3 cas de viol; 6 cas de harcèlement sexuel; 10 cas Trafic d'enfant; 3 cas Enlèvement et séquestration; 3 cas de Mariage forcé
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		RAS
11.3		RAS
11.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Les cibles ici sont dominées par la couleur rouge vif ce qui signifie que malgré l'importance que ces cibles revêtent pour le développement de la commune, elles n'ont pas été pris en compte dans la définition des normes d'actions dans le PDC. Il s'agit notamment des cibles 8.5, 9.2, 9.5, 10.2, 10.3, 11.1, 11.3 et 11.5

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		Nombre d'hectares/an (5200ha) de plantation réalisés par an/ Nombre de plants mis en terre est de 518772 sur une superficie de 412.60 ha
12.5		RAS
12.7		RAS
12.8		Mise en oeuvre d'un projet de Promotion des Techniques de Gestion Durable des terres/ Mise en oeuvre d'un projet de gestion durable des forêts communautaires et /Mise en oeuvre d'action concistant à animer des émissions radio et télévision sur l'aménagement et la gestion durable des ressources forestières/Ecoliers ayant achevé le primaire (achèvement) est de 70,92%/ Collèges d'enseignement général dans la commune sont au nombre de 12

ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		RAS
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		RAS
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		Nombre d'hectares/an (5200ha) de plantation réalisés par an/ Nombre de plants mis en terre est de 518772 sur une superficie de 412.60 ha
15.2		Nombre d'hectares/an (5200ha) de plantation réalisés par an/ Nombre de plants mis en terre est de 518772 sur une superficie de 412.60 ha
15.3		Nombre d'hectares/an (5200ha) de plantation réalisés par an/ Nombre de plants mis en terre est de 518772 sur une superficie de 412.60 ha

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Aucune cible n'est entièrement prise en compte dans le cadre économique spécialement au niveau des cibles 12.5, 13.1, 14.2 et 14.5 où la prise en compte est nulle. Un gros travail reste donc à faire pour une prise en compte de ces cibles en cour d'exécution du PDC ou lors de l'élaboration des prochains PDC

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		Pour une population de 130 091 Habitants, le CPS a a 4 agents /En 2016 on note: 3 cas de viol; 6 cas de harcèlement sexuel; 10 cas Trafic d'enfant; 3 cas Enlèvement et séquestration; 3 cas de Mariage forcé
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		RAS
16.9		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

On note au niveau du cadre institutionnelle que deux cibles (16.2 et 16.9) ont une couverture mineure.
Les autres cibles n'étant pas du tout couvertes

1.11.3.Synthèse des cibles prioritaires de la commune Bassila

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité d'espace cultivable et des marchés secondaires - Cotonou centre d'affaires et densité de la population - Proximité du Nigéria qui est un grand marché de consommation, <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fluctuation de la monnaie Naira - Vente sur les trottoirs et risque d'accident, - La non disponibilité de façon permanente de l'énergie électrique, - Disparition de certains métiers <p>la dotation de la commune en Plan de Développement de l'Economie locale basée sur les filières agricoles dont la mise en oeuvre offre une chance de développement pour la commune/10 projet de Relance de l'économie locale sur les 35 planifiés avec un taux d'exécution physique 60.06 et un taux d'exécution financière de 77,59/ Magasins de stockage construits sont au nombre de 9/ Hangars de marché réalisés sont au nombre de 526/ en 2011 l'incidence de la pauvreté monétaire était de 32.1</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>Opportunités</p> <p>Disponibilité des partenaires tels que MSP, PASS SOUROU, ZS, C/PS, DEDRAS-ONG</p> <p>Existence des institutions de micro finance.</p> <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Irrégularité des pluies (retard, mauvaise répartition et précocité des pluies) - Poches de sécheresses - Appauvrissement des sols. - Apparition des insectes destructeurs de cultures <p>Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale 12,3%/ Nombre d'OEVS soutenus par les kits nutritionnels est de 209</p>
2.2		<p>Opportunités</p> <p>Disponibilité du FADeC, PTF et ONG.</p> <p>Existence des projets de compétence communale dans le PAG.</p> <p>Existence des institutions de micro finance.</p> <p>Menaces</p> <p>Changements climatiques .</p> <p>Circulation des produits toxiques dans l'agriculture, élevage et la pêche .</p> <p>Epizooties et menaces des insectes ravageurs.</p> <p>Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale 12,3%/ Nombre d'OEVS soutenus par les kits nutritionnels est de 209</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		

4.5		la prise en compte des besoins des femmes, des jeunes, des migrants, des personnes du troisième âge, des handicapés et des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) dans les actions de développement n'est pas encore totale. Taux de sous-emploi visible est de 40,2%/ Taux de sous-emploi invisible est de 79,6 % /Taux d'activité au sens élargi 77(%) Taux d'activité au sens strict 76.5(%) Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans 53.2(%)
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.5		Opportunités Disponibilité du FADeC, PTF et ONG Présence de FM Kouffè Menaces les pesanteurs sociologiques et religieuses qui constituent des tendances lourdes et qui pèsent sur l'autonomisation des femmes dans la commune On note une quasi absence des femmes aux instances de décisions politique /aucune femme n'est élue conseillère communale sur les 17 conseillers communaux.
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.2		Opportunités Disponibilité du FADeC, PTF et ONG Existence des projets de compétence communale dans le PAG Présence de FM Kouffè Menaces L'amenuisement des ressources FADeC Le départ de certains partenaires 21.7% de la population a accès aux toilettes/ seulement 1.9% sont abonnés aux structures de collecte des ordures ménagères/ Defection à l'aire libre dans les forêts/ stagnation des eaux usées en plein air objet de plusieurs maladies

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Six des cibles prioritaires se retrouvent au niveau de ce cadre. Les cibles 1.2 ; 2.1 ; 2.2 ; 4.5, 5.5 et 6.2 sont celles priorisées au regard de l'importance et de la performance enregistrée au niveau de la commune de Bassila pour ces cibles.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Existence du décret N°2018-415 du 12 septembre 2018 portant règlement de l'électrification hors réseau en République du Bénin ;

		Disponibilité de partenariat avec les producteurs d'énergie hors réseau pour la couverture de plusieurs localités de la commune ;
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		<p>Opportunités</p> <p>superficie cultivable de 196.253,484 ha</p> <p>Bassila est une commune frontalière avec le Togo voisin avec lequel les échanges commerciaux se font depuis longtemps</p> <p>Bassila est le grenier de la commercialisation du bois, l'institution de micro finance ACFB a octroyé 22 095 000 FCFA de crédits individuels à dix-sept (17) femmes commerçantes de la commune de Bassila pour le développement de leurs activités</p> <p>Menaces :</p> <p>les changements climatiques</p> <p>la dotation de la commune en Plan de Développement de l'Economie locale basée sur les filières agricoles dont la mise en oeuvre offre une chance de développement pour la commune/10 projet de Relance de l'économie locale sur les 35 planifiés avec un taux d'exécution physique 43,92 et un taux d'exécution financière de 77,11</p>
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Deux cibles sont priorisées à ce niveau dont un seul nécessite une intervention urgente (7.1). La commune de Bassila souffre d'un manque cruel en énergie électrique. Seulement 24% de la population ont accès à l'énergie électrique. Or la grande partie des activités économique passe par l'utilisation d'énergie électrique la nécessité d'interventions urgentes.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		

15.3		<p>Opportunités</p> <p>La commune de Bassila dispose d'une grande richesse naturelle en matière de flore. Il s'agit de forêts naturelles, de forêts sacrées et de forêts classées.</p> <p>On enregistre aussi dans la commune d'importants gisements de sable, de gravier et de latérite</p> <p>Menaces</p> <p>les changements climatiques provoquent la désertification .</p> <p>nombre d'hectares/an (5200ha) de plantation réalisés par an/ Nombre de plants mis en terre est de 518772 sur une superficie de 412.60 ha</p>
------	--	--

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La cible 15.3 reste la seule à être priorisée à ce niveau. L'érosion, la dégradation des sols, la sécheresse et l'inondation sont des maux fréquents dans la commune de Bassila. Pour atteindre les objectifs des ODD d'ici 2030 liés à cette cible il va falloir que la commune définisse des actions claires qui permettront de réduire ces maux pour un mieux être des populations et pour une meilleure rentabilité des activités économiques.

Cadre institutionnel		
Cibles	Niveau de priorisation	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		<p>Opportunités</p> <p>la mise en place d'un cadre communal de concertation spécifique genre (CCSG) et l'intervention de plusieurs projets et programmes dans ce secteur./ La présence de l'ONG As-ALAM (DIRET AID) pour une protection sociale plus renforcée</p> <p>Menaces</p> <p>En 2016 3 enfants sont victimes de viol, 6 de harcèlement sexuel/ 10 de trafic d'enfants/ 3 de séquestration/ 3 de mariage forcé.</p> <p>Pour une population de 130 091 Habitants, le CPS a 4 agents /</p> <p>En 2016 on note : 3 cas de viol; 6 cas de harcèlement sexuel; 10 cas Trafic d'enfant; 3 cas Enlèvement et séquestration; 3 cas de Mariage forcé</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

La maltraitance, la traite des enfants et toutes les autres formes de violences constituent un frein aux conditions de vie de toute population. La commune de Bassila fait partie des communes les plus affecté par ce fléau au regard des informations disponibles dans le PDC. Ainsi la cible 16.2 nécessite une intervention prioritaire afin que des activités soient menées pour réduire ce fléau.

1.11.4.Normes d'action

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes	Opérationnalisation du Plan de Développement de l'Economie locale basée sur les filières agricoles porteuses	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	74,16%	49,44%	37,08%	X	X	
	Opérationnalisation de la stratégie nationale de protection sociale	1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays						
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	Amélioration des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la commune	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation	87%	67%	47%	X	X	
		2.1.2 incidence de la pauvreté alimentaire				X	X	
		2.1.3 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience,				X	X	
2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et	Amélioration de l'offre des soins de santé et de la nutrition	2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans,	12,30%	6,00%	0%	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées		2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation),				X	X	
4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle	Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des populations à l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle / Faciliter l'accès des femmes et des personnes vulnérables aux ressources et aux sphères de prise de décision	4.5.1 Indice de parité (filles/garçons) du taux brut de scolarisation dans le primaire				X	X	
		4.5.2 Indice de parité (filles/garçons) du taux brut de scolarisation dans le secondaire				x	x	
		4.5.3 Indice de parité (Rural/Urbain) du taux brut de scolarisation dans le primaire				x	x	
		4.5.4 Indice de parité (Rural/Urbain) du taux brut de scolarisation dans le secondaire				x	x	
		4.5.5 Indice de Parité de l'effectif (femmes/hommes) des étudiants				x	x	
5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux	Amélioration de l'accès des femmes et des personnes vulnérables aux	5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux					x	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique	ressources et aux sphères de prise de décision	5.5.2 Proportion de femmes ministres					x	
		5.5.3 Proportion de femmes conseillères communales	0%	29%	47%	X	X	
		5.5.4 Proportion de femmes occupant des postes de direction						
		5.5.5 Pourcentage de temps consacré à des soins et travaux non rémunérés par les femmes						
6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable	Actualisation et mise en œuvre du Plan d'Hygiène et d'Assainissement Communal (PHAC)	6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon	23,20%	74,40%	100%	x	x	
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Facilitation de l'accessibilité à l'énergie électrique fiable et moderne, à un coût abordable à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'électrification des localités de la commune	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	31,60%			x	x	
		7.1.2 Taux d'électrification	39,20%	70%	90%	x	x	
		7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson				x		

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		7.1.4 Proportion de la population utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage	14,20%			x	x	
8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre	Développement des filières porteuses à travers la Création des plates-formes d'innovations par Chaîne de Valeur Ajoutée	8.2.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi				x	x	
		8.2.2 Ressource propres de la commune par habitant	1 635	3 500	5 000	x		
15.3 D'ici à 2020, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols	Promotion de la gestion durable des terres, sols et des ressources naturelles et restauration des sols dégradés	15.3.1 surface des terres dégradées, en Proportion de la surface terrestre				x	x	
16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	Amélioration de l'application des textes qui protègent les enfants notamment le code de l'enfant, le code des personnes et de la famille, la loi sur le harcèlement sexuel en milieu scolaire et la loi contre les violences faites aux femmes et aux filles	16.2.1 Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtime corporel ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux au cours du mois précédent				x		
		16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants,	20 pour 100000 hbts	10 pour 100000 hbts	0 pour 100000 hbts	x		

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		16.2.3 Nombre d'enfants victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants	08 pour 100000 hbts	03 pour 100000 hbts	00 pour 100000 hbts	x		
		16.2.4 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans	124/33915 =0,0036	0,0016	0,0006	x		
		16.2.5 Nombre de plaintes concernant les infractions contre les mineurs qui ont fait objet de poursuite judiciaire				x	x	

1.12. Monographie de la commune de Copargo

1.12.1. Brève présentation de la commune de Copargo

Traversée par la voie inter-état n°3, Copargo est située à 510 km de Cotonou (capitale économique du Bénin) et à 20 km au Nord-ouest de la commune de Djougou (chef-lieu du département de la Donga), la commune de Copargo est limitée au nord par les communes de Natitingou et de Kouandé, au sud par la commune de Ouaké, à l'est par la commune de Djougou et à l'ouest par la République du Togo. Elle s'étend sur une superficie de 876 km². Copargo est l'une des quatre (04) communes du sud de l'ancien département de l'Atacora. Elle constitue actuellement avec Djougou, Bassila et Ouaké le département de la Donga. Conformément à la loi n° 2013-05 du 15 février 2013 portant création, organisation, attributions et fonctionnement des unités administratives locales en République du Bénin, Copargo est subdivisé en quatre (04) arrondissements à savoir Copargo, Anandana, Singré, Pabégou. Ces arrondissements comprennent 46 villages.

Le relief de la commune de Copargo est caractérisé essentiellement par une zone montagneuse dominée par la chaîne de l'Atacora et une zone constituée de vastes plaines boisées alternées de cuvettes et de vallons.

Le climat qui prévaut dans la commune de Copargo est de type soudano-guinéen nuancé par le relief atacorien, caractérisé par une saison sèche qui couvre la période de mi-octobre à mi-avril et une saison pluvieuse entre mi-avril et mi-octobre.

La commune est traversée et arrosée par plusieurs cours d'eau sur environ 55 km dont un (01) fleuve et trois (03) sources. Les plus importants sont le fleuve Ouémé au Bénin, le fleuve Kéran au Togo, qui prennent leurs sources à Tanéka-Béri, le fleuve Sounhour/Binah au Togo qui prend sa source à Téval, le Yari, le Gbangbaré, le Saguigui, le Pabégou, le Baana, le Sountchoulou, le Danêgué, le Sounêgou, le N'kouéma et le Makoulouhou. Tous ces cours d'eau ont des écoulements saisonniers, à l'exception de l'Ouémé qui coule en permanence vers l'Océan Atlantique.

Les types de sols rencontrés dans la commune de Copargo ont les mêmes caractéristiques que ceux des autres communes du département de la Donga. Il s'agit en l'occurrence des sols ferrugineux tropicaux lessivés non concrétionnés et indurés et quelques rares sols à tendance hydromorphe.

La végétation est dense le long des cours d'eau et constitue ainsi des forêts galeries. On distingue des savanes arborées et arbustives à dominance *Vitellaria paradoxa* (karité) et *Parkia biglobosa* (Néré). On y rencontre aussi d'autres essences comme le manguier, le caïlcédrat, l'eucalyptus, le teck, l'anacardier et *Azelia africana*. Il existe dans la commune une forêt classée d'une superficie de 1091 ha et des forêts sacrées, conservées sur le plan traditionnel pour divers usages, notamment pour conjurer les mauvais sorts.

Selon l'INSAE (RGPH4, 2013), la population de la commune de Copargo est passée de 64.377 habitants en 2010 à 70.938 habitants en 2013 dont 35.389 femmes (soit 49,89 %) avec un taux d'accroissement de 3,00% en baisse par rapport à 2010 et d'après le DET (2014) une densité de 81 ha/km². La population masculine dépasse légèrement celle des femmes représentant 49,89 % de la population totale de la commune.

La commune est peuplée en majorité des Yoa. Les Lokpa et les solla (piyopè) viennent respectivement en 2^{ème} et 3^{ème} position. Les Yoa occupent à 99% la totalité du territoire des trois (03) arrondissements (Copargo, Singré, Pabégou) sur quatre (04) que compte la commune. La population Yoa et Lokpa représente 82% de la population, les solla ou Piyopè environ 13%, les Haoussa et les dendi 2%, les Bètammaribè (1%) et les Peuhls (1%). On y rencontre également d'autres groupes socio-ethniques tels que les Bariba, les Boufalé, les Fon et quelques Yoruba qui représentent 1

Les religions modernes sont les plus dominantes dans la commune. La religion islamique vient en tête avec 53,8 %, les religions chrétiennes et traditionnelles suivent respectivement avec 20,30 % 11,60 %.

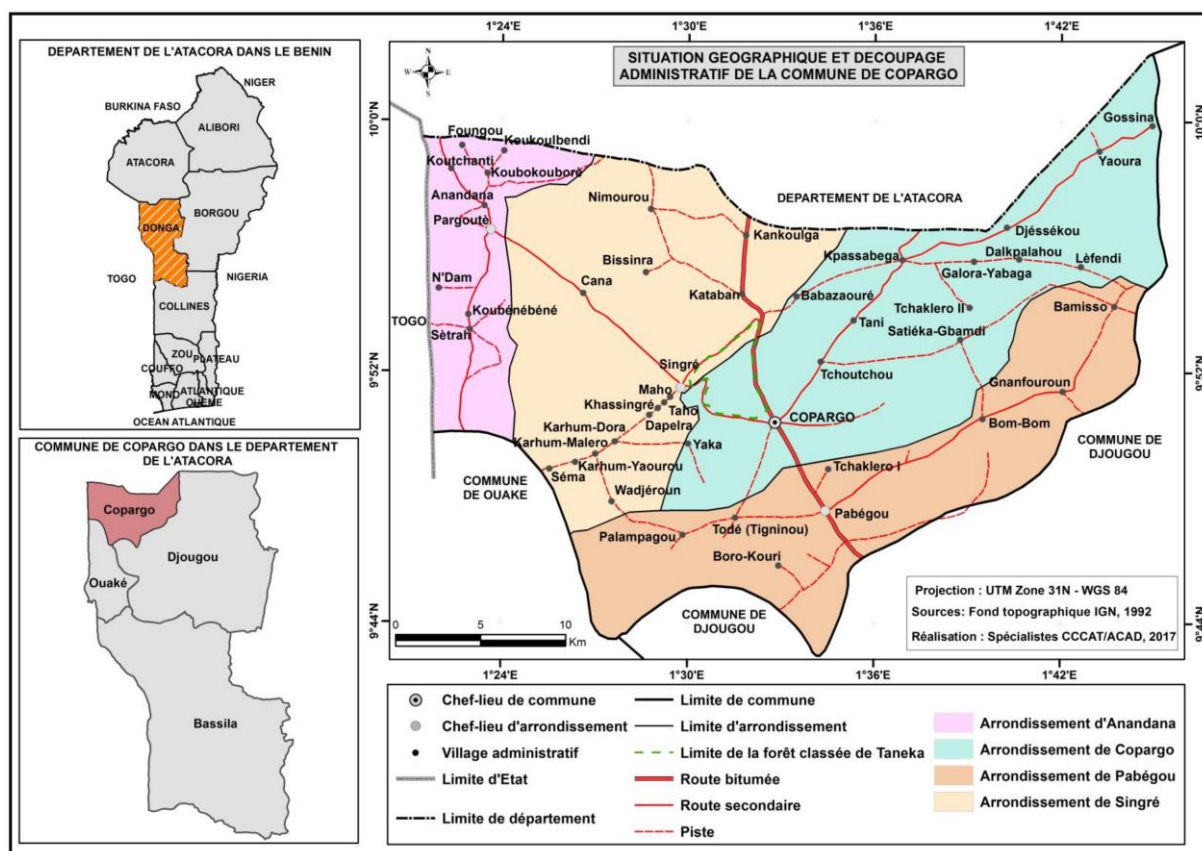


Figure 13: Carte administrative de la commune de Copargo

1.12.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>La pauvreté monétaire touche 3,6 personnes sur 10 dans le département. Le seuil de pauvreté de 39,7%, soit près de deux ménages sur cinq, vivant en dessous du seuil de pauvreté.</p> <p>Le Taux de pauvreté multidimensionnelle est 71.3 %.</p> <p>Appui aux maraîchers à la production de la plante artemisia par l'EFB a hauteur de 2.992.000 F CFA. Creusage des points d'eau pour la production maraîchère(Donga85)</p> <p>Formation d'un tractoriste pour la commune.</p>
1.3		<p>Le Centre de Promotion Sociale (CPS) intervient pour l'appui à l'alimentation des enfants, le secours des personnes en situation difficile, la planification familiale et la prévention du paludisme. Ainsi en 2014 environ 1.200 enfants ont été pris en charge, en 2015 environ 1.200 enfants et en 2016 environ 240 enfants. Cette prise en charge concerne spécialement l'appui en kits alimentaires aux Orphelins Enfants Vulnérables (OEV) sous l'appui financier de Plan Bénin et de la banque mondiale à travers le Ministère de la Famille. Nombre de Centre de Promotion Sociale (CPS) est de 1 en 2014 et 1 en 2015</p> <p>Nombre de structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées est de 13 en 2014 et 5 en 2015</p> <p>Prise en charge de l'opération d'une fille brûlée par le feu ;</p> <p>Intervention des ONG pour La prise en charge des personnes vulnérables.</p>
1.4		<p>S'agissant de la pauvreté non monétaire plus deux ménages sur cinq (23,7%) sont pauvres en termes de condition d'existence. Construction de Forage d'une pompe à motricité humaine à Mamsar Par EFB/ZETANIA ; Réalisation d'un bloc de latrine à deux cabines ; Acquisition de trois motos aux centres de santé de la commune, Acquisition des matelas au centre de santé de Karhum, taux de pauvreté multidimensionnel est de 71.3 %.</p> <p>La proportion de la population ayant accès à l'eau potable est Copargo (36,0%).</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>12.3 % de la proportion d'enfants souffrent d'une insuffisance pondérale ; Projet de lutte contre la malnutrition infantile ;</p>
2.2		<p>Les enfants malnutris ont un taux de décès trois fois plus grand que les enfants sains (selon les relais communautaires enquêtés).</p> <p>Pour tenter de résoudre les problèmes liés à la sécurité alimentaire dans la commune de Copargo, plusieurs projets ont été mis en oeuvre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fabrication de la farine améliorée « MUSOLA » avec ADMAB. - Projet Multisectoriel en Alimentation, Santé et Nutrition (PMASN) avec l'ONG BORNEfonden ; - Paquet d'intervention à Haut Impact Communautaire (PIHI-C) avec l'ONG SIAN'SON ; - Programme de lutte contre la malnutrition avec les Soeurs de Campagne et les soeurs de St Augustin ;
2.3		<p>Les infrastructures agricoles de la commune de Copargo sont constituées de quatre (04) retenues d'eau et de huit (08) magasins de stockage. Pour ce qui est des équipements, on dénombre trois (03) tracteurs, trente (30) charrues, deux (02) décortiqueuses de riz, quatorze (14) motopompes et dix-sept (17) bascules.</p> <p>Renforcement des bases des maisons ;</p> <p>Réaliser les infrastructures de maîtrise d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - Habitations éloignées des abords des cours d'eau et bas-fonds ; - Récurrence de cas d'accidents ; -Appui aux maraîchers à la production de la plante artemisia par l'EFB a hauteur de 2.992.000 F CFA ;

		Rendements en kg/ha (maïs = 1.300 ; igname = 14.600 ; anacarde = 250 ; riz = 2.000) qui est insuffisante.
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		Le taux de consultation prénatale est de 62,07% dans la commune ; Le taux des accouchements assistés par le personnel qualifié à peine de 49,77%. Le taux moyen de fréquentation des centres de santé est de 24,69%.
3.2		Quotient de mortalité infantile (en ‰) : 70,1. Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en ‰) : 109,8.
3.3		Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes (%) : 1,41 ; Les centres de santé, notamment celui du chef-lieu de la commune qui offrent des services de dépistage du SIDA, de dépistage et de traitement de la tuberculose, et des PCIME.
3.4		RAS
3.7		Taux d'abandon = 20,04% dont 17,13% (garçons) et 22,95% (filles) ;
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		L'indice de parité filles/garçons lié à l'admission obtenu en rapportant le TBA des filles à celui des garçons, est en hausse, il est passé de 0,959 à 0,963 pour l'enseignement secondaire l'indice de parité filles/garçons est passé de 0,396 à 0,345 pour la formation technique et professionnelle.
4.4		Le taux d'abandon des écoliers demeure élevé en dépit du fait qu'il s'est sensiblement amélioré entre 2011 et 2015. De 27,40% (23,38% chez les garçons et 31,41% chez les filles) en 2011 le taux d'abandon passe à 20,04% dont 17,13% chez les garçons et 22,95% chez les filles contre 13,22% au plan national. Le taux net de scolarisation est établi à 86,91% chez les garçons et 71,69% chez les filles sur la période de 2015 – 2016.
4.5		Le taux d'abandon des écoliers demeure élevé en dépit du fait qu'il s'est sensiblement amélioré entre 2011 et 2015. De 27,40% (23,38% chez les garçons et 31,41% chez les filles) en 2011 le taux d'abandon passe à 20,04% dont 17,13% chez les garçons et 22,95% chez les filles contre 13,22% au plan national. Le taux net de scolarisation est établi à 86,91% chez les garçons et 71,69% chez les filles sur la période de 2015 – 2016.
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		Le nombre de femmes conseillers au niveau de la Donga est passé de huit (08) à quatre (04) de la deuxième mandature à la troisième mandature.
5.5		La participation de la femme aux instances de prise de décision reste limitée. Aucune femme ne figure parmi les 13 maires élus en 2015 et le nombre de femmes conseillers au niveau des départements de l'Atacora et de la Donga est passé de huit (08) à quatre (04) de la deuxième mandature à la troisième mandature.
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		La commune dispose de trois (03) AEV avec 23 BF, d'une source d'eau potable provenant de la SONEB et cent quarante (140) forages dont 87 FPM fonctionnels et 35 FPM en panne soit un taux de 28,69 %. La population urbaine utilisant les services d'eau potable est (36,0%) et est parmi les plus défavorisées en termes d'accès à l'eau potable à l'échelle nationale. La population ayant accès à l'eau potable est passée à 46,5% en 2011 contre 63,2% en 2009. En 2016, la population desservie s'établit à trente-trois mille huit cent soixante-quatorze (33 874) habitants sur une population totale de soixante-dix-sept cent soixante-quatorze (77 174). Plus de la moitié de la population (56,11%) n'a pas accès à l'eau.
6.2		Politique de promotion de latrines familiales entreprise par la mairie et d'autres partenaires (PROTOS, Born Fonden etc.), après la réalisation de la fouille et de la dalle

		de défécation qui est sous surveillance stricte des agents d'hygiène, la réalisation de la superstructure (la cabine d'intimité) est laissée aux capacités de chaque ménage.
6.4		Copargo (36,0%) sont parmi les plus défavorisées en termes d'accès à l'eau potable. La proportion de la population ayant accès à l'eau potable est passée à 46,5% en 2011 contre 63,2% en 2009 soit une baisse de plus de 16 points pourcentage manque d'entretien de certains points d'eau qui sont devenu inutilisables due au manque d'entretien de certains points d'eau qui sont devenu inutilisables. Cependant 143 forages d'eau potable sont réalisés avec des débits variés pour l'approvisionnement en potable des populations.
6.5		Copargo (36,0%) sont parmi les plus défavorisées en termes d'accès à l'eau potable.

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le tableau ci-dessus montre que les cibles 1.2 et 1.3 bénéficient d'une couverture moyenne mais les cibles 1.4, 2.1, 2.2, 2.3, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.7, 4.1, 4.4, 4.5, 5.1, 5.5, 6.1, 6.2, 6.4 et 6.5 n'ont qu'une faible couverture en raison du faible nombre d'activités planifiées pour l'atteinte de ces cibles au niveau du PDC de Copargo.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		La commune a bénéficié de Cent (100) lampadaires solaires en 2015 qui sont aussi utilisés par quelques ménages pour l'éclairage. Achats d'énergie électrique de 34754MGW à la CEB contre 31715MGW en 2012 pour compléter sa production thermique afin de satisfaire les besoins grandissants des populations en énergie électrique.
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		Les trois filières qui contribuent le plus à la formation du PIB local dans la commune de Copargo sont l'igname (80,12%), le maïs (14,95%), l'anacarde (7,43%). L'igname (80,12%), le maïs (14,95%) et l'anacarde (7,43%) sont par ordre de priorité les cultures qui contribuent le plus au PIB agricole de la commune.
8.3		Appui à la formation de trois jeunes au centre de formation LIVEITARI à Natitingou.
8.5		Taux de sous-emploi visible est de 35.7 % Taux de sous-emploi invisible est de 50.9 % Taux d'activité au sens élargi est de 57.9 % Taux d'activité au sens strict est de 57% Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans est de 44.6 %.
8.9		Le tourisme représente un potentiel dans la commune de Copargo avec huit (08) sites touristiques dont un seul est aménagé. L'igname (80,12%), le maïs (14,95%) et l'anacarde (7,43%) sont par ordre de priorité les cultures qui contribuent le plus au PIB agricole de la commune.
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		65,65 km ont été construites en 2014.
9.2		RAS
9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		

10.1		La transformation de soja en fromage et moutarde, la transformation du riz récolté en riz étuvé, la transformation du sorgho en boisson locale alcoolisée, la transformation des noix de cajou en amandes torréfiées sont pratiqués par les femmes organisées en groupements ou coopératives. Du coup, le revenu de ces femmes et donc des ménages sont améliorés même s'il ne couvre pas toutes les dépenses des ménages en tout temps. Copargo (45,5%) de taux d' incidence au dessus de la moyenne départementale.
10.2		RAS
10.3		RAS
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		Seules les localités de Copargo, Pabégou et Anandana sont dotées de plans de lotissement pour un total de 758ha 468a 517ca.
11.3		RAS
11.5		Prise en charge de l'opération d'une fille brûlée par le feu.

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Aucune couverture n'est enregistrée au niveau des cibles 9.2, 9.5, 10.2 et 10.3. En effet, aucune activité entrant dans le cadre de l'atteinte de la cible n'a été planifiée dans le PDC. Aussi, les cibles 7.1, 8.2, 8.3, 8.5, 8.9, 9.1, 10.1, 11.1, 11.3 et 11.5 sont faiblement couvertes.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		Menace La forêt classée des Tanékas est menacée de disparition au cause des occupations pour des activités agricoles
12.5		Des seances de Sensibilisation de la population à la gestion des déchets polluants sont organisé.
12.7		RAS
12.8		RAS
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Le domaine agricole et de l'elevage sont tres vulnérables suites aux changements climatiques respectivement a 75% et 55%. Les zones humides (bas-fonds et ressources en eau) et de la foresterie/énergie. La santé et les établissements humains constituent le secteur le moins vulnérable.
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		RAS
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		143 forages d'eau potable sont réalisés avec des débits variés pour l'approvisionnement en potable des populations. La commune a pu bénéficier de trois (03) conventions d'assistance conseil (deux avec le CARDER et une avec les eaux et forêts). La commune a bénéficié de plusieurs interventions d'ONG et programmes dans

		différents secteurs (eau et forêt) de 2011 à 2015. Protection de l'environnement par l'utilisation des foyers améliorés par l'ONG VOM-D de 2011 à 2015.
15.2		La commune a pu bénéficier de trois (03) conventions d'assistance conseil (deux avec le CARDER et une avec les eaux et forêts). La commune a bénéficié de plusieurs interventions d'ONG et programmes dans différents secteurs (eau et forêt) de 2011 à 2015. Protection de l'environnement par l'utilisation des foyers améliorés par l'ONG VOM-D de 2011 à 2015.
15.3		La campagne nationale de reboisement 86 459 plants ont été mis en terre en 2015 sur une superficie de 72,87 ha en 2014 et 18 799 plants ont été mis en terre en 2015 sur une superficie de 14,62 ha.

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Il n'y a aucune couverture au niveau des cibles 12.2, 12.7, 12.8, 13.1 et 14.5. Ceci est dû au fait qu'il n'y a pas d'activités planifiées entrant dans le cadre de l'atteinte de ces cibles. Cependant au niveau des cibles 12.5, 14.2, 15.1, 15.2 et 15.3, on enregistre une couverture faible.

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		RAS
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		RAS
16.9		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le tableau ci-dessus montre que les cibles 16.2, 16.3 et 16.9 bénéficient d'une couverture faible. Pour ce qui est des cibles 16.5 et 16.6, elles n'ont aucune couverture en raison du fait qu'aucune activité permettant l'atteinte de la cible n'a été planifiée.

1.12.3.Synthèse des cibles prioritaires de la commune

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'agriculture occupe plus de 90% de la population active et constitue également la source majeure de revenus de la population ; - Proximité du Nigéria qui est un grand marché de consommation ; - Terres cultivables disponibles (bas-fonds) ; - Disponibilité d'espace pouvant abriter les marchés secondaires ; - Existence de cinq (05) retenues d'eau destinées à l'élevage, la pisciculture ou à la production de contre saison - Possibilité Intégration Agriculture élevage. <p>Ménaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation abusive des pesticides ; - Faible mécanisation de l'agriculture ; - Peste bovine ; - Indisponibilité des ressources en eau, la Baisse des rendements, l'Insécurité alimentaire l'Insuffisance des produits vivriers etc) ; - 350 ha Bas-fonds non aménagés (sur 400 ha disponibles) ; - Non maîtrise de l'eau malgré l'existence des retenues d'eau ; - Pluie diluvienne provoquant la destruction des cultures et rareté des pluies ; - Couloirs de transhumance non matérialisés ; - Inexistence de zones de pâturage aménagées ; <p>La transhumance créant des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs.</p> <p>La pauvreté monétaire touche 3,6 personnes sur 10 dans le département. Le seuil de pauvreté de 39,7%, soit près de deux ménages sur cinq, vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le Taux de pauvreté multidimensionnelle est 71.3 %.</p> <p>Appui aux maraîchers à la production de la plante artemisia par l'EFB à hauteur de 2.992.000 F CFA., Creusage des points d'eau pour la production maraîchère(Donga85) ; Formation d'un tractoriste pour la commune.</p>
1.4		<p>OPPORTUNITES</p> <p>La population active représente 42,34% de la population communale, contre 57,66% pour les enfants et les vieillards. Une telle population active constitue aussi un atout pour la promotion des activités économiques (comme main d'œuvre) et pour l'écoulement des produits (marché potentiel). Présence des Partenaires Techniques et Financiers actifs dans la promotion de l'éducation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des fonds FADeC/MEMP ; Bornefonden ; -Projet de mutuelle de santé, - Appui à l'autonomisation des femmes, -Appui à la scolarisation des enfants <p>MENACES</p> <p>Absence de microcrédits aux commerçants; Réduction des subventions accordées aux communes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lenteur administrative dans le processus de passation de marchés pour la construction des infrastructures scolaires <p>très peu de ménages disposent de latrines (4,61%)</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.3		<p>OPPORTUNITÉ</p> <p>L'agriculture occupe plus de 90% de la population active et constitue également la source majeure de revenus de la population.</p> <p>MENACE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Habitations éloignées des abords des cours d'eau et bas-fonds la production halieutique souffre de :Manque de financement adapté ;Faible niveau de

		<p>maitrise de l'eau; Assèchement des étangs piscicoles ; Insuffisance d'agents de pêche ; Comblement des cours d'eau ; Assèchement des cours d'eau</p> <p>Les infrastructures agricoles de la commune de Copargo sont constituées de quatre (04) retenues d'eau et de huit (08) magasins de stockage. Pour ce qui est des équipements, on dénombre trois (03) tracteurs, trente (30) charrues, deux (02) décortiqueuses de riz, quatorze (14) motopompes et dix-sept (17) bascules. Renforcement des bases des maisons Réaliser les infrastructures de maîtrise d'eau</p> <p>-Appui aux maraîchers à la production de la plante artemisia par l'EFB a hauteur de 2.992.000 F CFA</p> <p>Rendements en kg/ha (maïs = 1.300 ; igname = 14.600 ; anacarde = 250 ; riz = 2.000) qui est insuffisante.</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		<p>Opportunité</p> <p>Le taux de redoublement dans l'enseignement primaire s'est amélioré de trois (03) points passant de 9,51% en 2011 – 2012 à 6,52% en 2015 – 2016.</p> <p>Au regard de la situation ci-dessus présentée, il ressort que des mesures conséquentes méritent d'être prises en vue de l'amélioration du taux de scolarisation, la réduction du taux d'abandon et la promotion de l'excellence ;</p> <p>L'indice de parité filles/garçons lié à l'admission obtenu en rapportant le TBA des filles à celui des garçons, est en hausse ,il est passé de 0,959 à 0,963 pour l'enseignement secondaire ;</p> <p>L'indice de parité filles/garçons est passé de 0,396 à 0,345 pour la formation technique et professionnelle.</p> <p>Menaces :</p>
4.4		<p>OPPORTUNITES</p> <p>Présence des Partenaires Techniques et Financiers actifs dans la promotion de l'éducation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des fonds FADeC/MEMP ; <p>MENACES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des subventions accordées aux communes ; - Lenteur administrative dans le processus de passation de marchés pour la construction des infrastructures scolaire. <p>S'appuyant également sur les données chiffrées recueillies dans les annuaires statistiques scolaires du MEMP, le taux d'abandon des écoliers demeure élevé. De 27,40% (23,38% chez les garçons et 31,41% chez les filles) en 2011 le taux d'abandon passe à 20,04% dont 17,13% chez les garçons et 22,95% chez les filles contre 13,22% au plan national.</p>
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>Opportunité</p> <ul style="list-style-type: none"> -Appui des PTF du secteur de l'eau dans la commune ; - Existence de la source de l'Ouéme dans la commune

		<p>Menace</p> <p>Plus de la moitié de la population (56,11%) n'a pas accès à l'eau.</p> <p>La commune dispose de trois (03) AEV avec 23 BF, d'une source d'eau potable provenant de la SONEB et cent quarante (140) forages dont 87 FPM fonctionnels et 35 FPM en panne soit un taux de 28,69 %.</p> <p>La population urbaine utilisant les services d'eau potable est (36,0%) et est parmi les plus défavorisées en termes d'accès à l'eau potable à l'échelle nationale. La population ayant accès à l'eau potable est passée à 46,5% en 2011 contre 63,2% en 2009 .</p> <p>En 2016, la population desservie s'établit à trente-trois mille huit cent soixante-quatorze (33 874) habitants sur une population totale de soixante-dix-sept cent soixante-quatorze (77 174). Plus de la moitié de la population (56,11%) n'a pas accès à l'eau.</p>
--	--	--

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Le tableau ci-dessus montre que les cibles 1.2, 2.3, 4.1, 4.4 et 6.1 nécessitent une intervention prioritaire alors que la cible 1.4 nécessitent une intervention urgente.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>Opportunités :</p> <p>Menace :</p> <p>Très peu de ménages des arrondissements ruraux sont abonnés à la SBEE à cause des difficultés liées à l'abonnement et au manque d'une agence de la SBEE dans la commune de Copargo. L'utilisation du gaz domestique représente une proportion insignifiante. Cent (100) lampadaires solaires dont a bénéficié la commune en 2015 et qui est aussi utilisée par quelques ménages pour l'éclairage. Achats d'énergie électrique de 34754 MGW à la CEB contre 31715 MGW en 2012 pour compléter sa production thermique afin de satisfaire les besoins grandissants des populations en énergie électrique.</p>
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Une intervention prioritaire est nécessaire pour la cible 7.1.

Cadre environnemental

Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.5		<p>Menace</p> <p>Aucune zone industrielle, ni aucune zone de pâturage, ni zone de décharge des ordures et déchets ménagères ni aucun réservoir d'eau pluviale n'est constitué ou aménagé</p> <p>Inexistence d'un système de précollecte, Manque d'infrastructure de regroupement intermédiaire et final, Manque d'équipement adéquat, Insuffisance de spécialiste du secteur</p>
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		<p>Menaces :</p> <p>Mortalité des plantes accrues ;</p> <p>Diminution de la diversité biologique ;</p> <p>Mauvaise répartition des pluies ;</p> <p>Poches de sécheresse fréquentes et longues ;</p> <p>Forte inondation ;</p> <p>Vents violents ;</p> <p>Forte chaleur ;</p> <p>Les impacts des changements climatiques sur l'élevage sont indirects. Il s'agit de l'amenuisement des ressources fourragères dues à la dégradation des parcours naturels et le tarissement des points d'eau pastoraux dû à la forte chaleur et la diminution des précipitations. Ce qui fait que, de nos jours les bas-fonds sont pris d'assaut par les éleveurs dans la commune entraînant ainsi leur dégradation (combement).</p> <p>Le domaine agricole et de l'élevage sont très vulnérables suites aux changements climatiques respectivement à 75% et 55%.</p> <p>Les zones humides (bas-fonds et ressources en eau) et de la foresterie/énergie. La santé et les établissements humains constituent le secteur le moins vulnérable.</p>
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.2		<p>Opportunité</p> <p>Existence d'une forêt classée d'une superficie de 1091 ha (Taneka), la forêt villageoise des Babazaoré et des forêts sacrées et des forêts galeries.</p> <p>MENACES</p> <p>Dégradation totale de la forêt de Taneka à cause de l'orpaillage, l'exploitation agricole et le surpâturage</p> <p>Le feu de végétation tardif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du couvert végétal - Diminution de la diversité biologique - Difficultés de régénération des espèces et perte de biodiversité. <p>La commune a pu bénéficier de trois (03) conventions d'assistance conseil (deux avec le CARDER et une avec les eaux et forêts).</p> <p>La commune a bénéficié de plusieurs interventions d'ONG et programmes dans différents secteurs (eau et forêt) de 2011 à 2015.</p> <p>Protection de l'environnement par l'utilisation des foyers améliorés par l'ONG VOM-D de 2011 à 2015</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyenne
------------------------------------	----------------------	--------------------------	----------------------

Couleur	Rouge	Marron	Jaune
---------	-------	--------	-------

Une intervention prioritaire est nécessaire au niveau des cibles 13.1 et 15.2. Ces deux cibles traitent respectivement de Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat et de gestion durable de tous les types de forêt. La cible 12.5 quant à elle nécessite une intervention urgente.

Cadre institutionnel		
Cibles	Niveau de priorisation	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible n'a été priorisée dans le cadre institutionnel à Copargo

1.12.4. Normes d'action

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes	Promotion des activités génératrices de revenus et l'autonomisation des femmes	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	25,89%	15%	5%	X	X	
		1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	93,91%	50%	20%	X	X	
1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance	Construction des infrastructures, scolaires, sanitaire, sportives et de loisirs, d'eau potable et de désenclavement	1.4.1 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base				X	X	
	facilitation de la formalisation pour l'obtention des titres fonciers	1.4.2: Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers (titre fonciers) sur au moins une terre				X	X	
	Sécurisation des terres agricoles à travers la réalisation des SDAC, SDU, des PFR: des lotissements et la délivrance des attestations de détention coutumières Développement du système de bocage (délimitation par	1.4.3 Proportion de terre qui dispose de la sécurité des droits fonciers (titre foncier)				X		

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	des haies et bois et autres) des diverses propriétés foncières rurales fonctionnement des comités de trashupance aménagement des aires de pâturage, les coulirs de passage aménagement des sabreuvoirs d'animaux							
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles	Développement et mis en œuvre de la mécanisation agricole adaptée à nos sols Développement et mis en œuvre de la recherche action pour la développement des semences et la gestion durable des terres Développement des chaines de valeurs des produits agricoles Mise en place des unités de transformation des produits agricoles	2.3.1 Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière				X	X	
	construction d'infrastructures de stockage et de conservation des							

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	produits agricoles dans les grandes zones de production et							
	Renforcement de la fonctionnalité du complexe communal de stockage et de commercialisation des produits agricoles							
	Développement de l'artisanat de production et de transformation des produits alimentaires	2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires				X	X	
4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile	Developpement de l'enseignement maternel et primaire	4.1.1 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture				X	X	
	Création des centres d'éveil et de lecture dans chaque arrondissement	4.1.2 Proportion d'enfants en cours préparatoire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématique				X	X	
	construction des logements pour l'hébergement de senseignants dans le localité de travail	4.1.3 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture				X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		4.1.4 Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques						
	construction et équipement des bibliothèque scilaires et veuiller à leur fréquentation par les élèves	4.1.5 Proportion de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui obtiennent au moins la moyenne en français				X	X	
	développement de l'outil informatique dans les collèges	4.1.6 Proportion de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui obtiennent la moyenne en mathématiques,				X	X	
	accompagnement des mesures de gratuité de l'enseignement primaire instituée par l'Etat	4.1.7 Taux net de scolarisation dans le primaire	20,00%			X		
	lutte contre la déperdition scolaire	4.1.8 Proportion d'élcoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire				X		
	lutte contre l'exode des enfants	4.1.9 Taux brut de scolarisation dans le primaire	67,10%	80%	90%	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		4.1.10 Taux brut de scolarisation dans le secondaire	4,30%	20%	40%	X		
		4.1.11 Taux net de scolarisation dans le secondaire	ND			X		
4.4. D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat	institutin des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire	4.4.2 Proportion d'apprenants ayant reçu une formation en TIC	ND			X		
	Développement et accessibilité de la formation professionnelle	4.4.3 Proportion d'étudiants en formation technique et professionnelle	ND			X	X	
	institutiondes bourses de formation technique et professionnelle	4.4.4 Proportion d'étudiants en formation technique et professionnelle						
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	Promotion de l'accessibilité (distance et coût) d'eau potable pour tous les ménages en quantité suffisante	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité		100%%	X	X	
	mise en place d'un Cadre d'entretien et de maintenance des ouvrages (CEMO) en vue de la réduction des pannes							
	Renforcement de la mise en œuvre du Plan de Gestion de							

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	la Sécurité Sanaire de l'Eau à tous les ouvrade d'eau potable public et privé							
	Promotion de la réalisation et l'utilisation des ouvrages d'assainissemen ((puisards, fosses setiques , latrines) par la ménages et les institutions							
	Renforcement de la capacié du reseau SONEB dans la ville de Copargo	6.1.2 Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	23%	100%%	X		
		6.1.3 Taux de desserte en eau potable en milieu rural	54%	100%	;;%			
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	réalisation des travaux d'extension ou de densification du résau électrique SBEE des chesf lieux d'arrondissements	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	17,20%	30%	50%	X	X	
	Falcilitation et accélération les processus d'abonnement aupres de la SBEE							
	réalisation des inter-connexion de réseau électriques entre les localités	7.1.2 Taux d'électrification	13,90%				X	
	Assuer la densisification et , l'etretien de l'éclairage public dans les localités							

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	Développer les centrales électriques solaires dans les localités							
	promotion de l'utilisation de l'électrification solaire dans les localités dépourvues de réseau conventionnelles SBEE	7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson	ND			X	X	
		7.1.4 Proportion de la population utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage	ND			X	X	
12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation	organisation de la précollecte, prétraitement et d'évacuation des ordures ménagères et biomédicaux	12.5.1 Taux de recyclage national	ND			X		
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	sensibilisation des populations en faveur d'une maîtrise privée des infrastructures de productions et d'habitation résilientes Réalisation des infrastructures socio-communautaires (centre de santé, écoles, pistes, ouvrages hydrauliques) résilientes	13.1.1 Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe	ND				X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	Réaliser une cartographie des zones à risque climatique	13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	ND				X	
	Mise en place d'un système de pré- alerte des populations des menaces climatiques	13.1.3 Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	ND					
	Actualisation du plan de contingence communal							
	mettre en place et rendre fonctionnel le comité de prévention et de gestion des catastrophes naturelles	13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	ND			X		
15.2 D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître de nettement le boisement et le reboisement au niveau mondial	restauration de la forêt classée des taneka, des foêts galeries, des forêts communautaires et plantations privées	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts	ND			X		

1.13. Monographie de la commune de Djougou

1.13.1.Brève présentation de la commune de Djougou

La commune de Djougou est située dans la partie septentrionale au Nord-ouest du Bénin dans le département de la Donga. Elle a une superficie de 3 966 km², et est à une distance de 461 km environ de Cotonou, capitale économique du Bénin. Elle partage ses frontières au Nord, avec les communes de Kouandé et de Péhunco, au Sud, avec la commune de Bassila, à l'Est, avec les communes de Sinendé, de N'Dali et de Tchaourou et à l'Ouest avec les communes de Copargo et de Ouaké.

La commune est subdivisée en douze (12) arrondissements que sont : Djougou 1, Djougou 2, Djougou 3, Baréi, Bariénou, Belléfoungou, Bougou, Kolokondé, Onklou, Partago, Pélébina et Sérrou. Ces arrondissements comprennent au total Cent Vingt Deux (122) Villages et quartiers de ville.

La Commune de Djougou a un relief de plateau parsemé de collines de faible dénivellation.

Les sols dominants dans la commune de Djougou sont : - les sols ferrugineux tropicaux peu lessivés, peu lessivés en argile, lessivés en sesquioxydes ; - les sols ferrugineux tropicaux lessivés sans concrétion et à concrétion ; - les sols ferrugineux tropicaux lessivés indurés et ; - les sols ferralitiques moyennement dénaturés.

La Commune de Djougou a un climat de type soudano-guinéen à deux saisons dont une saison pluvieuse de mi-avril à mi-octobre et une saison sèche de mi-octobre. La Commune connaît de décembre à février l'harmattan, un vent sec et frais qui souffle du Sahara vers l'Ouest sur l'Afrique occidentale.

La Commune de Djougou dispose de plusieurs forêts classées que sont : la portion de la forêt classée de l'Ouémé supérieur au Sud-Ouest (35 000 ha) et les forêts classées de Kilir (50 ha), de Sérrou (408 ha), de la Donga (250 ha), de Belléfoungou (1 300 ha) et de Soubroukou (84 ha). A ces forêts classées s'ajoutent des forêts sacrées de Baréi, de la Panthère, de Nalohou et de Kpatogou. Des poches non négligeables de forêts claires et de forêts denses sont observées par endroit. Le Projet Bois de Feu Phase 2 (PBF 2) a également créé une (01) forêt communautaire Tfoungou (30 000 ha) à Pélébina le ProCGRN a créé une forêt à Koha (200 ha).

D'après le Quatrième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH4) de 2013, la population de la Commune de Djougou est de 267 812 habitants, dont 133 813 hommes (49,97%) et 133 999 femmes (50,03%). Par rapport à l'année 2002, la population totale a connu un accroissement intercensitaire annuel de 3,53%. La densité de la commune est de 68 habitants/km². La projection du RGPH4 estime la population totale de la commune de Djougou en 2017 à 300 543 habitants. Elle montre une répartition de la population de la Commune par tranche d'âge avec une population essentiellement jeune. Les enfants de 14 ans au plus sont au nombre de 141 217, soit 46,99% de la population. Les adultes de plus de 18 ans sont estimés à 138 446 personnes (45,83%) dont 71 615 femmes (51,72%). La population est majoritairement faite de Yowa, Lokpa et apparentés (54,2%). Ce groupe ethnique est suivi des Dendi et apparentés (14,6%), Peulh (14,3%), des Otammaris et apparentés (6,7%) et des Baribas et apparentés (3,9%). Les groupes ethniques minoritaires sont : les Fons, les Nagots, les expatriés, les Adja et d'autres ethnies du Bénin.

Les principales religions pratiquées sont : l'islam (81,40%) et le catholicisme (10,40%). Les autres religions sont : le protestantisme, les religions traditionnelles, le christianisme céleste, d'autres religions chrétiennes et d'autres religions. Une partie de la population (1,3%) n'a aucune religion

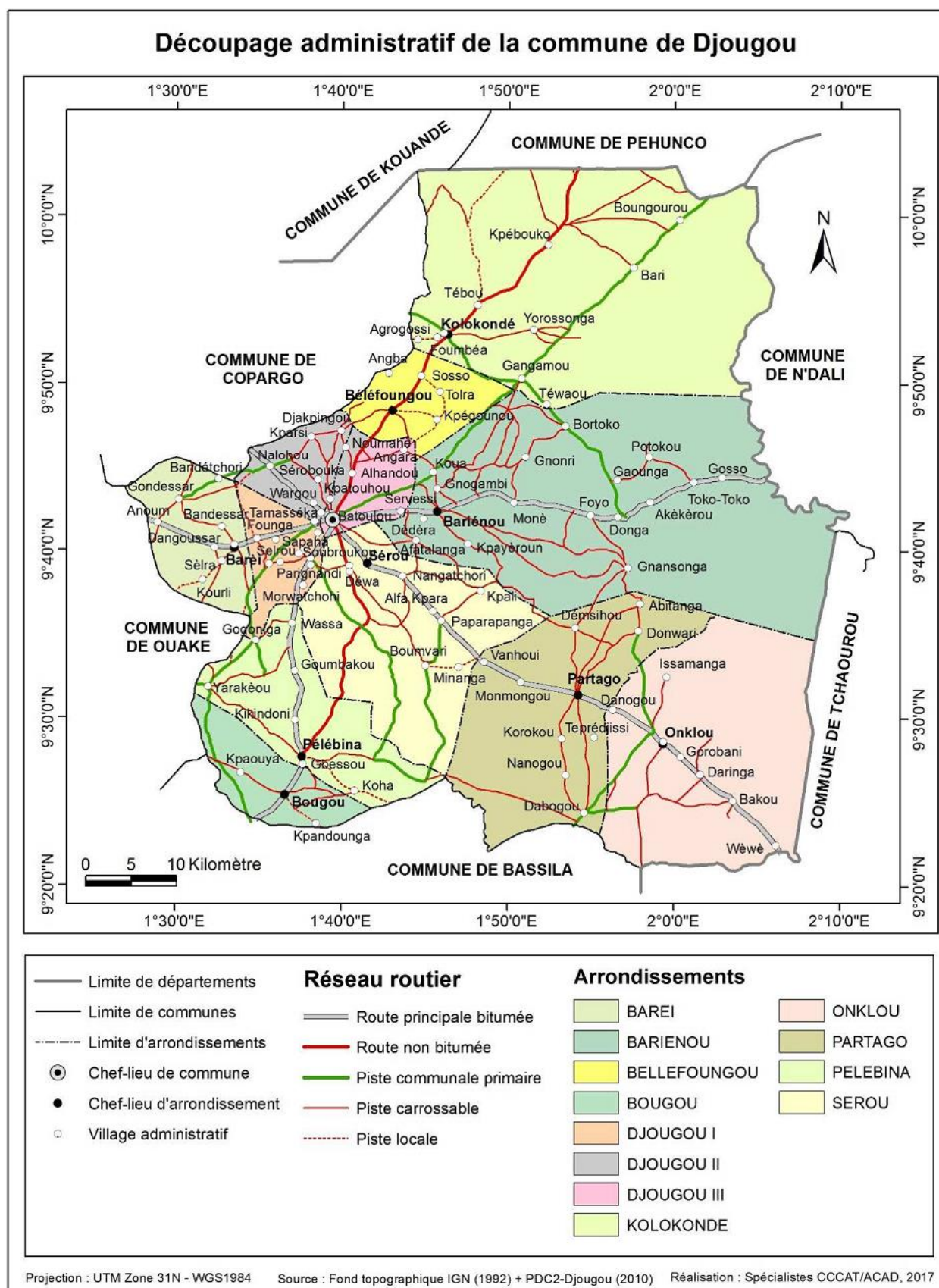


Figure 14: Carte administrative de la commune de Djougou

1.13.2. Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>Djougou bénéficie des filets sociaux mis en oeuvre par le PSDCC ; ACCESS et la mise en oeuvre de l'ARCH ;</p> <p>-S'agissant de la pauvreté plus deux ménages sur cinq (23,7%) dans le département de la Donga en 2011 sont pauvres en termes de condition d'existence ;</p> <p>-Le seuil de pauvreté monétaire annuel est estimé à 92 201 FCFA au niveau du département de la Donga en 2011. En utilisant ce seuil de pauvreté, on note que 36,6%des ménages du département de laDonga vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 36,2% sur le plan national. Cette situation, n'est pas homogène au niveau communal ; la commune de Djougou (39,8%) a une incidence au dessus de la moyenne départementale ;</p> <p>-Incidence de la pauvreté monétaire dans la Donga P0=31,3% (données de 2010 soit réalisation 2015).</p>
1.3		<p>Djougou bénéficie des filets sociaux mis en oeuvre par le PSDCC, ACCESS et la mise en oeuvre de ARCH ; Mise en oeuvre du secours indigent -S'agissant de la pauvreté plus deux ménages sur cinq (23,7%) dans le département de la Donga en 2011 sont pauvres en termes de condition d'existence; l'indice de pauvreté à Djougou est de 20,4 (INSAE/Emicov 2011)</p>
1.4		<p>Djougou bénéficie des filets sociaux mis en oeuvre par le PSDCC ;</p> <p>-existence de services financiers dont la population peut bénéficier (CLCAM, le FEDES des religieuses, SIANSON ONG, FINADeV ; l'indice de sévérité est de 0,038 dans la commune de Djougou ;</p> <p>- 20% des ménages souffrent de graves privations existentielles en termes de confort général du logement, de possession de biens durables et d'hygiène dans la commune de Djougou (INSAE/Emicov2011);</p> <p>Indice de Pauvreté non monétaire dans la donga P0=21,4% (données de 2010 soit réalisation 2015) ; taux de pauvreté multi dimensionnel 48,9% ;</p> <p>Le niveau de fréquentation des services de santé, dans les départements de l'Atacora et de la Donga, est très faible et largement en dessous de la valeur cible (80% en 2015) au niveau national ;</p> <p>Taux de fréquentation des services de santé (%) en 2014 est de 61,65 et en 2015 est de 62,76</p> <p>Taux de couverture des consultations prénatales (%) en 2014 est de 122,02 et en 2015 est de 133,13 / Taux de couverture des consultations postnatales (%) en 2014 est de 64,47 et en 2015 est 108,78</p> <p>Taux de couverture des accouchements assistés (%) en 2014 est de 111,51 et en 2015 est de 109,57</p> <p>Taux de consultation des enfants sains 0-11mois (%) en 2014 est de 100,79 et en 2015 est de 158,05</p> <p>Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0-5ans (%) en 2014 est de 146,94 et en 2015 est de 111,31</p> <p>Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes (%) en 2014 est de 1,43 et en 2015 est de 1,5</p> <p>Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne (%) en 2014 est de 6,79 et en 2015 est de 7,22 ;</p> <p>Nombre d'Infrastructures sanitaires publiques par type en 2014, Hôpital de zone (fonctionnelle):1 /Centre de Santé Communal:1 /Centre de Santé d'arrondis-sement: 12/Centre de traitement lèpre: 1 /Centre de dépistage de la tuberculose: 83</p> <p>Nombre d'Infrastructures sanitaires publiques par type en 2015, CHD : 1 /Centre de Santé d'arrondissement : 12/Centre de dépistage de la tuberculose : 59</p> <p>Nombre de formations sanitaires en 2014 Public : 23/ Privé : 11; Nombre de formations sanitaires en 2015 Public: 21/ Privé: 10</p>

		<p>Nombre de médecins Donga en 2014 est de 20 et en 2015 est de 28 / Nombre d'infirmiers Donga en 2014 est de 165 et en 2015 est de 145 / Nombre de sage-femmes Donga en 2014 est de 37 et en 2015 est de 32 / Nombre de techniciens de laboratoire Donga en 2014 est de 52 et en 2015 est de 65 /</p> <p>Indicateurs de couverture en personnel de santé dans la donga, Habitants/Médecin : 28693 en 2014 et 20515 en 2015 ;</p> <p>Habitants/Infirmiers : 3130 en 2014 et 3730 en 2015 ;</p> <p>Habitants/Sage-femmes : 3098 en 2014 et 3699 en 2015 ;</p> <p>Habitants/Techniciens de laboratoire : 27183 en 2014 et 21335 en 2015 ;</p> <p>Ratio de personnel qualifié pour 10 000: 4,26 en 2014 et 3,77 en 2015 ;</p> <p>Nombre de structures appuyées par les CPS [Nombre de Centre de Promotion Sociale (CPS) 1 en 2014 et en 2015 ;</p> <p>Nombre d'orphelinats appuyés 1 en 2015 ; Nombre de comités locaux de lutte contre la traite des enfants installés 0 ; Nombre de structures de prise en charge des personnes âgées appuyées 0 en 2014 et en 2015 ; Nombre de structures de prise en charge des personnes handicapées appuyées 33 en 2014 et 4 en 2015 (Source : DDFASSNHPTA/Atacora-Donga)</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>Pris en charge des orphelins et des enfants vulnérables (OEV) par le centre de promotion sociale (CPS) de la commune ;</p> <p>Nombre de Centre de Promotion Sociale (CPS) est de 1 en 2014 et en 2015 ; Nombre d'orphelinats appuyés est de 1 en 2014 et 0 en 2015 ; Nombre de bénéficiaires de secours 14 en 2014 ; Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels est de 191 en 2014 ; Nombre de bénéficiaires de secours est de 17 en 2015 ;</p> <p>Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels en 2015 est de 172 ; depuis avril 2017 un projet a vu le jour et est dénommé Jeunes Actifs de la Donga (JeAD) qui a pour activité principale la production des jus de fruits ; production de céréales à Djougou en 2014 35 905 tonnes et de 28 998 tonnes en 2015,</p> <p>production de racines et tubercules à Djougou en 2014 est de 134 835 tonnes et de 116 157 tonnes en 2015, production de légumineuses à Djougou en 2014 est de 5 667 tonnes et de 9 248 tonnes en 2015, production de culture maraichères à Djougou en 2014 est de 6146 tonnes et de 3 892 tonnes en 2015 ,</p> <p>production de culture de rente à Djougou en 2014 est de 9107 tonnes et de 3 976 tonnes en 2015 ;</p>
2.2		<p>L'hôpital « Ordre de Malte » a un centre dénommé « Maison Marigots » qui s'occupe de la malnutrition dans la commune ; Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels est de 191 en 2014 ; Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels en 2015 est de 172 ;</p> <p>Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale dans la Donga : 12,3% (données de 2010 soit une réalisation de 2015)</p> <p>le PMASN intervient dans 60 /122 villages de la commune-Mise en oeuvre prochaine du Projet de Nutrition et de développement de la petite enfance</p>
2.3		<p>Existence de projet intervenant dans l'appui aux producteurs (Pro-Agri Fi -Agriculture, DEDRAS/EED, GRADIB-ONG, AIC); Effectif du cheptel (nombre de têtes) en 2015 Bovins (30 000), Ovins (35 000), Caprins (43 000), Porcins (7 200), Volailles (155 000), Nombre de marchés 25 en 2014 et 2015; Nombre d'opérateurs économiques 115 en 2014 et 204 en 2015</p> <p>mise en place des cellules ATDA et organisation des producteurs par filière</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		<p>Taux de couverture des accouchements assistés dans la Donga est de 97,07% (Réalisation 2015);</p> <p>Taux de couverture des consultations prénatales dans la Donga est de 89,19%;</p> <p>Taux de séropositivité VIH/SIDA chez les femmes enceintes dans la commune est de 1,43% en 2014 puis 1,5% en 2015 ;</p> <p>Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne (%) est de 6,79% en 2014 puis 7,22% en 2015 ;</p>

		Nombre de cas de décès de femmes souffrant de complications obstétriques en 2014 est de 18 et en 2015 est de 22.
3.2		<p>Pris en charge des orphelins et des enfants vulnérables (OEV) par le centre de promotion sociale (CPS) de la commune</p> <p>- Existence de L'hôpital « Ordre de Malte » dénommé « Maison Marigots » qui s'occupe de la malnutrition dans la commune ; existence de Projet Multisectoriel d'Alimentation et de Santé Nutritionnelle (PMASN) pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle -existence de structures intervenant dans l'hygiène et assainissement (GIZ) ;</p> <p>le taux de médecins et de sages-femmes est en deçà des normes requises par l'OMS ;</p> <p>Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (infanto-juvenile) est de 80‰ dans la Donga (EDS-IV 2011-2012);</p> <p>Taux de mortalité infantile est de 53‰ dans la Donga (EDS-IV 2011-2012); Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole dans la Donga est de 76,7% (EDS-IV 2011-2012).</p>
3.3		<p>Le paludisme grave est la principale cause de décès des patients reçus dans les formations sanitaires. Sa prévalence a connu une baisse passant de 31% en 2012 à 19% en 2016.; Le taux de séropositivité du VIH SIDA a connu une augmentation passant de 3% à 4,47%. (PDC2018) ;</p> <p>le taux de médecins et de sages-femmes est en deçà des normes requises par l'OMS.; - le plateau technique est peu relevé; l'inexistence de certains services dans les CSA comme la pédiatrie, la chirurgie, le laboratoire pour les examens; Taux de séropositivité VIH/SIDA chez les femmes enceintes dans la commune est de 1,43% en 2014 puis 1,5% en 2015; Taux d'utilisation des méthodes de contraception moderne (%) est de 6,79% en 2014 et 7,22% en 2015;</p> <p>L'activité vaccinale bénéficie d'une attention particulière avec le développement du Programme Elargi de Vaccination (PEV) depuis quelques années au Bénin. Les taux calculés ne concernent que les populations cibles du PEV, à savoir les enfants de moins d'un an ; Affections les plus fréquentes en consultation dans le département de la Donga en 2014 Paludismes : 43% et 52,2 en 2015/Infections respiratoires aiguës/basses: 9% et 10,9 en 2015/Autres affections gastro-intestinales: 6% et 4,7 en 2015/</p>
3.4		<p>Le taux de médecins et de sages-femmes est en deçà des normes requises par l'OMS ;</p> <p>En 2015, le paludisme, les infections respiratoires aiguës/basses et les anémies constituent les pathologies les plus fréquentes des motifs de consultations au niveau du département de la Donga. En effet, le paludisme constitue 39,19% des motifs de consultation des habitants du département de l'Atacora contre 47,71% pour les habitants du département de la Donga ; -Beaucoup d'affections ont connu une nette régression entre 2012 et 2016 ce qui est positif pour la santé des populations de la commune. C'est le cas pour les anémies qui sont passées de 2,49% à 0,35% ; des affections gastro intestinales de 6,35% à 3,75%; Taux de fréquentation des services de santé dans la Donga est de 65,5%. Anémie : 3% en 2014 et 3,2 en 2015/Traumatisme (Accident de circulation et autres traumatisme) : 3% en 2014 et 3% en 2015/Diarrhée fébrile : 3% en 2014 et 2,2% en 2015/Infections respiratoires aiguës/hautes : 2% en 2014 et 1,8 % en 2015/Autres affections dermatologiques : 2% en 2014 et 1,2% en 2015.</p>
3.7		<p>Seuls six arrondissements pour 51 villages et quartiers de ville sont couverts par les mutuelles ; le taux de médecins et de sages-femmes est en deçà des normes requises par l'OMS. ; Projet intervenant dans la lutte contre le VIH-SIDA-IST (PSI).</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		<p>Intervention de certaines ONG dans l'appui au secteur de l'éducation (Projet d'Insertion des Enfants Déshérités (PIED), DEDRAS/EED,</p> <p>-mesure de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire,</p> <p>- existence de campagne « toutes les filles à l'école » (UNICEF); -il est à noter que malgré l'exonération des frais de scolarité et tout l'effort fourni par les principaux acteurs du système éducatif, il existe toujours une disparité suivant les arrondissements et selon le genre qui se manifeste par un écart entre filles et garçons</p>

		<p>en matière d'inscription au CI et de fréquentation en général et ceci en défaveur des filles;</p> <p>-l'analyse de disponibilité des infrastructures scolaires dans la commune de Djougou fait apparaître non seulement les écarts entre les salles de classes en matériaux définitifs et précaires mais aussi une disparité à l'intérieur de la commune et ceci dans les arrondissements. En moyenne 33,28% des salles de classes sont en matériaux précaires ;</p> <p>- l'effectif des enseignants dans la commune de Djougou demeure insuffisant ; -Au cours de la période 2012 à 2016 le taux moyen des élèves ayant abandonné les classes est de 14,56% pour les garçons contre 15,74% pour les filles.</p> <p>L'indice de parité fille/garçon montre un taux d'abandon élevé au cours de la même période en défaveur des filles dans la commune de Djougou ; Taux brut de scolarisation dans le primaire est de 127,99% dans la Donga ; Taux brut d'admission au CI Donga : 168,77% Population scolarisable 55 936 (INSAE; projection à partir du RGPH4 de 2013.)/ Effectifs des élèves du primaire (2013-2014) 59 369; Population scolarisable (2014-2015) 57 099/Effectifs des élèves du primaire (2014-2015) 62 263; Effectifs des enseignants du primaire (2013-2014) 1 114; Nombre d'écoles (2013-2014) 268 dont 16 privé; Effectifs des enseignants du primaire (2014-2015) 1 213; Nombre d'écoles (2014-2015) 283 dont 21 privé; Indicateurs d'éducation dans le primaire (2013-2014)[Taux brut d'admission 145,16%/Taux d'achèvement 62,66%/Taux brut de scolarisation 116,04%/Taux de promotion 77,32%/Taux de redoublement 7,93%/ Taux d'abandon 14,74%/ Places assises par élève 43 892/ Ratio élèves 43 892/maître 53,3]; Indicateurs d'éducation dans le primaire (2014-2015) [Taux brut d'admission 157,11%/Taux d'achèvement 63,74%/Taux brut de scolarisation 118,68%/Taux de promotion 75,83%/Taux de redoublement 7,84%/ Taux d'abandon 16,33% Places assises par élève 43 892 Ratio élèves 47 762/maître 51,3]; Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2013-2014)[Effectif des élèves 14 192; Indice de parité filles/garçons 0,492]; Effectif des élèves au niveau de l'enseignement secondaire général (2014-2015)[Effectif des élèves 17 670; Indice de parité filles/garçons 0,563]; Effectif des enseignants au niveau de l'enseignement secondaire général (2013-2014) [Effectif des enseignants 1 948; Nombre de CEG 35; Ratio fille/garçon à l'école [Maternel 1,089 en 2014; Primaire 0,956 en 2014 et 0,839 en 2015; Secondaire enseignement général 0,492 en 2014 et 0,563 en 2015</p>
4.4		<p>Le Programme de Cours Accélérés et à la formation des enfants exclus du système éducatif (PCA), lancé en 2012 a démarré dans la commune de Djougou la même année avec la création des centres d'éducation alternative dénommés « Centres PCA » ; Nombre de primo demandeurs d'emploi dans l'Atacora-Donga est de 101; Taux de chômage (des 10ans et plus) dans la Donga est de 0,5% (données 2007); le département de la Donga compte deux (02) établissements tous publics, qui sont implantés dans la commune de Djougou</p>
4.5		<p>Intervention de certaines ONG dans l'appui au secteur de l'éducation (Projet d'Insertion des Enfants Déshérités (PIED) existence de campagne « toutes les filles à l'école »; -La commune de Djougou compte 762 cabines de latrines en 2017 pour 58 986 écoliers soit 77 écoliers pour une cabine contre 30 écoliers pour une cabine selon les normes EQF ; ce qui montre une insuffisance de latrines en milieu scolaire;</p> <p>-L'indice net de parité genre pour la scolarisation au primaire (6-11 ans) est de 95,60% dans la commune de Djougou ; en défaveur des filles ; Au cours de la période 2012 à 2016 le taux moyen des élèves ayant abandonné les classes est de 14,56% pour les garçons contre 15,74% pour les filles. L'indice de parité fille/garçon montre un taux</p>

		<p>d'abandon élevé au cours de la même période en défaveur des filles dans la commune de Djougou.</p> <p>-Le pourcentage d'élèves filles dans l'enseignement primaire a connu une légère baisse au niveau de la Donga de 2014 à 2015. En effet, ce pourcentage est passé de 45,44% à 45,36% dans la Donga; Rapport fille-garçon dans le primaire (Donga : 0,963) et le secondaire (Donga : 0,55); Evolution du nombre de centres d'alphabétisation pour la Pré-Alphabétisation 1 en 2014 et 24 en 2015; Evolution du nombre d'inscrits aux programmes de pré-alphabétisation 27 en 2014 et 677 en 2015; Evolution du taux d'abandon aux programmes de pré-alphabétisation 0,08% en 2014 et 69,76% en 2015 ; Evolution du nombre de centres d'alphabétisation pour la Post-Alphabétisation 1 en 2014 et 28 en 2015</p>
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		Existence de campagne « toutes les filles à l'école »(UNICEF).
5.5		<p>-La participation de la femme aux instances de prise de décision reste limitée. Depuis la deuxième mandature jusqu'en 2015, on compte une femme maire sur 13 au niveau des départements de l'Atacora et de la Donga. -Le Conseil Communal actuel ne compte aucune femme (PDC 2018)</p> <p>-On assiste à un timide début de changement en matière de participation de la femme à la prise de décisions dans le ménage et dans la communauté. Les différentes actions de sensibilisation et d'éducation menées par les acteurs de développement et les médias, de proximité surtout, ont commencé par faire fléchir la perception de certains hommes sur les femmes ;</p> <p>- Aucune femme ne figure parmi les 13 maires élus en 2015 et le nombre de femmes conseillers au niveau des départements de l'Atacora et de la Donga est passé de huit (08) à quatre (04) de la deuxième mandature à la troisième mandature ; Nombre de femmes promues à un poste de responsabilité et élues conseillères (Elue conseillère communale 1 en 2014, 0 en 2015</p>
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>-existence de structure qui appui la commune dans le domaine de l'accessibilité à l'eau (GIZ, PROTOS, HELVETAS)</p> <p>la construction des AEV avec la copération Djougou Evreux et le Programme PPEA II</p> <p>-la population totale desservie par la SONEB peut être estimée à 20060 sur 267 812 habitants. Cela traduit qu'il reste une frange importante de la population qui a difficilement accès à l'eau potable ou n'y a pas du tout accès.</p> <p>-on remarque une disparité d'un arrondissement à l'autre dans la commune ;</p> <p>Proportion de ménages ayant accès à eau potable 51,6%, autre eau améliorée 3,6 %, eau non améliorée 44,8%</p>
6.2		<p>Existence de structure qui appui la commune dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène (SIAN'SON, PROTOS, HELVETAS, GIZ, AFAVIP (Association des Femmes pour une Ville Propre))</p> <p>-Sur les 47.3774 mètres linéaires de caniveaux réalisés, seulement environs 39.577 mètres sont dans l'agglomération de la ville de Djougou, Le reste concerne ceux réalisés le long des six sorties de la Commune de Djougou.</p> <p>-La Mairie dispose d'une décharge finale, mais elle n'est pas aménagée,</p> <p>-Des réserves administratives devant accueillir des quais, des centres de transfert et/ou de tri existent ; Proportion de ménage ne disposant pas de latrine ou toilette dans la Donga est de 76,3% (données 2007, réalisation 2013);</p> <p>Proportion de ménages ayant accès à des toilettes modernes 25,3%, toilettes partagées 37,2%;</p> <p>Proportion de menages évacuant les ordures par les voiries publiques, privées et ONG 12,5%; Proportion de menages évacuant les eaux usées par les caniveaux ouvert ou fermé, égouts 3,0%, (INSAE/EMICOV/2011)</p>

6.4		Existence de structure qui appui la commune dans le domaine de l'accessibilité à l'eau (GIZ, PROTOS, HELVETAS) - Quatre (4) principaux cours d'eau irriguent la Commune de Djougou. -La Commune dispose par ailleurs de cinq (05) retenues d'eau réparties dans les localités de Djougou 1, Foubéa (Kolokondé), Daringa, Béléfoungou et Dangoussar (Baréi)
6.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Les cibles 1.3 (protection sociale), 3.1, 3.3, 3.4 et 3.7 (santé), 4.1, 4.4 et 4.5 (éducation), 5.1 et 5.5 (égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles) ainsi que 6.1, 6.2 et 6.4 (accès à l'eau) sont peu couvertes. Au nombre des raisons de cette faible niveau de couverture il y a l'insuffisance d'activités spécifiques planifiée pouvant contribuer à l'atteinte de chaque cible. Par contre les cibles 1.2 (pauvreté), 1.4 (accès aux services de base), 2.1 (élimination de la faim), 2.2 (mettre fin à la malnutrition), 2.3 (doubler la productivité et le revenu), et 3.2 (mortalité infantile) ont une assez-bonne couverture.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		Existences de projet soutenant la commune dans le domaine dans l'accessibilité à l'Energie (Biomasse Electricité, Pana Energie, Millenium Chalenge Account (MCA)) ; -Tous les douze (12) chefs-lieux d'arrondissements et certaines agglomérations de la commune bénéficient d'un réseau d'électrification de la SBEE. -Quelques lampadaires solaires ont été placés dans certaines localités de la commune- existence d'une centrale solaire INOVENT qui attend d'être utilisée par la SBEE ce qui va accroître l'offre d'énergie dans la Commune ; Nombre de stations publiques (0 constées en 2014 puis 2015) et privées (8 en 2014 puis 9 en 2015); Parc des abonnés de la SBEE (Abonnés année 2012, Conventionnels 4 227 ; Prepayés 1 350), (Abonnés année 2013, Conventionnels 4558, prépayés 1 601); Nbre de postes construits 1 (électrification); Extensions BT(m) réalisées 444; Extensions MT(m) réalisées 110; Nbre de Compteurs posés 347 (électrification en 2012); Extensions BT(m) réalisées 0; Extensions MT(m) réalisées 0; Nbre de Compteurs posés 582 (électrification en 2013); Proportion de la population ayant accès à l'électricité 38,3%,; Pourcentage de la population ayant accès aux TICs (Ordinateur 1,5%, Telephone fixe 0,7%, Telephone mobile 75,0%, Connexion internet 0,7% (INSAE/EMICOV/2011).
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		-L'agriculture est la principale activité économique de la commune de Djougou, elle occupe environ 90% de la population active ; -L'artisanat de production est quant à lui très développé et 83 activités ont été recensées dans ce secteur (PDC 2018) ; Elles sont dominées par la production d'articles à base de textiles (48 activités, soit 57,83%) et d'aliments ou de boissons à base de produits agricoles (25 activités, soit 30,12%). Les activités de production d'articles à

		<p>base de bois ou de métaux sont moins répandues, respectivement 8,43% et 3,61%. (PDC 2018)</p> <p>- L'analyse de la répartition spatiale indique que 42,17% des activités sont recensées dans l'arrondissement de Bougou. Cet arrondissement est suivi de celui de Kolokondé (21,68%). Peu de ces activités sont recensées dans les arrondissements de Bariénou (10,84%), de Partago (7,23%), de Belléfoungou (6,02%), de Baréi (3,61%), de Pélébina (3,61%), de Sérou (3,61%) et d'Onklou (1,20%).(PDC 2018); -La production de la pêche est quasiment nulle sur les trois dernières années dans la commune.</p> <p>- Le niveau d'équipement de ces marchés est très faible. Plus de 3/4 des vendeurs mènent leurs activités commerciales sous des appâtâmes (46,34%), en plein air (sans abri) (19,76%), ou de manière ambulante (9,44%). Moins du quart (1/4) des vendeurs est abrité de manière convenable, sous des hangars (22,12%), dans des kiosques (1,20%), des boutiques (0,84%) ou des magasins (0,30%). - La majorité des vendeurs (71,15%) commercialise des produits provenant essentiellement de la commune. - Presque tous les vendeurs (98,62%) écoulent leurs produits sur les marchés locaux. Moins de 1,5% des vendeurs exportent des produits vers les marchés internationaux, départementaux, régionaux ou nationaux.</p>
8.3		<p>La commune de Djougou possède une offre de services financiers dont la population peut bénéficier (CLCAM, Donga women,microfinance, Bornefonden, le FEDES des religieuses, SIANSON ONG, FINADeV, AIC, GRADIB-ONG, DEDRAS/EED, Sud-Nord Actions (SNA), APIC ONG, Fond National pour le Développement de l'Agriculture (FNDA), Programme de Micro-crédit pour les Plus Pauvres (PMCPP));</p> <p>Répartition des bénéficiaires des prestations de service de l'ANPE [chercheurs d'emploi accueillis 954 en 2014 et 608 en 2015; Demandeurs d'emploi reçus et orientés par les conseillers 391 en 2014, 600 en 2015.</p>
8.5		<p>La commune de Djougou possède une offre de services financiers dont la population peut bénéficier (CLCAM, Donga women, microfinance, Bornefonden, le FEDES des religieuses, SIANSON ONG, FINADeV, AIC, GRADIB-ONG, DEDRAS/EED, Sud-Nord Actions (SNA), APIC ONG, Fond National pour le Développement de l'Agriculture (FNDA), Programme de Micro-crédit pour les Plus Pauvres (PMCPP));</p> <p>-L'agriculture est la principale activité économique de la commune de Djougou, elle occupe environ 90% de la population active ;</p> <p>-L'artisanat de production est quant à lui très développé et 83 activités ont été recensées dans ce secteur (PDC 2018) ; Elles sont dominées par la production d'articles à base de textiles (48 activités, soit 57,83%) et d'aliments ou de boissons à base de produits agricoles (25 activités, soit 30,12%). Les activités de production d'articles à base de bois ou de métaux sont moins répandues, respectivement 8,43% et 3,61%. (PDC 2018) ;</p> <p>- L'analyse de la répartition spatiale indique que 42,17% des activités sont recensées dans l'arrondissement de Bougou. Cet arrondissement est suivi de celui de Kolokondé (21,68%). Peu de ces activités sont recensées dans les arrondissements de Bariénou (10,84%), de Partago (7,23%), de Belléfoungou (6,02%), de Baréi (3,61%), de Pélébina (3,61%), de Sérou (3,61%) et d'Onklou (1,20%). (PDC 2018);</p> <p>-La production de la pêche est quasiment nulle sur les trois dernières années dans la commune.</p> <p>- Le niveau d'équipement de ces marchés est très faible. Plus de 3/4 des vendeurs mènent leurs activités commerciales sous des appâtâmes (46,34%), en plein air (sans abri) (19,76%), ou de manière ambulante (9,44%). Moins du quart (1/4) des vendeurs est abrité de manière convenable, sous des hangars (22,12%), dans des kiosques (1,20%), des boutiques (0,84%) ou des magasins (0,30%). - La majorité des vendeurs (71,15%) commercialise des produits provenant essentiellement de la commune. - Presque tous les vendeurs (98,62%) écoulent leurs produits sur les marchés locaux. Moins de 1,5% des vendeurs exportent des produits vers les marchés internationaux, départementaux, régionaux ou nationaux ; Nombre de primo demandeurs d'emploi dans l'Atacora-Donga est de 101; Taux de chômage (des 10ans et plus) dans la Donga est de 0,5% (données 2007);</p>

		Répartition des demandeurs d'emploi enregistrés par catégorie [Primo demandeur 234 en 2014, 381 en 2015 ; Personne ayant perdu son emploi 98 en 2014, 139 en 2015 ; Intervention de l'ANPE dans la commune à travers l'insertion des jeunes, le soutien des porteurs de projet, le suivi et l'orientation des demandeurs d'emploi; Taux de sous-emploi visible (%) 42,9, Taux de sous-emploi invisible (%) 52,9, Taux d'activité au sens élargi (%) 60,7, Taux d'activité au sens strict (%) 59,5, Taux d'activité au sens élargi des 15-24 ans (%) 43,3 (Source : INSAE/EMICoV/2011).
8.9		le patrimoine naturel et culturel est à l'étape primaire; Nombre d'établissements hôteliers 25 (Seulement 18 réceptifs hôteliers renseignent à Djougou); Nombre d'attraits touristiques 6 (source DDCAAT).
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		Pistes construites en 2014 (km) est de 15,35km; Existence de pistes prioritaires de la commune de Djougou (PATARGO-ABINTANGA 15km; ONKLOU-DONWARI 20km; BAREI-DELRA 15km etc.).
9.2		RAS
9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		<p>- L'agriculture est la principale activité économique de la commune de Djougou, elle occupe environ 90% de la population active ;</p> <p>- L'artisanat de production est quant à lui très développé et 83 activités ont été recensées dans ce secteur (PDC 2018) ;</p> <p>Elles sont dominées par la production d'articles à base de textiles (48 activités, soit 57,83%) et d'aliments ou de boissons à base de produits agricoles (25 activités, soit 30,12%). Les activités de production d'articles à base de bois ou de métaux sont moins répandues, respectivement 8,43% et 3,61%. (PDC 2018)</p> <p>- L'analyse de la répartition spatiale indique que 42,17% des activités sont recensées dans l'arrondissement de Bougou. Cet arrondissement est suivi de celui de Kolokondé (21,68%). Peu de ces activités sont recensées dans les arrondissements de Bariénou (10,84%), de Partago (7,23%), de Belléfoungou (6,02%), de Baréi (3,61%), de Pélébina (3,61%), de Sérou (3,61%) et d'Onklou (1,20%). (PDC 2018);</p> <p>- La production de la pêche est quasiment nulle sur les trois dernières années dans la commune.</p> <p>- Le niveau d'équipement de ces marchés est très faible. Plus de 3/4 des vendeurs mènent leurs activités commerciales sous des appâtâmes (46,34%), en plein air (sans abri) (19,76%), ou de manière ambulante (9,44%). Moins du quart (1/4) des vendeurs est abrité de manière convenable, sous des hangars (22,12%), dans des kiosques (1,20%), des boutiques (0,84%) ou des magasins (0,30%).</p> <p>- La majorité des vendeurs (71,15%) commercialise des produits provenant essentiellement de la commune.</p> <p>- Presque tous les vendeurs (98,62%) écoulent leurs produits sur les marchés locaux. Moins de 1,5% des vendeurs exportent des produits vers les marchés internationaux, départementaux, régionaux ou nationaux;</p> <p>- La commune de Djougou possède une offre de services financiers dont la population peut bénéficier(AIC, GRADIB-ONG, DEDRAS/EED, Sud-Nord Actions (SNA), APIC ONG, Fond National pour le Développement de l'Agriculture (FNDA), Programme de Micro-crédit pour les Plus Pauvres (PMCPP)).</p>
10.2		<p>- Existence de projets soutenant la commune dans les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulant la croissance des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers (AIC, GRADIB-ONG, DEDRAS/EED, Sud-Nord Actions (SNA), APIC ONG, Fond National pour le Développement de l'Agriculture (FNDA), Programme de Micro-crédit pour les Plus Pauvres (PMCPP)) ;</p> <p>- L'agriculture est la principale activité économique de la commune de Djougou, elle occupe environ 90% de la population active ;</p>

		<p>-L'artisanat de production est quant à lui très développé et 83 activités ont été recensées dans ce secteur (PDC 2018) ; Elles sont dominées par la production d'articles à base de textiles (48 activités, soit 57,83%) et d'aliments ou de boissons à base de produits agricoles (25 activités, soit 30,12%). Les activités de production d'articles à base de bois ou de métaux sont moins répandues, respectivement 8,43% et 3,61%. (PDC 2018)</p> <p>- L'analyse de la répartition spatiale indique que 42,17% des activités sont recensées dans l'arrondissement de Bougou. Cet arrondissement est suivi de celui de Kolokondé (21,68%). Peu de ces activités sont recensées dans les arrondissements de Bariénou (10,84%), de Partago (7,23%), de Belléfoungou (6,02%), de Baréi (3,61%), de Pélébina (3,61%), de Sérou (3,61%) et d'Onklou (1,20%). (PDC 2018);</p> <p>-La production de la pêche est quasiment nulle sur les trois dernières années dans la commune.</p> <p>- Le niveau d'équipement de ces marchés est très faible. Plus de 3/4 des vendeurs mènent leurs activités commerciales sous des appâtâmes (46,34%), en plein air (sans abri) (19,76%), ou de manière ambulante (9,44%). Moins du quart (1/4) des vendeurs est abrité de manière convenable, sous des hangars (22,12%), dans des kiosques (1,20%), des boutiques (0,84%) ou des magasins (0,30%).</p> <p>- La majorité des vendeurs (71,15%) commercialise des produits provenant essentiellement de la commune.</p> <p>- Presque tous les vendeurs (98,62%) écoulent leurs produits sur les marchés locaux. Moins de 1,5% des vendeurs exportent des produits vers les marchés internationaux, départementaux, régionaux ou nationaux.</p>
10.3		<p>-Le Conseil Communal actuel ne compte aucune femme (PDC 2018) ;</p> <p>-On assiste à un timide début de changement en matière de participation de la femme à la prise de décisions dans le ménage et dans la communauté. Les différentes actions de sensibilisation et d'éducation menées par les acteurs de développement et les médias, de proximité surtout, ont commencé par faire fléchir la perception de certains hommes sur les femmes.</p>
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		<p>On note une tendance à la modernisation de l'habitat dans l'ensemble de la commune. Les cases rondes coiffées de chaumes, font de plus en plus place aux bâtiments rectangulaires en matériaux définitifs ou précaires coiffés de tôles. ; Le niveau de fréquentation des services de santé, dans le département de la Donga, est très faible et largement en dessous de la valeur cible (80% en 2015) au niveau national . En effet, le taux de fréquentation des services de santé est passé de 42,47% à 45,11% dans la Donga de 2014 à 2015.; le Centre Hospitalier Départemental (CHD) est abrité par la commune de Djougou ; Un Hôpital de Zone est implanté dans la commune de Djougou; Dépôts de vente de ciments 5 en 2014 et en 2015.</p>
11.3		RAS
11.5		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

L'examen du tableau ci-dessus montre que les cibles 8.9, 9.2, 9.5 et 11.5 ne bénéficient d'aucune couverture en raison de la non planification d'activités y afférentes. Par contre, les cibles 7.1, 8.2, 8.3, 8.5, 9.1, 10.1, 10.2, 10.3, 11.1 et 11.3 sont faiblement couvertes.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		Les espèces animales concernent essentiellement le petit gibier (lièvre, écureuil, aulacode, rat géant, hérisson, singe noir, phacochère, hippotragus, etc.), les reptiles (varans, tortues, escargots, caïmans, crocodiles, serpents, etc.), plusieurs espèces d'oiseaux et quelques rares buffles; La Commune dispose par ailleurs de cinq (05) retenues d'eau réparties dans les localités de Djougou 1, Foubéa (Kolokondé), Daringa, Béléfoungou et Dangoussar (Baréi).
12.5		RAS
12.7		RAS
12.8		RAS
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Les températures maximales ont constamment augmenté au cours des trente dernières années. Cette tendance est ressentie par la population (65 % des enquêtés), la plupart des stations ont présenté une tendance pluviométrique à la baisse des hauteurs de pluie sur la période considérée (données ASECNA 2016).
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		RAS
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		Les espèces animales concernent essentiellement le petit gibier (lièvre, écureuil, aulacode, rat géant, hérisson, singe noir, phacochère, hippotragus, etc.), les reptiles (varans, tortues, escargots, caïmans, crocodiles, serpents, etc.), plusieurs espèces d'oiseaux et quelques rares buffles; La Commune dispose par ailleurs de cinq (05) retenues d'eau réparties dans les localités de Djougou 1, Foubéa (Kolokondé), Daringa, Béléfoungou et Dangoussar (Baréi).
15.2		RAS
15.3		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

A la lecture du tableau ci-dessus, on remarque que les cibles 12.5, 12.7, 14.2, 14.5, 15.2 et 15.3 n'ont pas du tout été couvertes. Cela se justifie par l'absence de planification d'activités entrant dans le cadre de la couverture de ces cibles. Cependant les cibles 12.2, 12.8 et 15.1 sont peu couvertes.

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance

ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		Nombre de comités locaux de lutte contre la traite des enfants installés est de 0 en 2014 et en 2015
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		RAS
16.9		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le tableau ci-dessus montre que la cible 16.5 (réduction de la corruption) ne bénéficie d'aucune couverture car aucune activité prenant en compte la lutte contre la corruption n'a été planifiée il en est de même pour les cibles les cibles 16.3, 16.6 et 16.9

1.13.3.Synthèse des cibles prioritaires de la commune

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		<p>Opportunités : Djougou bénéficie des filets sociaux ; agriculture qui occupe 70% de la population active. Le commerce de produits manufacturés, de produits agricoles et d'animaux est la 3^{ème} activité après l'agriculture et l'élevage. Le transport, activité connexe au commerce, est aussi important. Ces activités prennent de l'essor à cause de la position de ville carrefour et de transit qu'occupe le chef-lieu de la commune.</p> <p>Menaces : Croissance démographique et appauvrissement des sols du fait des pratiques culturelles inadaptées ; rareté des pluies (changements climatiques); avancée du désert</p> <p>Absence d'un tissu industriel</p> <p>Djougou bénéficie des filets sociaux mis en oeuvre par le PSDCC ; ACCESS et la mise en oeuvre de l'ARCH ; -S'agissant de la pauvreté plus deux ménages sur cinq (23,7%) dans le département de la Donga en 2011 sont pauvres en termes de condition d'existence ; -Le seuil de pauvreté monétaire annuel est estimé à 92 201 FCFA au niveau du département de la Donga en 2011. En utilisant ce seuil de pauvreté, on note que 36,6%des ménages du département de laDonga vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 36,2% sur le plan national. Cette situation, n'est pas homogène au niveau communal ; la commune de Djougou (39,8%) a une incidence au dessus de la moyenne départementale ; -Incidence de la pauvreté monétaire dans la Donga PO=31,3% (données de 2010 soit réalisation 2015).</p>
1.3		<p>Opportunités :</p> <ul style="list-style-type: none"> -existence de mutuelle de santé animé par les OSC -La commune dispose du Centre de Promotion Sociale (CPS) qui ne ménage aucun effort pour soutenir la commune - Mise en oeuvre du secours indigent dans la commune par le Ministère des Affaires Sociales <p>Menaces:le local qui abrite le CPS ne répond pas aux normes requises; Insuffisance du personnel au niveau du CPS pour couvrir toute la commune</p> <p>Djougou bénéficie des filets sociaux mis en oeuvre par le PSDCC, ACCESS et la mise en oeuvre de ARCH; Mise en oeuvre du secours indigent -S'agissant de la pauvreté plus deux ménages sur cinq (23,7%) dans le département de la Donga en 2011 sont pauvres en termes de condition d'existence; l'indice de pauvreté à Djougou est de 20,4 (INSAE/Emicov 2011)</p>
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		<p>Opportunités : -pris en charge des orphelins et des enfants vulnérables (OEV) par le centre de promotion sociale (CPS) de la commune -la population de Djougou consomme fortement le niébé et le fromage de soja, sources de protéines végétales</p> <p>Menaces : les produits qui sont sources de protéines végétales sont contaminés par les pesticides lors de la production -Le maïs et le soja sont plus accessibles sur le marché mais le maïs est plus cher sur le marché.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les stocks s'amenuisent ; -Méconnaissance des bonnes pratiques alimentaires et nutritives et faible pouvoir d'achat des ménages ruraux. <p>pris en charge des orphelins et des enfants vulnérables (OEV) par le centre de promotion sociale (CPS) de la commune ; Nombre de Centre de Promotion Sociale (CPS) est de 1 en 2014 et en 2015; Nombre d'orphelinats appuyés est de 1 en 2014 et 0 en 2015; Nombre de bénéficiaires de secours 14 en 2014; Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels est de 191 en 2014; Nombre de bénéficiaires de secours est de 17 en 2015; Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels en 2015 est de 172; depuis avril 2017 un projet a vu le jour et est dénommé Jeunes Actifs de la Donga (JeAD) qui a pour activité principale la production des jus de fruits ;</p>

		production de céréales à Djougou en 2014 35 905 tonnes et de 28 998 tonnes en 2015, production de racines et tubercules à Djougou en 2014 est de 134 835 tonnes et de 116 157 tonnes en 2015, production de légumineuses à Djougou en 2014 est de 5 667 tonnes et de 9 248 tonnes en 2015, production de culture maraichers à Djougou en 2014 est de 6146 tonnes et de 3 892 tonnes en 2015 ,production de culture de rente à Djougou en 2014 est de 9107 tonnes et de 3 976 tonnes en 2015;
2.2		<p>Opportunités :</p> <ul style="list-style-type: none"> -pris en charge des orphelins et des enfants vulnérables (OEV) par le centre de promotion sociale (CPS) de la commune - Existence de L'hôpital « Ordre de Malte » dénommé « Maison Marigots » qui s'occupe de la malnutrition dans la commune et ailleurs -la population de Djougou consomme fortement le niébé et le fromage de soja, sources de protéines végétales -Mise en oeuvre du Projet Multisectoriel d'Alimentation de Santé et de Nutrition <p>Menaces : les produits qui sont sources de protéines végétales sont contaminés par les pesticides lors de la production -Le maïs et le soja sont plus accessibles sur le marché mais le maïs est plus cher sur le marché.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les stocks s'amenuisent -méconnaissance des bonnes pratiques alimentaires et nutritives et faible pouvoir d'achat des ménages ruraux. <p>L'hôpital « Ordre de Malte » a un centre dénommé « Maison Marigots » qui s'occupe de la malnutrition dans la commune ;</p> <p>Les villages de l'arrondissement Partago présentent un score grave de la malnutrition chronique car 32,4% est supérieur au seuil national qui est compris entre 30% et 40%;</p> <p>Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels est de 191 en 2014 ;</p> <p>Nombre d'OEV soutenus par des kits nutritionnels en 2015 est de 172 ; Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale dans la Donga : 12,3% (données de 2010 soit une réalisation de 2015);</p> <p>le PMASN intervient dans 60 /122 villages de la commune-Mise en oeuvre prochaine du Projet de Nutrition et de développement de la petite enfance</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>Opportunité :</p> <p>Existence de structure qui appui la commune dans le domaine de l'accessibilité à l'eau</p> <p>Existence de l'Agence Nationale de l'Eau</p> <p>faible couverture du territoire en matière d'accessibilité en eau ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -existence de structure qui appui la commune dans le domaine de l'accessibilité à l'eau (GIZ, PROTOS, HELVETAS) ; la construction des AEV avec la copération Djougou Evreux et le Programme PPEA II -la population totale desservie par la SONEB peut être estimée à 20060 sur 267 812 habitants. Cela traduit qu'il reste une frange importante de la population qui a difficilement accès à l'eau potable ou n'y a pas du tout accès. -on remarque une disparité d'un arrondissement à l'autre dans la commune ; <p>Proportion de ménages ayant accès à eau potable 51,6%, autre eau améliorée 3, 6% , eau non améliorée 44,8%.</p>
6.2		<p>Opportunités : on note l'existence des structures de pré-collecte représentées par des ONG, des sites de regroupement (quais de transit) et un mécanisme de transport vers la décharge finale.</p> <p>Existence de FADeC Assainissement</p>

		<p>Menaces : face à la densité des ordures à ramasser, les services de voirie ne sont pas suffisamment équipés en engins lourds (chargeuse par exemple) et en main d'oeuvre pour accomplir leur mission</p> <ul style="list-style-type: none"> -existence de structure qui appui la commune dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène (SIAN'SON, PROTOS, HELVETAS, GIZ, AFAVIP (Association des Femmes pour une Ville Propre)) ; -Sur les 47.3774 mètres linéaires de caniveaux réalisés, seulement environs 39.577 mètres sont dans l'agglomération de la ville de Djougou, Le reste concerne ceux réalisés le long des six sorties de la Commune de Djougou. -La Mairie dispose d'une décharge finale, mais elle n'est pas aménagée, -Des réserves administratives devant accueillir des quais, des centres de transfert et/ou de tri existent ; Proportion de ménage ne disposant pas de latrine ou toilette dans la Donga est de 76,3% (données 2007, réalisation 2013); <p>Proportion de ménages ayant accès à des toilettes modernes 25,3%, toilettes partagées 37,2%; Proportion de menages évacuant les ordures par les voiries publiques, privées et ONG 12,5%; Proportion de menages évacuant les eaux usées par les caniveaux ouvert ou fermé, égouts 3,0%, (INSAE/EMICOV/2011).</p>
--	--	--

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Les cibles 1.2, 1.3, 2.1, 2.2, 6.1 et 6.2 nécessitent une intervention prioritaire.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>Opportunités: Existences de projet soutenant la commune dans le domaine dans l'accessibilité à l'Energie ;</p> <p>Menaces: Plusieurs ménages demeurent sans énergie électrique aussi bien par insuffisance d'extension du réseau, que par manque de moyens financiers pour s'abonner</p> <p>Existences de projet soutenant la commune dans le domaine dans l'accessibilité à l'Energie (Biomasse Electricité, Pana Energie, Millenium Chalenge Account (MCA))</p> <p>-Tous les douze (12) chefs-lieux d'arrondissements et certaines agglomérations de la commune bénéficient d'un réseau d'électrification de la SBEE.</p> <p>-Quelques lampadaires solaires ont été placés dans certaines localités de la commune-existence d'une centrale solaire INOVENT qui attend d'être utilisée par la SBEE ce qui va accroître l'offre d'énergie dans la Commune ; Nombre de stations publiques (0 constées en 2014 puis 2015) et privées (8 en 2014 puis 9 en 2015);</p> <p>Parc des abonnés de la SBEE (Abonnés année 2012, Conventionnels 4 227 ; Prépayés 1 350), (Abonnés année 2013, Conventionnels 4558, prépayés 1 601); Nbre de postes construits 1 (électrification); Extensions BT(m) réalisées 444;</p> <p>Extensions MT(m) réalisées 110;</p> <p>Nbre de Compteurs posés 347 (électrification en 2012); Extensions BT(m) réalisées 0;</p> <p>Extensions MT(m) réalisées 0; Nbre de Compteurs posés 582 (électrification en 2013);</p> <p>Proportion de la population ayant accès à l'électricité 38,3%,;</p> <p>Poucentage de la population ayant accès aux TICs(Ordinateur 1,5%, Telephone fixe 0,7%, Telephone mobile 75,0%, Connexion internet 0,7% (INSAE/EMICOV/2011).</p>
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		

8.3		<p>Opportunités :</p> <p>La commune de Djougou possède une offre de services financiers dont la population peut bénéficier;</p> <ul style="list-style-type: none"> - existence de projets soutenant la commune dans les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulant la croissance des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers ; -avec l'appui des PTF, la commune a organisé les renforcements de capacités des jeunes entrepreneurs locaux et appuyé des artisans dans la formalisation de leurs activités <p>Menace :</p> <p>Inexistence d'un tissu industriel entraînant le chômage des jeunes- la migration clandestine des jeunes (malgré les risques) qui est une conséquence du chômage et du sous emploi</p> <p>La commune de Djougou possède une offre de services financiers dont la population peut bénéficier (CLCAM, Donga women,microfinance, Bornefonden, le FEDES des religieuses, SIANSON ONG, FINADeV, AIC, GRADIB-ONG, DEDRAS/EED, Sud-Nord Actions (SNA), APIC ONG, Fond National pour le Développement de l'Agriculture (FNDA), Programme de Micro-crédit pour les Plus Pauvres (PMCPP)); Répartition des bénéficiaires des prestations de service de l'ANPE [chercheurs d'emploi accueillis 954 en 2014 et 608 en 2015; Demandeurs d'emploi reçus et orientés par les conseillers 391 en 2014, 600 en 2015</p>
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Commentaire :

A la lecture du tableau ci-dessus, les cibles 7.1 et 8.3 ont besoin d'une intervention prioritaire.

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		<p>Développement des activités agricoles</p> <p>Menaces : Les aléas climatiques se sont exacerbés.</p> <p>Effets du changement climatique ; Diminution de la quantité de pluies, des poches de sécheresse fréquentes et longues, la mauvaise répartition des pluies (il ne pleut pas à temps normal, fin précoce de pluie), des inondations et des vents violents, Avancée du désert, Besoins humains croissants les températures maximales ont constamment augmenté au cours des trente dernières années. Cette tendance est ressentie par la population (65% des enquêtés), la plupart des stations ont présenté une tendance pluviométrique à la baisse des hauteurs de pluie sur la période considérée (données ASECNA 2016).</p>

ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		<p>Opportunités : La commune de Djougou regorge d'un potentiel en termes de ressources naturelles forestières qui jadis, faisait de celle-ci, une commune verte ; la commune de Djougou bénéficie de l'appui des partenaires dans les programmes de reboisement.</p> <p>Menaces: cette ressource est devenue la convoitise des exploitants forestiers ce qui, du coup, a contribué à rendre désertes les différentes forêts existantes.; ressources naturelles forestières de la commune sont menacées et certaines en voie de disparition; surexploitation des ressources ligneuses et animales ainsi que la transhumance transfrontalière; L'accroissement de la population et les activités humaines subséquentes, exercent une forte pression sur ces ressources ; ce qui accélère la dégradation de la qualité de l'environnement.</p> <p>Les espèces animales concernent essentiellement le petit gibier (lièvre, écureuil, aulacode, rat géant, hérisson, singe noir, phacochère, hippotragus, etc.), les reptiles (varans, tortues, escargots, caïmans, crocodiles, serpents, etc.), plusieurs espèces d'oiseaux et quelques rares buffles; La Commune dispose par ailleurs de cinq (05) retenues d'eau réparties dans les localités de Djougou 1, Foubéa (Kolokondé), Daringa, Béléfoungou et Dangoussar (Baréi)</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Le tableau ci-dessus montre que pour les cibles 13.1 et 15.1 il faut une intervention urgente.

Cadre institutionnel		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Aucune cible n'a été priorisée au niveau de l'ODD 16 par la commune de Djougou

1.13.4. Normes d'action

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes	Mise en place d'un fond communal pour assister les enfants issus des ménages pauvres et extrême pauvre en kits scolaires	1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	82,60%	60%	45%	x	x	
		1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays						
1.3: Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient	Construction d'un local qui répond aux normes requises pour abriter le Centre de Promotion Sociale et le recrutement de personnel au niveau du CPS pour couvrir toute la commune	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant du socle ou systèmes de protection sociale				x	x	Appui aux indigents pour leur prise en charge, Distribution de kits scolaires aux OEV par certaines associations comme l'Association Islamique ABDH de même que la Fondation Claudine Talon et la Coopération Djougou-Evreux l'existence du Centre CAPE

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
								BIRIM pour l'accueil, la prise en charge (scolaire, sanitaire sociale etc) des OEV
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	Appui aux agriculteurs pour la promotion d'une agriculture bio	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation 2.1.2 incidence de la pauvreté alimentaire	47,42% (indice de pauvreté monétaire)				x	
2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées	Formation des agriculteurs à la base sur les spéculations à haute valeur nutritive	2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans,				x	x	
	Assurer au niveau des couches marginales la production adéquate des produits alimentaires variés, nutritif de qualité sanitaire et satisfaisante	2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans,				x	x	Appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec le Projet Multisectoriel de l'alimentation,

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
		par forme (surpoids et émaciation),						la santé et la nutrition (60 villages sur les 122 que compte Djougou)
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	Amélioration des services d'approvisionnement en eau potable aux populations	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	Une population de 20 060 est desservie en eau par la SONEB		A l'horizon 2030, parvenir à étendre le réseau de la SONEB à travers toute la commune de Djougou	x	x	la population totale desservie à l'échelle communale en Forage équipé de Pompe à Motricité Humaine et en BF est de 152 250 habitants. Néanmoins, il reste une frange importante de la population qui a difficilement accès à l'eau potable ou n'y a pas du tout accès
		6.1.2 Taux de desserte en eau potable en milieu urbain				x	x	
		6.1.3 Taux de desserte en eau potable en milieu rural				x	x	
6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et	Amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement avec la sélection d'une structure chargée de l'intermédiation	6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des	32%	50%	80%	x	X	Existence d'un FADeC Assainissement

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable	sociale hygiène-assainissement dans la ville de Djougou	équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon						
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Faire des plaidoyer pour la fourniture de l'énergie électrique et solaires dans tous les arrondissements de la commune de Djougou	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	30%	50%	75%	X	x	
		7.1.2 Taux d'électrification						
		7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson						
		7.1.4 Proportion de la population utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage						
8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent	La création d'un tissu industriel afin de réduire le taux de chômage à travers le renforcement de la capacité des artisans, le développement d'infrastructures marchandes, le renforcement de l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes	8.3.1 Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles	73,40%	ND			x	
		8.3.2 Pourcentage des jeunes de 15 à 29 ans occupés par un travail régulier	38%	48%	68%			

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers								
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	Faire la promotion des ressources énergétiques adaptées aux changements climatiques, améliorer le couvert forestier de la commune afin de résilier aux changements climatiques, adapter les systèmes agricoles aux Changements Climatiques par la mise en place de techniques culturelles adaptées	13.1.1 Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe	ND			x	x	Les types de catastrophes à savoir les incendies (18), les inondations (06), les tornades (0). les villages/ quartiers touchés (09), les personnes touchées (67) et 23 habitations touchées. Les dégâts causés sur la production s'élève à 230 T, sur une superficie de 25 ha avec la mort de 44 animaux. Il faut aussi noter que 05 infrastructures publiques ont été touchées
		13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	1					
		13.1.3 Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	0					
		13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	14					

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
15.1 D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux	Création et sécurisation de forêts communautaires dans la commune de Djougou	15.1.1 Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières				x	x	
		15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre qui sont couverts par des aires protégées						
	La réduction de la pollution aux pesticides, aux déchets ménagers et l'amélioration des méthodes de transformation de graines de néré qui sont les problèmes essentiels par rapport aux cours et retenues d'eau.	15.1.3 Proportion des sites importants pour la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées						

1.14. Monographie de la commune de Ouaké

1.14.1.Brève présentation de la commune de OUAKE

La Commune de Ouaké est située au Nord-Ouest du département de la Donga entre les parallèles 9°23' et 9°51' de latitude Nord et les méridiens 1°20' et 1°35' de longitude Est. Couvrant une superficie de 663 km², elle est limitée au Nord par la Commune de Copargo, au Sud par celle de Bassila, à l'Est par la Commune de Ouaké et à l'Ouest par la République du Togo.

Conformément à l'article 7 de la loi 97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin, la commune de Ouaké est composée de six (06) arrondissements à savoir : Badjoudè, Komdè, Ouaké, Sèmèrè I, Sèmèrè II et Tchalinga. Elle compte soixante et un (61) villages et quartiers de ville

La commune de Ouaké bénéficie d'un climat de type soudanien humide à deux (02) saisons : une saison de pluie de mai à octobre et une saison sèche de novembre à avril.

Le relief de la commune de Ouaké est un plateau incliné de l'Est vers l'Ouest et plus ou moins accidenté. On y observe quelques buttes dont les sommets n'excèdent pas 525 m. Il présente une diversité de roches d'âges différents avec un système de glacis-buttes cuirassées dont les pentes varient entre 2 et 4%. Sur ce relief circule un réseau hydrographique issu de bassin versant de la Volta. Il est influencé par le régime hydrologique du bassin de la volta. Il est constitué des rivières et ruisseaux à écoulement saisonnier.

Les types de sols rencontrés dans la commune de Ouaké sont multiples variés. Les plus répandus sont les sols ferrugineux tropicaux répartis en trois groupes :

- Sols ferrugineux tropicaux peu lessivés (sur gneiss, sur granito-gneiss ou sur matériau granitique),
- Sols ferrugineux tropicaux hydromorphes (sur gneiss ou sur roche basique)
- Sols ferrugineux tropicaux lessivés (sans concrétions sur micaschiste granitisé ou à concrétion sur matériaux kaoliniques).

A ces sols s'ajoutent les sols ferralitiques rajeunis au sud-est de Sèmèrè-2 et les sols minéraux bruts sur roche affleurant ou subaffleurante, toujours dans l'arrondissement Sèmèrè-2 dans sa partie Nord-Ouest. Au Sud-Est de Tchalinga, on rencontre les sols peu évolués sur quartzite et micaschistes atacoriens.

Le couvert végétal de la commune de Ouaké est fait de forêts galeries, de savanes arborée, arbustive et herbacée très affectées par les activités anthropiques. Il existe une forêt communautaire à Salangawa (Komdè) dont la superficie est de 37 ha sans oublier des plantations privées d'anacarde et d'autres espèces ligneuses telle que le Teck, le tamarin, le mélina, etc. Les espèces ligneuses rencontrées dans la commune de Ouaké sont : le karité (*Vittelaria paradoxa*), le néré (*Parkia biglobosa*), le baobab (*Andonsonia digitata*) et le rônier (*Borassus aethiopium*).

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat 4^{ème} édition de 2013 (RGPH4, 2013), la population de Ouaké est de 74 289 habitants contre 45 836 habitants en 2002 soit un accroissement de 4,37 %. La population féminine est de 37 473 soit 50,44%. Le nombre de ménages est de 8 221 avec une taille moyenne de 9,0 personnes. La structure de la population par âge indique une extrême jeunesse de la population de la commune. la population actuelle de la commune de Ouaké est de 83 362 habitants soit un accroissement intercensitaire de 4,37% par rapport à 2002. Cet accroissement est supérieur à la moyenne départementale (3,96 %) ainsi qu'à la moyenne nationale (3,52 %).

La commune de Ouaké est constituée de deux groupes socio-culturels majoritaires à savoir le Lokpa et le Foodo. L'ethnie Yoa, Lokpa et apparentés est de 80,7% de la population suivie du Peulh avec 13,1%

Les religions pratiquées sont les suivantes : l'islam 81,2% ; le catholicisme 14,5% ; les religions traditionnelles 1,2% ; le protestantisme 1,4%. On note dans la commune 0,8% de la population qui ne pratique aucune religion.

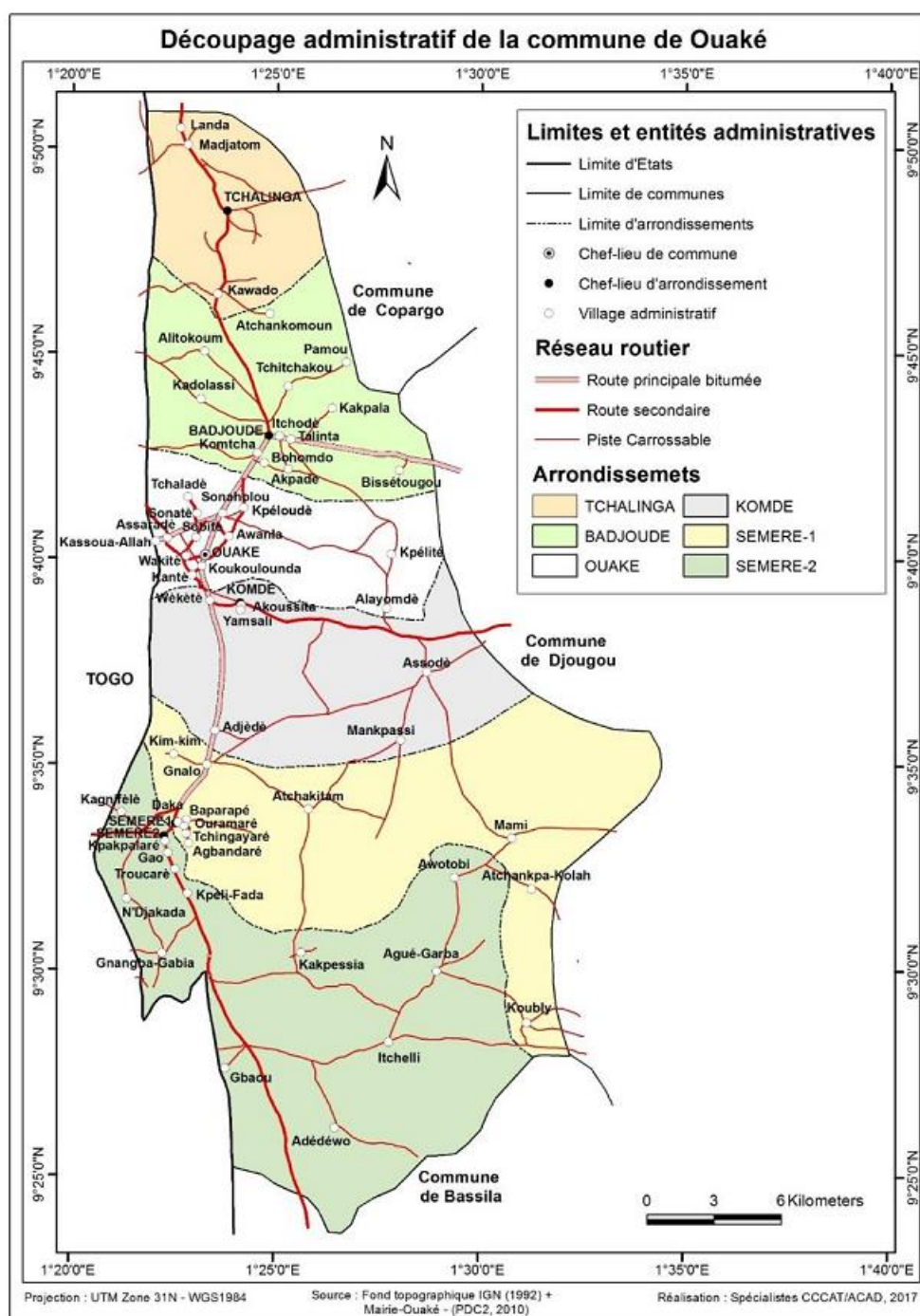


Figure 15: Carte administrative de la commune de OUAKE

1.14.2.Niveau de couverture de la cible par le plan de développement communal

Cadre Social		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
1.2		Ménages pauvres de la commune de Ouaké en 2015, on dénombre 2 417 indigents dont 1209 femmes.
1.3		Le harcèlement sexuel en milieu scolaire est passé de 14 en 2014-2015 à 0 en 2015-2016/Mariage forcé qui passe de 8 (2014-2015) à 5 (2015-2016) /le CIPCRE prend en charge les ménages vulnérables disponibilité de Centre de Promotion Sociale (CPS) /prévention et prise en charge des victimes de violence Un total de 37 villages à travers 4 arrondissements sont couverts par un système de santé solidaire (mutuel)
1.4		Fort taux de couverture en eau potable (96%) /le nombre d'habitants par médecin, le nombre d'habitants par infirmier et le nombre de femmes en âge de procréer par sage-femme ont évolué respectivement de 28 693 à 20 515, de 3 130 à 3 730 et de 3 098 à 3 699 sur la période 2014-2015 76,3% de salles de classe en matériaux définitifs/En 2017, la commune de Ouaké compte 30 écoles maternelles dont 02 privées, 77 écoles primaires dont trois (03) Privées, treize (13) collèges d'enseignement général (CEG) dont deux (02) privés, vingt-huit (28) centres d'alphabétisation et deux (02) centres d'éducation alternative en 2013, la Direction Régionale de la SBEE pour couvrir la plupart des communes des deux départements a dû procéder aux achats d'énergie électrique de 34754MGW à la CEB contre 31715MGW en 2012 pour compléter sa production thermique afin de satisfaire les besoins grandissants des populations en énergie électrique. 13 % des ménages ont de latrines, 02% des ménages disposent d'ouvrage de gestion des eaux usées
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.1		272,56 ha de bas fond soit 37% sont aménagés sur 18 sites et 469,94 ha non aménagés sur 63 sites /Le projet de Renforcement des Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural en Afrique de l'Ouest (CEJEDRAO) a appuyé surtout la production animale dans les villages de Komdè et de Tchalinga entre 2013 et 2015./installation de deux mini-rizeries depuis avril 2017 un projet a vu le jour et est dénommé Jeunes Actifs de la Donga (JeAD) qui a pour activité principale la production des jus de fruits les structures comme SCDA, CCR, BUPDOS, DEDRAS, CIPCRE qui accompagnent pour la production agricole /un Cadre Communal de Concertation (CCC) est mis en place dans le cadre du Projet du Nutrition Communautaire (PNC). Le CCC fait le suivi, l'appui-conseil et coordonne toutes les interventions dans le domaine de la nutrition Existe des structures de production de jus de fruits et de transformation des produits agricoles (production de farines enrichies). Contrôle périodique du sel iodé dans les grands marchés.
2.2		Le PMASN a organisé des séances de sensibilisation sur le changement de comportement /les structures comme SCDA, CCR, BUPDOS, DEDRAS, CIPCRE qui accompagnent pour la production agricole /un Cadre Communal de Concertation (CCC) est mis en place dans le cadre du Projet du Nutrition Communautaire (PNC). Le CCC fait le suivi, l'appui-conseil et coordonne toutes les interventions dans le domaine de la nutrition Mise en oeuvre du Projet de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PNDPE).
2.3		272,56 ha de bas fond soit 37% sont aménagés sur 18 sites et 469,94 ha non aménagés sur 63 sites / les structures comme SCDA, CCR, BUPDOS, DEDRAS, CIPCRE qui accompagnent pour la production agricole

		Interventions des structures telles que ProCGRN/ProAgri/P ASA-AD, PADPA, PPMA, APIC, etc. pour le renforcement en infrastructures et en équipements agricoles / Le projet de Renforcement des Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural en Afrique de l'Ouest (CEJEDRAO) a appuyé surtout la production animale dans les villages de Komdè et de Tchalinga entre 2013 et 2015.
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.1		tous les arrondissements de Ouaké sont dotés de Centres de Santé d'Arrondissement, le chef-lieu de la commune d'un Centre de Santé Communal (CSC) /le taux de couverture des femmes enceintes en VAT 2 et + a connu une baisse, passant de 84,03% en 2014 à 77,91% en 2015./les mutuelles de santé animées par l'ONG ADMAB avec une solidarité entre les membres de l'ONG qui se cotisent pour la prise en charge des soins de santé/appui de l'ONG ADMAB ; Appui de PMASN 81,93 % de taux de couverture des accouchements assistés (%)
3.2		tous les arrondissements de Ouaké sont dotés de Centres de Santé d'Arrondissement, le chef-lieu de la commune d'un Centre de Santé Communal (CSC), ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/74 289/ratio Infirmier diplômé d'Etat population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/5.306 ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/18.736 la couverture vaccinale, au niveau des enfants de moins d'un an, a connu une hausse dans le département de la Donga de 2014 à 2015.le taux de couverture en BCG est passé de 104,51% à 126,44%, celui en DTCP3 de 99,56% à 108,91%, celui en VAR de 94,1% à 106,01%.le taux de couverture en BCG est passé de 104,51% à 126,44%, celui en DTCP3 de 99,56% à 108,91%, celui en VAR de 94,1% à 106,01%. le PMASN a organisé des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, des filles adolescentes, des femmes allaitantes et enceintes, les enfants de 0 à 23 mois et de 24 à 59mois, leur père et leur mère; les mutuelles de santé animées par l'ONG ADMAB et solidarité entre les membres se cotisent pour la prise en charge des soins de santé ; quotient de mortalité infantile 69 % en 2013; quotient de mortalité des enfants de moins de cinq ans 107,08 % en 2013
3.3		tous les arrondissements de Ouaké sont dotés de Centres de Santé d'Arrondissement, le chef-lieu de la commune d'un Centre de Santé Communal (CSC), ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts (norme OMS) contre 1/74 289/ratio Infirmier diplômé d'Etat population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/5.306 ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts (norme OMS) contre 1/18.736/les mutuelles de santé animées par l'ONG ADMAB et solidarité entre les membres qui se cotisent pour la prise en charge des soins de santé Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes (%) : 1,77 en 2014 et 1,1 en 2015/le taux de paludisme est de 51% en 2016
3.4		tous les arrondissements de Ouaké sont dotés de Centres de Santé d'Arrondissement, le chef-lieu de la commune d'un Centre de Santé Communal (CSC) /ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts (norme OMS) contre 1/74 289/ratio Infirmier diplômé d'Etat population 1 pour 10 000 hbts (norme OMS) contre 1/5.306 /ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/18.736/les mutuelles de santé animées par l'ONG ADMAB
3.7		67 cas de grossesses au secondaire dans la tranche d'âge de 13 à 17 ans;
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
4.1		76,3% de salles de classe en matériaux définitifs Le taux d'achèvement dans les écoles primaires est de 82,15% selon le sexe féminin et de 110,62% selon le sexe masculin En 2017, la commune de Ouaké compte 31 écoles maternelles dont 02 privées, 77 écoles primaires dont trois (03) Privées, treize (13) collèges d'enseignement général (CEG) dont deux (02) privés,

		<p>le taux brut de scolarisation a augmenté de 2014 à 2015, passant de 126,03 à 127,99 dans la Donga /le ratio élèves-maître est passé de 49,8 en 2014 à 48,1 élèves en moyenne par enseignant dans la Donga en 2015</p> <p>Programme de Cours Accélérés a démarré en 2013 dans la commune avec l'ouverture de deux centres logés dans les locaux de BORNE FONDEN à savoir le centre de Ouaké et celui de Sèmèrè./Réalisation de beaucoup infrastructures scolaires/la dotation des salles de classes en mobiliers pour maître et élèves s'est considérablement améliorée en 2013</p>
4.4		<p>Le taux d'achèvement dans les écoles primaires est de 82,15% selon le sexe féminin et de 110,62% selon le sexe masculin/le taux brut de scolarisation a augmenté de 2014 à 2015, passant de 126,03 à 127,99 dans la Donga</p> <p>le ratio élèves-maître est passé de 49,8 en 2014 à 48,1 élèves en moyenne par enseignant dans la Donga en 2015</p> <p>sur 533 sont inscrits dans les 46 centres, 527 alphabétisés dont 289 femmes et 238 hommes ont été testés soit avec taux de réussite de 94,49. En 2015, l'effectif des apprenants a été réduit à 346 dont 174 femmes et 172 hommes</p> <p>vingt-huit (28) centres d'alphabétisation et deux (02) centres d'éducation alternative/Programme de Cours Accélérés a démarré en 2013 dans la commune avec l'ouverture de deux centres logés dans les locaux de BORNE FONDEN à savoir le centre de Ouaké et celui de Sèmèrè.</p> <p>Réalisation de beaucoup infrastructures scolaires/la dotation des salles de classes en mobiliers pour maître et élèves s'est considérablement améliorée en 2013</p>
4.5		<p>En 2017, la commune de Ouaké compte 30 écoles maternelles dont 02 privées, 77 écoles primaires dont trois (03) Privées, treize (13) collèges d'enseignement général (CEG) dont deux (02) privés, vingt-huit (28) centres d'alphabétisation et deux (02) centres d'éducation alternative</p> <p>Avec les mesures incitatives pour la scolarisation des filles et les sensibilisations des ONG, on a constaté un accès équitable des filles et des garçons à l'éducation/le taux brut de scolarisation a augmenté de 2014 à 2015, passant de 126,03 à 127,99 dans la Donga .</p> <p>CIPCRE prend en charge les élèves démunis</p> <p>Le taux d'achèvement dans les écoles primaires est de 82,15% selon le sexe féminin et de 110,62% selon le sexe masculin ; l'indice de parité fille / garçon dans l'éducation en 2013-14 est de 0,518 et de 0,547 en 2014-2015</p>
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.1		l'indice de parité fille / garçon dans l'éducation en 2013-14 est de 0,518 et de 0,547 en 2014-2015
5.5		RAS
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>la population totale desservie à l'échelle communale de Ouaké est de 59250 habitants en 133 FPM et 52 BF fonctionnels</p> <p>56% de la population desservie (41750 sur 74 289) avec un taux de panne de 40%</p> <p>la population totale desservie par la Soneb peut être estimée à 6096 hbts (sur 83 362 habitants)</p> <p>l'intervention d'un syndicat dénommé SEVE (Syndicat de l'Eau de Var Est) basé en France qui a financé les travaux d'extension de l'AEV de Madjatom vers la localité de Massi.</p> <p>La SONEB souffre du manque d'un forage à gros débit pour lui permettre de satisfaire les besoins de la population en eau potable. Actuellement la SONEB de Ouaké de sérieux problèmes et n'arrive plus à fournir de l'eau dans tous les branchements particulier. On observe des coupures surtout aux heures de pointe.</p>
6.2		<p>la population totale desservie à l'échelle communale de Ouaké est de 59250 habitants en 133 FPM et 52 BF fonctionnels</p> <p>56% de la population desservie (41750 sur 74 289) avec un taux de panne de 30%</p>

		<p>mise en place d'un project Amélioration du niveau d'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement</p> <p>La SONEB souffre du manque d'un forage à gros débit pour lui permettre de satisfaire les besoins de la population en eau potable</p> <p>Les taux de couverture (3,5%) et d'accès (9%) des ménages aux latrines familiales sont tres faibles</p> <p>87% de ménages ne disposent pas de latrines familiales</p>
6.4		<p>la commune de Ouaké dispose de 742,50 ha de bas-fonds répartis sur 53 sites dont 272,56 ha soit 37% sont aménagés sur 18 sites et 469,94 ha non aménagés sur 63 sites.</p> <p>la population totale desservie à l'échelle communale de Ouaké est de 59250 habitants en 133 FPM et 52 BF fonctionnels</p> <p>56% de la population desservie (41750 sur 74 289) avec un taux de panne de 30%</p>
6.5		la commune de Ouaké dispose de 742,50 ha de bas-fonds répartis sur 53 sites dont 272,56 ha soit 37% sont aménagés sur 18 sites et 469,94 ha non aménagés sur 63 sites.

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Le tableau ci-après montre que la majorité des cibles sont couvertes moyennement. Néanmoins les cibles des ODD 2 et 3 sont faiblement pris en compte par les activités définies dans le PDC.

Cadre économique		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>la Direction Régionale de la SBEE pour couvrir la plupart des communes des deux départements a dû procéder aux achats d'énergie électrique de 34754MGW à la CEB contre 31715MGW en 2012/cinq (05) chefs-lieux d'arrondissement sur 06 de la commune bénéficient d'un réseau d'électrification de la SBEE/la commune a bénéficié de la part de l'Etat central en 2015 de lampadaires solaires/448 compteurs électriques posés en 2013/38,8 de la population ont eu accès à l'électricité en 2011</p>
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.2		<p>depuis avril 2017 le projet Jeunes Actifs de la Donga (JeAD) qui a pour activité principale la production des jus de mangue, d'ananas, de gingembre, de tamarin et de baobab a donné une formation aux groupements de femmes</p> <p>les structures comme SCDA, CCR, BUPDOS, CIPCRE qui accompagnent pour la production agricole / Interventions des structures telles que ProCGRN/ProAgri/P ASA-AD, PADPA, PPMA, APIC, etc. pour le renforcement en infrastructures et en équipements agricoles</p> <p>272,56 ha de bas fond soit 37% sont aménagés sur 18 sites et 469,94 ha non aménagés sur 63 sites</p> <p>Le projet de Renforcement des Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural en Afrique de l'Ouest (CEJEDRAO) a appuyé surtout la production animale dans les villages de Komdè et de Tchalinga entre 2013 et 2015.</p>
8.3		<p>depuis avril 2017 le projet Jeunes Actifs de la Donga (JeAD) qui a pour activité principale la production des jus de mangue, d'ananas, de gingembre, de tamarin et de baobab a donné une formation aux groupements de femmes</p> <p>les structures comme SCDA, CCR, BUPDOS, CIPCRE qui accompagnent pour la production agricole / Interventions des structures telles que ProCGRN/ProAgri/P ASA-AD, PADPA, PPMA, APIC, etc. pour le renforcement en infrastructures et en équipements agricoles</p>

		272,56 ha de bas fond soit 37% sont aménagés sur 18 sites et 469,94 ha non aménagés sur 63 sites Le projet de Renforcement des Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural en Afrique de l'Ouest (CEJEDRAO) a appuyé surtout la production animale dans les villages de Komdè et de Tchalinga entre 2013 et 2015.
8.5		53,1% de Taux de sous-emploi visible 78,8% de Taux de sous-emploi invisible
8.9		construction d'un bureau de renseignement non loin des bureaux de l'arrondissement de Ouaké touristique 3 établissements hôteliers et 9 attraits touristiques en 2014 4 établissements hôteliers et 9 attraits touristiques en 2015
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		le conseil communal a investi dans la réalisation des infrastructures surtout socio-communautaires et marchandes grâce à l'appui de l'Etat et des PTF
9.2		RAS
9.5		RAS
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
10.1		La superficie du coton a connu un essor remarquable dans la commune. Elle est passée de 121 ha en 2015 à 322 ha en 2016/les structures comme SCDA, CCR, BUPDOS, CIPCRE qui accompagnent pour la production agricole / Interventions des structures telles que ProCGRN/ProAgri/P ASA-AD, PADPA, PPMA, APIC, etc. pour le renforcement en infrastructures et en équipements agricoles
10.2		RAS
10.3		l'inégalité parmi les pauvres a diminué dans le département de la Donga. En effet, l'indice de sévérité est passé de 0,037 en 2009 à 0,034 en 2011/l'adoption et la vulgarisation du code des personnes et de la famille et la mise en oeuvre du projet « Atchè-Miton » dans la commune
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		
11.1		RAS
11.3		RAS
11.5		Le pourcentage de la population mettant en œuvre des mesures de préventions et d'adaptations aux catastrophes naturelles s'est accru de 20 %

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

La plupart des cibles de ce tableau sont faiblement ou pas couverts par le PDC. Aucune cible de l'ODD 11 n'est couverte dans la définition des activités du PDC quoique le diagnostic en parle brièvement.

Cadre environnemental		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
12.2		La commune compte environ 80 forêts sacrées ou bosquets pour environ 80 ha. / 29 070 Nombre de plants mis en terre sur une superficie de 83,40 ha
12.5		RAS
12.7		RAS
12.8		RAS
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		RAS

ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
14.2		RAS
14.5		RAS
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		
15.1		1 060 546 plants ont été mis en terre en 2015 dans les départements de l'Atacora et de la Donga contre 990 952 plants mis en terre en 2014, soit une hausse de 7,02%./La mairie devra alors s'inscrire totalement dans la droite ligne du gouvernement en la matière
15.2		1 060 546 plants ont été mis en terre en 2015 dans les départements de l'Atacora et de la Donga contre 990 952 plants mis en terre en 2014, soit une hausse de 7,02%./ 346 (ha) de superficie des plantations/ 29 070 Nombre de plants mis en terre sur une superficie de 83,40 ha
15.3		1 060 546 plants ont été mis en terre en 2015 dans les départements de l'Atacora et de la Donga contre 990 952 plants mis en terre en 2014, soit une hausse de 7,02%./346 (ha) de superficie des plantations/ 29 070 Nombre de plants mis en terre sur une superficie de 83,40 ha

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Au regard de tableau du cadre environnemental ci-dessus, sept (07) cibles sur dix (10) ne sont pas couvertes par les actions planifiées dans le PDC. Les autres cibles étant soit moyennement (15.2 et 15.3) ou faiblement (12.2) couvertes

Cadre institutionnel		
Cibles	NC	Niveau de performance
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		L'harcèlement sexuel en milieu scolaire est passé de 14 en 2014-2015 à 0 en 2015-2016/Mariage forcé qui passe de 8 (2014-2015) à 5 (2015-2016) /le CIPCRE prend en charge les ménages vulnérables
16.3		RAS
16.5		RAS
16.6		le personnel communal est composé de 07,14% de cadres de la catégorie A, 28,57% de cadres B, 42,86% d'agents de la catégorie C, 10,71% de la catégorie D et 10,71% constituent le personnel d'appui et savent au moins parler français.
16.9		RAS

Légende :

Niveau de couverture	Nulle	Faible	Moyenne	Assez-bonne	Très bonne
Couleur	Rouge vif	Rose	Jaune	Vert	Bleu

Du cadre institutionnel on retient qu'à part la cible 16.2 moyennement couverte, toutes les autres cibles sont insuffisamment couvertes.

1.14.3.Synthèse des cibles prioritaires de la commune OUAKE

Cadre Social		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde		
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
2.2		<p>Opportunité existence des bas-fonds pour la culture maraîchère / La diversification des aliments / Consommation de la viande en période de fête, de cérémonie, etc. Taux élevé de mise au sein précoce, AME, Bonne maîtrise des actions essentielles en nutrition. Maîtrise des connaissances en matière en Alimentation, Santé et Nutrition. Consommation des légumes et fruits dans les ménages.</p> <p>Menaces: certaines femmes continuent de gaver leurs enfants / certaines femmes continuent de gaver leurs enfants de nourriture / ignorance de la valeur nutritive des produits maraîchers (faible proportion)</p> <p>Le PMASN a organisé des séances de sensibilisation sur le changement de comportement /les structures comme SCDA, CCR, BUPDOS, DEDRAS, CIPCRE qui accompagnent pour la production agricole /un Cadre Communal de Concertation (CCC) est mis en place dans le cadre du Projet du Nutrition Communautaire (PNC). Le CCC fait le suivi, l'appui- conseil et coordonne toutes les interventions dans le domaine de la nutrition. Mise en oeuvre du Projet de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PNDPE).</p>
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges		
3.3		<p>Opportunité : existence des mutuelles de santé</p> <p>Menaces : accès difficile aux soins à cause de leur faible pouvoir d'achat et la surenchère de certaines ordonnances</p> <p>Consommation des tisanes</p> <p>Inexistence de laboratoire pour les examens Le paludisme est l'affection la plus souvent rencontrée (51%), tous les arrondissements de Ouaké sont dotés de Centres de Santé d'Arrondissement, le chef-lieu de la commune d'un Centre de Santé Communal (CSC), ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/74 289/ratio Infirmier diplômé d'Etat population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/5.306 /ratio medecin population 1 pour 10 000 hbts(norme OMS) contre 1/18.736</p> <p>les mutuelles de santé animées par l'ONG ADMAB et solidarité entre les membres qui se cotisent pour la prise en charge des soins de santé/Taux de séropositivité du VIH/SIDA chez les femmes enceintes (%) : 1,77 en 2014 et 1,1 en 2015/le taux de paludisme est de 51% en 2016</p>
3.7		<p>Opportunités: Existence d'un cadre de concertation Santé de la Reproduction des Adolescents et Jeunes (SRAJ). Existence des ONG (CARE INTERNATIONALE, SIAN'SON, CIPCRE etc)</p> <p>67 cas de grossesses au secondaire dans la tranche d'âge de 13 à 17 ans;</p>
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie		
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles		
5.5		<p>Opportunités: les femmes peuvent obtenir des prêts peu consitants au niveau des groupements ; Menace:la décision des femmes est peu prise en considération concernant la réalisation des infrastructures socio communautaires; L'inégalité entre l'homme et la femme dans la commune de Ouaké est prononcée par rapport à l'accès et au contrôle des ressources. En effet, cette inégalité est liée tant à la culture qu'à la religion qui continue d'avoir une forte emprise sur la femme; la tradition qui exclut la femme de l'héritage des biens immobiliers de ses parents; les femmes ne peuvent pas</p>

		bénéficier de crédit auprès des SFD parce qu'elle ne dispose pas de garantie; les hommes influencent l'utilisation que la femme fait de l'argent issu des activités génératrices de revenus qu'elle entreprend; Aucune femme ne figure dans l'exécutif communal ni parmi les présidents des commissions permanentes.
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau		
6.1		<p>Opportunité: Existence du réseau de la SONEB Existence des PTF et ONG impliqué Menace: Pollution de certains points d'eau /coupures longues et répétées d'eau, ce qui augmente la fréquence des conflits autour des points d'eau / la population totale desservie à l'échelle communale de Ouaké est de 59250 habitants en 133 FPM et 52 BF fonctionnels 56% de la population desservie (41750 sur 74 289) avec un taux de panne de 40% la population totale desservie par la Soneb peut être estimée à 6096 hbts (sur 83 362 habitants) l'intervention d'un syndicat dénommé SEVE (Syndicat de l'Eau de Var Est) basé en France qui a financé les travaux d'extension de l'AEV de Madjatoum vers la localité de Massi. La SONEB souffre du manque d'un forage à gros débit pour lui permettre de satisfaire les besoins de la population en eau potable. Actuellement la SONEB de Ouaké de sérieux problèmes et n'arrive plus à fournir de l'eau dans tous les branchements particulier. On observe des coupures surtout aux heures de pointe.</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Commentaire :

Cinq cibles sont priorisées à la lecture de ce tableau. Deux nécessite une intervention urgent (3.7 et 5.5) et les autres une intervention prioritaire.

Cadre économique		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable		
7.1		<p>Opportunité: Existence du PAG/existence de réseau d'électrification de la SBEE Menace: faible acces a l'electricité/réseau d'électrification très peu étendu dans les localités couvertes la Direction Régionale de la SBEE pour couvrir la plupart des communes des deux départements a dû procéder aux achats d'énergie électrique de 34754MGW à la CEB contre 31715MGW en 2012/cinq (05) chefs-lieux d'arrondissement sur 06 de la commune bénéficient d'un réseau d'électrification de la SBEE/la commune a bénéficié de la part de l'Etat central en 2015 de lampadaires solaires/448 compteurs électriques posés en 2013/38,8 de lapopulation ont eu acces a l'electricité en 2011</p>
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
8.5		<p>Opportunité: Les emplois sont essentiellement agricoles Menace: La commune jusqu'ici n'a pas bénéficié de l'appui des PTF dans le secteur de l'emploi.</p>

		Plus de 58,8 % de la population est jeune avec une tendance à l'émigration : Les filles pour travailler comme domestiques, les garçons à la recherche d'un mieux-être dans les autres départements (Borgou, Alibori, Collines, Littoral, etc.) et à l'extérieur (Niger, Nigéria, Ghana, Algérie, Libye, Guinée Equatoriale, Gabon, Congo Brazaville, Italie, ...). 53,1% de Taux de sous-emploi visible 78,8% de Taux de sous-emploi invisible
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation		
9.1		Opportunités: Prevision du PAG/existence de la route inter État (RNIE N° 6) qui relie la commune à d'autres villes Menace: mauvaise état de praticabilité des pistes de desserte rurale le conseil communal a investi dans la réalisation des infrastructures surtout socio-communautaires et marchandes grâce à l'appui de l'Etat et des PTF
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein		
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Au regard de l'importance qu'elles revêtent et du niveau de performance actuelle, la prise en compte de ces cibles 7.1, 9.1 et 8.5 s'avèrent prioritaire dans le développement de la commune. Sécipialement pour la dernière cité qui nécessite une intervention urgente

Cadre environnemental		
Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables		
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions		
13.1		Menace: d'ici 2030 les conditions agro-climatiques seront particulièrement difficiles pour les plantes cultivée, en effet les cultures comme le manioc, la tomate et le gombo seront les plus affectées les conditions dominantes de rendements seront plus difficiles par rapport aux conditions actuelles pour toutes les cultures d'ici 2050 le changement climatique occupe une place prépondérante dans les problèmes qui minent l'agriculture
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable		
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité		

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Seule la cible 13.1 de l'ODD 13 est priorisée dans ce tableau.

Cadre institutionnel

Cibles	NP	Justification (basée sur l'importance et la performance)
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
16.2		<p>Opportunité: Existence des lois sur les couches vulnérables de la traite des enfants/Enlèvement et séquestration/mariage forcé/Harcèlement sexuel dans les écoles</p> <p>Menace: existence de la traite des enfants/Enlèvement et séquestration/mariage forcé/Harcèlement sexuel dans les écoles</p> <p>L'harcèlement sexuel en milieu scolaire est passé de 14 en 2014-2015 à 0 en 2015-2016/Mariage forcé qui passe de 8 (2014-2015) à 5 (2015-2016) /le CIPCRE prend en charge les ménages vulnérables</p>

Légende :

Niveau de priorisation de la cible	Intervention urgente	Intervention prioritaire	Intervention moyen terme
Couleur	Rouge	Marron	Jaune

Une cible priorisée pour le compte du cadre institutionnel. Il s'agit de la cible 16.2 qui traite de la maltraitance et des violences faites aux enfants

1.14.4. Normes d'actions de la commune de OUAKE

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées	Amélioration de la prestation des interventions et des services de nutrition dans la commune de Ouaké à travers des actions multisectorielles	2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans,	25% (Evaluation PNC)	15%	3%	X	X	Le PNDPE va permettre à la commune de mettre le paquet d'activités des 1000 premiers jours de l'enfant (Bonne alimentation de la FE, CPN, mise au sein précoce, AME, Alimentation de complément, soins de santé)
	Accroissement de la couverture des interventions à base communautaire et l'utilisation des services relatifs à la nutrition à travers des actions multisectorielles	2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation),	8% (Evaluation PNC)	3%	0%	X	X	Selon ASS 2018 ZDCO, 18,1% de Malnutrition Aigue Globale (MAG) fin 2018

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	Accroissement de la couverture des interventions de prévention et de dépistage du VIH	3.3.1:Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes	30			X	X	43 personnes séropositives dont 38 FE et 5 volontaires dépistés séropositifs en 2018 (ASS ZDCO 2018)
	Promotion du suivi des grossesses par un personnel qualifié	3.3.3 Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant	ND				X	0% en 2018 selon ASS 2018
	Amélioration de l'offre de services de prise en charge des PVVIH.	3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH	ND				X	selon ASS 2018 ZDCO, 222 PVVIH fin déc 2015. Mais 30 PVVIH sont sous ARV en fin 2018
	Accroissement de la couverture des interventions de prévention, de dépistage et de prise en charge de la tuberculose à travers les services de santé	3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants	ND				X	12 cas dépistés en 2018 (source: Annuaire statistiques sanitaires 2018 DCO)
	Amélioration de l'accès aux services de prévention et de prise en charge du paludisme	3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	20,70%			X	X	Cette donnée émane de l'annuaire statistiques sanitaires 2018 DCO

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	Augmentation de l'accès aux services de prévention et de prise en charge de l'hépatite B.	3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants					X	
		3.3.8 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires						
		3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique						
		3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose						
		3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomias						
		3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiases						
		3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome						
3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y	Promotion des méthodes modernes de planification familiale	3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes				X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux		modernes de planification familiale						
		3.7.2 Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge						
5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique	NA	5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux						
	NA	5.5.2 Proportion de femmes ministres						
	Renforcement du leadership des femmes dans les partis politiques	5.5.3 Proportion de femmes conseillères communales	1	5	8	X		
	Promotion des femmes aux postes de chef service au niveau de l'administration communale	5.5.4 Proportion de femmes occupant des postes de direction	2	5	7	X		2 chefs service à la mairie
	Promotion de la participation des hommes aux travaux domestiques	5.5.5 Pourcentage de temps consacré à des soins et travaux non rémunérés par les femmes				X		
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	Promotion de l'offre de service d'eau	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	61,2	100		X	X	
		6.1.2 Taux de desserte en eau potable en milieu urbain		100		X	X	
		6.1.3 Taux de desserte en eau potable en milieu rural	ND	100		X	X	41,3% selon le rapport de

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
								l'inventaire DGEau
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Promotion de l'offre de service d'électricité	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	30,3	55	75	X	X	La commune fera des actions de plaidoyer à l'endroit de l'Etat.
		7.1.2 Taux d'électrification	39,2	65	90	X	X	
	Promotion des technologies innovantes réduisant la production des GES	7.1.3 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour la cuisson				X	X	
		7.1.4 Proportion de la population utilisant principalement des carburants propres pour l'éclairage					X	
8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale		8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés						
	Renforcement des capacités des jeunes à l'auto-emploi	8.5.2 Taux de chômage	ND	45%	20%	X	X	Selon la politique communale pour l'emploi, en juin 2018 il y avait 62% de femmes chômeur et 58% chez les hommes.
		8.5.3 Taux de sous-emploi visible	44,1	30	15	X	X	

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité	Aménagement des routes et pistes de desserte rurale pour faciliter l'écoulement des produits agricoles de la commune	9.1.1 Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année	52,9 Km	100 km	150 km	X	X	En 2018, 66 km de pistes aménagées
		9.1.2 Indice d'état du réseau routier						
	NA	9.1.3 Trafic fret ferroviaire						
	NA	9.1.4 Trafic passagers au départ des aéroports du Bénin						
	NA	9.1.5 Trafic fret aérien						
	NA	9.1.6 Transport marchandises au port						
	NA	9.1.7 Trafic passagers sur les cours et plans d'eau						
		9.1.8 Taux d'accidentologie lié à l'état des infrastructures routières						
	NA	9.1.9 Temps moyen deséjour des navires au port						
	NA	9.1.10 Taux d'accès à la TNT des foyers béninois						
	Plaidoyers pour le bitumage de la route Pénessoulou-Ouaké-Perma	9.1.11 Taux de pénétration de la RNT	26,19	50	74	X	X	
	Amélioration de la couverture de l'internet haut débit dans la commune	9.1.12 Taux de couverture des services internet haut débit des entreprises et des particuliers	0,6	50	100	X	X	En mai 2016, le cyber internet de la Poste SA a été installé et en 2019, 2

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
								cybers haut débit MEN
		9.1.13 Taux de pénétration de l'internet haut débit par le fixe	0	50	100	X	X	
		9.1.14 Taux de couverture du territoire à internet très haut débit	0					
		9.1.15 Taux d'usage des services financiers en ligne par les citoyens						
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	Elaboration et mise en œuvre du plan local de gestion des risques et catastrophes	13.1.1 Mise en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe						
		13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.3 Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
		13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes						
16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	Renforcement des capacités d'offre de service du CPS dans la prévention et la gestion de toute forme de maltraitance des enfants	16.2.1 Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtime corporel ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux au cours du mois précédent						

Cibles prioritaires	Actions prioritaires	Indicateurs domestiqués	Valeur de référence	Valeurs ciblées intermédiaires à atteindre		Responsabilités		Observations
			2015	2020-25	2025-30	Commune	Etat	
	Renforcement des capacités d'offre de service du CPS dans la prévention et la gestion de la traite des enfants et des êtres humains	16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants,						
		16.2.3 Nombre d'enfants victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants						
	Renforcement des capacités d'offre de services du CPS dans la prévention et la gestion des violences sexuelles	16.2.4 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans						
		16.2.5 Nombre de plaintes concernant les infractions contre les mineurs qui ont fait objet de poursuite judiciaire						

1.15. Annexes

1.15.1 Comité de conduite du processus de spatialisation des cibles prioritaires des odd

SUPERVISION
Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement
Abdoulaye BIO TCHANE
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS
Programme des Nations Unies pour le Développement Fonds des Nations Unies pour l'Enfance Fonds des Nations Unies pour la Population Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Communal PDDC/GIZ
COORDINATION TECHNIQUE
Magloire A. AGUESSY, Directeur Général de la Coordination et du Suivi des ODD Alastaire Sèna ALINSATO, Directeur Général du Suivi des Investissements Publics Naïmatou BIO DJARA KOUTOUMA, Directrice Générale Adjointe de la Coordination et du Suivi des ODD
CONSEILLER A LA REDACTION
Janvier ALOFA, Economiste National du PNUD André-Félix SOSSOU, Coordonnateur du Projet PASD-Phase 2 Rim NOUR, Chef Section Politiques Sociales, UNICEF Mathieu KOUKPO, Spécialiste Politiques Sociales, UNICEF Philippe TOBOSSI, Expert, UNFPA Nestor AHOUEANGAN, Coordonnateur Champ d'Action Agenda 2030, PDDC /GIZ Diane GNANGUENON BOKO, Conseillère Technique, PDDC/GIZ Grégoire ASSOUGNI, Conseiller Technique, PDDC/GIZ
EQUIPE DE CONSULTANTS
Dr David SOHINTO, chef de mission Lavenir BOKO, consultant associé, Ariel Hardy HOUSSOU, personnel d'appui Avec la collaboration de : HOUNKPE Romaric et BACHIROU Akim
EQUIPE DE REDACTION ET DE RELECTURE
Chef d'équipe :

Toussaint TODEGNON, Directeur de la Coordination des Politiques ODD, par
intérim

Membres :

Erick Damase DAGBENONBAKIN, Directeur du Suivi et de l'Evaluation des ODD

Dorinali BONI YALLA, Chef du Service de l'Intégration des ODD

Léchidia de SOUZA, Chef du Service de Contrôle et de l'Evaluation des Politiques
des ODD

Carel Brian MOUSSE, Chef du Service de la Statistique et du Suivi des ODD

TOKO BOUGOUROU Moussa, Chef Division Veille Stratégique sur les ODD

AIHONNOU Coovi, Chef Division Sociale à la DGCS-ODD

DANSOU Sègla Maurille, Chef Division à la DGCS-ODD

PERSONNES RESSOURCES

Directeur de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

Directeur Général des Collectivités Locales

Rapporteur de la Commission ODD de l'Association Nationale des Communes du
Bénin

Directeurs Départementaux du Plan et du Développement

Secrétaires Généraux des Préfectures

Secrétaires Généraux des Mairies

Chefs de Services Planification et Aménagement du Territoire des Préfectures

Chefs de Services Planification et Développement Local des Mairies

1.15.2 Listes des cibles prioritaires des ODD retenus par le Bénin

Cadre Social
Cibles
ODD 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
1.2 : D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion des hommes, femmes et enfants de tous âges vivant dans la pauvreté dans toutes ses dimensions selon les définitions nationales.
1.3 : Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient
1.4 : D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance
ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
2.1 : D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
2.2 : D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées
2.3 : D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges
3.1 : D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes.
3.2 : D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus.
3.3 : D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles.
3.4 : D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être
3.7 : D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et veiller à la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie
4.1 : D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile.
4.4 : D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.
4.5 : D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.

ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
5.1 : Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.
5.5 : Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau
6.1 : D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable
6.2 : D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable
6.4 : D'ici à 2030, faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées beaucoup plus efficacement dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements et de l'approvisionnement en eau douce afin de remédier à la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui manquent d'eau
6.5 : D'ici à 2030, assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient

Cadre économique
ODD & Cibles
ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable
7.1 : D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.
ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
8.2 : Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre
8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.
8.5 : D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale
8.9 : D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux.
ODD 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation
9.1 : Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontalière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité.
9.2 : Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés
9.5 : Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant considérablement le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement pour 1 million d'habitants et en accroissant les dépenses publiques et privées consacrées à la recherche et au développement d'ici à 2030.
ODD 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein
10.1 : D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 pour cent les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable.
10.2 : D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.

10.3 : Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière.
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables
11.1 : D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis
11.3 : D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays.
11.5 : D'ici à 2030, réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable.

Cadre environnemental
ODD & Cibles
ODD 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables
12.2 : D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles.
12.5 : D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation.
12.7 : Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales
12.8 : D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature.
ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
13.1 : Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.
ODD 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
14.2 : D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans.
14.5 : D'ici à 2020, préserver au moins 10 % des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles.
ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
15.1 : D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux
15.2 : D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial.
15.3 : D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols

Cadre institutionnel
ODD & Cibles
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

16.2 : Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.
16.3 : Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.
16.5 : 5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes
16.6 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux
16.9 : D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances